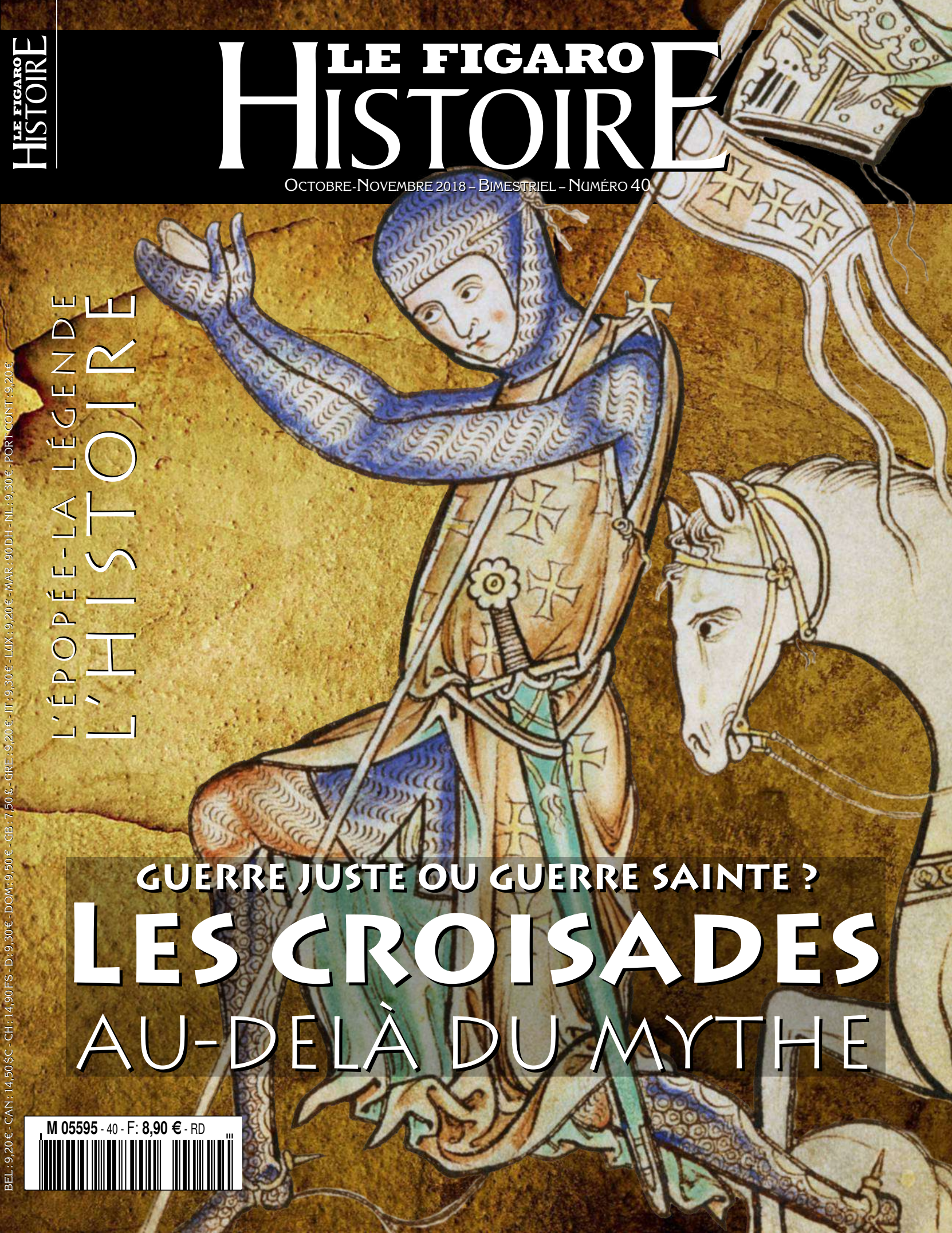
LE FIGARO HISTOIRE

LE FIGARO HISTOIRE

OCTOBRE-NOVEMBRE 2018 – BIMESTRIEL – NUMÉRO 40



L'ÉPOPÉE-LA LÉGENDE DE L'HISTOIRE

GUERRE JUSTE OU GUERRE SAINTE ?

LES CROISADES

AU-DELÀ DU MYTHE

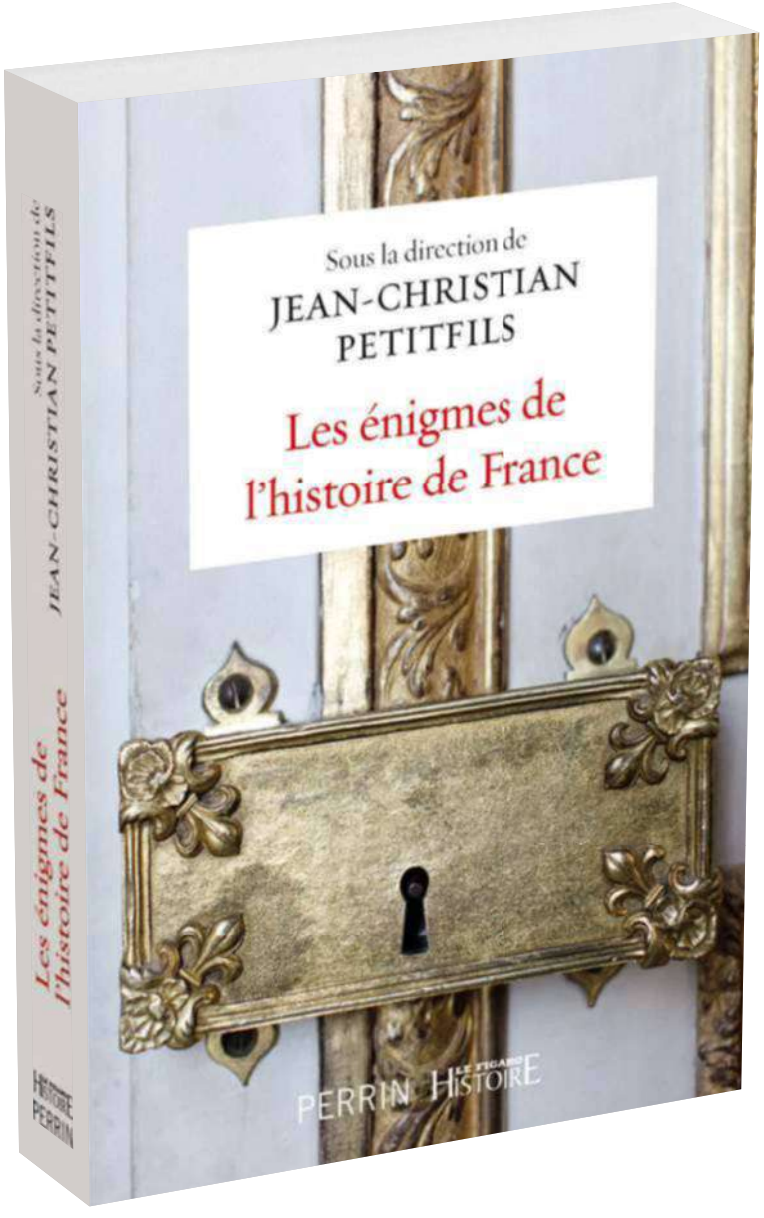
BEL : 9,20 € - CAN : 14,50 $C - CH : 14,90 FS - D : 9,30 € - DOM : 9,50 € - GB : 7,50 £ - GRE : 9,20 € - IT : 9,30 € - LUX : 9,20 € - MAR : 90 DH - NL : 9,30 € - PORT CONT : 9,20 €

M 05595 - 40 - F: 8,90 € - RD

Les meilleures histoires, le meilleur de l'Histoire.

« Un ouvrage rigoureux, pétillant d'érudition,
qui se lit comme s'il s'agissait de vingt nouvelles policières. »

Jean-Christophe Buisson



Meilleure vente de livres d'Histoire *

* *Source GfK France, segment Histoire de France, 2018.*

Retrouvez-nous sur

Par Michel De Jaeghere

© VICTOIRE PASTOP

Guerre juste, guerre sainte ?

Urbain II avait surpris tout le monde : le roi et l'empereur ; les évêques, autant que les barons, et jusqu'au *basileus* byzantin qui perpétuait, à Constantinople, les trompeuses apparences de la continuité romaine dans un Orient battu par l'Islam comme par les vagues de la mer. Lorsqu'il était passé d'Italie en France en juin 1095 pour y présider un concile à Clermont, nul ne s'attendait à ce que ce pape champenois, issu de l'abbaye de Cluny, lance un appel qui allait ébranler pour deux siècles et plus l'Occident. Lui faire découvrir les chrétientés oubliées d'Orient et prendre conscience de l'immensité de l'univers, semant, par là, les germes de la grande aventure qui lancerait, plus tard, ses marins sur les océans. Exalter dans le monde chrétien un désir d'aller porter la Bonne Nouvelle jusqu'aux extrémités de la terre. Faire naître dans son sillage les ordres mendiants qui renouvelleraient en profondeur l'idée que la chrétienté se faisait de sa propre religion. Urbain II venait, plus prosaïquement, présider une assemblée convoquée pour confirmer l'excommunication du roi Philippe Ier, coupable d'avoir fait enfermer sa femme dans un couvent pour se remarier avec l'épouse du comte Foulques IV d'Anjou, ainsi que pour régler d'irritantes questions de discipline ecclésiastique. Le 27 novembre, au dixième jour des discussions, il en clôturerait les travaux en appelant toute la chrétienté aux armes pour délivrer le tombeau du Christ de l'occupation musulmane.

La situation était, de fait, préoccupante. Venus de l'est, les Turcs seldjoukides avaient imposé leur tutelle au calife abbasside de Bagdad (1055). L'Islam avait changé de maître. Aux Arabes amollis par les raffinements de l'Orient byzantin, avait succédé une race de nomades endurcis par des siècles de chevauchées dans les âpres solitudes de l'Asie centrale. Ils avaient conquis l'antique royaume chrétien d'Arménie. En 1071, à Manzikert, l'échec de la contre-offensive de l'empereur byzantin Romain IV Diogène leur avait livré l'essentiel de l'Asie Mineure. Depuis 1078, ils campaient à Nicée, aux portes de la mer de Marmara. Constantinople paraissait à portée d'un audacieux coup de main. Dès 1074, le pape Grégoire VII avait exprimé le désir de voir les chevaliers d'Occident se porter au secours des chrétiens d'Orient, persécutés par ces nouveaux arrivants.

Il y avait désormais près de trois siècles que l'occupation musulmane du Proche-Orient, de l'Afrique du Nord, des îles de la Méditerranée et de l'Espagne avait fait connaître aux élites occidentales la nécessité de résister à la montée de l'Islam. Elle habitait les esprits. Charles Martel avait repoussé les Arabes à Poitiers en 732 ; les Normands avaient repris la Sicile en 1091, Malte en 1092. Les Byzantins avaient eux-mêmes reconquis la Crète en 961, Chypre en 964, la côte cilicienne en 965, la Syrie du Nord et la Galilée en 968 et 975, Edesse en 1030.

Les royaumes du nord de l'Espagne avaient entrepris, depuis le VIIIe siècle, la reconquête de leur territoire. En 1031, l'effondrement du califat de Cordoue et son émiettement en principautés rivales leur avaient permis de marquer des points. En 1085, ils avaient repris pied à Tolède, l'ancienne capitale du royaume wisigoth. En 1089, Urbain II avait encouragé lui-même une expédition des barons du midi de la France à aller leur prêter la main. La croisade prolongerait la Reconquista aux portes de l'empire d'Orient.

Les circonstances étaient désormais favorables. La mort du sultan seldjoukide Malik Shah, en 1092, avait provoqué l'éclatement de son empire et allumé la guerre entre ses fils, ses neveux, ses cousins. Deux rois se disputaient la Syrie depuis Alep et depuis Damas. L'Asie Mineure relevait d'un royaume indépendant. Les fils du sultan se partageaient la Perse. L'Islam arabe était lui-même divisé en deux califats rivaux : celui des Abbassides à Bagdad et celui des Fatimides au Caire.

Le succès de la première croisade semble avoir, pour autant, tenu à ce que les motivations de ceux qui s'y engagèrent débordaient largement ces seules considérations. Les historiens matérialistes ont mis en avant la poussée de sève qu'avait représentée, au XIe siècle, la reprise de la démographie européenne, dont témoignent les grands défrichements de forêts et les assèchements de marécages alors pratiqués en Occident. Comme l'avait remarqué le grand médiéviste Jacques Heers, « *il peut paraître curieux que des communautés de paysans, que des hommes en quête de terres à mettre en valeur, aient songé à affronter un si long voyage et de si grands périls pour s'établir loin de chez eux, dans des pays inconnus et a priori hostiles, et sur des terres certainement bien moins fertiles que celles des pays qui les environnaient* ».

On a souligné que les barons engagés dans la grande aventure avaient été poussés par le désir de conquête. Et il est bien vrai qu'un Bohémond de Tarente ne déploya les trésors de ruse et d'énergie dont il était capable pour s'emparer d'Antioche que pour en faire la capitale d'une principauté orientale. Que Raymond de Saint-Gilles manifesta quelque dépit qu'on lui eût préféré Godefroy de Bouillon pour régner sur Jérusalem. Mais déjà duc de Basse-Lorraine (notre Brabant), Godefroy était l'un des grands féodaux d'Occident. Raymond de Saint-Gilles avait abandonné, en partant en Terre sainte, un comté de Toulouse dont nul ne lui disputait la possession et qui faisait de lui le roi du midi de la France. Ils n'avaient pas besoin de la croisade pour satisfaire leur appétit de puissance.

On a dénoncé les arrière-pensées économiques des Républiques italiennes qui avaient assisté l'expédition avec leurs flottes : Pise, Venise ou Gênes. Mais les grands marchands adonnés au commerce des épices orientales avaient déjà des comptoirs à Constantinople et au Caire, où les caravanes arabes les leur rapportaient d'Asie en abondance.

On a parlé d'une première ébauche de colonisation occidentale. Mais les croisés ne partaient nullement à la conquête de terres vierges. Ils avaient pleine conscience que, berceau de leur religion, Syrie et Palestine avaient été pendant des siècles des provinces de l'empire d'Orient. Que de nombreux chrétiens y vivaient encore. Qu'il s'agissait de les arracher à d'injustes conquérants. L'immense majorité d'entre eux revint en Occident dans les mois qui suivirent la délivrance de Jérusalem.

La croisade est devenue plus simplement, aujourd'hui, dans notre imaginaire, le pendant chrétien du djihad. L'une des faces d'ombre de l'histoire de la chrétienté occidentale. Le symbole même d'un âge heureusement aboli, où les disciples du Christ avaient cru, eux aussi, pouvoir étendre son règne par la violence et par la force : la guerre et la conquête, l'intolérance en marche.

Le malentendu est cette fois total. Si les croisades étaient apparues à l'Eglise comme une guerre juste, c'est parce qu'elles détournaient l'énergie bouillonnante de la chevalerie des guerres incessantes qui affligeaient l'Occident vers une aventure légitime, visant à rétablir le plus saint des pèlerinages : celui qui devait permettre au pénitent de se régénérer en mettant ses pas dans ceux de son Sauveur.

Jamais elles ne visèrent, en revanche, à la conversion par la force des musulmans. Urbain II n'y avait fait, dans son discours, aucune allusion. Les chroniques ne nous ont pas rapporté de témoignages qui puissent laisser penser que les musulmans aient été contraints à changer de religion par ce qui ne leur était apparu, sans doute, que comme un afflux inhabituel de ces mercenaires francs qu'avaient accoutumé de recruter les empereurs byzantins pour tenter de reconquérir les territoires qui leur avaient été soustraits par la conquête arabe.

Si les croisades déclenchèrent l'enthousiasme, si elles furent, en dépit des crimes odieux, des rivalités, des luttes intestines qui en assombrirent parfois le déroulement et qui sont le propre et la limite de toutes les œuvres humaines, considérées par leurs contemporains comme une guerre sainte, c'est à un autre sens que celui où nous l'entendons : parce qu'elles offraient aux fidèles l'occasion de trouver, dans les fatigues et les souffrances d'une expédition entreprise pour rétablir la liberté des chrétiens sur le lieu même de leur Rédemption, une occasion de pénitence et, partant, de sanctification.

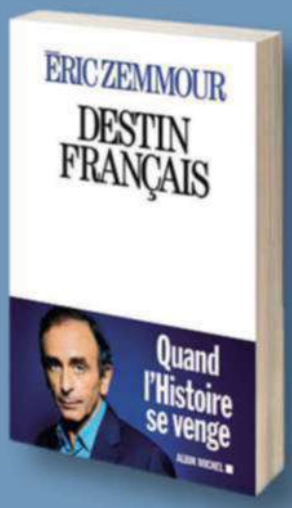
LE FIGARO HISTOIRE
OFFRE DU MOIS

ABONNEZ-VOUS

ET RECEVEZ LE LIVRE

« Destin Français »

d'Eric Zemmour



"Je savais où je voulais vivre, avec qui je voulais vivre, et comment je voulais vivre. À mes yeux médusés d'enfant, le mot France brillait de tous les feux : histoire, littérature, politique, guerre, amour, tout était rassemblé et transfiguré par une même lumière sacrée, un même art de vivre mais aussi de mourir, une même grandeur, une même allure, même dans les pires turpitudes. La France coulait dans mes veines, emplissait l'air que je respirais ; je n'imaginais pas être la dernière génération à grandir ainsi.
Le travail de déconstruction opéré depuis quarante ans n'a laissé que des ruines. Il n'y a pas d'origine de la France, puisque la France n'existe pas, puisqu'il n'y a plus d'origine à rien.
On veut défaire par l'histoire ce qui a été fait par l'Histoire : la France. L'Histoire est désormais détournée, occultée, ignorée, néantisée. L'Histoire de France est interdite. On préfère nous raconter l'histoire des Français ou l'histoire du monde. Tout sauf l'Histoire de France.
Mais cette Histoire se poursuit malgré tout et malgré tous. Elle a des racines trop profondes pour être arrachées."

Éric Zemmour, journaliste au Figaro, se livre avec force et sans tabou à une analyse de l'identité française en réhabilitant ses fondations.

1 AN
D'ABONNEMENT
+ LE LIVRE
DESTIN FRANÇAIS

49 € au lieu de ~~77,90€~~
soit **37 % DE RÉDUCTION**

LE FIGARO HISTOIRE — BULLETIN D'ABONNEMENT

À retourner sous enveloppe non affranchie à : LE FIGARO HISTOIRE - ABONNEMENTS - LIBRE RÉPONSE 73387 - 60439 NOAILLES CEDEX

☐ **OUI, je souhaite bénéficier de cette offre spéciale : 1 an d'abonnement au *Figaro Histoire* (6 numéros) + le livre « *Destin Français* » au prix de 49 € au lieu de ~~77,90 €~~.**

RAP18009

☐ M. ☐ Mme ☐ Mlle

Nom _____

Prénom _____

Adresse _____

Code postal |__|__|__|__|__| Ville _____

E-mail _____

Téléphone |__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|

☐ Je joins mon règlement de 49 € par chèque bancaire à l'ordre de Société du Figaro.

☐ Je règle par carte bancaire :

N° |__|__|__|__| |__|__|__|__| |__|__|__|__| |__|__|__|__|

Date de validité |__|__|__|__|

Signature obligatoire et date

Offre France métropolitaine réservée aux nouveaux abonnés et valable jusqu'au 30/11/2018 dans la limite des stocks disponibles. Expédition du livre sous 2 semaines après réception de votre règlement. Vous pouvez acquérir séparément le livre « Destin Français » au prix de 24.50€ + 10€ de frais de port et chaque numéro du Figaro Histoire au prix de 8.90€.
Les informations recueillies sur ce bulletin sont destinées au Figaro, ses partenaires commerciaux et ses sous-traitants, pour la gestion de votre abonnement et à vous adresser des offres commerciales pour des produits et services similaires. Vous pouvez obtenir une copie de vos données et les rectifier en nous adressant un courrier et une copie d'une pièce d'identité à : Le Figaro, Service Relation Client, 14 boulevard Haussmann 75009 Paris. Si vous ne souhaitez pas recevoir nos promotions et sollicitations, cochez cette case ☐. Si vous ne souhaitez pas que vos coordonnées soient transmises à nos partenaires commerciaux pour de la prospection postale, cochez cette case ☐. Nos CGV sont consultables sur www.lefigaro.fr - Société du Figaro, 14 bd Haussmann 75009 Paris. SAS au capital de 16 860 475€. 542 077 755 RCS Paris.

AU SOMMAIRE

Actualité de l'histoire

8. Le roman national persiste et signe *Par Jean-Louis Thiériot*
16. Plus dure sera la chute *Par Jean-Louis Thiériot*
18. L'imposture et la tragédie *Entretien avec Jean Sévillia, propos recueillis par Michel De Jaeghere*
26. Dans le donjon du Temple *Par Jean Sévillia*
28. Que ma joie demeure *Par Michel De Jaeghere*
29. Côté livres
33. Frères des hommes *Par François-Xavier Bellamy*
34. Expositions *Par Geoffroy Caillet et François-Joseph Ambroselli*
38. Cinéma *Par Geoffroy Caillet*
39. Après le raifort, le réconfort *Par Jean-Robert Pitte,* de l'Institut

En couverture

42. Quand ils ont pris la croix *Par Michel Balard*
52. On a délivré le tombeau du Christ *Par Jacques Paviot*
56. L'invention de la croisade *Par Martin Aurell*
66. Baudouin IV, le roi souffrant *Par Pierre Aubé*
70. Les chevaliers du ciel *Par Alain Demurger*
78. Le trésor des frères
80. Citadelle de la foi *Par Emmanuel Pénicaut*
88. Rendez-vous en Terre sainte *Par Xavier Hélary*
96. Regards croisés
100. Chronique du Levant *Par François-Joseph Ambroselli*

L'esprit des lieux

106. La Crimée, Riviera des tsars *Par Lorraine de Meaux*
114. Ci-gît madame Marguerite *Par Marie-Amélie Brocard*
118. Parle-leur de batailles, de rois et de géants *Par Geoffroy Caillet*
126. A la table des princes *Par Sophie Humann*
130. Avant, Après *Par Vincent Trémolet de Villers*

Société du Figaro Siège social 14, boulevard Haussmann, 75009 Paris.
Président **Charles Edelstenne**. Directeur général, directeur de la publication **Marc Feuillée**. Directeur des rédactions **Alexis Brézet**.

Le Figaro Histoire. Directeur de la rédaction **Michel De Jaeghere**. Rédacteur en chef **Geoffroy Caillet**.
Enquêtes **Albane Piot**. Chef de studio **Françoise Grandclaude**. Secrétariat de rédaction **Caroline Lécharny-Maratray**.
Rédacteur photo **Carole Brochart**. Editeur **Robert Mergui**. Directeur industriel **Marc Tonkovic.**
Responsable fabrication **Emmanuelle Dauer.** Responsable pré-presse **Alain Penet**. Relations presse et communication **Marie Müller**.
Le Figaro Histoire. Commission paritaire : 0619 K 91376. ISSN : 2259-2733. Edité par la Société du Figaro.
Rédaction 14, boulevard Haussmann, 75009 Paris. Tél. : 01 57 08 50 00. Régie publicitaire **MEDIA.figaro**
Président-directeur général **Aurore Domont**. 14, boulevard Haussmann, 75009 Paris. Tél. : 01 56 52 26 26.
Imprimé en France par Imaye Graphic, 96, boulevard Henri-Becquerel, 53000 Laval. Septembre 2018. Imprimé en France/Printed in France. Origine du papier : Finlande. Taux de fibres recyclées : 0 %. Eutrophisation : Ptot 0,010 kg/tonne de papier.
Abonnement un an (6 numéros) : 35 € TTC. Etranger, nous consulter au 01 70 37 31 70, du lundi au vendredi, de 7 heures à 17 heures, le samedi, de 8 heures à 12 heures. *Le Figaro Histoire* est disponible sur iPhone et iPad.

Le Figaro Histoire est imprimé dans le respect de l'environnement.

Ce numéro a été réalisé avec la collaboration de Jean-Louis Voisin, Frédéric Valloire, Philippe Maxence, Charles-Édouard Couturier, Marguerite de Monicault, Blandine Huk, secrétaire de rédaction, Sophie Suberbère et Annie-Claire Auliard, rédactrices photo, Philippe Jauneau et Sophie Trotin, fabrication, et Laëtitia Bréchemier, relations presse. En couverture © La Collection. fond : © Strikker-stock.adobe.com.

© Musée des Beaux-Arts, Orléans/François Lauginie. © Jean-Paul Dumontier-La Collection. © Alamy Stock Photo/Hemis.fr.

Le Figaro Histoire

Retrouvez *Le Figaro Histoire* sur www.lefigaro.fr/histoire et sur

Conseil scientifique. **Président : Jean Tulard,** de l'Institut. **Membres : Jean-Pierre Babelon,** de l'Institut ; **Marie-Françoise Baslez,** professeur d'histoire ancienne à l'université de Paris-IV Sorbonne ; **Simone Bertière,** historienne, maître de conférences honoraire à l'université de Bordeaux-III et à l'ENS Sèvres ; **Jean-Paul Bled,** professeur émérite (histoire contemporaine) à l'université de Paris-IV Sorbonne ; **Jacques-Olivier Boudon,** professeur d'histoire contemporaine à l'université de Paris-IV Sorbonne ; **Maurizio De Luca,** ancien directeur du Laboratoire de restauration des musées du Vatican ; **Barbara Jatta,** directrice des musées du Vatican ; **Eric Mension-Rigau,** professeur d'histoire sociale et culturelle à l'université de Paris-IV Sorbonne ; **Arnold Nesselrath,** professeur d'histoire de l'art à l'université Humboldt de Berlin, ancien délégué pour les départements scientifiques et les laboratoires des musées du Vatican ; **Dimitrios Pandermalis,** professeur émérite d'archéologie à l'université Aristote de Thessalonique, président du musée de l'Acropole d'Athènes ; **Jean-Christian Petitfils,** historien, docteur d'Etat en sciences politiques ; **Jean-Robert Pitte,** de l'Institut, ancien président de l'universitéde Paris-IV Sorbonne ; **Giandomenico Romanelli,** professeur d'histoire de l'art à l'université Ca' Foscari de Venise, ancien directeur du palais des Doges ; **Jean Sévillia,** journaliste et historien.

ACTUALITÉ DE L'HISTOIRE

© AXEL COEURET/HEMIS.FR. © PHOTO IOSSE/LEEMAGE. © BRUNO KLEIN/DIVERGENCE.COM. © CIVICO GABINETTO DEI DISEGNI DEL CASTELLO SFORZESCO/SP.

8 Le roman national persiste et signe

La rentrée littéraire est d'abord historique. Philippe de Villiers, Camille Pascal et Éric Zemmour publient trois livres qui sont autant de méditations sur l'histoire et la mémoire nationale.

16 Plus dure sera la chute

Ils s'appelaient Hannibal, Vercingétorix ou Richard Nixon. Leur chute fut aussi frappante que leur ascension. *Les Grands Vaincus de l'Histoire* met en lumière treize de ces maudits.

18
L'imposture et la tragédie

C'est la synthèse qu'on attendait pour dissiper les ombres accumulées autour d'une guerre toujours douloureuse. Avec *Les Vérités cachées de la guerre d'Algérie*, Jean Sévillia livre une salutaire mise au point.

Et aussi

Dans le donjon du Temple

Que ma joie demeure

Côté livres

Frères des hommes

Expositions

Cinéma

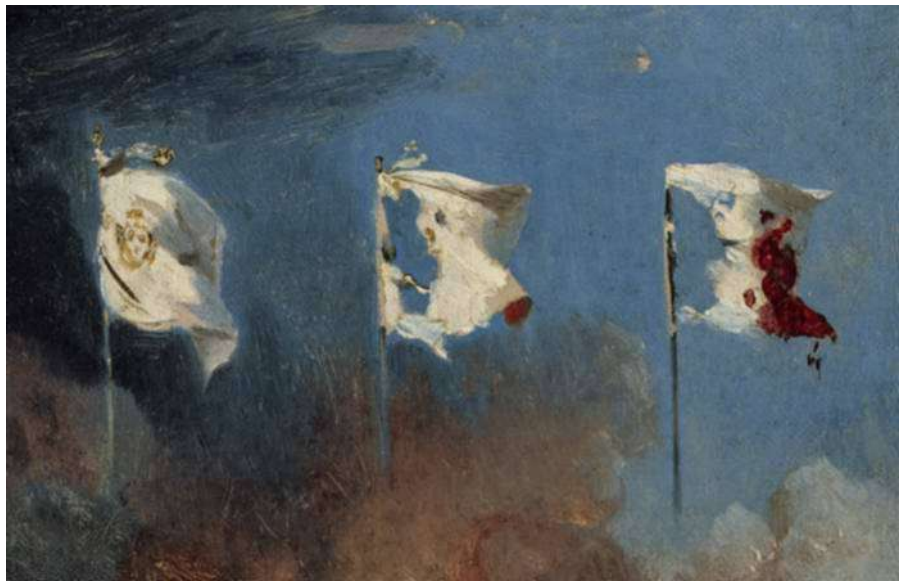
Après le raifort, le réconfort

À L'AFFICHE

Par Jean-Louis Thiériot

Le roman national persiste et signe

Trois livres signés par Philippe de Villiers, Camille Pascal et Eric Zemmour proposent simultanément trois méditations inspirées sur l'histoire et la mémoire nationale.



MUSÉE DES BEAUX-ARTS, ORLÉANS © FRANÇOIS LAUGINIE.

Il est des automnes lumineux comme des printemps. Cette rentrée littéraire en est un, en tout cas pour l'histoire. Trois livres prodigieux viennent illuminer la mémoire française : *Le Mystère Clovis*, de Philippe de Villiers, *L'Eté des quatre rois*, de Camille Pascal, et *Destin français*, d'Eric Zemmour. Aucun des trois ouvrages n'est dû à la plume d'un historien de métier. Tous empruntent le genre du récit personnel (Eric Zemmour), voire celui du roman (Philippe de Villiers, Camille Pascal), plutôt que celui de l'enquête universitaire. Aucun ne prétend faire « progresser » l'histoire en tant que science humaine. Mais chacun de ces livres est pourtant à lire et à méditer. Ils s'éclairent mutuellement. Ils dessinent, chacun à sa manière, le visage de la France pour nous le donner à contempler.

Avec *Le Mystère Clovis*, Philippe de Villiers nous parle de la magie des commencements, celui du destin d'un petit Franc salien qui, par l'onction du baptême reçu des mains de saint Remi à Reims, a fait l'unité spirituelle de la France. Il éclaire par là l'identité profonde d'un peuple né, par la fusion des Francs avec les autochtones, sous les auspices de la romanité.

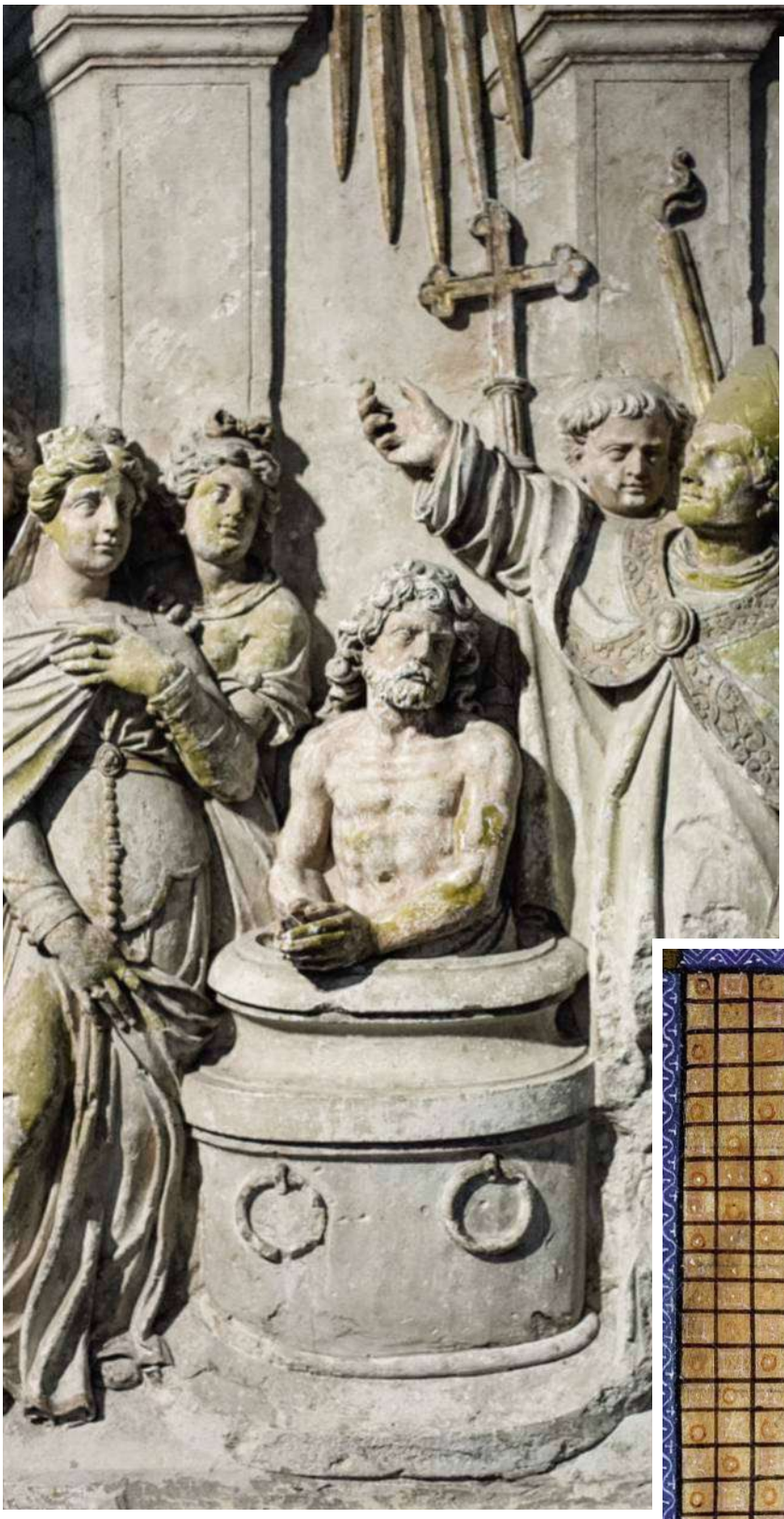
Avec *L'Eté des quatre rois*, au fil de la narration heure par heure des « Trois Glorieuses », ces trois journées de 1830 où fut déposé Charles X, le dernier roi sacré selon le rite, c'est la chronique douce-amère d'un inéluctable couchant que nous livre Camille Pascal.

Enfin, brochant sur le tout, à travers le portrait d'une quarantaine de personnages clés de l'histoire de France, Eric Zemmour dresse une fresque épique de la destinée nationale, du premier monarque au dernier chef d'Etat inscrit dans l'Histoire, de Clovis à De Gaulle.

Naissance de la France

Avec le talent dont il a déjà fait preuve dans ses biographies de Charette, de Saint Louis, de Jeanne d'Arc, Philippe de Villiers donne aujourd'hui la parole à Clovis. Ce sont ses Mémoires qui nous sont proposés comme s'ils venaient d'être miraculeusement exhumés. Tout est fiction, mais tout est vrai. Nourri aux meilleures sources, des chroniques d'époque, notamment l'*Histoire des Francs* de Grégoire de Tours, irrigué aussi par l'historiographie la plus récente, la plus pointue, et à rebours de la thèse des apôtres de la déconstruction historique qui veulent faire de Clovis un roitelet sans importance et de son baptême un événement anecdotique, l'ouvrage montre combien le destin exceptionnel de Clovis fut déterminant pour le cours de notre histoire.

Né en 466, fils de Childéric, roi des Francs saliens, peuplade germanique dominant



Mémoire de France Ci-dessus : *Le Baptême de Clovis*, détail du *Retable des trois baptêmes*, attribué à Nicolas Jacques, 1610 (Reims, basilique Saint-Remi). A droite : *Saint Louis*, miniature tirée du *Registre des ordonnances de l'hôtel du roi*, vers 1320 (Paris, Archives nationales). En haut, à droite : *Episode de la révolution de juillet 1830*, par François Dubois d'après François Gérard, XIXe siècle (Versailles, musée du Château). Page de gauche : *Les Drapeaux*, par Léon Cogniet, 1830 (Orléans, musée des Beaux-Arts).

© AXEL COEURET/HEMIS.FR. © GÉRARD BLOT/RMN-GP. © PHOTO JOSSE/LEEMAGE.

© HANNAH ASSOULINE/OPALE/LEEMAGE. PHOTOS : © BNF.

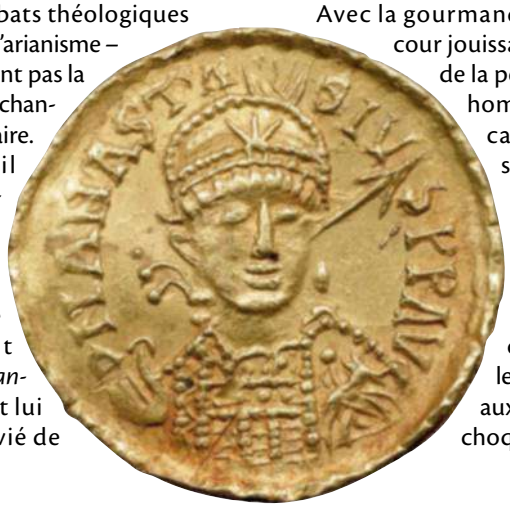
un petit territoire brumeux entre Tournai et Cambrai, Clovis parvint en une trentaine d'années à unifier sous sa framée la plus grande partie de l'ancienne Gaule. En 486, après la victoire de Soissons remportée sur Syagrius, un notable gallo-romain qui dirige mollement un territoire situé entre la Meuse et la Loire et revendique l'héritage de l'empire d'Occident définitivement balayé depuis la déposition par Odoacre de Romulus Augustule en 476, il s'ouvre les portes de l'Ile-de-France, de Senlis, de Beauvais, de Lutèce. Païen, sacrifiant aux dieux du Walhalla, il a pourtant compris que les évêques demeuraient les seules autorités constituées depuis l'effacement de Rome. Qu'ils étaient plus encore porteurs de tout l'héritage intellectuel et spirituel de la romanité. Il les ménage. L'épisode du vase de Soissons, tant moqué par les détracteurs de l'histoire image d'Epinal, en est une preuve éclatante et hautement symbolique. Contre la volonté de ses guerriers et les usages du *barbaricum* où le butin était réparti entre les combattants, Clovis décide de restituer un vase précieux à l'évêque de Reims. Ensuite, il ne connaît presque que des succès. Il soumet les Francs rhénans, la Thuringe. A la bataille de Tolbiac contre les Alamans, alors que tout semble compromis, reprenant la tradition de Constantin au pont Milvius, il l'emporte après avoir invoqué le Dieu de son épouse Clotilde, le Dieu des chrétiens. En 507, il remporte enfin la bataille de Vouillé sur Alaric, roi des Wisigoths qui contrôle tout le sud-ouest de la France et qui, ayant embrassé l'hérésie arienne, mène contre le christianisme nicéen de ses sujets gallo-romains une persécution feutrée. Proche de sainte Geneviève, Clovis fait alors de Paris la capitale du royaume. En 508, enfin, il reçoit de l'empereur d'Orient, Anastase, la dignité consulaire. Sur le territoire franc, la *translatio imperii* a échu ainsi aux Mérovingiens. C'est à eux qu'il revient de perpétuer l'héritage de la romanité.

Par-delà la houle des événements, le livre montre en effet – c'est son secret leitmotiv – le rôle éminent du fantôme de feu l'Empire romain qui hante les consciences et qui, depuis l'édit de Milan de 313, est synonyme de chrétienté. C'est dans cette

Roman des origines
Ci-contre : *Saint Martin partageant son manteau,* extrait des *Images de la vie du Christ et des saints,* XIIIe siècle (Paris, Bibliothèque nationale de France). En bas : sou d'or des Francs sous Clovis Ier, au nom d'Anastase Ier. (Paris, BnF). En 508, Clovis reçut de l'empereur d'Orient le titre de consul qui valait reconnaissance de son autorité sur la Gaule. Page de gauche : avec sont talent habituel, Philippe de Villiers restitue dans son roman, *Le Mystère Clovis,* la magie des origines.

perspective qu'il place le baptême du chef des Francs saliens et de trois mille de ses antrustions – la noblesse militaire – pour en faire un acte fondateur. Pour relever le glaive tombé de Rome et pour se faire reconnaître par le menu peuple, Clovis n'avait, montre-t-il, d'autre choix que de se faire chrétien nicéen, en communion avec ses sujets. C'est par le christianisme qu'il s'est imposé comme le héraut de la romanité, par lui qu'il a abandonné la condition d'envahisseur pour se faire chef de peuple. Mais Philippe de Villiers n'est pas là où on l'attend. Il surprend. Il ne se contente pas en effet de répéter comme un perroquet le récit national. Il le soumet à un regard critique et, appuyé sur les plus fines lames de l'histoire contemporaine, il réfute la date habituellement reçue de 496 et, de manière fort convaincante, fixe à la Noël 508 le catéchuménat et le baptême de Reims, donné des mains de saint Remi. Plus qu'à la victoire de Tolbiac, il en attribue le mérite à la médiation de saint Martin, ce soldat de Rome qui avait, au IVe siècle, évangélisé les Gaules et dont les miracles post mortem, découverts par le Mérovingien lors de sa visite à la basilique de Tours, l'auraient convaincu de la supériorité éminente du Dieu des chrétiens sur les idoles qu'il vénérait en vain. C'est toute l'histoire du règne, devenue celle d'une lente conversion à la civilisation romaine, qui en est transformée.

Servi par une langue puissante qu'on imagine celle des preux de légende, Philippe de Villiers fait entendre avec le même bonheur, la même poésie, le martèlement des scramasaxes sur les boucliers francs que les subtils débats théologiques entre partisans de l'arianisme – qui ne reconnaissent pas la divinité du fils – et chantres du Dieu trinitaire. Avec ce roman, il nous fait comprendre pourquoi, pendant plus d'un millénaire, la devise implicite de la France fut « *Gesta Dei per Francos* » et comment lui échut le titre envié de « fille aînée de l'Eglise ». Il nous dit aussi l'importance de l'unité religieuse dans la formation d'un peuple, la fusion des envahisseurs et des autochtones, la constitution de notre identité la plus profonde.



Le crépuscule de la monarchie

Philippe de Villiers a choisi le roman pour décrire l'aube française, Camille Pascal intitule roman son récit du crépuscule de la Restauration. Si le talent est le même, le style est tout différent. Ce n'est plus Joinville ou Froissart. C'est Saint-Simon, le cardinal de Bernis ou Horace de Viel-Castel.

Avec la gourmandise d'un abbé de cour jouissant en connaisseur de la petitesse des grands hommes, Camille Pascal – qui fut, à l'Elysée, conseiller de Nicolas Sarkozy – chronique heure par heure la fin du règne de Charles X. L'histoire est bien connue. Heurté par le succès des libéraux aux élections de 1827, choqué par l'adresse de 221 députés d'opposition qui lui avaient reproché, le 16 mars 1830, de faire bon marché de la Charte et de ne pas appeler auprès de lui un ministère responsable devant la Chambre, le monarque engage un bras de fer avec l'assemblée qui aboutit à sa dissolution le 16 mai. En juin, il convoque de nouvelles élections désastreuses. L'opposition passe de 221 à 270 députés sur 556. Si le courant légitimiste a encore une faible majorité, les ultras, sur lesquels s'appuie le roi, tombent de 181 à 145 sièges. Faisant fi des résultats, imbu de ses préjugés, convaincu du droit divin des rois, apôtre de la légitimité la plus chimérique, Charles X confirme pourtant le prince de Polignac dans ses fonctions de Premier ministre et, le 25 juillet, promulgue des ordonnances qui suspendent la liberté de la presse, dissolvent la chambre nouvellement élue et fixent une nouvelle loi électorale qui exclut du corps électoral une grande partie de la bourgeoisie commerçante et industrieuse, la patente n'étant plus prise en compte dans le calcul du cens. Avant que la censure n'ait pu les faire taire, *Le Constitutionnel* et *Le National* appellent à la désobéissance. Des élus libéraux, comme Casimir Perier, ou des journalistes, comme Adolphe Thiers, sont à la manœuvre. Paris s'embrase. C'est la révolution de Juillet. En villégiature à

© BRUNO KLEIN/DIVERGENCE. © AGENCE BULLOZ/RMN-GP © PHOTO JOSSE/LEEMAGE.

Saint-Cloud, le roi ne mesure pas le péril. Or une minorité d'agitateurs républicains tente de ressusciter les grandes heures de 1789, voire, pour les plus enragés, de 1793. Et l'armée fraternise avec la foule. La bourgeoisie entreprenante craint plus que tout le retour de la Terreur et des troubles révolutionnaires. Face à cette grande peur des possédants, les partisans du duc d'Orléans parviendront vite à imposer leur solution comme une voie moyenne permettant de sortir de l'impasse réactionnaire en conjurant le spectre du désordre.

L'intéressé reste certes dans un premier temps prudemment en retrait. Mais Charles X, refusant de retirer les ordonnances (ce qui lui aurait sans doute permis de sauver son trône), est confronté aux défections d'une partie des monarchistes modérés. Le 2 août, il croit encore sauver sa dynastie en abdiquant au profit de son petit-fils Henri V, le futur comte de Chambord. Mais il est trop tard. Les modérés sont désormais ralliés à la solution orléaniste comme à la seule issue capable de ramener le calme. D'abord lieutenant-général du royaume, Louis-Philippe, qui joue de sa filiation avec Philippe Egalité, est reconnu « roi des Français » le 9 août 1830. Le drapeau tricolore remplace le drapeau blanc. La légitimité a vécu. Charles X prend le chemin de l'exil.

L'intérêt du livre est l'éclairage kaléidoscopique qu'il apporte. Ayant collationné les écrits de la plupart des contemporains, Camille Pascal nous promène à Saint-Cloud, aux Tuileries, dans les officines républicaines, chez le duc d'Orléans, à la table de Talleyrand ou sur les routes de l'exil. *L'Eté des quatre rois* est un magnifique traité de décomposition politique. On y voit l'histoire par le trou de la serrure, comme si on y était, parce qu'on est avec les témoins. Chaque anecdote peut être sourcée. C'est le Victor Hugo des *Choses vues*, le Tocqueville des *Souvenirs*, le Chateaubriand poseur et avantageux des *Mémoires d'outre-tombe* ou le Vigny de *Servitude et grandeur militaires*. Rien n'y manque. Tout y est juste, des uniformes de la Garde à la couleur des mozettes du grand aumônier de France en passant par le subtil vocabulaire de vénerie des parties de chasses royales. La description de La Fayette en vieillard voluptueux de la popularité est un enchantement. L'auteur touche à chaque envoi, car, homme d'antichambre et de pouvoir, il en sait toutes les chausse-trapes.

S'il est une leçon qui ressort de ce gros livre de plus de 600 pages, c'est que l'histoire ne pardonne pas aux amateurs trop sûrs d'eux. Charles X n'avait pas cru que les ordonnances susciteraient une émotion

HISTOIRE VIVANTE Ci-contre : *Portrait de Charles X*, par Horace Vernet, XIXe siècle (Dunkerque, musée des Beaux-Arts). Page de droite : *Episode de la révolution de 1830 à Paris*, par Léon Cogniet, XIXe siècle (Orléans, musée des Beaux-Arts). En haut : avec son roman *L'Eté des quatre rois*, Camille Pascal brosse un tableau vivant, nourri aux meilleures sources, de la fin de la royauté durant les journées de juillet 1830.

populaire. Il n'avait pas entendu les avertissements de Marmont, qui commandait la garnison de Paris. Il n'avait pas jugé utile de faire venir dans la capitale les régiments fidèles de Lunéville ou de l'Ouest. On saisit à travers les lignes qu'un Charles X énergique et stratège aurait sans doute pu imposer ses décisions et briser dans le sang la révolte de Paris. Mais trop dur pour ce qu'il avait de faible, trop faible pour ce qu'il avait de dur, ce rêveur des puissances d'autrefois ne pouvait qu'échouer, pour n'avoir pas compris qu'il faut parfois que tout change pour que rien ne change.

Pour toucher du doigt la réalité politique et historique, la forme romanesque fait ici merveille. Le Villiers et le Pascal sont des modèles du « mentir vrai ». Dans la lignée de Balzac ou de Zola, ils rendent compte d'une histoire vivante, charnelle et incarnée. Ils sont efficaces et pertinents car s'ils racontent, ils ne « romancent » pas. Ils vont aux meilleures sources. Ils donnent à sentir. Ils sont l'histoire pour tous, l'histoire à la portée de tous, qui ne s'oppose pas aux travaux universitaires mais s'en nourrit. D'une certaine façon, l'un et l'autre participent d'une authentique démocratie du savoir. Ils donnent aussi à penser.

Destin tragique

Eric Zemmour, lui, ne choisit pas le roman, mais l'essai et le récit. Au fil de chapitres qui courent de Clovis à Charles De Gaulle, en passant par les rois, les ministres, les écrivains qui ont marqué le « destin français », c'est toute l'histoire de France qu'il revisite pour mieux la méditer à la lumière des défis d'aujourd'hui. Ce n'est pas à proprement parler un livre d'histoire, c'est une méditation sur l'histoire. C'est du Zemmour, écrit à la hussarde, iconoclaste souvent, irritant parfois, mais brillant toujours.

Chaque entrée mériterait un article entier. Elles ont souvent les défauts de leurs qualités. A trop embrasser, trop vite, l'auteur fait parfois bon marché de la précision historique. Dans le chapitre sur Clovis, on croit que le Franc a battu Théodoric alors que c'est Alaric. Ce sont des Goths tous les deux, mais tout de même… Dans celui sur les croisades, la croix blanche des hospitaliers devient noire… Vétilles bien entendu, mais qui nuisent au crédit d'une pensée hautement anticonformiste.

Cela posé, certains passages sont exceptionnels. Lorsqu'il évoque Saint Louis, Eric Zemmour sait éviter l'hagiographie qu'on aurait pu craindre chez ce chantre du « récit national ». Il aborde de front l'antijudaïsme du « roi de justice » et ne le minimise nullement. Mais il en profite pour mettre en lumière la vocation revendiquée par la France d'être désormais le « *verus Israel* », un Israël de substitution : « *Comme la fidélité des rois d'Israël à leur Dieu a fait la gloire du peuple élu, la christianisation sans tache des rois de France assure*

MÉDITATIONS HISTORIQUES
Ci-contre : *René Augustin de Maupeou, chancelier de France,* par Pierre Lacour, XVIIIe siècle (Versailles, musée du Château). En bas : *Portrait du chef royaliste François Athanase de Charette de La Contrie,* gravure du XVIIIe siècle (Nantes, musée Thomas-Dobrée). Page de gauche : de Clovis à Charles De Gaulle, en passant notamment par Maupeou et Charette, Eric Zemmour revisite toute l'histoire de France dans son *Destin français.*

le destin glorieux de leur nation. A la fin des temps, le roi de France entrera en terre promise et sonnera le temps de la paix universelle. La France fait sien le destin messianique d'Israël. Elle se l'approprie. » Cette vision prophétique se poursuivra laïcisée, y compris sous la IIIe République. Comme le note Eric Zemmour, Clemenceau ne dit pas autre chose lorsqu'il proclame : « *Hier soldat de Dieu, aujourd'hui soldat du droit, la France sera toujours le soldat de l'idéal.* »

La dénonciation du gouvernement des juges lors du « coup de majesté » du chancelier Maupeou est un véritable chef-d'œuvre. Nous sommes sous Louis XV. Les parlements, c'est-à-dire des corps de magistrats héréditaires appartenant à la noblesse de robe, s'opposent constamment à la monarchie, notamment lorsqu'il s'agit de limiter les privilèges fiscaux. Usant et abusant du droit de remontrance, ils paralysent toute velléité de réforme. En janvier 1771, conseillé par Maupeou, Louis XV dissout le parlement de Paris, abolit la vénalité des charges de parlementaires et fait expulser leurs détenteurs par les mousquetaires. Les intéressés s'insurgent au nom de l'état de droit qui, en l'espèce, n'était qu'un privilège de notables. Louis XV ne cède pas. Hélas, il disparaît trois ans plus tard. Poussé par Maurepas, le trop jeune Louis XVI rappelle les parlements. Amer et digne, Maupeou constate : « *J'avais fait gagner au roi un procès de trois siècles. Il veut le reperdre, il est bien le maître.* » Et il ajoute : « *il est foutu* ». 1789 dira combien il avait raison. Brillamment, Eric Zemmour fait le parallèle avec la revendication contemporaine de « l'état de droit », qui permet aux juges du Conseil d'Etat, du Conseil constitutionnel ou de la Cour européenne des droits de l'homme d'entraver le libre exercice de la souveraineté populaire. Il rappelle que Montesquieu, le théoricien de la tripartition du pouvoir – exécutif, législatif, judiciaire – « *a seulement considéré que les juges devaient être la bouche de la loi. Ni plus ni moins ! Une bouche qui répète comme un perroquet* ». Et, fort astucieusement, il convoque Robespierre au soutien de son exigence de souveraineté : « *Le mot de jurisprudence des tribunaux dans l'acception qu'il avait dans l'Ancien Régime, ne signifie plus rien dans le nouveau ; il doit être ignoré de notre langue ; dans un Etat qui a une constitution, une législation, la jurisprudence des tribunaux n'est pas autre chose que la loi.* »

Les trois chapitres qu'Eric Zemmour consacre au maréchal Pétain, au général De Gaulle et à Jacques Soustelle sont d'une originalité et d'un anticonformisme qui ne laissera personne indifférent. On est saisi de la proximité qu'il dessine entre la culture du maréchal et celle du général – « *L'un aimait la France, l'autre les Français* ». On l'est tout autant quand il met en lumière le parallèle existant entre l'abdication de la IIIe République, le 10 juillet 1940, sous la pression des Panzers allemands et celle de la chambre de la IVe République menacée par la rébellion des parachutistes mobilisés le 13 mai 1958. Le propos est iconoclaste. Il en choquera beaucoup. Mais il a le mérite de donner matière à réflexion.

Sur d'autres thématiques, les propos d'Eric Zemmour peuvent en revanche paraître outrés. Dans un chapitre consacré à Charette, il montre fort bien comment la volonté de la Convention de bâtir un homme nouveau a pavé la voie aux colonnes infernales de Turreau ou aux noyades de Nantes de Carrier. Mais tout à son obsession antieuropéenne, il fait le parallèle entre le martyre de la Vendée et la construction européenne, « *qui remplace les populations européennes rétives par un nouveau peuple de la diversité (…). La France est devenue à son tour une cible du grand équarrissage mondial. La France est une nouvelle Vendée (…). La "grande nation" est devenue "une petite patrie". Son Etat est le dernier féodal à écraser* ». La comparaison peut sembler tirée par les cheveux.

C'est dire que *Destin français* est matière à controverse. Eric Zemmour est habité par l'idée d'une vocation française, singulière et unique. On peut en discuter à l'infini. Mais on est frappé par la difficulté qui est la sienne à penser la grandeur française autrement que sur le modèle de l'Europe napoléonienne, c'est-à-dire d'une Europe française. L'idée impériale, au sens du Saint Empire romain germanique, c'est-à-dire d'une confédération d'Etats dans laquelle la puissance dominante pourrait gagner en influence ce qu'elle perd en pouvoir sans considérer ses vassaux comme des sujets à ses ordres, lui est totalement étrangère. Il considère que le drame français s'est noué lors du traité de Paris de 1763, qui a reconnu la suprématie mondiale de l'Angleterre maîtresse des mers. Le drame ne se serait-il pas produit deux cent cinquante ans plus tôt, en

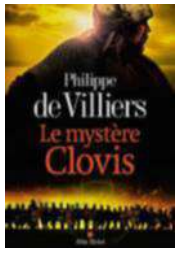
© GÉRARD BLOT/RMN-GP. © PHOTO JOSSE/LEEMAGE. © ARNAUD MEYER/LEEMAGE.

1519, lorsque l'argent de Fugger, allié à l'habileté de Charles Quint, a privé François Ier de la couronne impériale et donc d'une hégémonie étendue jusqu'au territoire des Habsbourg, qui aurait assuré la suprématie de notre culture sans céder à l'*hubris* d'une monarchie universelle ? Vain débat sans doute. La controverse est ouverte. C'est là, tout le mérite de la brillante synthèse d'Eric Zemmour : donner à réfléchir, quelque contrariant que soit le pessimisme crépusculaire qui l'habite. Il cite beaucoup *Le Grand Coucher* de Guy Dupré, pour qui la France s'est à jamais dissoute entre les affres de 1870 et les déchirements de la guerre d'Algérie. Pour Eric Zemmour, il n'est pas d'espérance ! Le destin français est un suicide français. A aucun moment, il n'envisage qu'une France moyenne puisse faire entendre la voix d'une civilisation paneuropéenne dont on a le sentiment qu'il ne perçoit même pas la possibilité. Qu'importe, c'est un livre passionnant. Avec ses idées fixes, il donne à comprendre la France.

L'essentiel y est peut-être dit dans l'introduction. C'est un pur bijou. A l'heure où notre pays s'interroge sur son identité, à l'heure où les Français de toujours et ceux de fraîche date ont plus que jamais l'ardente obligation de s'entendre, Eric Zemmour fait une magnifique déclaration d'amour à notre pays. Il raconte comment, juif de Kabylie, naturalisé par le décret Crémieux, il a fait sienne toute l'histoire de France. Fort à propos, il cite André Suarès, juif de Livourne devenu français qui écrivait : « *La patrie, c'est la terre des pères. Il y a les pères selon la chair et les pères selon l'esprit.* » Les nouveaux arrivants, « *si la chair en eux n'est pas naturellement sensible dans le sens des fils véritables, (…) doivent donner la preuve qu'ils ont l'esprit de la patrie (…). Il se peut qu'ils soient placés entre l'instinct de leur naissance selon la chair et leur sentiment selon l'esprit (…). Il leur faut choisir. Il faut qu'ils se prononcent, avec vérité, avec profondeur, pour les pères selon l'esprit même s'il leur faut renier les pères selon la chair.* »

Philippe de Villiers, Camille Pascal, Eric Zemmour sont à lire, impérativement ! Du passé, ils font le pont et le lien entre les fils selon la chair et les fils selon l'esprit pour édifier les racines de l'avenir !

À LIRE



Le Mystère Clovis, **Philippe de Villiers, Albin Michel, 460 pages, 21,50 €.**
A paraître le 11 octobre

L'Eté des quatre rois, **Camille Pascal, Plon, 672 pages, 22,90 €.**

Destin français, **Eric Zemmour, Albin Michel, 576 pages, 24,50 €.**

Par Jean-Louis Thiériot

© SANDRINE ROUDEIX.

PLUS DURE SERA LA CHUTE

Le dernier livre de Jean-Christophe Buisson et d'Emmanuel Hecht dresse les portraits de treize figures historiques célèbres, qui, après avoir atteint le zénith, ont connu une fin tragique.

Tout semblait lui réussir. Il est président de la République à 39 ans. Il arrache une majorité inédite à la Chambre. Il fait passer quelques réformes. La France gagne la Coupe du monde. Il est au zénith de sa popularité. En quelques semaines, la croissance marque le pas, il s'empêtre dans l'affaire Benalla, son ministre de l'Ecologie démissionne avec fracas, il dévisse dans les sondages. A court terme, même si tout peut changer mille fois, le destin d'Emmanuel Macron semble une illustration du vieil adage romain : « *La roche Tarpéienne est près du Capitole.* »

C'est précisément le sujet des *Grands Vaincus de l'Histoire*, de Jean-Christophe Buisson et Emmanuel Hecht. A travers le destin de treize personnalités, passées en peu de temps des succès les plus achevés aux malheurs les plus exemplaires, d'Hannibal à Nixon, en passant par Vercingétorix ou le général Lee, ce sont les vicissitudes de grandes destinées qui défilent à un rythme endiablé. Avec le bonheur de plume qu'on connaît à Jean-Christophe Buisson, rédacteur en chef des pages « culture » du *Figaro Magazine*, et au spécialiste de la Russie qu'est Emmanuel Hecht, l'ouvrage dresse à la fois un tableau clinique des échecs impromptus et une analyse de leur généalogie. Il n'en dresse pas une typologie. Mais à chaque naufrage correspondent un type humain et une faiblesse de caractère qui, au héros, peut servir d'épitaphe : ainsi Vercingétorix, c'est l'arrogance imprudente ; Jeanne d'Arc, c'est l'innocence trahie ; le Grand Condé, c'est l'orgueil indécis.

Vercingétorix avait réussi un exploit inouï. Rejeton d'une illustre famille de la tribu des Arvernes, né en 80 av. J.-C., il avait tourné à son profit la volonté du proconsul de Gaule, Jules César, d'en découdre pour fédérer autour de lui en 53 av. J.-C. la plus grande partie des peuplades gauloises pourtant connues pour leur propension à la division. Mobilisant plus de 100 000 hommes et 7 000 cavaliers, le double de César, il est conscient des faiblesses de ses troupes : l'indiscipline et le manque de cohésion. Alors, il fait le choix d'une tactique payante, la guérilla. Il harcèle les lourdes légions romaines et remporte de belles victoires, notamment à Gergovie. Il théorise les raisons de son succès : « *Il faut conduire la guerre autrement (…) et couper aux Romains le fourrage et les vivres. (…) Que chacun oublie ses intérêts domestiques : brûlons (…) nos fermes (…). Brûlons aussi nos villes fortifiées.* » C'est la doctrine de la terre brûlée, dont on sait le succès en Russie contre Napoléon. Hélas, enivré des fumets de la victoire, Vercingétorix rompt avec sa légendaire prudence et décide d'affronter les Romains dans un combat décisif à Alésia : « *Cet homme [César] ne se lassera jamais de la guerre si on ne lui inflige pas un affront irréparable. Au lieu de décimer les légions, il faut en finir avec elles.* » On connaît la suite. Enfermé dans la forteresse, incapable de lever le siège malgré l'arrivée d'une immense armée de secours, accablé par la famine, le 27 septembre 52 av. J.-C., il doit déposer les armes. En une phrase lapidaire, César célèbre la chute d'un adversaire trop sûr de lui : « *eo duces producuntur, Vercingetorix deditur, arma projiciuntur* » (« *les chefs lui furent amenés ; Vercingétorix lui fut livré et les armes furent jetées à ses pieds* »). Il mourra en 46 av. J.-C., étranglé dans sa prison après avoir subi l'humiliante exhibition du triomphe.

Si la fin du chef gaulois est celle de l'arrogance, l'échec de Jeanne d'Arc, à vue humaine, est celui de l'innocence. Sa vie est connue de tous. Fille de petits notables de Lorraine, habitée par les voix de saint Michel, sainte Catherine et sainte Marguerite, elle parvient en 1429 à se faire présenter au Dauphin, le pâle Charles VII réfugié à Chinon au cœur d'une France divisée entre Armagnacs et Bourguignons et promise, depuis 1420, au roi d'Angleterre Henri V en vertu du honteux traité de Troyes. L'ayant convaincu de sa filiation royale, elle le décide à reprendre les armes et à se faire sacrer à Reims. Commence alors la brillante chevauchée qui la mène à Orléans, Patay, Beaugency, Notre-Dame de Cléry et finalement à la cathédrale de Reims. Mais on a tort de voir en elle un chef de guerre. La Pucelle est d'abord un symbole et un étendard, visité de Dieu. La diplomatie est menée par Charles VII lui-même, la guerre par des hommes d'armes, le bâtard d'Orléans, Dunois, Xaintrailles, La Hire, Gilles de Rais. Que se profile la défaite sous les murs de Paris ou la capture à Compiègne, Jeanne devient inutile et même encombrante. La mystique s'est éteinte, la politique reprend ses droits. Charles VII négocie avec les Bourguignons et signe le traité d'Arras en 1435. Entre-temps, la jeune femme aura été abandonnée à son triste sort. Nulle tentative royale pour la faire libérer et, pour finir, le bûcher à Rouen, le 30 mai 1431. Pour n'avoir pas compris que le monde de la raison d'Etat n'est pas celui de la croisade, qu'il n'est pas celui d'un monde en noir et blanc mais en nuances de gris, à vue

© PHOTO JOSSE/LEEMAGE. © LEEMAGE. © JEAN VIGNE/KHARBINE TAPABOR.

Hubris et kairos
Ci-contre : *Louis II de Bourbon-Condé, dit le Grand Condé,* gravure tirée du *Carrousel du Roi-Soleil,* par Charles Perrault, 1662. A gauche : *Jeanne d'Arc au bûcher,* miniature tirée des *Vigiles de Charles VII,* de Martial d'Auvergne, 1484 (Paris, Bibliothèque nationale de France). Page de gauche : statère d'or gaulois à l'effigie de Vercingétorix, émis en 52 av. J.-C. (Paris, BnF).

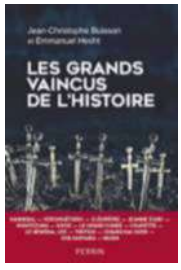
humaine, Jeanne d'Arc rejoint la cohorte des grands destins perdus. Elle aura du moins la consolation posthume, partagée avec nombre de ses frères d'infortune de s'élever à la hauteur d'un mythe. Devenue depuis Michelet une icône française, célébrée aussi bien par Jaurès que par Barrès, celle qui tenait tant à demeurer « *en état de grâce* » recevra l'honneur des autels et illustrera à la perfection le mot de Malraux selon lequel « *le tombeau des héros est le cœur des vivants* ».

Le Grand Condé est tombé quant à lui victime d'une ambition velléitaire. Il est vrai que bien conduire le reste de sa vie est une gageure quand on a connu une trajectoire de météore. Commandant de l'armée royale, le 19 mai 1643, ce jeune prince du sang remporte à 21 ans, à Rocroy, une victoire inespérée sur les Espagnols et les impériaux. En 1645, à Nördlingen, et à Dunkerque en 1646, il réédite l'exploit. Pour la France entière, c'est Mars incarné, un nouvel Alexandre, un jeune dieu de la guerre. Mais le traité de Westphalie en 1648 le laisse sans emploi. Il a 27 ans, de la gloire en abondance, de l'ambition à revendre et une haute estime de lui-même. Trop proche du trône pour ne pas rêver du pouvoir, trop éloigné pour espérer ceindre une couronne, il fait ce que font les oisifs fortunés, il intrigue. La situation est difficile. Louis XIII est mort, le Dauphin n'est qu'un enfant, Anne d'Autriche est régente et Mazarin, un tout-puissant ministre. Lorsque en 1648 débute la Fronde du Parlement, il met fidèlement son épée au service du roi et, après la fuite à Saint-Germain-en-Laye en 1649, dirige le blocus de Paris. A Charenton, en 1649, il écrase quelques grands qui s'étaient joints à la révolte. Il est alors l'homme fort de la régence. Mais il exige trop de remerciements de ses services. Toujours plus de titres. Toujours plus de dotations. En 1650, Mazarin le fait arrêter en plein Conseil. Il est désormais du côté des frondeurs. Ses fidèles battent la campagne avec des armées. En 1651, la Fronde du Parlement et celle des princes se coalisent. Le 6 février, Mazarin doit fuir Paris. On parle de Condé ou de Gaston d'Orléans pour assurer la régence avec la couronne en ligne de mire. Mais depuis sa prison, la main de Condé tremble. Quand on est gentilhomme, on ne franchit pas le Rubicon. Il y a « *trop de bonté dans l'âme de Monsieur le Prince* », écrit alors Mme de Motteville. Libéré, il renoue avec ses folles exigences et ses extravagances. Il brille par son absence à la proclamation de la majorité de Louis XIV. A nouveau écarté, il multiplie les provocations, depuis son fief de Bordeaux, mais en dilettante, sans stratégie claire. Finalement, il marche sur Paris et manque de peu d'être défait lors du combat de la porte Saint-Antoine face à Turenne, le 2 juillet 1652. Il espère trouver refuge dans la capitale. Mais les Parisiens ont gardé mémoire du blocus. La soldatesque de Condé met le feu à l'Hôtel de Ville. Arrogant et violent, incapable d'empathie pour le menu peuple « Monsieur le Prince » ne sait pas séduire. Assiégé par la populace, le voilà contraint à l'exil. En 1653, il est condamné à mort par contumace et ne sera amnistié qu'en 1659, à l'occasion du traité des Pyrénées. A 38 ans, « *l'adversité lui avait appris à vivre* ». Entouré de ses livres, il se fait ermite dans sa thébaïde de Chantilly, ou courtisan près du roi. Lorsqu'il meurt paisiblement en 1686, celui-ci l'honore en proclamant : « *Je viens de perdre le plus grand homme de mon royaume.* » D'autant plus grand qu'il n'était plus rien.

A la recherche d'un point commun entre tous ces *exempla,* Jean-Christophe Buisson et Emmanuel Hecht en retiennent deux : le vertige de l'*hubris* – l'aveuglement et la démesure chers aux Grecs – et l'incapacité à saisir le moment opportun – le *kairos* de ces mêmes sages de l'Attique. On peut en ajouter un troisième, le succès ou l'échec est souvent une question de calendrier. Que le maréchal Pétain mourût en mai 1940, il serait resté dans les mémoires comme le grand maréchal républicain, commandant en chef de cette armée française qui avait remporté la Grande Guerre, l'habile diplomate qui avait convaincu les Espagnols de s'abstenir de rejoindre les forces de l'Axe en 1939. Que le président Hindenburg mourût en 1932, il aurait été le chef de l'Etat conservateur qui aurait fait barrage à l'ascension d'Adolf Hitler.

Rudes leçons ! A méditer pour comprendre le destin des « Grands Hommes ». Et qui disent bien la nature des *Grands Vaincus de l'Histoire.* Autant un livre d'histoire que l'œuvre de deux moralistes.

À LIRE



Les Grands Vaincus de l'Histoire
Jean-Christophe Buisson et Emmanuel Hecht, Perrin
480 pages, 21 €.

ENTRETIEN AVEC JEAN SÉVILLIA

Propos recueillis par Michel De Jaeghere

L'imposture et la tragédie

Dans une puissante synthèse de cent cinquante ans d'histoire, Jean Sévillia lève le voile sur *Les Vérités cachées de la guerre d'Algérie*. En reprenant à frais nouveaux l'ensemble du dossier depuis la conquête.

« Historiquement correct » ou « incorrect » : Jean Sévillia s'est imposé en marge de son œuvre d'historien de l'Autriche comme l'inlassable pourfendeur des préjugés idéologiques qui pèsent sur la vision de l'histoire que diffuse, trop souvent, notre société médiatique. Il fait le point dans son dernier livre sur les légendes qui ont fait de la guerre d'Algérie le théâtre d'une instrumentalisation peu soucieuse de la vérité des faits.

Peut-on nier, à l'école de Ferhat Abbas, que l'Algérie ait existé avant la France ?

Le terme d'Algérie est lui-même une création française. Il apparaît pour la première fois en 1838, sous le règne de Louis-Philippe, dans une instruction du ministère de la Guerre. Le territoire actuel de l'Algérie n'avait, de fait, jamais connu d'unité politique avant la conquête française. Alger était la capitale d'un royaume corsaire représentant une étroite bande côtière autour de la ville, assujetti par des liens assez lâches depuis le XVIe siècle à l'Empire ottoman ; l'arrière-pays était dominé par des tribus adverses, dont la « régence d'Alger », tournée vers la mer, la guerre de course, le trafic des esclaves, ne s'occupait nullement. Quant au Sahara, il était parcouru par des tribus touareg nomadisant entre le Niger, le Mali, le Sahara espagnol et l'actuelle Algérie, et vivant dans une parfaite ignorance de ce qui se passait au nord de leur désert. L'unité de l'Algérie a procédé, d'abord, de l'intervention française. Elle s'est affirmée ensuite autour de la révolte d'Abd el-Kader, qui est parvenu à fédérer derrière lui, sous le signe du djihad, les tribus qui étaient hostiles à la conquête, arabes comme kabyles ou chaouies. Cette guerre serait, ensuite, en dépit de son échec, l'un des ciments mémoriels du pays. Le paradoxe est qu'Abd el-Kader est devenu quant à lui, après sa reddition, francophile. Bien traité par les autorités françaises, qui le considéraient comme un valeureux combattant, hébergé comme un prince à Amboise, où il fut longtemps assigné à résidence avec ses femmes, ses serviteurs et ses enfants, il finit sa vie en philosophe et en vieux sage à Damas, où il intervint en 1860 pour s'opposer au massacre des chrétiens de Syrie.

Les frontières du pays ont été dessinées par la France, comme c'est la France qui a construit les routes qui ont donné au territoire sa cohérence administrative. La seule agglomération d'importance est en 1830 Alger, qui ne compte guère plus de 30 000 habitants ! Constantine et Tizi Ouzou sont de modestes bourgades ; moins de 4 000 personnes vivent à Oran. Le pays compte alors environ 3 millions d'habitants sur un territoire qui, avec le Sahara, conquis à partir des années 1880, sera quatre fois grand comme la France, d'où l'impression trompeuse qu'ont pu avoir les Français de conquérir des terres vierges.

La guerre de conquête sera longue et cruelle : elle fera entre 200 000 et 300 000 morts. L'armée française était l'héritière de celle qui avait occupé l'Espagne pour le compte de Napoléon. Elle était relativement peu nombreuse pour tenir un immense espace. Les brutalités n'ont donc pas manqué de part et d'autre.

L'Algérie sera, avec la Nouvelle-Calédonie, la seule colonie dont la France fera

une colonie de peuplement. N'est-ce pas ce qui rend unique son histoire ?

Effectivement. Les Français ont débarqué en Algérie pour mettre fin à la guerre de course que la régence d'Alger menait en Méditerranée. Ensuite, ils se sont demandé ce qu'ils devaient faire de leur conquête. Certains entendaient faire de l'Algérie un prolongement de la France, quitte à en chasser les autochtones vers le sud, sur le modèle de ce qu'avaient pratiqué les Anglo-Saxons avec les Indiens en Amérique du Nord. Ils prévoyaient donc de peupler le pays de Français. D'autres, comme Bugeaud, l'artisan de la conquête, soulignaient ce qu'un tel projet avait de chimérique : les indigènes étaient trop nombreux et trop combatifs. En 1848, les Républicains ont rêvé de leur côté de l'Algérie comme du pays où leur utopie pourrait prendre forme. Les anticléricaux, alors nombreux dans l'armée, pensaient y faire naître une société étrangère à l'influence de l'Eglise (d'où les entraves mises, dès l'origine, à son déploiement missionnaire). L'implantation d'un peuplement européen et la départementalisation de la colonie procédèrent, en 1848, de ces aspirations un peu confuses. Il s'agissait de prolonger la République outre-mer. Or cela n'a pas marché, parce que la démographie française s'est révélée, dès alors, incapable de fournir les hommes nécessaires à une colonisation de peuplement. En dépit des incitations multiples, les volontaires étaient peu nombreux. On s'est rabattu sur des Espagnols, puis des Italiens, des Maltais, des Suisses, des Allemands, enfin, après la défaite de 1870, sur les Alsaciens et les Lorrains qui avaient refusé de rester sous la botte allemande. Au total, la proportion de Français d'origine dans la population européenne d'Algérie n'a pas excédé

© BRUNO KLEIN/DIVERGENCE.COM. © KEYSTONE-FRANCE/GAMMA-RAPHO.

Fraternisation En mai 1958, Alger fut le théâtre d'immenses manifestations de fraternisation unissant Européens et musulmans sous le drapeau français.

25 %. Et celle-ci ne représentait, à la fin du XIXe siècle, que 578 000 personnes. Il y a donc eu dès le départ un décalage entre les ambitions affichées et les moyens de les mettre en œuvre, l'utopie d'une France d'outre-mer, et un territoire où les Français de France n'étaient qu'une poignée, où les Européens étaient eux-mêmes extraordinairement minoritaires. Cela ne put fonctionner qu'en mettant en place un système colonial inégalitaire qui, compte tenu de l'affirmation de l'Algérie comme une terre française, entrait en contradiction directe avec les principes que, depuis 1875, proclamait la République. Il y avait là un vice caché qui allait être à l'origine de bien des mécomptes.

Les populations musulmanes ont été très vite dotées de la nationalité française, mais on l'a dissociée de la citoyenneté. Dans quelle mesure étaient-elles associées à l'administration de l'Algérie française ?

Depuis le sénatus-consulte de 1865, les musulmans d'Algérie ont été considérés comme français. Pour Napoléon III, ils étaient les sujets de son propre royaume arabe, associé, à travers sa personne, à la France. Mais l'avènement de la République a posé des problèmes que le Second Empire avait pu ignorer. Comment faire pour que les Européens d'Algérie ne soient pas submergés par une majorité musulmane susceptible de leur dicter sa loi ? Que la métropole elle-même ne se retrouve pas sous la pression d'une minorité musulmane étrangère à ses traditions, ses usages, ses intérêts ? On a dès lors mis les musulmans français devant un choix : renoncer à leur droit coranique et bénéficier des mêmes droits que les Européens ou rester soumis à la charia et demeurer des nationaux sans citoyenneté. Or il était difficile aux musulmans de faire un choix qui s'apparentait, pour eux, à une apostasie. Ils furent donc très peu nombreux à s'y résoudre, et il ne s'agit jamais que d'une élite très laïcisée, militaires ou fonctionnaires engagés dans la coopération avec la France qu'ils considéraient comme un gage de progrès. Les autorités françaises n'encourageaient guère d'ailleurs cette démarche, du fait des réticences qu'elle suscitait parmi les Européens d'Algérie, qui entendaient rester maîtres chez eux.

Pour autant, les musulmans qui avaient choisi de conserver leur statut coranique participaient à l'administration de leur territoire. Simplement, ils y étaient très fortement sous-représentés, puisque le système du double collège, institué dès les premières années de la IIIe République et institutionnalisé en 1919, faisait que les Européens et les musulmans de droit français, qui ne représentaient que 10 % de la population, avaient autant d'élus qu'eux, qui en représentaient 90 %. Cette inégalité mettait la République en porte-à-faux.

La France a cependant aussi mené, en Algérie, une œuvre civilisatrice. Quel bilan peut-on en tirer ?

La part positive de ce bilan est écrasante. La France a équipé ce pays, elle a construit des routes, des ponts, des barrages. L'œuvre médicale est extraordinaire, dans un territoire jusqu'alors envahi par les fièvres. Les épidémies ont été éradiquées. On a bâti des hôpitaux et on les a dotés d'un corps médical réputé. La faculté d'Alger a compté dans l'histoire de la médecine française. L'œuvre scolaire n'a rien eu de négligeable : elle s'est seulement heurtée à la réticence de la grande majorité de la population musulmane à l'idée de confier ses enfants à une école sans Dieu. La métropole a importé en Algérie des techniques agricoles modernes, inconnues jusqu'alors ; elle a, globalement, enrichi l'ensemble des habitants de ce pays, et elle l'a fait à perte, pratiquant notamment la préférence algérienne à l'égard de ses productions en les achetant au-dessus du cours du

Le temps de la conquête
En haut : *Portrait d'Abd el-Kader peint à Constantinople*, par Stanislaus von Chlebowski, 1864 (Chantilly, musée Condé). Après avoir lutté contre la colonisation, Abd el-Kader est devenu francophile. Ci-contre : une école de broderie en Algérie au début du XXe siècle. Page de droite : des passagers européens descendent d'un bateau à vapeur en Algérie, vers 1889.

© WWW.BRIDGEMANART.COM. © ROGER-VIOLLET. © RUE DES ARCHIVES/PVDE.

marché mondial. Il est évident que restée dépendance de l'Empire ottoman, les habitants de la régence d'Alger auraient été loin de jouir d'un niveau de vie comparable à celui dont ils bénéficiaient. La découverte du pétrole et du gaz sahariens, en 1956, et la mise en œuvre de son exploitation ont donné *in fine* à l'Algérie indépendante l'essentiel de ses ressources, en dépit de la désorganisation du système économique provoqué par les troubles de l'indépendance, l'expropriation et la fuite des pieds-noirs et la collectivisation de l'économie par le Front de libération nationale (FLN).

Des liens forts se sont en outre noués lors de la mobilisation des musulmans au cours des deux guerres mondiales. Celle-ci s'est effectuée sans difficultés majeures, du fait du loyalisme des chefs de tribu dont la France s'était assuré le concours. Elle a débouché sur une francisation de ceux qui avaient combattu aux côtés des Français, et ceci d'autant plus que, dès 1914, l'armée a mis un soin scrupuleux à respecter leur religion. C'est à partir de ce moment que beaucoup d'entre eux ont cessé de ne considérer la France que comme le pays de leurs conquérants.

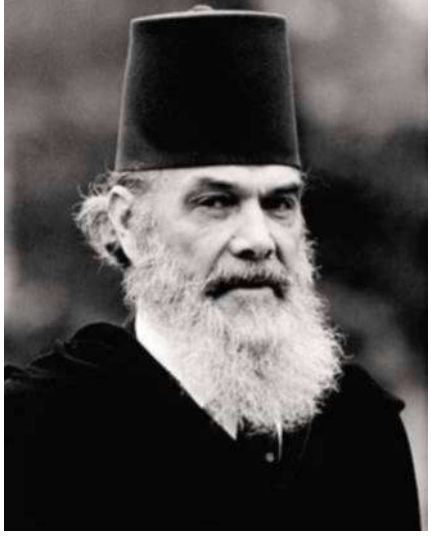
Quels sont les facteurs qui ont pourtant provoqué la montée du nationalisme algérien ?

Il s'est d'abord nourri de la déception des élites que la France avait fait accéder à la culture démocratique devant les réticences de la République à appliquer ses principes outre-mer. Ferhat Abbas était à l'origine un régionaliste maurrassien imprégné de culture française et désireux que son peuple soit une composante du projet impérial d'une civilisation présente sur tous les continents. C'est l'incapacité de la France à entreprendre des réformes qui y associeraient pleinement la majorité musulmane qui l'a poussé, au début des années 1940, vers la revendication de l'indépendance. Il faut bien reconnaître qu'il y a eu, de la part des Européens d'Algérie, une grande cécité politique, qui les a conduits, trop longtemps, à empêcher l'évolution qui aurait permis l'émergence d'une élite musulmane francophile (je pense singulièrement au blocage du plan Blum-Viollette de 1936, qui consistait à étendre largement la citoyenneté française aux musulmans de droit coranique). Au lieu de quoi, leur obstination a conduit un certain nombre de musulmans modérés à ne plus voir d'issue que dans l'indépendance. Le contexte international n'a rien arrangé avec la défaite de 1940, qui a porté atteinte au prestige de la France, le spectacle désastreux des rivalités intestines (De Gaulle contre Pétain, contre Darlan, contre Giraud), pour finir en 1945 par le massacre de Sétif et sa répression démesurée (même s'il ne faut pas surévaluer l'impact d'un événement dont le retentissement est alors resté local : les informations ne circulaient ni aussi vite ni aussi loin qu'aujourd'hui) et, en 1948, par le trucage éhonté des élections. La consécration solennelle du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes par la charte de l'ONU, l'ouverture du cycle des indépendances dans l'immédiat après-guerre, la défaite française, enfin, en Indochine ont enclenché dès lors une dynamique qui s'est révélée irrésistible.

Quels ont été les moteurs de ce nationalisme ?

Le nationalisme algérien a, dès l'origine, deux visages. Un visage destiné à l'extérieur, et un autre pour l'intérieur. Messali Hadj, qui en fut le père, avait commencé au Parti communiste algérien (PCA). Ses premiers partisans furent des anciens combattants de la guerre de 1914 qui avaient subi l'influence de camarades communistes ou révolutionnaires sur le front. En même temps, tous étaient musulmans et Messali Hadj lui-même a été très vite exclu du PCA parce qu'il refusait les principes du matérialisme historique. Les nationalistes ont compris dès les années 1920 qu'ils avaient tout intérêt à tenir un double langage. Vis-à-vis de l'Occident, ils ont invoqué la démocratie, les droits de l'homme, un discours révolutionnaire, anticolonialiste classique. Vis-à-vis des populations algériennes, ils se sont référés, plus simplement, au djihad. Au fur et à mesure que l'immobilisme des autorités françaises, leur impuissance à réformer contre la mauvaise volonté des élites européennes d'Algérie ont discrédité les efforts des réformateurs modérés, les plus radicaux, partisans de la lutte armée, en sont venus à occuper, dans le mouvement, toute la place.

La gauche modérée et les centristes au pouvoir sous la IVe République, avec Pierre Mendès-France, François Mitterrand, Guy Mollet, Edgar Faure,



© GEORGES DUDOGNON/ADOC-PHOTOS. © BERRETTY/RAPHO. © ULLSTEIN BILD/ROGER-VIOLLET.

RIVALITÉ Ci-dessus : un combattant du Front de libération nationale (FLN) est fait prisonnier par des soldats français en 1958. A gauche, en bas : Krim Belkacem, l'un des six chefs historiques du FLN, fondé en 1954. En haut : Messali Hadj, fondateur du Mouvement national algérien (MNA) en 1954. Rival du FLN, le MNA fut la cible de la part de ses concurrents d'une guerre sanglante : elle fit plus de 10 000 morts.

ne paraissent pas avoir vu le problème. Comment expliquer la foi unanime de cette classe politique, par ailleurs impuissante à maîtriser les événements, dans le maintien de l'Algérie dans la France ?

Cela surprend rétrospectivement, mais la symbolique du projet colonial intégrée à l'enseignement de l'école de la République, les fameuses taches roses marquant la souveraineté française sur les planisphères des écoliers, était telle qu'elle donnait alors à la présence française en Algérie le caractère d'une vérité d'évidence. En 1954, pour Mendès-France, pour Mitterrand, l'Algérie, c'est la France, aujourd'hui et pour toujours. Hors chez les porteurs de valises, venus de l'extrême gauche ou du christianisme progressiste, l'idée que l'Algérie doive accéder un jour à l'indépendance n'apparaîtra dans le discours politique que très tard et graduellement, entre 1958 et 1960. Si De Gaulle a caché ses intentions, lors de son arrivée au pouvoir, s'il a menti, c'est qu'il se heurtait lui-même à un fait culturel : le fait que l'immense majorité de la population française (et singulièrement, ses propres partisans) pensait que l'Algérie, c'était la France. Lorsque l'assassinat de l'instituteur Guy Monnerot, à la Toussaint 1954, marque le début du soulèvement, les gouvernements de centre gauche mènent la répression avec une bonne conscience totale. Garde des Sceaux, François Mitterrand couvre de son autorité sans état d'âme en seize mois pas moins de quarante-cinq exécutions capitales. Le FLN n'est aux yeux des dirigeants français qu'une poignée de « rebelles » dont les crimes abjects, les attentats aveugles, les égorgements terrorisent la population et avec lesquels il convient d'en finir sans faiblesse.

L'insurrection, de fait, se signale d'emblée par sa violence extrême…

Le terrorisme est l'arme des faibles et son usage n'a rien que de très classique dans un conflit asymétrique opposant des clandestins à une armée régulière. Mais il y a effectivement autre chose. D'abord dans le recours aux mutilations, notamment sexuelles. Ensuite dans la volonté de terroriser les musulmans francophiles et la population civile européenne, de la considérer comme une cible légitime en frappant à l'aveugle des lieux publics. Il semble que le FLN ait d'ailleurs utilisé pour ses basses œuvres un certain nombre de désaxés ainsi que des criminels de droit commun, comme l'avaient fait, avant lui, les communistes dans certains de leurs maquis en 1944. Des témoignages attestent que certains membres du FLN ont été effrayés eux-mêmes par ces excès.

L'insistance sur les violences sexuelles, avec les émasculations, les cadavres abandonnés avec les parties génitales dans la bouche, ressortit peut-être du contexte culturel. La terreur n'en relève pas moins d'un projet concerté, revendiqué comme tel par les textes du FLN. Ses militants sont, à l'origine, en petit nombre et ils ont choisi de se faire entendre par des crimes spectaculaires et horrifiants. Pour rejoindre les rangs de l'Armée de libération nationale (ALN), il faut souvent commencer par assassiner quelqu'un.

Il y a derrière cette politique le désir d'enclencher, par ces violences, le cycle provocation-répression, de contraindre les autorités françaises à réagir avec une virulence qui engendrera des brutalités et des injustices, détachera d'elles les populations musulmanes, et scandalisera tout ou partie de l'opinion de la métropole. Le FLN tient cette technique du marxisme-léninisme, dont vient un certain nombre de ses cadres. Le drame est que ça a formidablement bien marché.

Dès le 1er juillet 1955, les ministres de l'Intérieur et de la Défense ont ainsi édicté une instruction dont les dispositions nous paraissent aujourd'hui inouïes : elle permettait aux forces de l'ordre et à l'armée d'abattre sans autre forme de procès tout rebelle trouvé les armes à la main. C'est à ce moment-là qu'a commencé, en France, la mobilisation des intellectuels de gauche contre la « sale guerre » dans laquelle la France se déshonorerait pour une mauvaise cause.
Dans le même temps, le FLN a continué à pratiquer son double langage : ses communiqués invoquent les nécessités de la libération nationale, mais en 1955, c'est au nom du djihad que se fait l'insurrection du Constantinois ; le mot d'ordre est d'assassiner les chrétiens.

Pour autant, vous montrez que sa violence est également tournée vers les musulmans. Quelles sont ces victimes musulmanes du FLN ?

Ce sont d'une part les musulmans engagés aux côtés de la France : les élus, les chefs traditionnels connus pour leur loyalisme, les fonctionnaires, les militaires, les gardes-chasse. A la Toussaint 1954, Guy Monnerot et sa femme ont peut-être été tués par hasard : parce qu'ils étaient les seuls Européens présents dans l'autocar. La cible de l'embuscade, c'était le caïd Hadj Sadok, lieutenant de réserve de l'armée française, qui a d'ailleurs été le premier à être assassiné. Avant les massacres de harkis de l'indépendance, le nombre de ces victimes d'auxiliaires musulmans de la France peut être évalué à 17 000.
Mais le FLN vise aussi le Mouvement national algérien (MNA) de Messali Hadj, le père fondateur du nationalisme algérien, qui a refusé de se placer sous son autorité. La guerre qu'il mène à ses partisans est particulièrement féroce, et elle se livre également en métropole, dans les rangs des travailleurs immigrés auprès desquels il est très bien implanté. Elle consiste dans des assassinats au couteau ou au pistolet, des étranglements, des égorgements. L'enjeu est ici financier : il s'agit de récupérer l'impôt révolutionnaire que les membres du MNA refusent de lui verser. En Algérie, ce sont parfois des villages entiers qui sont massacrés, comme à Melouza, parce qu'ils sont réputés favorables à des maquis autonomes. Cette guerre civile fera quant à elle plus de 10 000 morts, dont une majorité en métropole.

1956 marque, à vous lire, un tournant…

C'est effectivement l'année du basculement avec l'engagement du contingent qui va donner à l'armée des moyens considérables (le contingent a fait la guerre, celle-ci n'a pas seulement été menée par les troupes d'élite, parachutistes et légionnaires) – pas moins de 400 000 hommes présents sur le terrain, qui lui ont permis de ratisser le territoire –, mais qui va représenter un choc pour l'opinion métropolitaine. Autant celle-ci accepte l'héritage colonial de la France, autant elle n'est pas prête à ce que les jeunes Français se fassent tuer dans cette guerre sans nom, dont on ne voit pas se profiler l'issue. C'est aussi l'année de l'indépendance du Maroc et de la Tunisie, qui fournissent au FLN autant de bases arrière, en même temps qu'un précédent accréditant l'idée que l'indépendance est irrésistible.
L'année s'achève enfin sur la crise de Suez, dont la France sort humiliée et lâchée par ses propres alliés anglo-américains. L'affaire est mal vécue par l'armée. L'opération a été menée, avec succès, par des régiments venus d'Algérie qui ont dû se replier sans gloire.
Mais 1956 est aussi l'année où se développe le recrutement des harkis et où sont mises en place les SAS, les Sections administratives spéciales, qui consistent en autant de postes avancés de ce que la France peut apporter de meilleur dans le bled : écoles, dispensaires tenus par des militaires. L'armée s'y impose dans un rôle social qui la fait découvrir aux populations des campagnes sous un jour nouveau. Leur succès est indissociable de l'engagement massif de supplétifs musulmans dans l'armée française. Mus pas l'horreur suscitée par les crimes du FLN, souvent ouverts à l'idée de l'autonomie ou même d'une indépendance négociée en amitié avec la France, ceux-ci seront bientôt beaucoup plus nombreux que ne le seront jamais les combattants de la rébellion. Le FLN y réagira en multipliant les attentats aveugles en ville, ciblant désormais prioritairement les populations civiles européennes.

Cela n'empêchera pas l'année suivante la victoire de Massu dans la bataille d'Alger.

Certes, mais c'est cette fois, une victoire en trompe-l'œil. Devant la montée irrésistible du terrorisme, avec des attentats meurtriers qui deviennent quotidiens, l'armée se voit confier les pouvoirs de police par les autorités civiles. A la tête de la 10e DP, Massu va, de fait parvenir à éradiquer les noyaux terroristes de la capitale. La victoire a été obtenue, en grande partie, par les progrès du renseignement, par des opérations d'intoxication virtuoses de l'ennemi, comme celles que l'on verra à l'œuvre, un an après la bataille d'Alger, avec la « bleuite » qui retournera la paranoïa de certains chefs de maquis FLN contre leurs propres troupes, suspectées de trahison, mais

© GAMMA-RAPHO. © STF/AFP.

JE VOUS AI COMPRIS Ci-dessus : à peine investi des pleins pouvoirs par l'Assemblée le 1er juin 1958, De Gaulle se rend en Algérie. Le 4 juin, il est à Alger où il prononce son célèbre « *Je vous ai compris* » qui sera perçu comme un soutien total du général à l'Algérie française. Favorable en réalité, dès son arrivée au pouvoir, à l'indépendance de l'Algérie, le général ne cessera de louvoyer et de multiplier les mensonges.

aussi par l'usage de la torture : l'emploi de méthodes d'interrogatoire musclées, simulations de noyade ou électrocution des suspects pour leur faire donner leurs réseaux, désigner l'endroit où les bombes ont été cachées. Il est bien vrai que ces méthodes ont parfois permis de prévenir des attentats, ou de démanteler des filières. Elles n'en sont pas moins contraires à l'honneur militaire, à la morale naturelle, aux traditions de l'armée. Pour les officiers qui s'y adonnent, mis à part quelques déséquilibrés complaisants avec eux-mêmes comme le général Aussaresses, c'est un cas de conscience déchirant, qui se traduira par un traumatisme profond, le sentiment d'une blessure, d'une dégradation de leur mission. Comment continuer à croire que l'on défend la paix et la civilisation face à des assassins, lorsqu'on se livre soi-même à ces basses besognes ? Il faut rappeler que tous les officiers n'ont pas eu recours à ces méthodes, et que ceux qui l'ont fait s'y sont résolus pour sauver des vies. Il n'empêche que cela contribue à faire de cette guerre insaisissable une guerre moche. Exploitée par un FLN qui n'a jamais eu, pour sa part, le moindre respect pour la dignité humaine, la révélation de ces pratiques nourrit au surplus en métropole les campagnes de l'intelligentsia de gauche contre une armée de tortionnaires mis au service, à les en croire, des intérêts de riches colons, du maintien arbitraire d'une scandaleuse inégalité des conditions. La victoire – qui n'a rien résolu puisqu'elle n'a pas mis fin à la guerre – se paie ainsi au prix fort.

1958 est marquée par la chute de la IVe République et l'arrivée au pouvoir de De Gaulle. Comment s'explique à vos yeux son retournement sur la question algérienne ?

Des témoignages multiples permettent de dire que De Gaulle est, dès alors, décidé à donner son indépendance à l'Algérie. Mais il arrive au pouvoir à la faveur d'un coup d'Etat porté par l'armée d'Algérie et les partisans de l'Algérie française. Il lui est donc nécessaire de louvoyer, au prix d'un certain nombre de mensonges.

De Gaulle veut l'indépendance, mais il ne peut pas le dire, et il ne la veut pas à n'importe quel prix. Il veut d'abord que l'armée obtienne une victoire militaire qui lui permette, à lui, de négocier en position de force avec un tiers parti, ni FLN ni Algérie française, une indépendance dans la coopération avec la France. Il va donc lui donner les moyens de sa victoire (ce sera le plan Challe) et débloquer simultanément d'importants moyens pour rattraper le temps perdu dans le développement économique de l'Algérie (c'est le plan de Constantine). L'armée va lui offrir en retour cette victoire, en écrasant le FLN sous un rouleau compresseur. Mais le tiers parti avec lequel De Gaulle souhaite négocier n'existe plus depuis longtemps. Et la découverte de l'énormité du mensonge par lequel il les a bernés jette les pieds-noirs et une partie des militaires servant en Algérie – singulièrement les officiers qui ont arraché la victoire et multiplié le recrutement de harkis auxquels ils ont donné leur parole que la France garantirait leur sécurité – dans le désespoir. D'où les barricades, le putsch des généraux, la création de l'OAS. Pressé d'en finir pour échapper à la pression internationale (les irritantes condamnations de l'ONU, les pressions de l'Union soviétique et des Etats-Unis) et avoir les mains libres de se consacrer à la modernisation de l'économie française et à la mise au point de la bombe atomique (en 1959, les dépenses publiques en Algérie, dont les dépenses militaires, absorbent près de 20 % du budget de la France), ainsi qu'à une action diplomatique qui l'impose, sur la scène internationale, comme le champion d'une troisième force entre les « deux grands », De Gaulle se résoudra alors à considérer le FLN comme son seul interlocuteur, cédera l'une après l'autre à toutes ses demandes et signera à Evian un cessez-le-feu qui lui offrira sur un plateau le pays, avec le Sahara et ses ressources pétrolières, condamnera très vite, faute de garanties, les Européens, décimés par les meurtres et les enlèvements, à l'exode, et livrera les harkis au couteau de leurs adversaires. Ce cessez-le-feu se traduira par une série de massacres dont le nombre des victimes s'élève à plusieurs dizaines de milliers.

Est-ce cette paix mal faite qui explique que la plaie de cette guerre soit toujours purulente ?

L'indépendance de l'Algérie était certainement inévitable, mais elle s'est faite au prix d'une trahison de la parole donnée, de l'humiliation de l'armée, de l'abandon de nos supplétifs, du mépris des intérêts de nos concitoyens d'Afrique du Nord. Ceux-ci avaient, avant et après-guerre, coupablement retardé les évolutions nécessaires, mais ils avaient aussi montré, lors des fraternisations qui avaient suivi, en mai 1958, l'annonce par De Gaulle de la fin du double collège et de l'égalité de tous les citoyens d'Algérie, qu'une histoire d'amour s'était nouée entre eux et les populations musulmanes. Avec le succès du

référendum de septembre 1958, qui avait vu 76 % des inscrits (musulmans compris) voter oui à un De Gaulle alors officiellement partisan de l'Algérie française, alors même que le FLN avait menacé de mort ceux qui participeraient au scrutin, suivi entre 1959 et 1961 par la victoire militaire remportée par Challe, De Gaulle avait toutes les cartes en main. Cela rend écrasante, devant l'histoire, sa responsabilité dans les drames qui ont suivi. Mais l'opinion française en a été largement complice. Elle lui en a donné quitus. Le FLN a livré quant à lui l'Algérie à une dictature corrompue et au chaos économique, en entretenant, pour soutenir son pouvoir, la haine de la France, le mythe d'une guerre d'extermination qui aurait fait jusqu'à 1,5 million de morts (la réalité se situe probablement aux alentours de 250 000). Dans le même temps les Algériens ont continué à immigrer toujours plus nombreux en France, rare exemple d'un peuple choisissant d'aller vivre auprès de ses prétendus tortionnaires. La vision caricaturale qui a été imposée de la guerre d'Algérie, avec la complicité de nombreux intellectuels de gauche, survit aujourd'hui chez les jeunes franco-algériens qui sont issus de cette immigration, quand même ils appartiennent à la troisième ou quatrième génération née dans notre pays. Elle nourrit chez eux une rancœur qui empêche leur pleine assimilation. D'où l'urgence de rétablir une vision plus équilibrée de cette tragédie.

À LIRE

Les Vérités cachées de la guerre d'Algérie
Jean Sévillia
Fayard
300 pages
20,90 €
A paraître le 24 octobre

COUP POLITIQUE

En rendant visite à la veuve de Maurice Audin à l'occasion de la publication d'un texte reconnaissant, *« au nom de la République française, que Maurice Audin a été torturé puis exécuté ou torturé à mort par des militaires qui l'avaient arrêté à son domicile »*, Emmanuel Macron a-t-il ouvert une nouvelle fois la boîte de Pandore ? Coup politique appuyé sur une opération de communication bien organisée (quatre pages sur la reconnaissance de *« la responsabilité de l'Etat dans la mort de Maurice Audin »*, publiées dès le 13 septembre 2018 dans *Le Monde* daté du 14, avant même la visite d'Emmanuel Macron à Mme Audin), ce geste a satisfait les réseaux qui soutiennent cette revendication depuis soixante ans, mais fera-t-elle avancer la vérité historique ? Comment juger d'un événement du passé sans le situer dans son contexte ? Or le contexte de la mort de Maurice Audin, le communiqué de l'Elysée n'en dit mot. En janvier 1957, face au développement du terrorisme urbain à Alger, les pouvoirs publics confient les pouvoirs de police à l'armée. Afin de mettre les terroristes hors d'état de nuire, les parachutistes, utilisant tous les renseignements qu'ils détiennent ou parviennent à obtenir, remontent les filières, arrêtent les poseurs de bombes et leurs soutiens musulmans ou européens. Le cas de Maurice Audin s'inscrit dans cette phase de la guerre d'Algérie. Agé de 25 ans, marié et père de trois enfants, ce jeune mathématicien, assistant à la faculté des sciences, est membre du Parti communiste algérien (PCA). Interdit en 1955 par les autorités françaises, le PCA clandestin entretient des relations complexes avec le Front de libération nationale (FLN) qui cherche à intégrer dans ses rangs les communistes algériens, au moins les musulmans. La puissance du PCA est alors surévaluée. Les responsables de la répression, à Alger traquent donc les militants des deux mouvements. Si Maurice Audin n'est pas un activiste, son appartement, à Alger, sert de cache et de relais à ses amis communistes. Le 11 juin 1957, quelques jours après l'attentat du Casino de la Corniche qui a fait 8 morts et 92 blessés et dont certains officiers pensent qu'il est l'œuvre non du FLN mais de communistes, Audin est arrêté et emmené pour être interrogé au centre d'El-Biar, près d'Alger. Sa femme ne le verra plus. Selon la version officielle, il aurait échappé à ses gardiens lors d'un transfert, pour ne plus réapparaître. Une invraisemblance que contestera Josette Audin et qui donnera le signal d'une campagne d'opinion menée par l'historien Pierre Vidal-Naquet. Comment Maurice Audin est-il mort ? Comment le savoir dès lors que tous les témoins sont décédés et que les moyens de vérifier leurs éventuels témoignages font défaut ? Dans ses *Mémoires*, Hélie de Saint Marc évoque la bataille d'Alger *« qui, dans la suite d'épreuves que ma génération de soldats a eu à affronter, reste sûrement la plus amère. Au paroxysme du terrorisme, la France a répondu par le paroxysme de la répression »*. Au cours de cette répression, des actes contraires au droit et à l'honneur militaire ont pu être commis. Il est légitime de faire la lumière sur eux, mais à condition d'en faire autant sur toutes les violences illégales commises par tous les camps. *JS*

Par Jean Sévillia

© BALTEL/SIPA.

DANS LE DONJON DU TEMPLE

Une étude passionnante vient éclairer un angle mort de l'historiographie révolutionnaire : la captivité de la famille royale au Temple, révélatrice du fonctionnement même de la Révolution.

Au matin du 10 août 1792, alors que l'émeute gronde aux portes des Tuileries, Louis XVI, afin de protéger sa famille, se résout à rejoindre le Manège, la salle où siègent les députés, le long du jardin du palais. Parvenu à l'Assemblée, le roi déclare se mettre sous la protection de la représentation nationale. Tandis que les députés présents délibèrent sur son sort, le monarque est enfermé avec les siens dans la loge du logographe, le service qui transcrit les débats de l'Assemblée. Pendant ce temps, l'attaque des Tuileries a commencé. Après les premiers tirs, Louis XVI, refusant de faire couler le sang, envoie un ordre de cessez-le-feu qui a pour résultat de désarmer les troupes fidèles. A onze heures du matin, un millier de Suisses, de soldats loyaux et de volontaires ont été massacrés. L'affrontement terminé, le palais est envahi, pillé, dévasté. Dans l'après-midi, les députés décident la suspension du roi et l'élection d'une nouvelle Assemblée, qui s'appellera la Convention. La France, désormais, est dirigée par Robespierre, Marat, Danton et la Commune de Paris. Au soir de ce 10 août 1792, Louis XVI, Marie-Antoinette, la sœur du roi, Mme Elisabeth, et les enfants royaux, le dauphin Louis et sa sœur Marie-Thérèse, dite Mme Royale, sont logés au couvent des Feuillants, à côté du Manège. Le 13 août, ils sont incarcérés au Temple, prieuré médiéval ceint d'un enclos fortifié, où ils sont bientôt installés dans la petite tour, un édifice accolé au donjon.

Avec l'appui de Pétion, le maire de Paris, Jean-Baptiste Cléry est autorisé à servir le roi tandis que, refusant les domestiques qu'on leur propose, Marie-Antoinette et sa belle-sœur Elisabeth s'occuperont des enfants elles-mêmes. A ce stade de leur captivité, des crédits assez généreux leur sont alloués afin d'acheter des vêtements et de se nourrir. Le 29 septembre 1792, Louis XVI est transféré dans la grande tour du Temple, où il sera rejoint par sa famille le 26 octobre suivant. Matériellement, la condition des prisonniers est supportable, mais ils sont l'objet d'une surveillance permanente, la tour étant peuplée de gardes municipaux qui ne quittent pas les prisonniers des yeux et qui, la nuit, campent sur des lits de camp derrière leurs portes.

Mais ce n'est que le début de ce qui finira en calvaire. Le roi et la reine périront sur l'échafaud en 1793, tout comme Mme Elisabeth en 1794. Le petit Dauphin, titré Louis XVII même s'il n'a jamais effectivement régné, mourra de maladie et d'épuisement en 1795. Pour eux, le Temple aura été l'antichambre de la mort (précédent un séjour à la Conciergerie pour Marie-Antoinette). Seule la fille de Louis XVI survivra à la Révolution. Entre le 13 août 1792, date de l'incarcération des Bourbons au Temple, et le 19 décembre 1795, jour du départ de Mme Royale, plus de trois années se sont écoulées. Un laps de temps plus long que la Convention, plus long que la dictature de Robespierre et plus long que la Terreur elle-même. La captivité de la famille royale au Temple forme dès lors une séquence historique qui possède sa logique propre.

Sur cet épisode, nous pensions tout savoir. Qui ne connaît la scène déchirante des adieux de Louis XVI à sa famille ou le sinistre transfert de Marie-Antoinette à la Conciergerie ou encore le martyre de Louis XVII ? Pourtant, en dépit des idées reçues, les vrais travaux d'historiens sur ce sujet sont rares. « *Pour les admirateurs de la Révolution, peut-être malgré tout saisis de remords, cet épisode,* observe Charles-Eloi Vial, *représente un véritable angle mort de l'historiographie, tandis que ses contempteurs se sont contentés, en lieu et place d'une analyse, d'une longue plainte doloriste dont les premiers accents se sont fait entendre parmi les nobles émigrés avant de s'épanouir sous la Restauration.* » Archiviste paléographe, docteur en histoire et conservateur à la Bibliothèque nationale de France, Charles-Eloi Vial avait déjà publié deux essais – *Les Derniers Feux de la monarchie. La Cour au siècle des révolutions* (Perrin, 2016) et une biographie de Marie-Louise (Perrin, 2017) – qui étaient très prometteurs. Pour ce nouvel ouvrage, il a fouillé dans les archives et lu tous les livres et documents touchant aux mois et aux années où la famille royale était prisonnière au Temple. Il en tire une passionnante étude qui réussit le tour de force de totalement renouveler le sujet. « *Loin de relever de l'anecdote ou de la petite histoire,* souligne-t-il, *il s'agit en effet d'un épisode révélateur du fonctionnement même de la Révolution, qui en dévoile les ambitions secrètes, les méthodes et les discours, mais aussi les travers les plus criants.* »

Ce livre, au premier degré, est d'abord un récit. On y revit les grandes phases et les événements marquants de la captivité de la famille royale : les premiers débats de l'automne 1792 autour du procès du roi, le tournant de la découverte de l'armoire de fer, un placard des Tuileries où Louis XVI cachait des papiers diplomatiques et politiques, découverte qui emporte la décision de le faire juger par la Convention. En découlent la séparation d'avec sa famille, la

© AKG-IMAGES/JÉRÔME DA CUNHA. © AKG-IMAGES.

Tour infernale Ci-dessus : *La Tour du Temple,* Emile et Adolphe Rouargue, vers 1845 (collection particulière). A gauche : *Les Adieux de Louis XVI à sa famille au Temple, le 20 janvier 1793,* par Jean-Baptiste Mallet, 1793 (collection particulière). Seule Marie-Thérèse, la fille de Louis XVI et de Marie-Antoinette, survivra à la Révolution.

condamnation et l'exécution du monarque. Puis le transfert de Marie-Antoinette à la Conciergerie, son procès, son exécution. Mis à l'isolement, Louis XVII n'est pas au courant, en mai 1794, de l'exécution de sa tante, Mme Elisabeth. Aux yeux des conventionnels, les « enfants Capet » deviennent une monnaie d'échange avec l'Espagne, la Prusse et l'Autriche. Le petit Louis ne sera jamais libéré, mais Marie-Thérèse, au terme d'une détention de plus de mille jours, sera remise aux émissaires autrichiens, fin 1795, après que la dissolution de la Convention aura laissé place au Directoire.

Ce récit, toutefois, ne met pas uniquement en scène les Bourbons. Gardiens et personnel de la prison, membres de la Commune de Paris, du comité de Salut public et du comité de Sûreté générale défilent dans ces pages, tout comme les députés de la Législative puis de la Convention, les soldats de la Garde nationale et les conspirateurs royalistes – l'évasion de Marie-Antoinette a échoué, mais elle a maintes fois été envisagée et même tentée –, sans compter les espions et les personnages interlopes. C'est donc une étonnante galerie de portraits que propose Charles-Eloi Vial, galerie qui reproduit le paysage humain de la Révolution.

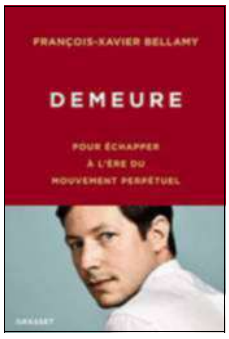
Ce que démontre brillamment le jeune historien, surtout, c'est que la famille royale, même quand elle a été réduite aux deux orphelins du Temple, n'a cessé de constituer un enjeu politique à la fois national et international. Car en dernière analyse, les détenus du Temple étaient moins emprisonnés pour ce qu'ils avaient fait, a fortiori en ce qui concerne les enfants royaux, que pour ce qu'ils étaient, condamnation de principe que les plus radicaux des révolutionnaires, tel Robespierre, assumaient crânement, tandis que les plus modérés n'échappaient pas à la mauvaise conscience, voire au remords.

« *La captivité de la famille royale au Temple,* commente Charles-Eloi Vial, *résume donc à elle seule ces grandes inflexions de la Révolution à son paroxysme, au moment où l'utopie et l'ambition des dirigeants inexpérimentés rejoignent l'exaltation des masses pour engendrer la Terreur. Alors que les "tyrans" étaient incarcérés, la liberté devait symboliquement s'imposer depuis le Temple jusque dans les quartiers de Paris et les moindres recoins des campagnes françaises. Ce rapport entre l'intérieur et l'extérieur de la prison est essentiel à comprendre : la détention au Temple est l'envers de la Révolution.* »

Dans la perspective ouverte par ce livre subtil, l'emprisonnement des Bourbons au Temple, par conséquent, ne regarde pas uniquement l'histoire de la royauté française. Les tribulations du roi et de la reine, et de leurs enfants, ont mobilisé des hommes et des femmes qui n'étaient pas forcément des sectateurs de l'Ancien Régime mais que la défense de la famille royale, fût-ce pour des motifs de simple humanité, a mis en danger, les conduisant malgré eux à être considérés comme des adversaires du nouveau régime, et donc des mauvais citoyens, des traîtres à éliminer. En d'autres termes, la captivité de la famille royale préfigurait le destin des modérés sous la Terreur, destin qui lui-même annonçait le péril guettant les Français épris de liberté. Selon Charles-Eloi Vial, le Temple, en définitive, était « *la prison de tous les Français* ».

À LIRE

La Famille royale au Temple. Le remords de la Révolution, 1792-1795
Charles-Eloi Vial
Perrin, 500 pages, 25 €



À LIVRE OUVERT

Par Michel De Jaeghere

Que ma joie demeure

François-Xavier Bellamy fait le procès de l'idéologie du mouvement, en quoi il voit le cœur de l'utopie moderne et la cause de la crise de sens qui affecte l'Occident.

« *Que peut-on, que faut-il dire aux hommes ?* » C'était la question posée par Saint-Exupéry au général inconnu auquel il avait écrit, une nuit de l'été 1943, une lettre angoissée par la perspective que la victoire sur l'Allemagne et la barbarie nazie soit celle d'une civilisation seulement occupée à multiplier le nombre de ses frigidaires. C'est à elle que tente aujourd'hui de répondre François-Xavier Bellamy avec ce livre au titre en forme de manifeste pour les droits de la vie intérieure contre les diktats de la mode, de l'accumulation et du mouvement perpétuels : *Demeure.*

Normalien, agrégé de philosophie, Bellamy avait brillamment exploré, dans ses *Déshérités* (Plon, 2014), les origines et les ressorts de la crise de transmission qui mine la culture française. Il s'attaque avec ce nouvel essai à l'une des vaches sacrées de la pensée contemporaine : l'impératif d'innovation, de renouvellement, de transformation qui nous impose d'être en permanence « en marche », sans qu'il nous soit permis de nous interroger sur le point de savoir dans quelle direction ; sans qu'on ait pris la précaution de définir, au préalable, ce qui mérite d'être sauvegardé, préservé dans l'héritage reçu des anciens.

Partisans et adversaires de la modernité s'étaient accordés, depuis deux siècles, sur une définition. La modernité avait consisté, dans un univers régi jusqu'alors par les traditions, les coutumes, en l'avènement de l'esprit critique, qui avait conduit à passer les usages au crible de la raison. Bayle et Voltaire s'en étaient félicités comme d'un recul de l'obscurantisme. Burke, Maistre, Comte, Taine ou Renan s'en étaient désolés, soulignant l'insuffisance de la Raison pure pour appréhender dans toute sa complexité la condition humaine. François-Xavier Bellamy vient nous en proposer une définition nouvelle. Le cœur de la modernité n'est pas tant, à ses yeux, la raison critique que la passion du changement. C'est à elle que la civilisation moderne a dû son dynamisme, à elle qu'elle doit désormais d'être entrée en crise, faute de se révéler capable de donner à la vie un sens.

De cette idéologie du mouvement, Bellamy reconstitue la généalogie depuis Héraclite, Parménide et Platon jusqu'à Machiavel, Copernic, Giordano Bruno, Galilée qui, en établissant l'universelle mobilité de tous les corps célestes, ont fait de nous des errants au cœur d'un univers ou plus rien n'est stable, ou nul ne peut espérer trouver le lieu de son repos.

Il en analyse surtout avec une clarté d'exposition souveraine les aboutissements contemporains : un relativisme qui a dissous l'idée qu'aucune vérité soit jamais atteignable ; un vitalisme qui fait de chacun d'entre nous les concurrents d'une course folle, où devient impensable l'idée même de bien commun, où frontières, cultures, héritages, religions ne sont considérés que comme autant de freins, d'obstacles à la liberté de nos trajectoires individuelles ; un progressisme qui en vient à considérer le mouvement comme une fin, et à renoncer à l'idée même d'un objectif qui lui tiendrait lieu d'achèvement.

Une telle révolution ne se cantonne nullement au domaine des idées abstraites. Elle a mis en crise les Beaux-Arts en répudiant l'idéal de beauté au profit d'un art conceptuel qui dénature l'œuvre en une « performance » visant à la nouveauté, la surprise en même temps qu'à l'expression immédiate et changeante des préoccupations du temps ; elle transforme la politique en une gouvernance confiée à des experts dont la seule ambition est d'épouser les circonstances en interdisant toute discussion sur les fins ; elle réduit la morale à l'acceptation sans discernement de tout ce que la technique rend possible ; l'économie à un art de la destruction (par la consommation) de produits superflus, devenus pourtant nécessaires par la grâce de la publicité et du marketing, et dont les concepteurs ont eux-mêmes programmé l'obsolescence pour favoriser leur perpétuel remplacement. Elle porte en elle le transhumanisme, les grandes migrations, la théorie du genre, la marchandisation de tout. Elle s'épanouit dans une numérisation du monde qui tend à transformer la diversité des personnes et des situations en une équation qui met en jeu des monades réductibles à de pures données statistiques.

Or le jeune philosophe le souligne, cette idéologie fait en réalité l'impasse sur l'un des caractères majeurs de notre condition : notre capacité de nous extraire de la mobilité universelle du monde matériel par le jeu de la conscience. De sortir du fleuve d'Héraclite pour nous placer, en esprit, sur la rive, et surmonter la violence du flux par l'effort de l'intelligence, la force de la contemplation. Nous ne sommes pas condamnés au supplice de Sisyphe parce que nous sommes capables d'assigner à notre course un but légitime, de discerner une vérité vers laquelle diriger notre mouvement. Encore faut-il que nous acceptions d'« habiter le monde » : de nous donner des points d'ancrage, qui échappent par ce qu'ils ont de gratuit, de singulier, à l'éphémère. Ce qu'il y a de plus nécessaire à l'homme, dit-il dans les plus belles pages de ce livre magnifique, c'est peut-être la demeure. Non pas seulement le toit qui abrite, le logement impersonnel : le foyer qui réchauffe et qui réunit par les liens qui le nouent au passé et à l'espérance, par la magie des souvenirs, par le superflu qui émerveille, par l'amour qui rassemble. « *Ce qui est simplement nécessaire à l'homme,* écrit-il, *dépasse de très loin la simple satisfaction de ses besoins. Il ne suffit pas que le corps soit à l'abri : l'âme aussi a ses droits.* » Dans des pages qui renouent par leur clarté, leur chaleur, leur beauté limpide avec la ligne claire de la *Lettre au général X,* François-Xavier Bellamy fait mieux que répondre à Saint-Exupéry : il le prolonge et s'impose comme l'interlocuteur et l'ami que l'écrivain n'avait pas trouvé auprès de lui.

***Demeure,* de François-Xavier Bellamy, Grasset, 272 pages, 19 €. Le 3 octobre.**

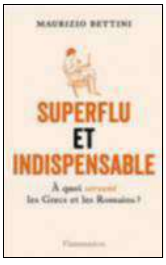
Côté livres

Par Jean-Louis Voisin, Frédéric Valloire, Philippe Maxence, Charles-Edouard Couturier, Marguerite de Monicault et François-Joseph Ambroselli

Un tout petit monde. Les réseaux grecs de l'Antiquité. **Irad Malkin**

Deux cartes résument le propos de cet essai. Toutes deux se rapportent à la conception de la Méditerranée antique selon les Grecs et selon les Romains et à leurs installations. Sur la première apparaissent de nombreuses flèches sans grande ordonnance : les lieux de départ des mouvements de la colonisation grecque et l'influence qu'ont eue ces communautés, distinctes et indépendantes, une fois qu'elles se sont établies. Sur la seconde, un centre, Rome, qui envoie ses hommes dans toutes les directions et couvre ainsi « *Mare nostrum* ». Bref, un réseau de cités-Etats décentralisé face à un réseau centralisé, opposition caricaturale certes, mais parlante. En affinant le premier avec subtilité et science, Irad Malkin rejoint Cicéron qui décrivait l'Hellade, le monde grec, étendue à travers la mer avec ses rivages « *comme tissés en bordure des territoires barbares* ». ***J-LV***

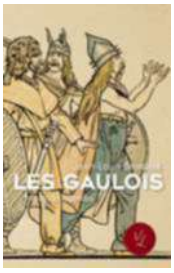
Les Belles lettres, « Mondes anciens », 392 pages, 26,50 €.



Cléopâtre. Un rêve de puissance. **Maurice Sartre**

Cléopâtre VII est la reine la plus célèbre de toute l'Antiquité : biographies, romans, peintures, sculptures, opéras, drames à foison, plus de quatre-vingts films depuis celui de Méliès en 1899. Comment expliquer cette fascination ? Pourquoi écrire encore sur la maîtresse de César puis d'Antoine ? Excellent connaisseur des mondes grec, hellénistique et romain, l'auteur apporte du nouveau. Il tranche, arguments à l'appui, sur la beauté de la reine, son don des langues, la naissance de Césarion, fruit de ses amours avec César, sa transformation en « Egyptienne », sa mort volontaire. Surtout, il donne une cohérence à sa politique. Tiraillée entre son rêve – restaurer la puissance et la grandeur du royaume de ses ancêtres, les Lagides – et la réalité – sa survie et celle de son royaume dépendent de Rome –, elle joue de tous ses atouts afin de surmonter cette contradiction. En vain. Un maître livre, où la limpidité du style cache une admirable érudition. ***J-LV***

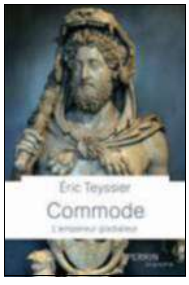
Tallandier, 352 pages, 21,50 €.



Les Gaulois. Vérités et légendes. **Jean-Louis Brunaux**

Pour qui suit les publications de cet auteur, rien de neuf. Déclinée sous différentes formes, son œuvre, riche d'une dizaine d'ouvrages, est consacrée aux Gaulois, à leurs religions, à leur civilisation et aux mythes qu'ils ont suscités. Ce dernier ouvrage ne révolutionne pas la question : ainsi que le veut cette collection, il s'articule sur un jeu de questions et de réponses. Mais il réussit à présenter simplement l'ensemble du monde gaulois depuis la place de la femme dans la société à l'art gaulois en passant par la prise de Rome, le pillage de Delphes ou l'or de Toulouse. ***J-LV***

Perrin, « Vérités et légendes », 256 pages, 13 €.



Commode. L'empereur gladiateur. **Eric Teyssier**

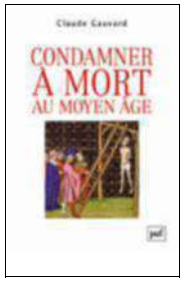
Cet historien est le spécialiste incontesté des gladiateurs et de la gladiature. Au point de réduire souvent l'histoire de Rome à ces deux aspects. Avec Commode, il a de la chance : cet empereur qui régna douze ans (180-192), amateur passionné de la gladiature, combattit lui-même dans le Colisée au mois de décembre 192, contre des professionnels aux armes émoussées et contre des animaux sauvages. Peu après, il est assassiné. Il avait 31 ans. Comme dans toute biographie, il y a l'habillage : famille, circonstances, état de l'Empire. C'est malheureusement sommaire, lacunaire et ne dépasse guère le manuel d'étudiant. L'étude de l'homme, de son comportement, des siens et de sa politique rassemble les textes anciens, sans grand esprit critique. C'est d'autant plus regrettable qu'il n'existe pas en français de biographie de cet empereur. Elle reste à faire. ***J-LV***

Perrin, 380 pages, 23 €.

Superflu et indispensable. A quoi servent les Grecs et les Romains ? **Maurizio Bettini**

Ce philologue italien aime se donner les apparences de la provocation. Mais il ne s'attaque qu'à des adversaires peu redoutables : un jour, il fait l'éloge du polythéisme, un autre, il condamne la recherche des racines. Le voici qui défend, de manière toute paradoxale, le latin et le grec. Mais ce n'est pas comme les vieilles barbes pour mieux comprendre les langues qui en dérivent ou pour aborder la culture classique – il refuse la notion d'« identité culturelle ». C'est pour privilégier avec elles l'expérience de l'altérité. Cela dit, il y a des pépites à retenir dans cet ouvrage, tels le refus d'actualiser les classiques, la pratique du théâtre, de l'opéra et des monuments (des « *conservatoires de connaissances* ») pour « *prendre les classiques à rebours* », la critique de l'utilitarisme absolu… Un livre ambigu dont on ne voit pas bien à quel public il peut s'adresser. ***FV***

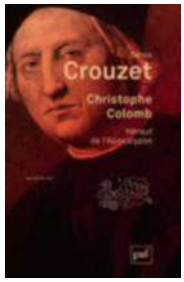
Flammarion, 216 pages, 16,90 €.



Condamner à mort au Moyen Age. **Claude Gauvard**

Le Moyen Age ? Une époque où le gibet et le bûcher ne cessaient de fonctionner, alimentés par un seigneur pervers qui condamnait avec légèreté de pauvres hères. Un cliché qu'il convient de détruire. Tel est l'un des combats que mène cette brillante médiéviste. S'appuyant sur les registres de justice, elle démontre que les exécutions capitales ont été en réalité peu fréquentes. La violence d'Etat existe bien, mais elle s'applique aux crimes politiques, aux traîtres, aux meurtriers et à certains types de vol. En outre, la peine de mort ne peut se concevoir sans la grâce royale, l'une et l'autre affirmant, du XIIIe au XVe siècle, l'autorité du souverain. ***FV***

PUF, 368 pages, 24 €.



Christophe Colomb. Héraut de l'Apocalypse. **Denis Crouzet**

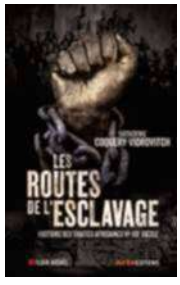
Les livres de cet historien peuvent parfois dérouter. Son style et ses propos déconcertent et son érudition désoriente. Mais toujours ils poussent à la réflexion. Ce *Christophe Colomb* paru en 2006, renforcé par une postface de plus de deux cents pages, consacrée aux métamorphoses de ce que Pierre Chaunu appelait le mythe Colomb, n'échappe pas à la règle. S'appuyant sur les écrits du navigateur, en particulier son *Journal de bord* et son *Livre des prophéties*, l'historien rappelle un caractère souvent oublié du marin : le mystique. Dans les terres nouvelles, Colomb attend le retour et la victoire du Christ. Allant de déception en déception, il pense que le péché l'emporte sur la foi. Il se voit comme l'envoyé de Dieu devant lequel se dresse Satan. Hanté par ses échecs, il meurt le 20 mai 1506, toujours halluciné de Dieu. ***FV***

PUF, « Quadrige », 736 pages, 19 €.

Madame de Maintenon. **Alexandre Maral**

Françoise d'Aubigné, épouse Scarron avant de devenir marquise de Maintenon, fit son entrée dans l'Histoire par la petite porte. Sa destinée aussi mystérieuse que fascinante s'ouvre sur une enfance des plus chaotiques, suivie d'une ascension progressive faite de relations minutieusement choisies jusqu'au point culminant que fut son mariage avec Louis XIV. Conservateur général au château de Versailles, Alexandre Maral ne s'appuie que sur les sources les plus fiables, en particulier sa correspondance. Il dresse le portrait d'une personnalité d'exception, femme de caractère, ambitieuse, politique et pédagogue, mais aussi celui d'une époque qu'elle aura marquée de son charisme et de son œuvre. Passionnant. ***C-EC***

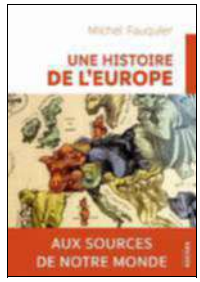
Belin, 410 pages, 25 €.



Les Routes de l'esclavage. Histoire des traites africaines, VIe-XXe siècle. **Catherine Coquery-Vidrovitch**

Une somme. Si les estimations quantitatives (20 à 25 millions d'esclaves arrachés au continent) restent incertaines, la traite est ancienne : le premier traité entre musulmans du Nord et Nubie chrétienne date de 652. L'ouvrage met constamment en relation les acheteurs d'esclaves, arabes ou européens, avec les vendeurs africains. Négriers européens, arabes, indiens s'entendent avec des chefs côtiers et des commerçants africains. Des royaumes africains se créent (celui du Ghana) qui chassent les esclaves, les vendent ou les utilisent à des fins internes. Une économie spécifique voit le jour. Elle n'a pas disparu : des pratiques esclavagistes subsistent en Afrique et au Moyen-Orient. ***FV***

Albin Michel/Arte Editions, 288 pages, 19,50 €.



Une histoire de l'Europe

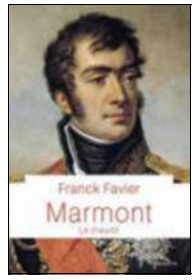
Michel Fauquier

Il fallait du souffle pour écrire *Une histoire de l'Europe*, et en un seul volume, là où plusieurs dizaines auraient été peut-être nécessaires. De souffle, Michel Fauquier n'en manque pas, non plus que d'un sens pédagogique affûté par des années d'enseignement dans le supérieur. Offrant en introduction, et avec beaucoup d'alacrité, une véritable méditation sur ce qu'est l'Histoire, il propose à la manière de Soljenitsyne onze nœuds qui ont déterminé le sort et la construction de l'Europe, aucunement réduite ici à l'Union actuelle. Ce voyage dans les fondements et l'histoire européenne forme ainsi un véritable parcours qui permet de saisir la particularité du destin européen et la nécessité pour l'Europe d'aujourd'hui de retrouver le chemin de ses sources originelles. ***PM***

Editions du Rocher, 752 pages, 29 €.

Marmont. Le maudit

Franck Favier



Drôle de personnalité que celle de Marmont, et drôle de destinée : ambitieux, insatisfait malgré une carrière militaire fulgurante, il fut nommé maréchal d'Empire à 35 ans. Gouverneur des Provinces illyriennes, il s'investit personnellement et démesurément dans leur développement. Coupable de trahison envers Napoléon en 1814, il ne put jamais faire oublier son retournement et resta dans les mémoires le traître par excellence. Il mourut ruiné et exilé en 1852. Dans un style approximatif mais vivant, ce portrait cite d'abondance de nombreux documents authentiques, dont les propres Mémoires du maréchal. Talleyrand, Ségur, Napoléon prennent ainsi la parole pour nous dresser un portrait à la fois attachant et agaçant de cet homme vaniteux mais curieux de tout. ***MdM***

Perrin, 370 pages, 23 €.

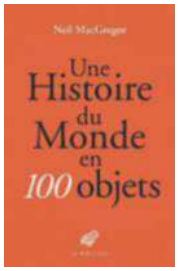
Comprendre le nazisme
Johann Chapoutot

Sans point d'interrogation, le titre peut surprendre. Un tel phénomène, matrice d'une destruction massive, peut-il vraiment être compris, sans s'en faire le complice a posteriori ? Pour Johann Chapoutot, Hitler et *Mein Kampf* n'expliquent pas tout le nazisme. Car celui-ci se voulait une véritable révolution culturelle anti-universaliste. Héritier à sa manière de débats antérieurs, révisant tous les domaines de l'existence (le rapport à la nature, au droit, à l'Antiquité, au christianisme, etc.), il a ainsi construit un type d'homme particulier. Sans oublier les victimes et les opposants, ce recueil d'articles (dont deux du *Figaro Histoire*), d'émissions de radio et de conférences, permet de mieux saisir l'ampleur du constructivisme national-socialiste. ***PM***

Tallandier, 432 pages, 21,90 €.

Une histoire du monde en 100 objets. **Neil MacGregor**

Une idée anglaise : raconter à la radio, sans les voir, l'histoire de 100 objets qui résument celle du monde. Naturellement, tous proviennent du British Museum et ont été sélectionnés par ses conservateurs. Ce pari loufoque est devenu un livre avec une photographie des objets, qu'ils reflètent la vie quotidienne ou qu'ils soient considérés comme des chefs-d'œuvre. Ainsi un bas-relief du Parthénon des années 440 av. J.-C. voisine avec une carte de crédit émise aux Emirats arabes unis en 2009. Répartis en vingt thèmes, ils forment une sorte de bric-à-brac surréaliste, proche d'un vide-greniers. On y trouve même un caillou taillé, pardon, un biface vieux de deux millions d'années découvert dans les gorges d'Olduvai en Tanzanie, l'ancêtre du couteau suisse multi-usages. Heureusement, un texte de grande qualité les réunit en une balade insolite et exotique. Un livre pour chineurs. ***FV***



Les Belles Lettres, 862 pages, 23,90 €.

Polices des temps noirs. **Jean-Marc Berlière**

Spécialiste de l'histoire de la police française et des réseaux communistes, Jean-Marc Berlière livre ici un dictionnaire hors du commun consacré à un univers souvent inconnu et trouble, aux frontières de la politique, du maintien de l'ordre et de la délation. Moins connues que la Gestapo et la Milice, de très nombreuses officines ont ainsi participé aux activités de répression, de renseignement et de contre-espionnage en France, pendant l'Occupation. Polices officielles, polices parallèles, organismes liés aux partis collaborationnistes, services de renseignement et de contre-espionnage, cet ensemble est restitué avec une précision impressionnante et, surtout, dans sa complexité, loin de tout manichéisme. Une véritable somme d'érudition et une performance. ***PM***

Perrin, 1 358 pages, 35 €.

Ainsi finissent les salauds. **Jean-Marc Berlière et Franck Liaigre**

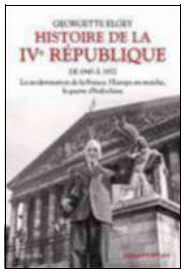
Pourquoi meurt-on en 1944 dans Paris libéré ? L'Occupation aurait dû laisser la place à la liesse ; elle ouvre la porte à la vengeance. Entre le 20 août et le 22 septembre 1944, la police repêche trente-huit cadavres dans la Seine, tous lestés d'une pierre. Associant la rigueur de l'historien au talent du romancier, les auteurs dévoilent ici un épisode méconnu de la Libération. Leur enquête conduit à l'Institut dentaire. On n'y soigne nullement les dents, mais on y pratique, plus radicalement, la torture. Dans ce centre clandestin FTP (résistance communiste), la terreur règne. Pendant que la police est épurée, plus de deux cents personnes y sont ainsi incarcérées et torturées. Certaines meurent aussi, pour avoir déplu aux voisins, quitté un mari ou ignoré les vertus du parti… ***PM***

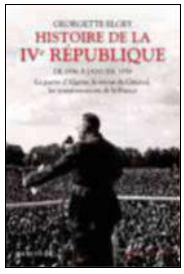
Tallandier, « Texto », 480 pages, 11 €.

AU NOM DE L'HISTOIRE

Aider les professeurs d'histoire-géographie des collèges et lycées à parfaire leur formation permanente : tel est l'objectif de l'Académie du professorat, qui ouvre ses portes en octobre dans le XVIIIe arrondissement de Paris. Cette belle initiative, conduite par la Fondation pour l'école, est destinée aux enseignants titulaires ou suppléants des établissements publics et privés mais aussi aux étudiants en fin d'études qui se destinent à l'enseignement. Le programme s'articule autour de deux cycles, l'un conçu pour les professeurs en début de carrière, l'autre pour les plus expérimentés. La formation, répartie sur huit jours dans l'année, sera dispensée par des historiens et des enseignants qui apporteront leur expertise sur des sujets d'histoire contemporaine, moderne, médiévale ou antique. Afin de répondre aux exigences de la réalité vécue par les professeurs sur le terrain, le programme comprendra également un module pédagogique qui approfondira la notion d'autorité ainsi que les problématiques liées à la gestion d'une classe ou aux relations parents-professeurs. *F-JA*

Informations et inscription : academieduprofessorat.org ; 01 42 62 76 94.





Histoire de la IVe République

Georgette Elgey

Ils s'appelaient Edgar Faure, Guy Mollet, Maurice Bourgès-Maunoury, Félix Gaillard, ou Pierre Pflimlin. Qui s'en souvient ? Les noms de ces présidents du Conseil des ministres sous la IVe République (1946-1958) ont disparu et le régime qu'ils ont servi reste au mieux l'un des plus méconnus, au pire l'un des plus décriés. Pendant près de cinquante ans, Georgette Elgey a consacré sa vie à retracer son histoire, profitant de témoignages oraux et d'archives exceptionnelles. Remanié et élagué pour cette édition, ce travail de titan est désormais rassemblé en deux volumes de la collection « Bouquins ». Il permet une plongée unique dans les réussites, les échecs mais aussi les contradictions de ce régime, né de la fin d'une guerre et mort de n'avoir pas su régler le conflit algérien. ***PM***

Robert Laffont, « Bouquins », tome I : de 1945 à 1957, 1 344 pages, 32 € ; tome II : de 1956 à 1959, 1 056 pages, 31 €.

Histoire militaire de la France

Sous la direction d'Hervé Drévillon et Olivier Wieviorka

La relève est assurée. En 1992 était parue aux PUF une *Histoire militaire de la France* en quatre volumes sous la direction d'André Corvisier, grand historien mort en 2014, qui avait relancé l'intérêt pour l'histoire militaire. C'est d'ailleurs sous ses auspices que s'inscrit cette nouvelle *Histoire militaire.* Elle ne démérite pas, complète et rajeunit la précédente et tient compte des plus récents acquis de la recherche. Surtout, elle ne se contente pas d'être une histoire des armées et du champ de bataille, mais elle souligne que le fait militaire est un phénomène total, relié à tous les secteurs de la société, y compris son organisation politique, qu'il structure et façonne. Ce qui multiplie les angles d'approche pour le bonheur du lecteur. La coupure chronologique qui sépare les deux volumes, la guerre de 1870, est amplement justifiée. Elle marque l'entrée dans un nouvel âge de la guerre avec un autre environnement technologique, l'universalisation de la conscription, la massification des conflits et de leurs dommages. Deux ouvrages de référence. Et pour longtemps. ***FV***

Perrin, deux volumes, 550 pages chaque volume, 27 € chaque volume.

La Saga des intellectuels français. François Dosse

Une belle ambition pour se lancer seul dans une telle synthèse et un solide appétit attendu du lecteur. Une définition, même approximative, de l'intellectuel eût été bienvenue. Ce substantif, né avec l'affaire Dreyfus, est une spécificité française qui remonte en fait au XVIIIe siècle. Manque aussi un panorama des lignées intellectuelles à l'aube du livre. Passé les graves erreurs factuelles (Montherlant n'a jamais fait, par exemple, le voyage de Weimar pendant l'Occupation), les adjectifs arbitraires et les oublis, ces deux volumes sont passionnants. Au-delà des divers engagements politiques hors de son champ de compétence qui caractérisent « l'intellectuel », trois aspects dominent ses propos et ses attitudes : le sectarisme qui découle de sa certitude de détenir la vérité ; le moralisme qui permet d'écarter toute réalité concrète et de donner des leçons, la persistance dans ses dogmes et le désarroi quand ses vaches sacrées ont disparu. Cette *Saga* se veut *« une invitation à nous prémunir contre les écueils, les excès de ces deux positions extrêmes, l'euphorie aveugle et le scepticisme décadentiste »*. Cette mission-là est accomplie. ***FV***

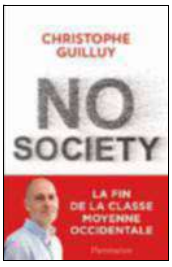
Gallimard, deux volumes, 624 et 704 pages, 29 € chaque volume.

Le Temps de s'en apercevoir

Emmanuel de Waresquiel

Familier de Talleyrand et de Fouché, l'auteur quitte Révolution et Restauration, ses *« terres d'asile »*. Un billet de sortie pour le XXIe siècle. Il éprouve alors *« l'impression très forte de vivre dans un temps différent de celui des autres »*. Amusé et curieux, il perçoit l'écho et le reflet du passé dans l'actualité. Des attentats à Paris ? Serait-ce la Terreur au goût du jour ? Une cigarette, et l'histoire du tabac et la façon de fumer lui reviennent en mémoire ; la cour de marbre à Versailles lui inspire une digression sur la place du balcon dans l'histoire. La mort de Jean d'Ormesson ? Un détour par la marquise de Lage. Ainsi va l'historien Waresquiel dans le labyrinthe du temps présent. Avec pour fil d'Ariane sa liberté, son bonheur d'écrire et sa fantaisie. ***FV***

L'Iconoclaste, 270 pages, 17 €.



No Society. La fin de la classe moyenne occidentale

Christophe Guilluy

La géographie mène à tout, même à la sociologie et à l'histoire. Tel est le cheminement de ce géographe. *« There is no society »*, lança Margaret Thatcher en octobre 1987. Un constat. Devenu une prophétie pour Christophe Guilluy. Selon lui, en abandonnant le bien commun, le « monde d'en haut » a plongé les pays occidentaux dans le chaos de la société relative, celle du multiculturalisme et de l'insécurité culturelle. Avec deux conséquences, la disparition progressive de la classe moyenne (entre 50 et 70 % de la population) et l'émergence de la vague populiste, partie visible des classes populaires qui cherchent à préserver leur capital social et culturel. S'appuyant sur des exemples précis, n'évitant pas les redites, Christophe Guilluy déroule son essai, une charge contre les gagnants de la mondialisation pour lesquels *« noblesse n'oblige plus »*. ***FV***

Flammarion, 240 pages, 18 €.

Par François-Xavier Bellamy

© G. BASSIGNAC/LE FIGARO MAGAZINE.

FRÈRES DES HOMMES

La fraternité n'est pas un idéal abstrait, mais le propre de la condition humaine. Guillaume de Tanoüarn met en évidence l'impasse dans laquelle un rationalisme étriqué a enfermé les Lumières.

Il est des mots si souvent détournés, manipulés, et que tant de slogans ont vidés de l'intérieur, qu'on a peine à les prendre encore au sérieux. C'est le cas du beau mot de « fraternité », qui, je l'avoue, n'éveillait plus en moi que le souvenir d'une ancienne candidate à la présidentielle, scandant chacune de ces syllabes devant une foule hypnotisée : « fra-terni-té… » C'est dire combien j'ai été surpris et intrigué de voir l'abbé Guillaume de Tanoüarn lui consacrer son dernier ouvrage.

Le Prix de la fraternité, ce pourrait être le nom d'un concours récompensant de belles initiatives ; ce livre n'a pourtant rien des propos convenus d'une remise de prix lénifiante. Dès le départ, Guillaume de Tanoüarn donne tout son sens à ce mot de prix : il ne s'agit pas de défendre des valeurs, mais d'abord de rappeler ce qu'il en coûte d'être frères. La fraternité est l'histoire de la condition humaine ; Caïn et Abel suffisent cependant à montrer que, dès l'origine, cette histoire fut habitée de tensions, d'épreuves, de conflits et de mort. Comme l'écrit Gérard Haddad, à rebours des facilités lexicales du vivre-ensemble, « *la fraternité n'est pas la solution : elle est le problème* ».

Comment dès lors vivre en frères, survivre les uns aux autres et susciter ou réparer le lien commun qui nous relie ? De quelle nature est ce lien ? C'est à cette question décisive que Guillaume de Tanoüarn s'attaque, dans un livre intense et très riche. Prêtre de l'Institut du Bon Pasteur, docteur en philosophie, théologien, il est aussi un observateur très fin des mutations contemporaines qui traversent le monde occidental. Son regard se fonde ici sur une généalogie très didactique de la crise de société à laquelle nous nous trouvons confrontés : l'individualisme, théorisé par Mandeville, sape bien sûr de l'intérieur l'idée même de fraternité. Mais aussi l'oubli de la transmission incarné par Rousseau, qui croit pouvoir retrouver et reproduire le « moment originaire » où une nation naîtrait par contrat – alors que le lien qui fait un peuple a besoin de siècles de maturation pour naître, s'affermir, devenir peu à peu conscient.

Dans cette crise, le plus décisif est, pour Tanoüarn, notre adhésion à un rationalisme calculateur qui nous a fait perdre de vue sa lacune définitive : du point de vue de la simple raison, la fraternité ne saurait se justifier. Reconnaître en l'autre un frère et se reconnaître lié envers lui par un devoir essentiel, au lieu de faire prévaloir brutalement son intérêt : voilà qui ne trouve, pour se fonder, aucune raison suffisante. Antigone, prête à mourir pour enterrer son frère, ne peut s'expliquer devant Créon. Dans un long développement sur saint Augustin, Tanoüarn montre combien, ultimement, l'idée de fraternité suppose toujours un acte de foi. Non pas nécessairement une foi surnaturelle ou cultuelle, mais au moins une foi humaine – la foi en ce « *Dieu qu'il y a dans l'homme* ». Et cet acte de foi est implicitement partagé par tout ce que les hommes ont su cultiver de civilisation, toujours et partout. Comme l'écrit Debray, « *il y a des groupes humains plus ou moins matérialistes, mais aucun ethnologue n'a encore rencontré de société (…) qui abandonne ses morts à même le sol, à l'animale dispersion des ossements* ».

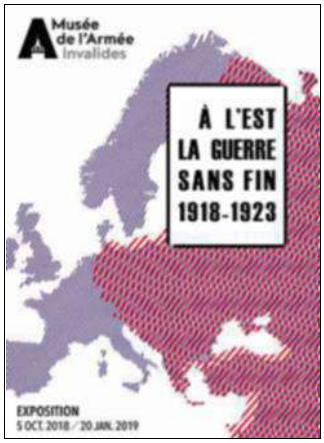
Au nom de cette foi originaire, Tanoüarn sauve l'athée Diderot plutôt que le théiste Voltaire. Mais l'élan spirituel des Lumières passionnées de l'homme semble avoir perdu face aux Lumières obscures d'un rationalisme étriqué, « *celles qui conçoivent le monde technocratique qui nous attend, celles qui préféreront toujours l'efficacité à la liberté* ». Or si la simple humanité ne parvient plus à se reconnaître, elle ne peut que se perdre elle-même ; et l'affirmation des droits de l'homme, dogme impensé d'une société qui se croit sans dogmes, ne saurait alors durer. Il faut, si nous tenons vraiment à ce qui tient notre civilisation, qu'elle soit ressaisie dans un acte de foi conscient.

Avec ce feu retrouvé, Guillaume de Tanoüarn éclaire dans cet ouvrage bien des questions contemporaines : la définition d'une juste laïcité, la place de l'islam, la question migratoire… Ses engagements ne manqueront pas de surprendre ; ils sont la marque d'un esprit libre, que l'on sent, à chaque ligne, habité par une inquiétude essentielle : quand le lien spirituel s'effondre, pour laisser place à de nouveaux tribalismes ou à la solitude de l'individu, à l'absurdité du racisme ou aux conflits communautaires, comment reconstruire du commun ? Comment redevenir capables de gratuité ? Il est bien temps de retrouver, avec cet ouvrage si nécessaire, le prix de la fraternité…

À LIRE

Le Prix de la fraternité
Guillaume de Tanoüarn
Tallandier, 336 pages, 18,90 €

Par Geoffroy Caillet et François-Joseph Ambroselli



Vent d'Est

L'exposition « A l'Est, la guerre sans fin », présentée au musée de l'Armée en partenariat avec *Le Figaro Histoire*, éclaire la période de troubles intenses que traversèrent l'Europe centrale et le Levant de 1918 à 1923.

Le 11 novembre 1918 à 11 heures, la mitraille se tut et les cloches sonnèrent à toute volée. Après plus de quatre ans d'une guerre cauchemardesque, l'armistice de Rethondes mit fin aux combats, en attendant la paix signée à Versailles l'année suivante. Du moins à l'Ouest. Car, de la Finlande au Liban, l'onde de choc du conflit n'en finit pas de se propager parmi les ruines encore fumantes des quatre empires disparus – Russie, Empire ottoman, Autriche-Hongrie et Allemagne. « *Une nébuleuse de troubles internes et d'affrontements internationaux* », souligne François Lagrange, l'un des quatre commissaires de la magnifique exposition « A l'Est, la guerre sans fin », que le musée de l'Armée consacre à cette « guerre après la guerre », logiquement méconnue d'une Europe occidentale alors occupée à panser ses plaies.

Ce sont d'abord les conflits nationaux qui agitent un grand Est perturbé par la redéfinition de ses frontières. Des Etats y ont été recréés, comme la Pologne ou l'Ukraine. D'autres inventés (Tchécoslovaquie, Yougoslavie), agrandis (Roumanie) ou réduits (Autriche, Hongrie). Mais le modèle de l'Etat nation à la française ne fonctionne que très imparfaitement pour ces pays taillés dans les dépouilles d'empires multiethniques, et ce n'est qu'au prix de tâtonnements parfois sanglants qu'ils vont trouver une certaine stabilité. Dans le même temps, révolutions et contre-révolutions se déchaînent : la révolution bolchevique en Russie débouche, fin 1917, sur une guerre civile atroce qui ne prendra fin qu'en 1922 ; en Allemagne aussi, la tentative de prise du pouvoir par les communistes plonge la République de Weimar balbutiante dans la guerre civile. Dans ce contexte chaotique, la France est amenée à intervenir de multiples façons par le biais de son armée : intervention militaire en mer Noire contre les Bolcheviks, opération humanitaire auprès des Russes blancs en Crimée, formation des armées des nouveaux Etats.

Honneur aux vaincus : la première des cinq sections de l'exposition est consacrée à la dissolution des quatre empires. Réunis en une saisissante veillée funèbre, ce sont leurs drapeaux en berne, reconstitués pour l'occasion, qui accueillent le visiteur. Vient ensuite une section consacrée aux fameux traités qui réglèrent leur sort, de Versailles à Saint-Germain-en-Laye, de Trianon à Sèvres. Un prêt exceptionnel des archives du Quai d'Orsay permet d'admirer les originaux ou les ratifications de ces traités (l'original unique du traité de Versailles ayant été volé par les Allemands en 1940 et probablement détruit par eux). « *Incontestablement*, remarque François Lagrange, *ces traités ont été élaborés dans la douleur. Mais leur légende noire fait oublier que la manière de réorganiser les pays a été étudiée de très près et qu'ils ont été de surcroît ratifiés par des plébiscites.* »

Les trois sections suivantes font défiler cet immense Est en ébullition. D'abord les « Marches de l'Est », soit l'ancien front Est de la guerre, avec la guerre civile en Russie, l'Allemagne de Weimar, la Pologne, mais aussi l'avènement ou le retour des pays Baltes et de la Finlande, dépourvue d'existence internationale avant 1918. Comme dans chacune des trois zones géographiques retenues, une carte de synthèse animée y met en évidence le mouvement des troupes et des fronts. Vient ensuite « l'Europe médiane », qui regroupe les Etats nés de l'éclatement de l'Autriche-Hongrie et les Balkans. Dans une Hongrie taillée en pièces se succèdent la sanglante République des

© PARIS-MUSÉE DE L'ARMÉE, DIST. RMN-GRAND PALAIS/EMILIE CAMBIER/SP.

© BUDAPEST, MUSÉE NATIONAL HONGROIS/SP. © MAISONS DE VICTOR HUGO/ROGER-VIOLLET/PHOTO DE PRESSE.

NOUVELLES FRONTIÈRES
Ci-contre : carte postale contre le traité de Trianon et le partage de la Hongrie (Budapest, Musée national hongrois). Page de gauche : clairon de l'armistice du 11 novembre 1918 (Paris, musée de l'Armée). En bas : *Victor Hugo, Le Hanneton* du 6 juin 1867 (Paris, Maison de Victor Hugo).

conseils du Bolchevik Béla Kun, puis la longue « régence » de l'amiral Horthy. Enfin, le « Levant » met notamment en lumière la « fabrication du Proche-Orient » par les Français et les Britanniques après les accords Sykes-Picot de 1916, et la guerre gréco-turque, qui s'achève en 1922 sur le plus grand échange forcé de populations connu jusque-là. L'exposition se clôt sur le traité de Lausanne qui le scella. « *Même entériné par la diplomatie,* note encore François Lagrange, *c'est un cas de révision des traités par la force, qui fit de la Turquie vaincue un vainqueur et inversement pour la Grèce.* »

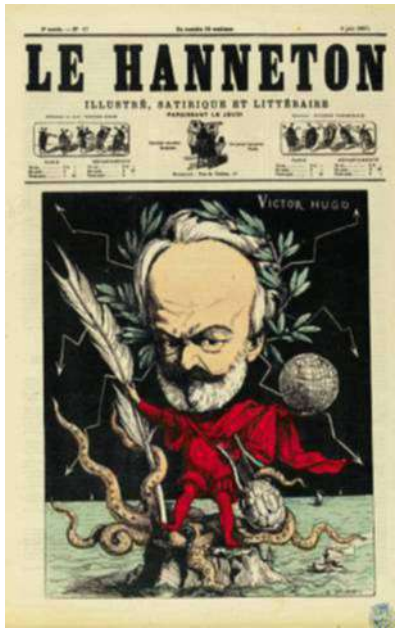
Cartes, documents d'archives, affiches et tracts de propagande, mais aussi uniformes et emblèmes : « A l'Est, la guerre sans fin » regroupe 242 objets et documents fournis par de nombreux prêteurs français et étrangers. Parmi les plus pittoresques, l'une des tenues arabes de Lawrence d'Arabie, qui illustre la section consacrée au « Levant ». « *Mais nous avons surtout veillé,* fait valoir Carine Lachèvre, autre commissaire de l'exposition, *à présenter des documents qui permettent au visiteur de comprendre ce que ces conflits ont changé pour des populations civiles extrêmement malmenées.* » On découvre ainsi un exemplaire du fameux passeport Nansen, du nom du Norvégien qui inventa en 1922 ce document permettant aux apatrides, comme les Russes blancs déchus de leur nationalité par les Bolcheviks, de circuler d'un Etat à l'autre. Mais aussi des timbres ou des billets de banque, émis en pagaille par les nouveaux Etats. Le 14 juillet 1919, comme en témoignent ailleurs un extrait restauré du défilé de la victoire sur les Champs-Elysées ou le bâton du maréchal Foch, la paix reprenait enfin ses droits en Europe occidentale. A l'Est, elle ne fit, jusqu'en 1923, que retenir son souffle. ***GC***

« A l'Est, la guerre sans fin, 1918-1923 », du 5 octobre 2018 au 20 janvier 2019. Musée de l'Armée, 75007 Paris. Tous les jours, de 10 h à 17 h. Tarifs : 12 €/10 €. Rens. : www.musee-armee.fr ; 0 810 11 33 99. Catalogue de l'exposition, Gallimard, 320 pages, 29 €. A paraître le 4 octobre.

MONSTRE SACRÉ

Front géant, chevelure brune repoussée en arrière, posture fière et mine renfrognée : Victor Hugo était un « bon client » pour les caricaturistes de tous bords. Son entrée à l'Assemblée nationale en 1848, puis son soutien à la candidature de Louis Napoléon Bonaparte, furent moqués par les journaux satiriques. Il s'opposa activement ensuite à l'avènement du Second Empire et dut prendre la route de l'exil après le coup d'Etat du 2 décembre 1851. A partir des années 1860, le poète, dont la barbe avait poussé et les cheveux blanchi, n'était plus moqué mais consacré. La Maison de Victor Hugo présente 180 caricatures consacrées à l'écrivain de 1830 à sa mort : c'est l'histoire politique et littéraire de tout un pan de siècle qui se dévoile. *F-JA*

« Caricatures, Hugo à la une », jusqu'au 6 janvier 2019. Maison de Victor Hugo, 75004 Paris. Ouvert du mardi au dimanche, de 10 h à 18 h. Tarifs : 8 €/6 €. Rens. : www.maisonsvictorhugo.paris.fr ; 01 42 72 10 16. Catalogue, Paris Musées, 288 pages, 18 €.



LE PRIX DE LA PAIX

L'Europe passa-t-elle à côté d'une paix solide et durable en 1917 ? C'est la question que pose le colloque qui se tiendra le 2 octobre prochain au siège de l'Institut culturel hongrois. Malgré les tentatives de médiation du pape Benoit XV, les velléités pacifiques, dont celles de l'empereur Charles Ier d'Autriche, furent balayées par l'espoir que nourrissait chaque camp de voir son adversaire succomber. Cette poursuite de la victoire finale mit l'Europe à feu et à sang jusqu'en novembre 1918, humilia l'Allemagne – qui n'avait plus qu'à mûrir sa revanche – et anéantit l'Empire austro-hongrois. Sans avoir la prétention d'apporter des réponses définitives, cet événement, introduit par le professeur Georges-Henri Soutou, aura pour but d'ouvrir le débat, avec la participation de protagonistes français, autrichiens, hongrois et allemands. L'historien Emmanuel de Waresquiel s'interrogera notamment sur l'évolution de la diplomatie au début du XXe siècle et sur l'échec de la traditionnelle culture du compromis ; le professeur Rainer Geiger décryptera les efforts du député allemand Erzberger, qui proclama au Reichstag, en juillet 1917, une résolution de paix qui ne mit pas fin pour autant aux « buts de guerre ». Les discussions se concentreront ensuite sur le rôle du Vatican dans les négociations sous la houlette de la spécialiste Nathalie Renoton-Beine, auteur de *La Colombe et les tranchées*. *« Nous nous sommes en effet aperçus que les tentatives de Benoît XV, assisté de Mgr Pacelli, le futur Pie XII, étaient très méconnues »*, explique Henri Peter, coordinateur du colloque. *« Pilate XV »* pour Léon Bloy, *« pape des Boches »* pour Clemenceau, *« pape français »* pour Ludendorff, le pontife endura le sarcasme des dirigeants politiques. Ses nombreuses exhortations à la paix furent également entravées par une grande partie de l'épiscopat et une majorité de fidèles, convaincus du bien-fondé de la cause patriotique. Seul Maurras lui apporta son soutien, rappelant son rôle de « berger des peuples ». La diffusion d'une scène de *La Grande Illusion* de Jean Renoir clôturera les débats et apportera le témoignage poétique de la prédominance de la vie sur les divisions idéologiques. *F-JA*

« Regards croisés. L'Europe a-t-elle raté la paix en 1917 ? » le 2 octobre 2018. Institut Balassi, 92, rue Bonaparte, 75006 Paris. De 9 h à 17 h. Entrée libre. Réservation obligatoire : reservation@instituthongrois.fr ; 01 43 26 06 44. Ce colloque est organisé par la ligue des Droits du religieux ancien combattant (DRAC), l'Institut d'histoire des monarchies, la Fédération et le Carrefour des acteurs sociaux, en partenariat avec *Le Figaro Histoire*.

MÉDIATEUR En haut : le pape Benoît XV vers 1915. Page de droite, en haut : *Vue du Palazzo Ducale vers la Riva degli Schiavoni*, par Canaletto, vers 1740 (Milan, Pinacoteca del Castello Sforzesco). Page de droite, en bas : *Le Corps de saint Etienne respecté par les animaux sauvages*, tenture de l'histoire de saint Etienne, scène VIII, vers 1500 (Paris, musée de Cluny).

NICE CÉLÈBRE SES EMPEREURS

Organisée en partenariat avec *Le Figaro Histoire*, la deuxième édition des « Journées impériales » de Nice, qui auront lieu les 19 et 20 octobre au Centre universitaire méditerranéen, sera pour la belle cité l'occasion de célébrer son attachement aux figures napoléoniennes. La ville fut en effet le point de départ d'une destinée glorieuse pour le jeune Bonaparte, lorsqu'il y lança la campagne d'Italie en 1796. En 1860, ce fut au tour de son petit-neveu, l'empereur Napoléon III, par l'intermédiaire du sénateur Pierre-Marie Piétri, d'associer son nom à l'histoire de la ville en réunissant le comté de Nice à la France.

Fort de cet héritage napoléonien, le programme des « Journées impériales » s'articulera autour de tables rondes, de projections et de conférences menées par des intervenants de premier ordre, parmi lesquels l'historien Ahmed Youssef, qui traitera du rapport des deux Napoléon à l'Egypte, ou encore le spécialiste David Chanteranne, qui interviendra sur le thème « Napoléon Ier et les religions ». L'événement se clôturera sur un récital de Léonard Schreiber, violoniste belge, et Dimitri Illarionov, guitariste russe, qui interpréteront des œuvres de Paganini, Bach, Massenet et Saint-Saëns. ***F-JA***

« Journées impériales », 19 et 20 octobre 2018. Centre universitaire méditerranéen, 06000 Nice. Entrée libre. Rens. : www.nice.fr

VENISE ÉTAIT UNE FÊTE

La Venise du XVIIIe siècle éteignit les feux d'une fête bruyante et extravagante, qui avait duré plus d'un millénaire. Les peintures, sculptures, dessins, maquettes et costumes de la nouvelle exposition du Grand Palais montrent la cité à l'heure de ses dernières exubérances, avant qu'elle ne devienne une simple parcelle du royaume d'Italie et que sa grandeur ne soit plus qu'un souvenir. Jusqu'alors, les élites vénitiennes s'entouraient des artistes les plus raffinés, et la ville n'en manquait pas, comme en témoignent dans l'exposition nombre de portraits de hauts dignitaires, parmi lesquels celui du *Procurateur da Mar,* représenté par Tiepolo dans son traditionnel habit de velours écarlate. Mais la Sérénissime se suffisait à elle-même. C'est ainsi qu'un genre pictural, propre à la Venise du XVIIIe siècle et prisé par les étrangers de passage, vit le jour : la *veduta,* c'est-à-dire une vue restituant la cité dans ses moindres détails et dont les spécialistes étaient Canaletto, Bellotto et Guardi. A cette effervescence artistique s'ajoutait une frénésie sociale, qui vit pulluler les théâtres et les maisons de jeu. Tiepolo et Guardi, dans leurs représentations du carnaval ou d'autres fêtes, figèrent avec talent cette ville exaltée. Comme dans les siècles précédents, l'art majestueux et coloré de Venise se transporta dans toute l'Europe : Paris accueillit à bras ouverts Gianantonio Pellegrini et sa belle-sœur Rosalba Carriera, Londres compta sur la présence de Canaletto durant neuf longues années, tandis que le Saint Empire romain germanique s'abreuva à la source du rococo vénitien pour la décoration de ses innombrables châteaux. Mais en 1789, l'incendie de San Marcuola, qui ravagea un quartier entier de la cité et qu'immortalisa Francesco Guardi, fut un triste présage : la fête touchait à sa fin. ***F-JA***

« Eblouissante Venise ! Venise, les arts et l'Europe au XVIIIe siècle », jusqu'au 21 janvier 2019. Grand Palais, 75008 Paris. Tous les jours, sauf le mardi, de 10 h à 20 h ; le mercredi jusqu'à 22 h. Tarifs : 14 €/10 €. Rens. : www.grandpalais.fr ; 01 44 13 17 17. Catalogue, RMN/Grand Palais, 256 pages, 45 €.

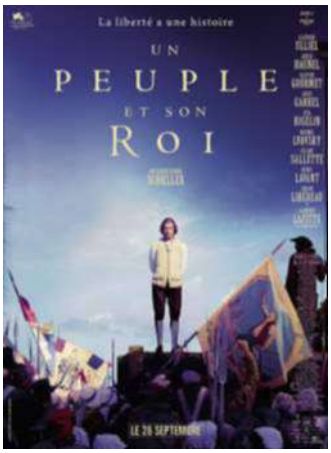
LICORNE D'ABONDANCE

« Son corps ressemble à celui du cheval, sa tête à celle du cerf, ses pieds à ceux de l'éléphant, sa queue à celle du sanglier. Son mugissement est d'un ton grave. Il lui sort du milieu du front une seule corne de deux coudées d'éminence. » C'est par ces mots que Pline l'Ancien, dans son *Histoire naturelle,* mentionna l'existence, en Inde, d'une bête féroce unicorne, que les chasseurs n'osaient affronter. La licorne connut un véritable engouement au XVe siècle. Considérée à la fois comme un animal sauvage et agressif, mais aussi comme une créature « magique », symbole de chasteté et de tempérance, que seules les pucelles pouvaient approcher, elle fut intégrée au bestiaire classique et inonda la littérature latine ainsi que l'iconographie catholique. C'est ce dont témoignent les ouvrages enluminés ou gravés, les sculptures et les tapisseries de la magnifique exposition « Magiques Licornes » du musée de Cluny, fraîchement rénové. Une enluminure d'un exemplaire de *La Légende dorée,* du milieu du XVe siècle, représente notamment saint Antoine en lutte avec un lion et la bête cornue, tandis qu'une splendide tapisserie de laine et de soie, commandée pour la cathédrale Saint-Etienne d'Auxerre vers 1500, montre des animaux sauvages, parmi lesquels une fine licorne blanche, veillant la dépouille de saint Etienne, premier martyr chrétien. Le mythe de son existence fut véhiculé par de nombreux récits de voyage, comme celui du chanoine de Mayence, Bernhard von Breydenbach, qui publia à son retour de Terre sainte un récit illustré de son périple où il assura, dessin à l'appui, avoir aperçu la fameuse créature dans le désert du Sinaï. Les imaginations furent excitées par l'apparition éparse de mystérieuses cornes dotées d'un soi-disant pouvoir purificateur : il s'agissait en réalité des dents du narval, un cétacé surnommé la « licorne des mers ». C'est fort de cet héritage irrationnel que Marco Polo, en voyant des rhinocéros dans le royaume de Basman, crut reconnaître des licornes. Il constata néanmoins qu'il serait malvenu d'envoyer une jeune vierge les amadouer. *F-JA*

« Magiques licornes », jusqu'au 25 février 2019. Musée de Cluny, 75005 Paris. Ouvert tous les jours, sauf le mardi, de 9 h 15 à 17 h 45. Tarifs : 5 €/4 €. Rens. : www.musee-moyenage.fr ; 01 53 73 78 00.

© RUE DES ARCHIVES/PVDE. © CIVICO GABINETTO DEI DISEGNI DEL CASTELLO SFORZESCO/SP. © RMN-GRAND PALAIS (MUSÉE DE CLUNY-MUSÉE NATIONAL DU MOYEN AGE)/J.G. BERIZZI/SP.

Par Geoffroy Caillet



L'Ami du peuple

En renonçant à montrer à l'écran la violence des sans-culottes, *Un peuple et son roi* assène une vision unilatérale de la Révolution.

« *Redonner à la Révolution française son visage populaire et contemporain* », c'est le but que Pierre Schœller a assigné à *Un peuple et son roi*. Depuis *La Révolution française* de Robert Enrico (1989), on n'avait pas vu au cinéma un récit aussi extensif – à défaut d'être complet – des événements, le film commençant en 1789 pour s'achever avec la mort de Louis XVI, le 21 janvier 1793. Pierre Schœller se défend pourtant d'avoir voulu réaliser une chronique. Fidèle à son ambition, *Un peuple et son roi* s'attache à suivre la vie d'une poignée d'artisans du faubourg Saint-Antoine dans le chaudron révolutionnaire. Un souffleur de verre et sa femme (Olivier Gourmet et Noémie Lvovsky), un pauvre diable, Basile (Gaspard Ulliel), et deux lavandières (Adèle Haenel et Izïa Higelin) parmi d'autres : voilà pour le peuple. Quant au roi, c'est à un Laurent Lafitte aussi majestueux qu'inattendu que revient de camper Louis XVI.

Autant le dire d'emblée : il est beaucoup plus question du peuple que de son roi dans ce film qui vise pourtant à mettre en évidence leurs destins parallèles et cherche à rendre compte de la désaffection progressive des Français à l'égard de Louis XVI. Le film s'ouvre ainsi sur la scène inspirée du lavement des pieds des enfants pauvres par le roi, le jeudi saint de 1789. On assiste ensuite au retour de la famille royale de Versailles à Paris, le 6 octobre. On voit plus tard Louis XVI bénir Basile, fasciné par le symbole qu'il représente toujours. Vient ensuite la prise des Tuileries. Rien n'est dit de la captivité du roi au Temple et surtout de son procès, dont il est le grand absent, le film montrant seulement les votes qui aboutissent à sa condamnation. Le spectateur l'a presque oublié lorsqu'il le voit réapparaître sur l'échafaud pour lâcher : « *J'ai peur, non !* » Un mot parfaitement inconnu des témoins de la scène.

Sans doute cet effacement progressif du roi vise-t-il précisément à traduire le désamour qui le frappe après Varennes comme l'engouement croissant du peuple pour la Révolution. Mais aucune tension ne vient, dans le film, traduire ce désamour. Dans le fossé qui se creuse entre ce peuple et son roi se glissent en effet les véritables acteurs des événements : les députés de la Législative puis de la Convention. Or, de Robespierre à Marat et de Danton à Barnave, on les voit défiler à la tribune dans une galerie haute en couleur mais pléthorique, qui dilue la tension espérée. Surtout, ce peuple-là manque terriblement de crédibilité. Si le couple d'artisans verriers tire son épingle du jeu, l'histoire des deux amants, Basile et Françoise, privée d'une véritable épaisseur, n'emporte jamais l'adhésion.

Faut-il en voir la raison ? C'est un peuple fantasmé que filme Pierre Schœller. Un peuple dont les souffrances servent d'argument d'autorité à une vision unilatérale de la Révolution. La caméra s'attarde ainsi sur le cortège des femmes marchant sous la pluie de Paris à Versailles le 5 octobre pour demander du pain, mais oublie de montrer les têtes des gardes suisses massacrés et fichés sur une pique qui encadrent le cortège royal le lendemain. Les massacres de septembre 1792 se résument à une réplique – « *Paix à leur âme* » –, censée servir d'épitaphe aux quelque 1 300 morts qu'ils firent en cinq jours. Hormis peut-être lors de la prise des Tuileries le 10 août, largement édulcorée, la violence des sans-culottes reste invisible à l'écran, comme si, pour Pierre Schœller, la cause de la liberté devait aplanir toute autre réalité. « *Quand vous vous approchez d'un sujet aussi vaste que la Révolution française, c'est salutaire de suivre son désir, son intuition, d'aller directement vers ce qui vous touche le plus* », avance-t-il. L'aveu ne manque pas de franchise. Il est malheureusement l'antithèse de ce que devrait être une approche honnête de l'histoire, qu'elle soit écrite ou filmée.

***Un peuple et son roi*, de Pierre Schœller, 2 h 01.**

© STUDIOCANAL.

AUX ARMES Gaspard Ulliel et Adèle Haenel, deux des protagonistes d'*Un peuple et son roi*.

Par Jean-Robert Pitte, *de l'Institut*

© CANAL ACADÉMIE.

APRÈS LE RAIFORT, LE RÉCONFORT

Prisé en Europe centrale et orientale, le raifort accommode viandes ou poissons fumés, au point de tirer les larmes des yeux.

Pour stimuler les papilles et la sécrétion des sucs digestifs, toutes les cuisines du monde ont toujours utilisé des épices et des condiments végétaux consommés frais, conservés au sel (prunes japonaises dites *umeboshi*) ou au vinaigre (cornichons, moutarde de Dijon, *Mostarda di Cremona* aux fruits, etc.). Deux racines, cousines de la famille des Brassicacées, sont très prisées en Eurasie. L'une en Europe continentale est blanche, le raifort, étymologiquement la racine forte, (*Armoracia rusticana*), l'autre, en Extrême-Orient, est d'un beau vert émeraude, le wasabi (*Eutrema japonicum*). Toutes deux sont très piquantes au point de tirer les larmes des yeux et de décongestionner les nez bouchés. Elles sont riches en vitamine C, ce qui les rend très utiles dans les contrées à hiver rigoureux où l'on manque pendant des mois d'aliments qui en sont pourvus. Elles favorisent en outre la digestion des nourritures grasses : porc, hareng, carpe, saumon, divers poissons bleus des sushis, par exemple. Toutes les deux se râpent au dernier moment, car elles perdent vite leur force en s'oxydant.

Toutes les cuisines européennes utilisaient du raifort au Moyen Age, tant on aimait alors les saveurs fortes. Depuis, sous l'influence de la nouvelle cuisine mise au point à Versailles au XVII[e] siècle, la France l'a oublié, de même que beaucoup d'épices qui reviennent toutefois en force depuis l'essor du tourisme exotique. En revanche, son usage subsiste dans les pays voisins qui demeurent des conservatoires des goûts médiévaux. C'est le *meerrettich* des Allemands (1 000 ha de culture), dont raffolent aussi les amateurs alsaciens, qui le préfèrent à la moutarde pour accompagner la choucroute et les viandes fumées, le *horseradish* des Anglais et des Nord-Américains, qui le servent avec le *Sunday Roastbeef*, parfument leurs sandwiches ou bien leur *Bloody Mary*, le *mierikswortel* que les Néerlandais servent avec le maquereau fumé, le *rábano picante* servi en Espagne avec les saucisses, le *rafano* des Italiens, qui accompagne le *Bollito misto* ou qui parfume la *rafanata*, l'omelette de la Basilicate. Mais c'est surtout en Europe centrale et orientale que le raifort est très populaire. Il est la base du *chrain*, sauce dans laquelle on le mêle à de la betterave rouge pour accompagner les harengs, le fromage de tête ou la palette fumée des pays slaves ou, chez les juifs, le *gefilte fish*, l'indispensable carpe farcie des repas de shabbat. On en déguste de délectables dans les restaurants ashkénazes de New York ou dans cette improbable gargote de Tel Aviv qu'est Shmulik, où règne l'ambiance des *shtetl* des temps heureux : ne manquent qu'Isaac Stern et son *Violon sur le toit*, et Ivan Rebroff chantant *Ah ! si j'étais riche…*

© HERITAGE IMAGES/LEEMAGE. © KONSTANTIN KOPACHINSKIY/ALAMY/HEMIS.

VINTAGE
Le Raifort, par Elizabeth Blackwell, extrait de *A Curious Herbal*, 1782 (London, The Stapleton Historical Collection). Connu des cuisines européennes depuis le Moyen Age, le raifort est très riche en vitamine C et facilite la digestion.

RECETTE

LE CHRAIN

Râper finement des betteraves pas trop cuites et des racines de raifort à parts égales. Assaisonner selon son goût de vinaigre, de sucre et de sel. Servir avec des filets de harengs crus non fumés de la Baltique et de la vodka à volonté. Le *gefilte fish*, quant à lui, vaut mieux que ce que l'on dit habituellement de lui.

EN COUVERTURE

42
Quand ils ont pris la croix

Elles ont été, pendant deux siècles, la réponse inlassable des rois, des grands et des humbles à l'appel des papes pour libérer Jérusalem et secourir les chrétiens d'Orient. De 1095 à 1291, huit croisades ont marqué à jamais la conscience occidentale.

52
On a délivré le tombeau du Christ

Le 15 juillet 1099, près de trois ans après leur départ, les barons de la première croisade reprenaient la Ville sainte aux Fatimides. Un assaut aussi héroïque que sanglant, qui donna naissance au royaume de Jérusalem.

© COLLECTION DAGLI ORTI/AURIMAGES. © LUISA RICCIARINI/LEEMAGE. © JEAN-PAUL DUMONTIER/LA COLLECTION. © PATRICK DALLANEGRA/FIGARO HISTOIRE.

70 Les chevaliers du ciel

Créés pour assurer la défense des territoires croisés, les ordres religieux militaires furent une révolution dans le monde chrétien.

Guerre juste ou guerre sainte ?

Les croisades
Au-delà du mythe

Et aussi

L'invention de la croisade
Baudouin IV, le roi souffrant
Le trésor des frères
Citadelle de la foi
Rendez-vous en Terre sainte
Regards croisés
Chronique du Levant

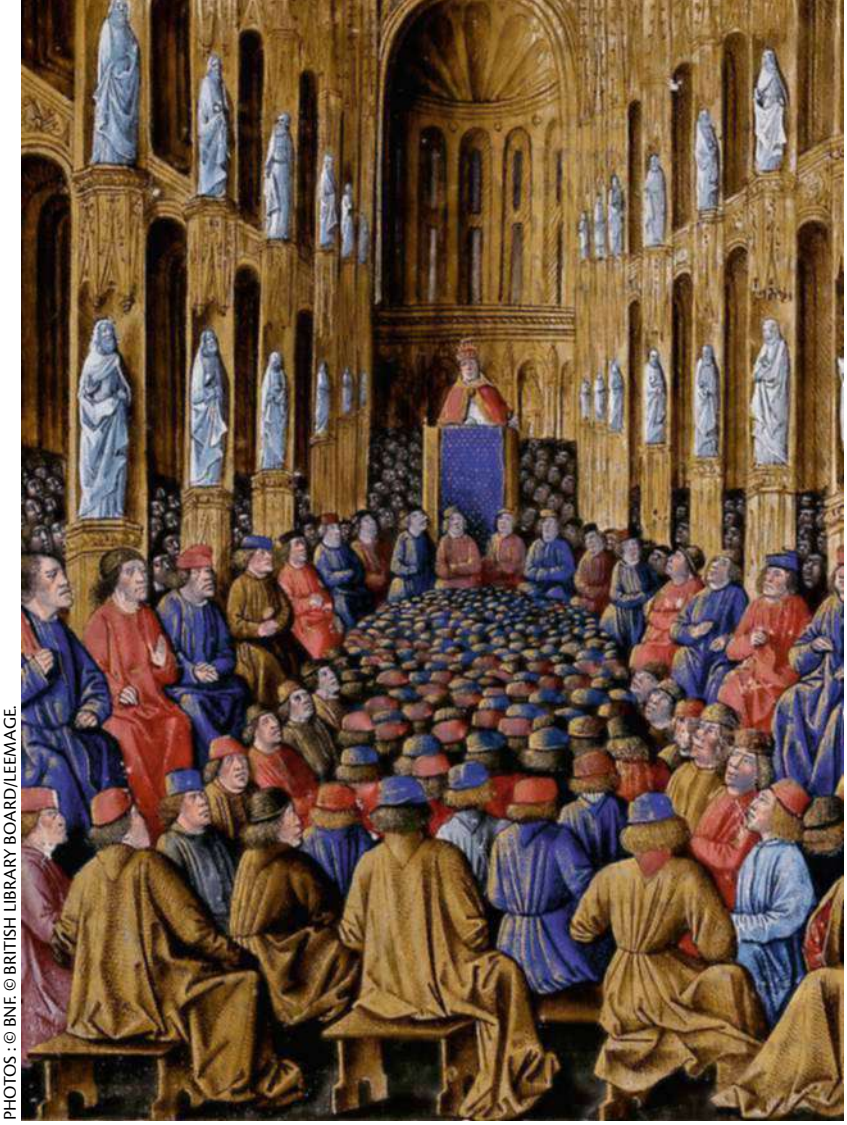
Quand ils ont pris la Croix

Par Michel Balard

Lancé par Urbain II en 1095 pour libérer Jérusalem et secourir les chrétiens d'Orient, le mouvement des croisades va se poursuivre durant deux siècles, jusqu'à la chute d'Acre en 1291, qui marquera la fin de la présence franque en Terre sainte.

© AISA/TEE/MAGE.

Échec au roi
La Bataille de Mansourah, en Egypte, en 1250 (à gauche) et *Le Roi Louis IX souffrant et son serviteur Ysembart le Queu,* miniature tirée de *Vie et miracles de Saint Louis,* de Guillaume de Saint-Pathus, XIVe siècle (Paris, Bibliothèque nationale de France).



PHOTOS : © BNF. © BRITISH LIBRARY BOARD/LEEMAGE.

En ce mois de novembre 1095, le pape Urbain II avait réuni à Clermont un concile pour y traiter d'assez banales affaires ecclésiastiques (l'éternelle lutte contre la simonie – vente des sacrements – et le nicolaïsme – concubinage ou mariage des prêtres), et y confirmer – plus délicat – l'excommunication du roi de France Philippe Ier, coupable d'adultère pour avoir répudié sa femme Berthe de Hollande au profit de Bertrade de Montfort. Le 27, le sermon qu'il avait prononcé à l'occasion de la cérémonie de clôture allait pourtant avoir, dans toute la chrétienté, un retentissement considérable. Il serait à l'origine d'un phénomène qui marquerait l'histoire de l'Occident pendant quatre siècles, habiterait plus longtemps encore son imaginaire. Le pape y avait en effet appelé la chrétienté à se mobiliser pour aller délivrer Jérusalem, héritage du Christ occupé par les Sarrasins.

L'appel avait déclenché un enthousiasme indescriptible. Largement diffusé par des moines, des prêtres et des prédicateurs populaires, tel Pierre l'Ermite, il allait susciter une série d'expéditions vers le Proche-Orient, que l'historiographie traditionnelle regroupe en huit croisades. En fait, entre 1096 et la fin du XVe siècle, celles-ci seraient entrecoupées par de nombreux départs de troupes, plus ou moins importantes, ayant toutes le même objectif : libérer Jérusalem puis Constantinople de l'emprise sarrasine ou turque. Qualifiées de « voyages vers Jérusalem », de « voyages vers la Terre sainte » ou plus simplement de « pèlerinages » ou de « passages », ces croisades étaient des pèlerinages en armes, qui se donnaient pour objectif la délivrance du Saint-Sépulcre à Jérusalem. Lancées par une bulle pontificale, elles seraient placées sous l'autorité de l'Eglise, en la personne d'un légat pontifical. Leurs participants se reconnaîtraient à certains signes extérieurs, tel le port d'une croix, et bénéficieraient de privilèges spirituels et temporels, garantis par l'Eglise.

Chemin de Dieu et guerre sainte

La croisade apparaît comme une sorte d'ajout, non prévu à l'ordre du jour du concile de Clermont. Pourtant, le sermon du 27 novembre 1095 ne semble pas avoir été improvisé : au printemps 1095, le pape avait accueilli au concile de Plaisance une ambassade byzantine venue solliciter une aide contre les Turcs. Urbain II y avait été sensible. Il avait dès lors profité de son voyage en France pour appeler la chevalerie à participer à un large mouvement visant à libérer les églises orientales et Jérusalem.

Pourquoi son message avait-il rencontré un tel succès ? Dans l'image chrétienne du monde, les lieux où se sont déroulées la vie du Christ, sa Passion et sa Résurrection, sont les lieux saints par excellence, où tout fidèle brûle de suivre les traces de Jésus et des apôtres pour s'approprier une part de leur sainteté. Quoi de plus important que d'aller vivre et mourir là où le Christ est mort et doit effectuer sa parousie ? La Jérusalem terrestre ouvre au croyant les voies de la Jérusalem céleste, l'accès à la Cité de Dieu, le Salut pour l'éternité. D'où le succès du pèlerinage en Terre sainte, rite de pénitence par excellence, impliquant conversion, pauvreté volontaire et participation aux souffrances du Christ.

Or Jérusalem est depuis le VIIe siècle aux mains des Arabes, qui en contrôlent l'accès et briment les pèlerins, au point qu'en

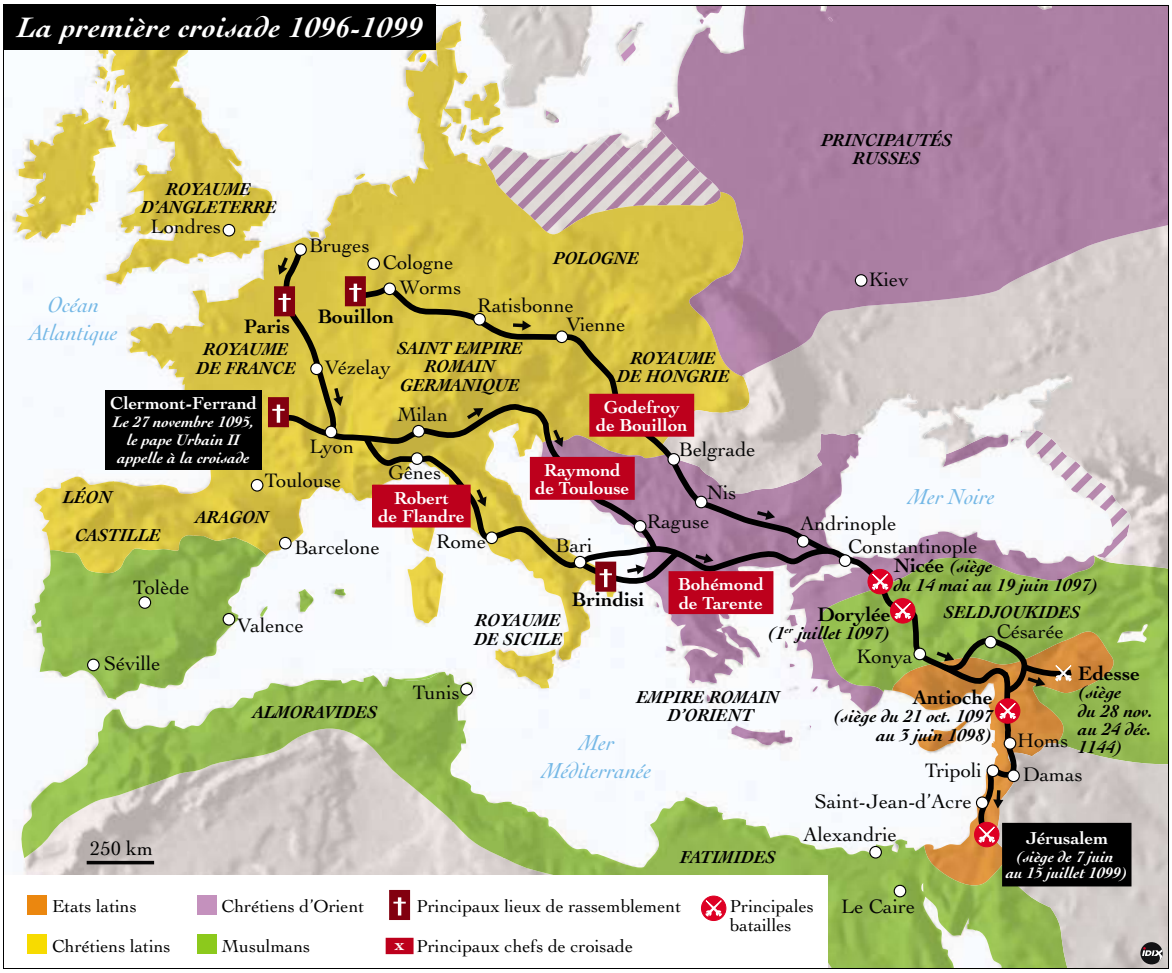
DIEU LE VEUT Page de gauche : *Urbain II au concile de Clermont en 1095,* extrait des *Passages d'outremer,* XV^e siècle (Paris, BnF). Au milieu : *Pierre l'Ermite devant Jérusalem,* extrait du *Roman du Chevalier au Cygne,* XIII^e siècle (Paris, BnF). Ci-dessus, à droite : *Adhémar de Monteil, avec sa mitre, combattant devant Antioche,* extrait de l'*Histoire d'Outremer,* de Guillaume de Tyr, XIII^e siècle (Londres, The British Library).

1064-1065, ceux-ci ont été obligés de tirer l'épée pour s'ouvrir un passage que des Bédouins leur refusaient. En 1071, la Ville sainte est prise par les Turcs seldjoukides, sunnites implantés en Asie Mineure (les Fatimides d'Egypte, chiites, en reprendront possession en 1098). Dès lors, quoi de plus légitime pour les chrétiens que de se réapproprier le patrimoine du Christ ?

Au XI^e siècle, tout concourt à cette démarche : la christianisation de la chevalerie *(milites)* par le rite de l'adoubement et la progressive formulation de l'idée de guerre sainte. Le pape Léon IX (1049-1054) avait déjà, avant Urbain II, assigné aux *milites* le devoir naturel de combattre pour protéger l'Eglise, au service de laquelle Grégoire VII (1073-1085) voulait créer une nouvelle armée, la chevalerie de saint Pierre *(militia S. Petri)*. En 1063, Alexandre II avait accordé une rémission de la pénitence encourue pour leurs péchés à ceux qui iraient combattre les Sarrasins dans l'Espagne de la Reconquista. Grégoire VII était allé plus loin encore dans son projet d'une expédition contre les Turcs, après le désastre subi par les Byzantins à Manzikert (1071) : il avait promis la récompense éternelle à ceux qui iraient libérer leurs frères d'Orient et défendre la foi chrétienne. Il avait transformé ainsi l'idée de guerre juste, définie par saint Augustin, en une guerre sainte, car promue par la papauté contre les infidèles.

En 1095, à Clermont, Urbain II avait synthétisé en définitive des idées et des pratiques existantes, en définissant l'expédition projetée comme le « chemin de Dieu » *(via Dei)* et en proclamant pour la première fois une guerre sainte au nom du Christ, c'est-à-dire un pèlerinage armé. Il avait introduit le vœu de croisade, étendu la protection de l'Eglise aux biens des partants, auxquels il avait prescrit le port de la croix, signe d'unité et thème très fort de la dévotion contemporaine.

Opérant la synthèse entre guerre pour Dieu, expérimentée dans les combats de la Reconquista en Espagne, et pèlerinage pénitentiel vers Jérusalem, issu d'une longue tradition chrétienne, le pape avait promu une expédition qui ne devait, dans son esprit, comprendre que des chevaliers. Mais l'enthousiasme est tel que nombre de nobles et de manants du centre de la France, de Champagne, de Lorraine et des régions rhénanes répondent bientôt aux prédicateurs populaires, vendent leurs biens et forment des troupes conduites par de petits chefs locaux qui, confondant l'ennemi désigné – les Sarrasins – avec les juifs tenus pour responsables de la mort du Christ, se livrent à des pogroms sur les communautés juives des régions rhénanes, avant de prendre la direction du Danube et des Balkans, menées par un pauvre chevalier, Gautier sans Avoir, et par Pierre l'Ermite. Arrivées après maint incident devant Constantinople, ces hordes inattendues par l'empereur byzantin, Alexis I^er Comnène, sont transférées en hâte de l'autre côté du Bosphore et, parvenues près de Nicée, sont exterminées par les Turcs



© IDIX. © DEAGOSTINI/LEEMAGE.

seldjoukides. Une poignée de rescapés regagne Constantinople et rejette sur le *basileus* la responsabilité de leur échec.

La croisade des barons

Au moment même où se déroulait ce désastre, quatre armées de chevaliers s'apprêtaient à prendre la route de l'Orient : l'armée lorraine avec à sa tête Godefroy de Bouillon et son frère Baudouin de Boulogne, les Normands d'Italie du Sud, commandés par Bohémond de Tarente, ennemi juré de Byzance, l'armée des Provençaux et des Languedociens sous la conduite du comte de Toulouse, Raymond de Saint-Gilles, enfin les croisés du nord-ouest de la France et de l'Angleterre sous le commandement du duc de Normandie, Robert Courteheuse, du comte de Blois, Etienne, et du comte de Flandre, Robert II. Au total, quelques dizaines de milliers de combattants. Traversant les Balkans ou suivant la côte dalmate, ces armées se présentèrent devant Constantinople dans les premiers mois de 1097. Ce n'était point les mercenaires qu'attendait Alexis Ier pour combattre les Turcs, mais des groupes armés et turbulents, dont la seule présence menaçait la survie de son empire. Obtenant de leurs chefs un serment d'allégeance et la promesse de lui céder les anciens territoires byzantins qu'ils pourraient conquérir, en échange d'une promesse de sécurité, d'aide militaire et de ravitaillement, le *basileus* les fit passer en Anatolie, dont les Turcs, regroupés dans le sultanat de Roum autour de Konya, occupaient la plus grande partie, après avoir vaincu l'armée byzantine à Manzikert (1071).

Pour les Occidentaux, le succès est d'abord au rendez-vous. Dès le 19 juin 1097, ils s'emparent de Nicée. Le 1er juillet, ils battent les Turcs à Dorylée. La chaleur, l'insuffisance des vivres et de l'eau, les embuscades des Turcs rendent cependant la marche vers Antioche difficile et font beaucoup de victimes. Tandis que Baudouin de Boulogne s'empare d'Edesse, le gros de l'armée fait le siège d'Antioche, qui est enlevée peu de jours avant que l'atabeg de Mossoul, Kerbogha, ne vienne avec son armée enfermer les croisés dans la ville. La découverte de la sainte lance ayant percé le flanc du Christ suscite un enthousiasme tel chez les Francs que, par une heureuse sortie, leur armée bouscule les Turcs et s'ouvre enfin la route de Jérusalem, tenue par le gouverneur fatimide Iftikhar al-Dawla avec une bonne garnison d'Arabes et de Soudanais.

La chaleur de l'été, l'avidité et les rivalités entre les barons pour la possession d'Antioche retardent un moment le départ. Des petites gens de l'armée, les Tafurs, raniment pourtant l'esprit de guerre sainte et obligent les chefs à reprendre la route en janvier 1099. L'armée franque progresse le long du littoral syrien et, le 7 juin 1099, atteint une colline dominant la Ville sainte. Elle y découvre avec une émotion indescriptible les toits plats des maisons, les dômes des mosquées, les minarets, le Saint-Sépulcre. Dans un sursaut messianique, les croisés s'agenouillent et prient. Le monde terrestre se sublime : les anges, croit-on, viendront assister les mortels pour les aider à s'emparer de Jérusalem. Il leur faudra en réalité cinq semaines de siège pour y parvenir. Les troupes sont insuffisantes face à une bonne garnison fatimide. Jeûnes, prières et processions sont sans effet. Les vivres et l'eau, mais aussi le bois pour construire des engins de siège, manquent. Finalement, grâce au bois de navires génois démontés, qui sert à la construction de tours mobiles, l'assaut général est donné le 15 juillet 1099. Godefroy

Si je t'oublie, Jérusalem A droite : *Conquête de Jérusalem,* miniature tirée d'une bible du XIIIe siècle (Arras, bibliothèque de la Ville). Page de gauche : parties en 1096 à l'appel d'Urbain II, les armées croisées convergèrent par terre vers Constantinople pour poursuivre vers Jérusalem, qu'elles atteignirent en juin 1099.

de Bouillon par le nord, Raymond de Saint-Gilles par le sud font passer leurs hommes dans la ville. Pendant trois jours, Jérusalem est livrée au pillage et aux massacres : des juifs réfugiés dans la grande synagogue sont eux-mêmes brûlés vifs ; les musulmans sont passés au fil de l'épée ou vendus comme esclaves. Les vainqueurs vont ensuite chanter un *Te Deum* dans l'église de la Résurrection et, quelques semaines plus tard, arrêtent une armée égyptienne de secours dans la plaine d'Ascalon.

La première croisade achevée, reste à organiser et à maintenir la conquête, fait d'autant plus difficile que beaucoup de croisés, jugeant leur vœu accompli, repartent pour l'Occident avec l'idée que Dieu pourvoirait aux besoins des vainqueurs. Les grands élisent Godefroy de Bouillon qui, refusant le titre royal, devient « avoué », c'est-à-dire protecteur du Saint-Sépulcre. A sa mort, en juillet 1100, il est remplacé par son frère, Baudouin de Boulogne, couronné roi de Jérusalem le 25 décembre, dont la dynastie régnera jusqu'en 1187. Principauté d'Antioche tenue par les Normands, comté d'Edesse et comté de Tripoli constituent avec le royaume de Jérusalem les Etats issus de la croisade. Près de 100 000 Francs occuperont bientôt toute la côte syro-palestinienne entre Alexandrette et Gaza, plus le cours supérieur de l'Euphrate autour d'Edesse. En Occident, sous l'impulsion du nouveau pape, Pascal II, trois autres armées croisées se forment pour venir renforcer les Francs établis en Terre sainte, mais sont rapidement dispersées ou anéanties par les Turcs. Seule la voie de mer permettra désormais l'arrivée des secours apportés par les flottes italiennes ou par celle du roi de Norvège en 1107-1110. Les Francs ont à craindre en effet, au sud, l'armée et la flotte des Fatimides d'Egypte ; au nord, dans le comté d'Edesse et la principauté d'Antioche, les forces turques du sultanat de Roum.

Les grands princes prennent la croix

Les trois premières décennies du XIIe siècle voient se poursuivre l'expansion franque en Syrie-Palestine : conquête des villes maritimes, extension vers le désert transjordanien et création du comté de Tripoli. Mais, en décembre 1144, la prise d'Edesse par Zengi, gouverneur de Mossoul, met un coup d'arrêt à l'expansion et donne naissance à la « seconde croisade » (1145-1149).

C'est en effet par ce terme que l'historiographie traditionnelle désigne les expéditions en Orient entreprises par le roi de France Louis VII et l'empereur germanique Conrad III, à l'instigation de la papauté et de saint Bernard. Le 1er décembre 1145, le pape Eugène III fulmine une bulle invitant les chrétiens à la croisade pour reprendre Edesse et venger la Vraie Foi. Son appel est relayé par saint Bernard à Vézelay (Pâques 1146), où le moine cistercien prêche la croisade comme une voie de Salut proposée aux pécheurs et incite au départ le souverain capétien et les grands du royaume. Il réussit également à convaincre Conrad III de prendre la croix. Partie en avril 1147, l'armée allemande traverse les Balkans et arrive devant Constantinople en septembre. Inquiet, le *basileus* Manuel Ier Comnène la fait passer en Anatolie, où deux contingents sont massacrés par les Seldjoukides, l'empereur et les survivants étant transportés à Acre par une flotte byzantine.

L'armée française n'a pas plus de chance : arrivée à Constantinople en octobre, elle traverse les Détroits, suit la côte égéenne jusqu'à Adalia. Epuisés, les chevaliers sont alors amenés en Cilicie sur des vaisseaux byzantins, tandis que la piétaille abandonnée par manque de place est massacrée par les Turcs. A Antioche, Louis VII, qui se considère plus comme pèlerin que comme chef d'une armée, refuse de se porter contre Edesse et gagne Jérusalem, où l'attend Conrad III. Les deux souverains décident avec la Haute Cour du royaume de mener une campagne contre Damas, tenue par la dynastie turque des Bourides (juillet 1148). C'est un fiasco, durement ressenti en Occident, où l'on accuse saint Bernard, piètre organisateur de l'expédition, ou Manuel Ier Comnène, ou encore l'impéritie des chefs, toutes critiques qui affaiblissent l'idée de croisade, de sorte qu'aucun nouveau projet d'expédition ne pourra plus aboutir avant les victoires de Saladin. En 1187, ce prince kurde, fervent propagateur du djihad, qui a réuni Egypte et Syrie sous son autorité, écrase en effet l'armée franque, commandée par Guy de Lusignan, à Hattin. Puis il conquiert Acre et, le 2 octobre, s'empare de Jérusalem. Il ne reste alors aux croisés qu'Antioche, Tyr et Tripoli.

Ces nouvelles frappent l'Occident de stupeur : comment accepter que le Saint-Sépulcre se retrouve aux mains de l'Islam ? Deux papes successifs, Grégoire VIII et Clément III, doivent expliquer la signification de la défaite, exhorter au repentir et pousser au départ pour la troisième croisade les trois grands princes d'Occident : l'empereur germanique Frédéric Ier Barberousse, le roi d'Angleterre Henri II et le souverain capétien Philippe Auguste, autorisés par le pape à lever sur tous les revenus et biens des non-croisés un impôt général, qualifié de « dîme saladine ». Henri II meurt et son fils Richard Cœur de Lion se substitue à lui. Au printemps 1189, l'armée allemande, forte de 20 000 chevaliers et de dizaines de milliers de fantassins, s'ébranle au long de l'itinéraire traditionnel par les Balkans, où elle rencontre l'opposition de contingents byzantins. Le *basileus*

© PHOTO JOSSE/LEEMAGE. © IDIX.

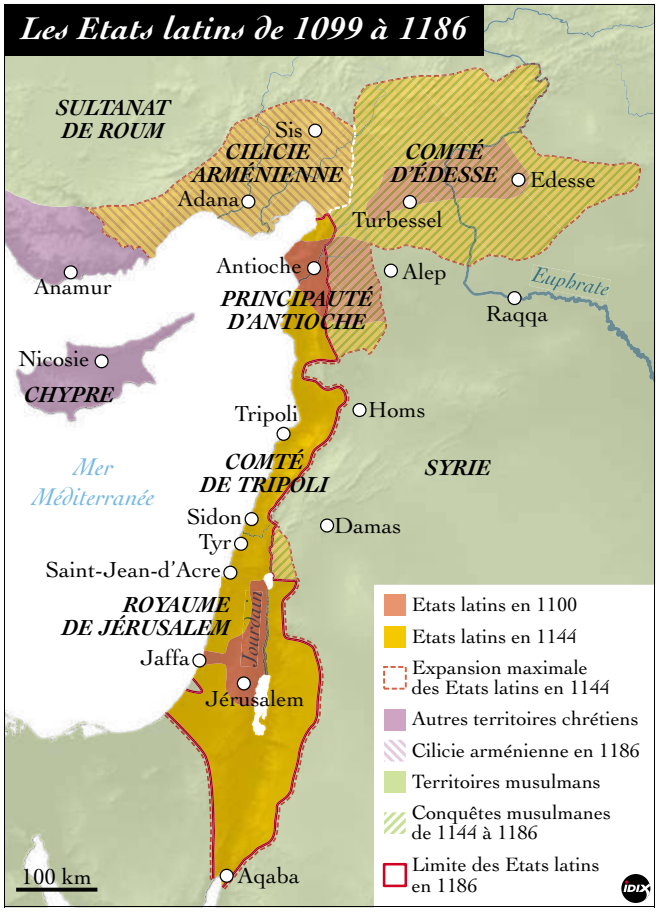
Isaac II Ange a en effet traité avec Saladin. Il doit cependant céder devant la pression de l'armée impériale, qui franchit les Détroits et s'empare de Konya, mais se débande lorsque Frédéric Ier se noie en franchissant un gué de Cilicie (10 juin 1190). Seuls de petits contingents parviendront devant Acre à l'automne 1190.

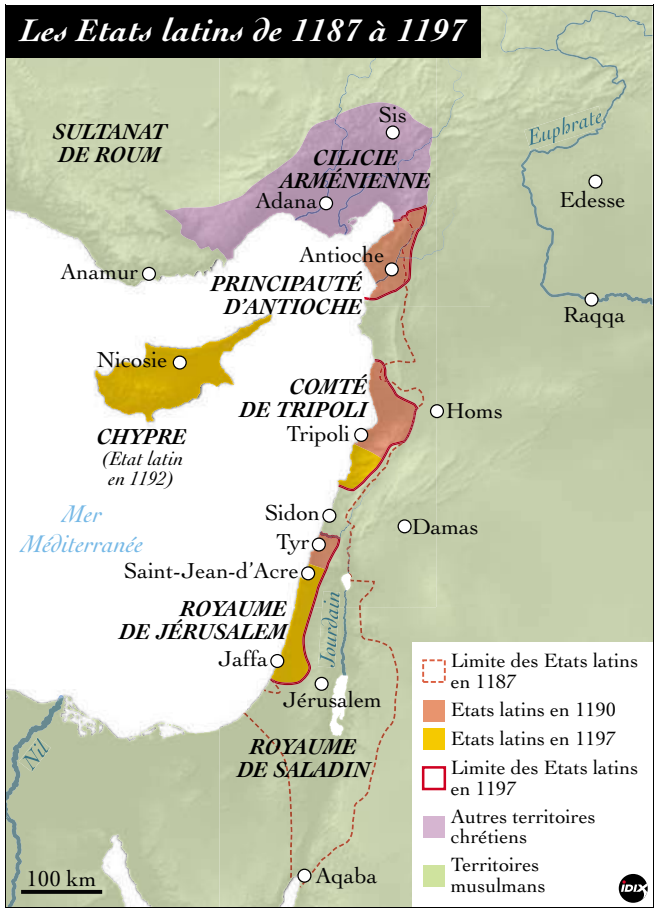
Partis de Vézelay en juillet 1190, Philippe Auguste et Richard Cœur de Lion ont choisi l'itinéraire maritime, le premier par Gênes, le second par Marseille. Le Capétien arrive à Acre le 20 avril 1191, Richard deux mois plus tard, après s'être emparé de Chypre. En un mois, les assauts de la cavalerie franque et la supériorité technique des ingénieurs occidentaux ont raison de la résistance des assiégés, qui capitulent et restituent les prisonniers chrétiens et la Vraie Croix, pris à Hattin en 1187. Mais la troisième croisade ne s'achève pas avec la reconquête d'Acre. Si Philippe Auguste se rembarque aussitôt, sans doute pour consolider son royaume en l'absence du Plantagenêt, Richard Cœur de Lion cherche à poursuivre la lutte contre Saladin. Mais ses hésitations et les dissensions entre les deux figures les plus éminentes du royaume, Guy de Lusignan, roi de Jérusalem, et Conrad de Montferrat, seigneur de Tyr, qui aspire au trône, l'empêchent de reprendre Jérusalem. L'Etat franc est désormais réduit à une petite bande côtière, le royaume d'Acre, que vient compléter l'acquisition de Chypre, confiée à Guy de Lusignan. L'île va constituer une base arrière et une source de ravitaillement pour les futures croisades.

Constantinople mise à sac

Ce n'est pourtant pas vers Jérusalem que se dirige la quatrième croisade, mais vers Constantinople, prise d'assaut par les croisés le 12 avril 1204. Comment la chevalerie du Christ a-t-elle pu se détourner de ses buts et aller jusqu'à massacrer d'autres chrétiens dans une guerre d'agression et de conquête ? Une suite complexe d'événements aboutit à ce scandale qui brise la chrétienté. En août 1198, quelques mois après son avènement, Innocent III avait lancé un appel à l'Occident : Jérusalem, arrachée aux Francs par Saladin en 1187, devait être délivrée ! Des légats pontificaux et un curé de campagne, Foulques de Neuilly, avaient diffusé l'appel, exhorté à la pénitence, tandis que le pape instaurait une taxe générale sur les revenus du clergé pour contribuer aux dépenses. Dans un élan de ferveur religieuse, l'élite des chevaliers du nord de la France avait pris la croix lors d'un tournoi à Ecry (aujourd'hui Asfeld, Ardennes), organisé des compagnies armées et envoyé une délégation (Conon de Béthunes et le futur chroniqueur de la croisade, Geoffroy de Villehardouin) à Venise pour organiser le passage maritime vers l'Orient. Un traité avait été conclu au printemps 1201, par lequel Venise s'engageait à armer une flotte pour transporter vers l'Egypte, principale base arrière des musulmans de Terre sainte, 4 500 chevaliers, 9 000 écuyers et 20 000 fantassins pour un prix de 85 000 marcs.

En juin 1202, la flotte était prête, mais non les passagers ; seul un tiers de l'effectif prévu avait gagné la Lagune, les autres croisés ayant choisi de partir par Marseille, Gênes ou les ports des Pouilles. Il manquait 34 000 marcs sur les 85 000 dus. Le vieux doge, Enrico Dandolo, avait alors proposé aux croisés un moratoire sur leurs dettes s'ils l'aidaient à reprendre Zara, une ville rebelle de Dalmatie. Malgré les scrupules de la base et l'ordre du pape de ne point attaquer une ville chrétienne, les chefs avaient accepté. Début octobre 1202, la flotte quitte Venise au son des trompettes et du *Veni Creator,* et va donner l'assaut à Zara, qui est prise et pillée le 24 novembre. Arrive alors à Zara une ambassade de Philippe de Souabe, qui propose aux chefs de la croisade une alliance avec son beau-frère, le jeune prince byzantin Alexis,





FRANCS D'ORIENT Ci-dessus : créés à partir de 1098, les Etats latins d'Orient furent peu à peu perdus par les Francs après la prise de Jérusalem par Saladin en 1187. Page de gauche : *Saladin vaincu par les croisés en 1191*, extrait de la *Chronique abrégée*, de David Aubert, XV^e^ siècle (Paris, bibliothèque de l'Arsenal).

dont le père, le *basileus* Isaac II Ange, avait été détrôné et aveuglé par Alexis III en 1195. Qu'on l'aide à retrouver son trône à Constantinople et il mettra au service des croisés une somme de 200 000 marcs et une armée de 10 000 hommes pendant un an. Promesse séduisante pour les chefs à court d'argent, qui l'acceptent, bien que 2 000 croisés désertent pour ne pas manquer à leur vœu et que le pape ait excommunié les Vénitiens et interdit aux croisés de se mêler des affaires des Grecs. La flotte reprend la mer, emmenant le jeune Alexis. Arrivés devant Constantinople, quelle déception pour les croisés de constater que la ville se ferme devant le prince, que personne ne reconnaît. Force est de l'imposer, donc de conquérir la ville.

Le 6 juillet 1203, la flotte vénitienne, ayant réussi à pénétrer dans la Corne d'Or, rapproche les combattants des murailles maritimes. Des croisés réussissent à s'emparer de quelques tours et à ouvrir des portes, non sans mettre le feu à une partie de la ville. Le *basileus* Alexis III s'enfuit et Isaac II est rétabli sur son trône avec son fils, Alexis IV. Les croisés, établis à Galata, de l'autre côté de la Corne d'Or, attendent que ceux-ci tiennent leurs engagements. Mais le trésor impérial est vide et les prélèvements effectués sur les églises et les grandes familles leur aliènent la population. Les relations avec les Latins se dégradent vite, d'autant qu'un haut dignitaire, Alexis Murzuphle, renverse Isaac II, fait assassiner son fils et s'oppose aux croisés. Les Latins n'ont plus le choix : il leur faut reprendre la ville, mais cette fois pour leur propre compte. Le 12 avril 1204, ils donnent l'assaut : Murzuphle s'enfuit et, pendant trois jours, la ville est livrée à la furie des vainqueurs : incendies, pillages des églises et des palais, viols et meurtres se succèdent. Si de telles horreurs ont pu se produire, la dégradation des relations entre les deux parties de la chrétienté les explique en partie. Byzance ne s'était pas associée à la croisade et l'avait parfois entravée, au point que s'étaient imposées en Occident l'image de Grecs perfides, bavards et schismatiques, et en Orient l'image de Latins avides, brutaux et sans scrupules. Constantinople devient quoi qu'il soit en 1204 la capitale d'un Empire latin, mais les conséquences de ce succès furent désastreuses : les crimes perpétrés en 1204 renforcèrent le nationalisme grec face à l'Occident et raidirent l'orthodoxie contre Rome. La séparation des Eglises s'en trouva renforcée. Elle dure aujourd'hui encore.

L'empereur excommunié

La cinquième croisade a pour initiateur le pape Innocent III, qui réunit au Latran en 1215 un grand concile pour préparer une mobilisation générale de la chrétienté et une expédition dont le départ est fixé au 1^er^ juin 1217. Des contingents autrichiens, hongrois et flamands se portent vers Acre et, plutôt que d'assiéger Jérusalem, entreprennent de rapides chevauchées en Palestine, sans grand résultat. Aussi, au printemps 1218, le roi de Jérusalem, Jean de Brienne, fait-il décider la conquête de l'Egypte des Ayyoubides, moins pour elle-même que pour l'échanger contre Jérusalem. Le 29 mai 1218, l'armée croisée débarque vers Damiette, dont elle entreprend le siège, et est rejointe par le légat du pape, le cardinal espagnol Pélage, qui revendique le commandement militaire de l'armée de l'Eglise. A deux reprises, le sultan al-Kamil tente de négocier : en échange de l'évacuation de l'Egypte, il offre de restituer aux croisés tout le royaume

© GIANNI DAGLI ORTI/AURIMAGES. © IDIX.

de Jérusalem et de conclure un traité de paix pour trente ans. Jean de Brienne et les grands du royaume sont séduits, le parti ecclésiastique, dirigé par Pélage, s'y oppose, d'autant que, le 5 novembre 1219, Damiette, prise d'assaut, capitule. Mais l'armée croisée est trop peu nombreuse pour entreprendre la conquête de l'Egypte. On attend en vain les renforts que doit amener l'empereur Frédéric II, qui diffère sans cesse son départ. Lorsque Pélage ordonne la marche vers Le Caire en juin 1221, les croisés, arrêtés par la forteresse de Mansourah et la crue du Nil, encerclés par les musulmans, doivent capituler et rentrent piteusement à Acre. Ainsi prend fin sur un gigantesque échec la grande campagne d'Egypte. Le découragement est grand en Occident ; l'on n'y attend plus qu'une initiative de Frédéric II.

Celui-ci a pris la croix dès 1215. Mais, retenu par les affaires germaniques et le couronnement impérial de 1220, il tarde à répondre aux invitations du pape Honorius III, qui, en 1223, conçoit le projet de marier à l'empereur la fille de Jean de Brienne, Isabelle, héritière du royaume de Jérusalem. Le mariage est conclu en 1225, mais l'empereur exige que Jean de Brienne lui remette son royaume. Menacé d'excommunication pour avoir différé son départ, Frédéric II est sommé par le nouveau pape, Grégoire IX, de tenir ses engagements. Il s'embarque à Brindisi le 8 septembre 1227, mais, prétextant une maladie, s'arrête à Otrante trois jours plus tard. Excommunié le 28 septembre, Frédéric II se décide finalement à partir en juin 1228. Il s'arrête à Chypre, où il impose sa souveraineté, ce qui suscite la résistance des grands barons dirigés par la puissante famille croisée des Ibelins. Il négocie avec le sultan d'Egypte, al-Kamil, avec lequel il conclut le traité de Jaffa (18 février 1229), qui restitue aux Francs la ville de Jérusalem et élargit les territoires d'Acre, de Sidon et de Tyr. C'est là un succès considérable, mal apprécié sur le moment, d'autant que Frédéric II vient s'autocouronner à Jérusalem, malgré l'opposition du patriarche. La sixième croisade a obtenu des résultats non négligeables, mais a suscité l'opposition baronniale et ecclésiastique aux projets de l'empereur, qui n'a pu fortifier la Terre sainte où, en 1244, appelées par l'Egypte ayyoubide, les troupes des Khwarezmiens, un peuple perso-turc chassé de ses terres de Transcaspienne par l'invasion mongole, s'emparent de Jérusalem.

Les vœux de Saint Louis

L'avenir de la Syrie franque paraît alors désespéré. Frédéric II a de nouveau été excommunié et déposé par Innocent IV au concile de Lyon (1245) ; il ne peut plus intervenir en Terre sainte. C'est alors que l'idée de croisade trouve en Saint Louis un ardent défenseur. Le roi capétien a facilité dès 1239-1240 l'expédition féodale de Thibaud IV de Champagne en Orient, sans grand résultat. Puis, à la suite d'une maladie, il fait vœu de croisade en décembre 1244 et, pendant trois ans, prépare activement son expédition par des négociations diplomatiques, par la remise en ordre matérielle et morale de son royaume et par le rassemblement des moyens financiers et navals nécessaires. Il confie le royaume à sa mère, Blanche de Castille, impose des emprunts ou des levées sur les villes et établissements ecclésiastiques, négocie avec Marseille et Gênes la location de navires. Au total, la croisade a mobilisé cinq années de revenus du royaume. Le 25 août 1248, le roi s'embarque à Aigues-Mortes avec près de 25 000 hommes, dont les plus grands seigneurs du royaume, et fait une longue escale à Chypre. Il choisit comme objectif l'Egypte, considérée une nouvelle fois comme la clé de la Terre sainte. Les troupes débarquent à Damiette le 4 juin 1249, où, la ville prise, elles s'enferment durant six mois. Le sultan a beau proposer l'échange entre Damiette et les principales places du royaume de Jérusalem, le roi donne l'ordre de marcher vers Le Caire en suivant l'itinéraire emprunté par la cinquième croisade. La puissante forteresse de Mansourah se dresse sur le chemin. Le gros de l'armée réussit à franchir le Nil, mais l'avant-garde commandée par Robert d'Artois se laisse enfermer dans la ville et est massacrée. Avec une flottille, les Egyptiens coupent les communications entre Damiette et l'armée royale, qui est contrainte de capituler (6 avril 1250). Le roi est fait prisonnier et doit payer une lourde rançon pour la libération des siens. Il quitte l'Egypte pour Acre, d'où, pendant quatre ans, il entreprend de fortifier ce qui reste du royaume chrétien. Le 25 avril 1254, il se rembarque pour l'Occident, en laissant en Terre sainte une centaine de chevaliers à sa solde. Le roi très chrétien n'a pas mieux réussi que ses prédécesseurs à reprendre Jérusalem et à défendre le royaume franc qui, après son départ, sombre dans des luttes stériles de partis.

Arrivé au pouvoir au Caire en 1260, le sultan mamelouk Baybars, dont la dynastie a renversé les Ayyoubides en 1250, s'emploie à conquérir les places tenues par les Francs. Les appels que ceux-ci adressent à l'Occident y trouvent peu d'écho. Seul Saint Louis s'apitoie sur les malheurs de l'Orient latin et, le 24 mars 1267, il décide de prendre à nouveau la croix, malgré la réticence des grands du royaume. Sous l'influence sans doute de son frère, Charles d'Anjou, roi de Sicile, le choix de Saint Louis se porte vers Tunis, dont l'émir hafside est en conflit avec l'Angevin. Forte de près de 10 000 hommes, l'armée royale embarque à Aigues-Mortes et, le 18 juillet 1270, s'installe sur le site de l'ancienne Carthage, en attendant l'arrivée des forces de Charles d'Anjou. Une épidémie de peste fait rapidement des ravages ; Saint Louis meurt le 25 août et lorsque le roi de Sicile arrive, il n'a plus qu'à négocier avec l'émir, dont il obtient une indemnité de guerre et des privilèges commerciaux pour ses sujets. Le retour vers la France du nouveau roi capétien, Philippe III, qui ramène les dépouilles de Saint Louis et d'autres membres de la famille royale, ressemble à un cortège funèbre.

La huitième croisade ne se limite pas tout à fait à l'expédition de Tunis : Jacques Ier d'Aragon a envoyé des renforts en Terre sainte,

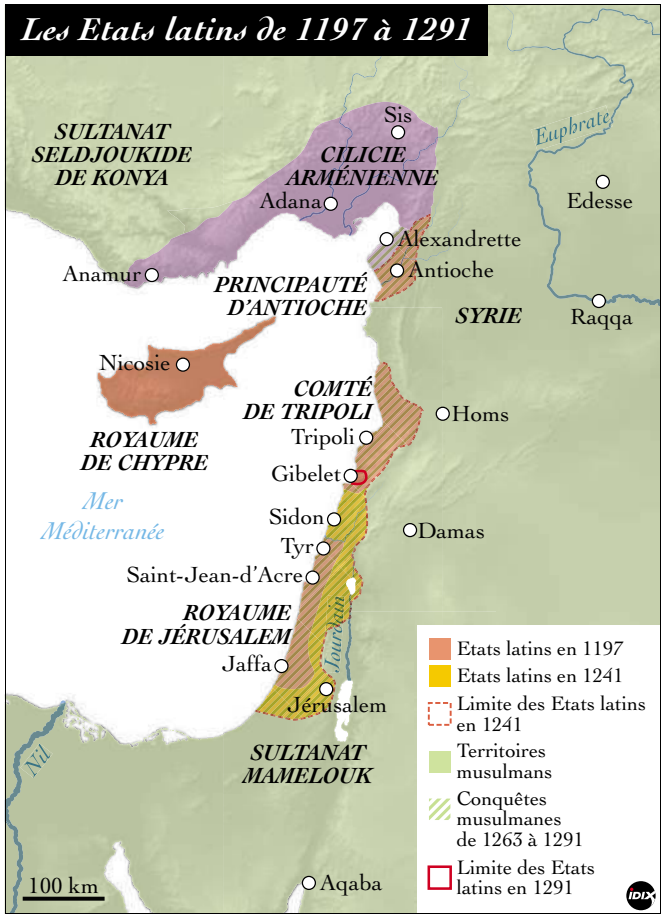
CHUTE LATINE A droite : conclu en 1229 entre Frédéric II du Saint Empire et le sultan égyptien al-Kamil, le traité de Jaffa restitue aux Francs Jérusalem, qui sera à nouveau perdue en 1244. En 1291, la prise de Saint-Jean-d'Acre par les Mamelouks marque la fin de la présence franque en Terre sainte. Page de gauche : *Mort de Saint Louis devant Tunis en 1270,* extrait des *Grandes Chroniques de France,* XIVe siècle (Chantilly, musée Condé).

qui ont été massacrés par les troupes de Baybars. Une autre flottille, menée par le prince Edouard d'Angleterre, parvient à Acre au printemps 1271 ; les Anglais assistent à la conclusion d'un traité de paix de dix ans entre le sultan et le roi Hugues de Chypre. Avec le nouveau désastre de la croisade capétienne, c'en est désormais fini des croisades conduites par des rois et des princes d'Occident. Les projets de « passage outre-mer » ne manqueront pas au XIVe siècle, ni non plus les expéditions vers l'Egypte ou vers Byzance. Même si elles se parent du prestige des croisades, elles se limitent à une campagne navale de peu d'envergure, avec la bénédiction de la papauté. L'idée de croisade n'intéresse plus guère que quelques chevaliers épris d'héroïsme.

Dernières tentatives

La prise d'Acre par les Mamelouks le 18 mai 1291 met fin à l'histoire des Etats francs d'Orient, mais non à celle des croisades. Dans la première moitié du XIVe siècle, les plans de croisade prolifèrent. On espère obtenir l'alliance des Mongols contre l'Egypte ou le concours du Prêtre Jean, figure mythique de souverain chrétien qu'on identifie alors à l'empereur d'Ethiopie. Fidence de Padoue, Ramon Llull, Pierre Dubois, Guillaume Durant, évêque de Mende, ou le Vénitien Marino Sanudo Torsello préconisent ou bien l'union des ordres militaires et l'utilisation de leurs ressources pour l'organisation d'une croisade, ou bien un blocus économique de l'Egypte, sous la surveillance de galères pontificales. Ces œuvres de propagande contribuent à réveiller périodiquement l'intérêt de l'Occident pour les destinées de la Terre sainte ou ses craintes face à l'expansion ottomane. La papauté pousse à l'organisation de ligues réunissant les républiques maritimes italiennes, Chypre et les hospitaliers de Rhodes. En 1344, une flotte s'empare de Smyrne, qui reste aux mains des chrétiens jusqu'en 1402. Le dauphin Humbert II du Viennois organise une expédition en mer Egée, sans grand résultat. En 1365, le roi de Chypre Pierre Ier arme une flotte de 165 navires qui s'empare d'Alexandrie, met la ville à sac et repart rapidement après ce succès éphémère. Le comte Amédée VI de Savoie vole au secours de son cousin, le *basileus* Jean V, prisonnier des Bulgares, et le libère, tandis qu'en 1390, le duc Louis II de Bourbon utilise la flotte génoise contre la ville tunisienne de Mahdiya.

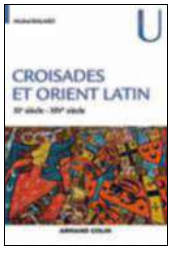
Seules méritent le nom de croisade deux tentatives pour soulager Constantinople et les Balkans de la pression ottomane. En 1396, la noblesse française, conduite par Jean sans Peur, s'engage aux côtés du roi de Hongrie, Sigismond, pour combattre les Turcs. Une armée de 100 000 hommes est mise en déroute par les troupes du sultan Bayezid Ier, qui impose une rançon de 200 000 florins à la noblesse prisonnière. La dernière tentative est celle de la croisade dite de Varna (novembre 1444). L'Occident a promis son aide à Byzance, qui, au concile de Florence, a accepté l'union des Eglises : en fait, seuls les peuples d'Europe centrale répondent à l'appel de la papauté. Les troupes dirigées par le roi de Pologne-Hongrie et le voïvode de Transylvanie sont écrasées par l'armée du sultan Murad II. Le projet de croisade du pape Pie II avorte à la mort du pontife, en 1464.



L'esprit de croisade a pu subsister jusqu'au XVIIe siècle en raison de la menace ottomane contre l'Occident, mais n'a guère influencé la lutte contre les Barbaresques ou la résistance de Vienne contre les Turcs. Les historiens des croisades s'accordent à dresser un bilan généralement négatif de ces grandes expéditions médiévales. Elles ont ébranlé Byzance et créé une brèche irréparable entre les chrétientés d'Orient et d'Occident. Mais d'un point de vue strictement occidental, elles marquent aussi l'entrée des masses dans l'histoire à l'appel de la papauté et la diffusion d'une nouvelle sensibilité religieuse. Plus qu'une hypothétique rencontre des cultures, elles ont aidé la chrétienté occidentale à prendre conscience d'elle-même.

Professeur émérite de l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, Michel Balard est spécialiste de l'histoire des croisades et de l'Orient médiéval.

À LIRE de Michel Balard



Croisades et Orient latin
Armand Colin
304 pages
29 €

LE JOUR OÙ

Par Jacques Paviot

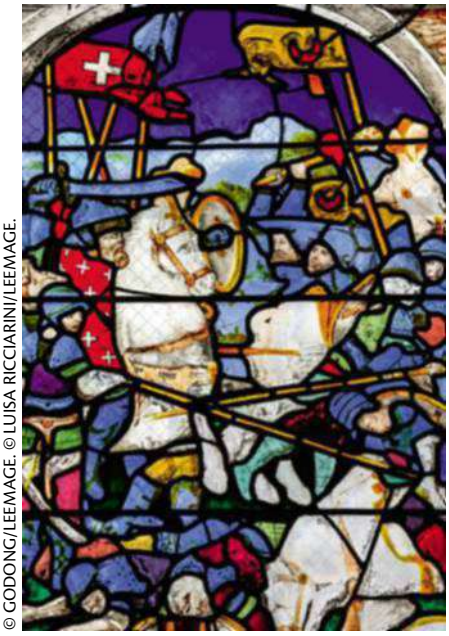
On a délivré le tombeau du Christ

Partis en août 1096, à l'appel du pape Urbain II, pour libérer Jérusalem, les barons de la première croisade parvinrent à prendre la Ville sainte le 15 juillet 1099.

Lorsque, le 7 juin 1099, les croisés aperçurent la Ville sainte, depuis la montagne que les pèlerins appelleront « Montjoie », leur émotion éclata. Ils tombèrent à genoux, rendirent grâce à Dieu de leur avoir permis d'arriver au terme de leur pèlerinage, puis se déchaussèrent et baisèrent le sol. La nuit précédente, une éclipse de Lune avait été le signe de la défaite du Croissant.

Le 27 novembre 1095, le pape Urbain II avait lancé son fameux appel de Clermont à aider les chrétiens d'Orient et à libérer le tombeau du Christ. Au printemps de l'année suivante, la croisade populaire s'était mise en route pour se perdre en Anatolie. Au mois d'août, ç'avait été le tour de celle des barons : Raymond de Saint-Gilles, comte de Toulouse, Godefroy de Bouillon, duc de Basse-Lorraine, et ses frères Eustache, comte de Boulogne, et Baudouin, Hugues de Vermandois, frère du roi Philippe Ier de France, Robert Courteheuse, duc de Normandie, Robert, comte de Flandre, Etienne, comte de Blois et de Champagne, Bohémond de Tarente et son neveu Tancrède, sous l'autorité du légat papal Adhémar de Monteil, avec environ 5 000 chevaliers et 30 000 fantassins.

Partis séparément, ces barons s'étaient retrouvés à la fin de l'année à Constantinople, s'étaient engagés à restituer à l'empereur les anciens territoires byzantins, avaient pris Nicée le 19 juin 1097, battu les Turcs seldjoukides à Dorylée le 1er juillet et commencé à connaître des difficultés avec la traversée du Taurus. Ils avaient



© GODONG/LEEMAGE. © LUISA RICCIARINI/LEEMAGE.

cependant été bien accueillis par les Arméniens de Cilicie, et Baudouin de Boulogne en avait profité pour se créer ce qui allait devenir le comté d'Edesse, alors que le gros des croisés atteignait Antioche, à laquelle ils avaient mis le siège le 21 octobre. La ville avait été enfin prise par ruse le 3 juin 1098, mais les croisés s'y étaient fait aussitôt assiéger. Le 28 juin, une sortie désespérée avait été suivie de la victoire, et Bohémond, grâce à qui la ville avait été prise, s'était proclamé prince d'Antioche, notamment contre Raymond de Saint-Gilles. La discorde s'était alors installée au sein des barons, la mort du légat papal le 1er août n'ayant rien arrangé.

Ce n'est que le 13 janvier 1099 que les croisés reprirent la route de Jérusalem. Mais ils perdirent du temps, du 14 février au 13 mai, au siège infructueux d'Akkar, voulu par Raymond de Saint-Gilles, ce qui aviva encore les tensions. Cette place sur une hauteur leur aurait donné le contrôle de Tripoli, siège d'un émirat puissant qui tenait la côte libanaise, où Raymond voulait établir sa principauté. Ils longèrent ensuite la côte, sans prendre les ports : Batroun, Jbeil, l'antique Byblos (16-17 mai), puis, en territoire du califat fatimide d'Egypte, Beyrouth (19 mai), Sidon (Saïda, 20 mai), Tyr (Sour, 21-23 mai), Acre (Akko, 24 mai), Césarée (26-30 mai, à cause de la Pentecôte le 29). A Arsouf (l'antique Apollonie), ils rentrèrent dans les terres, passèrent par Ramla (3-6 juin, première ville musulmane occupée en Terre sainte), où se tint un conseil de guerre et furent débattues trois options : s'arrêter à cause de la chaleur, attaquer l'Egypte (mais ils étaient trop peu nombreux) ou poursuivre – ce qui fut choisi. Ils poursuivirent par Lydda, avec le sanctuaire de saint Georges (une seigneurie de Saint-Georges fut alors fondée et confiée à un évêque, signe que l'on pensait remettre la Terre sainte au pape), Emmaüs, Bethléem (pour un corps de troupe sous Tancrède), enfin Jérusalem, où toute l'armée arriva le 7 juin.

Jérusalem avait été prise par les Turcs sur les Fatimides d'Egypte en 1071. Durant le siège d'Antioche, le vizir al-Afdal avait envoyé

une ambassade aux croisés afin d'obtenir leur aide dans sa reconquête, puis une ambassade croisée était allée au Caire. Mais les croisés désiraient eux-mêmes s'emparer de la ville, finalement reprise par les Fatimides, le 26 août 1098. Son gouverneur, Iftikhar al-Dawla, informé de l'approche des croisés, avait alors fait empoisonner ou combler les puits alentour ; il avait aussi expulsé de la ville les chrétiens orientaux, susceptibles d'aider les croisés de l'intérieur, soit environ la moitié de la population (autant de bouches de moins à nourrir) ; du reste, la hiérarchie orthodoxe était en exil à Chypre. Les murailles étaient en bon état, la ville réputée une bonne forteresse ; en outre, elle était défendue naturellement dans une grande partie méridionale par des ravins : à l'ouest et au sud, la vallée de la Géhenne ; à l'est, le val du Cédron. Composée d'Arabes et de Soudanais, la garnison était bonne et assez nombreuse pour occuper toutes les murailles. La nourriture ne manquerait pas : le gouverneur avait saisi le bétail et les troupeaux paissant alentour et les avait regroupés dans la ville ; de plus, les citernes romaines étaient pleines d'eau. Enfin, le gouverneur savait qu'une armée de secours arrivait d'Egypte.

Aux portes de la Ville sainte Ci-dessus : *Le Siège de Jérusalem,* miniature tirée d'un manuscrit du XIVe siècle (Padoue, bibliothèque du Séminaire). Page de gauche : *Godefroy de Bouillon durant la première croisade,* vitrail du XVIe siècle de la cathédrale de Moulins.

Début de siège

Dès le 7 juin, les croisés – dont il est difficile d'évaluer le nombre : entre 1 000 et 1 500 chevaliers, entre 5 000 et 12 000 fantassins – mirent le siège devant la ville mais sans l'entourer entièrement, faute d'hommes, là seulement où ils pouvaient approcher les murs : au nord, le comte Robert de Flandre et le duc Robert de Normandie face à la porte de la Colonne (Bab el-Amoud, connue aussi sous le nom de porte de Damas, puis, sous les croisés, de porte de Saint-Etienne) ; à leur droite, Tancrède ; au coin nord-ouest, le duc Godefroy de Bouillon, et à sa droite, à l'ouest, face à la porte de l'Oratoire de David (Bab el-Mihrab, sous les croisés, porte de David, aujourd'hui porte de Jaffa) et à la citadelle (al-Qala, sous les croisés, Tour de David), le comte Raymond de Saint-Gilles, qui se déplaça deux jours plus tard au sud, sur le mont Sion, face à la porte du Prophète David (Bab al-Nabi Dawud, sous les croisés, porte de Sion). Ils ne connaissaient pas le terrain, souffraient de la chaleur, de la soif (il fallait aller chercher l'eau à plus d'une heure de marche en risquant de se faire attaquer au retour par des Bédouins) et de la faim.

Le 12 juin, les barons firent le pèlerinage du mont des Oliviers. Là, un vieil ermite leur ordonna d'attaquer la ville le lendemain : comme ils lui remontraient qu'ils n'avaient pas d'engins de siège, il leur rétorqua que s'ils avaient la foi, Dieu leur donnerait la victoire. Le 13 au matin, pleins de ferveur, ils se lancèrent à l'assaut, réussirent à détruire les défenses extérieures du mur septentrional, mais, n'ayant pas assez d'échelles, ils ne purent faire de multiples tentatives d'escalade et se retirèrent au bout de quelques heures, avec de lourdes pertes. Ils tinrent conseil le 15 et décidèrent de fabriquer des mangonneaux et des échelles. Mais où trouver les matériaux et les ouvriers ? Par chance, le 17, une petite flotte de six navires, deux galères génoises des frères Embriaci et quatre nefs sans doute anglaises, ancrèrent à Jaffa abandonnée par les troupes fatimides. A l'approche d'une flotte égyptienne, ils débarquèrent les vivres, le matériel qu'ils avaient amené et le gréement des bâtiments, tout ce qui était nécessaire pour fabriquer des engins de siège ; malgré une attaque musulmane terrestre, ces équipements purent être acheminés jusqu'à Jérusalem. Pour le bois, Robert de Flandre et Tancrède menèrent des raids jusqu'aux forêts de Samarie : on employa les captifs pour le couper et le transporter. A côté des mangonneaux et des échelles, trois tours mobiles furent construites.

© PHOTO JOSSE/LEEMAGE. © BRITISH LIBRARY BOARD/LEEMAGE.

SUR UNE TOUR PERCHÉ Ci-dessus : *Godefroy de Bouillon dans une tour ronde attaque Jérusalem en 1099,* miniature tirée du *Roman de Godefroy de Bouillon et de Saladin,* 1337 (Paris, Bibliothèque nationale de France). Page de droite : *Le Siège de Jérusalem. Les Sarrasins en fuite alors que les croisés percent les murs de la ville,* miniature tirée de l'*Histoire d'Outremer,* de Guillaume de Tyr, XIIIe siècle (Londres, The British Library).

Le problème crucial, attisé par le vent chaud du désert, restait l'eau. Il fallait aller jusqu'au Jourdain ; cela ne suffisait pas, les hommes maigrissaient, les chevaux et les bêtes de somme mouraient de soif. La chaleur étouffante raviva les dissensions entre les chefs : on reprocha à Tancrède d'avoir arboré sa bannière sur l'église de la Nativité à Bethléem (un sacrilège !) ; on discuta de Jérusalem, beaucoup de chevaliers voulant fonder un royaume, le clergé et d'autres chevaliers opinant qu'on ne pouvait se déclarer roi là où le Christ avait été couronné. Comme à Antioche, certains croisés désespéraient : ils allèrent se faire baptiser de nouveau dans le Jourdain avant de gagner Jaffa pour retourner en Occident. Début juillet, des informations sûres indiquèrent que l'armée égyptienne s'était mise en route et arriverait d'ici un mois. Elles eurent l'avantage de mettre fin aux divisions entre les barons : une action s'imposait, qui fut déterminée par la vision d'un prêtre provençal, Pierre Didier. Le 6 juillet, celui-ci révéla en effet que, dans la nuit, le légat Adhémar de Monteil lui était apparu ; il déplorait les querelles entre les barons, ordonnait un jeûne général pour toute l'armée et une procession pieds nus autour de Jérusalem. A ce prix d'une vraie repentance, la ville tomberait dans les neuf jours. Si Pierre Didier n'avait guère été cru lors de ses précédentes visions, il trouva cette fois-ci une foule prête à recevoir un signe de Dieu.

Le jeûne commença aussitôt. La procession eut lieu le soir du 8 juillet avec les évêques et le clergé, les barons et les chevaliers, enfin les pèlerins, tandis que, sur la muraille, les soldats de la garnison musulmane érigeaient des croix sur lesquelles ils crachaient et se laissaient aller à d'autres actes sacrilèges. Elle se termina par la montée du mont des Oliviers ; là prêchèrent Pierre l'Ermite, Raymond d'Aguilers, chapelain du comte de Toulouse, Arnoul de Choques, chapelain du duc de Normandie, le meilleur prédicateur de toute l'armée. Les deux jours suivants, on acheva la construction des tours mobiles, deux grosses et une plus petite, chacun participant à la tâche, y compris les vieillards et les femmes pour la couture des peaux de cuir destinées à les protéger du feu grégeois. Dans la nuit du 10, une grosse tour fut placée face au mur nord (Godefroy de Bouillon, Robert de Flandre et Robert de Normandie), ainsi qu'un gros bélier ; dans la journée, ce fut l'autre, face au mur sud (Raymond de Saint-Gilles) ; enfin la plus petite, face à l'angle nord-ouest (Tancrède). Les musulmans, qui n'avaient pas remarqué leur construction, s'alarmèrent à leur apparition devant la muraille : Iftikhar al-Dawla fit renforcer les points faibles en y flanquant des matelas de paille et de coton contre les tirs des mangonneaux, et bombarder les tours.

Il était prévu de commencer l'assaut dans la nuit du 14 juillet avec une attaque feinte sur l'angle nord-ouest par les troupes de Tancrède, les attaques principales étant menées par Godefroy de Bouillon sur le côté oriental du mur nord et par Raymond de Saint-Gilles sur le mur sud. Il fallait avancer les tours juste contre les murs, mais pour cela d'abord combler le fossé au pied de la muraille, ce qui occupa toute la journée du 14, tandis que la garnison musulmane jetait des pierres et versait du feu grégeois. Le soir, la tour de Raymond de Saint-Gilles était calée contre le mur, mais la défense était menée par le gouverneur Iftikhar al-Dawla et les croisés ne purent prendre pied sur le mur.

L'assaut final

Tôt le 15 juillet, la tour de Godefroy de Bouillon était mise en place, près de la porte des Fleurs (Bab al-Zahra, aujourd'hui porte d'Hérode), avec lui et son frère Eustache sur la plate-forme supérieure. Vers midi, les croisés réussirent enfin à jeter une passerelle entre la tour et la muraille. Deux chevaliers de Tournai, Létold et Gilbert, furent les premiers à poser le pied sur la muraille, suivis d'un groupe de croisés, puis de Godefroy de Bouillon. Quand ils maîtrisèrent une partie de la muraille, des échelles purent y être appuyées, ce qui permit à un plus grand nombre d'hommes d'armes d'y monter, ceux de Godefroy de Bouillon puis ceux de Robert de Flandre, de Robert de Normandie, de Tancrède. Pendant que les hommes de Godefroy de Bouillon combattaient pour aller ouvrir la porte de la Colonne et celle du mur oriental (Bab al-Asbat, porte des Tribus, sous les croisés porte de Josaphat, aujourd'hui porte des Lions), Tancrède et les siens se ruèrent vers le noble sanctuaire (al-Haram al-Sharif, l'esplanade des Mosquées), provoquant devant eux la fuite des soldats et des civils, qui espéraient trouver refuge dans la mosquée al-Aqsa (elle serait rebaptisée temple de Salomon par les croisés). Tancrède s'arrêta pour piller le dôme du Rocher (al-Qubbat al-Sakhrah, sous les croisés, temple du Seigneur), notamment les fameuses quarante lampes d'argent, et accepta la reddition des musulmans de la mosquée d'al-Aqsa, y affichant alors sa bannière.

Les autres croisés poussaient les soldats fatimides vers l'angle sud-ouest, où se trouvait Iftikhar al-Dawla, qui luttait difficilement contre Raymond de Saint-Gilles et qui se replia finalement dans la citadelle, la prise d'al-Haram al-Sharif ayant complètement

découragé les défenseurs. Il offrit à Raymond de la lui ouvrir avec tous ses trésors si lui et ses hommes étaient autorisés à quitter la ville. Raymond de Saint-Gilles accepta l'offre et leur donna une escorte pour rejoindre l'armée égyptienne à Ascalon.

Pendant ce temps, les croisés se précipitaient dans les rues de Jérusalem, tuant tous les musulmans et les juifs qu'ils rencontraient. Les juifs qui s'étaient réfugiés dans la synagogue principale périrent quand le bâtiment fut incendié. Le 16, la bannière de Tancrède ne protégea pas plus les musulmans dans la mosquée al-Aqsa, qui furent passés au fil de l'épée. Il y avait du sang partout dans Jérusalem, un fait qui ne fut pas oublié par les chroniqueurs arabes, ni même par le grand chroniqueur franc Guillaume de Tyr. Le 15 au soir, les barons, après s'être purifiés, pieds nus, étaient allés vénérer le tombeau du Christ, les chrétiens orientaux se mêlant à la procession. Le 18, on tua tous les prisonniers, hommes, femmes et enfants.

Le 17 juillet, qui était un dimanche, les barons tinrent conseil : il fallait d'abord nettoyer la ville des cadavres, se la partager et faire revenir les chrétiens locaux ; puis il fallait se préparer à rencontrer l'armée fatimide. Et quel choix politico-religieux pour la ville, pour les terres conquises ? Si le patriarche orthodoxe Siméon avait été présent, son autorité aurait été reconnue, mais il venait de mourir à Chypre. Du côté du clergé croisé, aucun prélat ne surpassait les autres. Quand le nom d'Arnoul de Choques, qui n'était pas sous-diacre et était de moralité douteuse, fut proposé par les Normands, on préféra repousser l'élection d'un patriarche. Il était plus urgent de choisir un responsable laïc. Quatre barons se dégageaient : le comte Robert de Flandre, mais il voulait retourner dans son comté ; le duc Robert de Normandie, mais il désirait lui aussi retrouver son duché ; Raymond de Saint-Gilles, proche du pape et du feu légat, mais assez mal vu ; Godefroy de Bouillon, respecté car à la fois descendant de Charlemagne, pieux et courageux, et le premier baron à entrer dans Jérusalem.

L'assemblée, composée du clergé et des chevaliers, offrit d'abord la couronne à Raymond de Saint-Gilles, qui la refusa en disant qu'il ne pouvait être roi du royaume terrestre du Christ (espérant sans doute par là empêcher toute autre candidature). Celle-ci fut offerte ensuite à Godefroy de Bouillon, qui savait bénéficier du soutien des deux Robert : il l'accepta le 22 juillet tout en refusant le titre royal. Déclarant qu'il ne pouvait porter une couronne d'or là où le Christ avait porté une couronne d'épines, il prit le titre d'« avoué du Saint-Sépulcre », soit défenseur laïc du Saint-Sépulcre, reconnaissant par là la possession de la ville au pape. Raymond de Saint-Gilles se retira alors de Jérusalem. L'opposition des Méridionaux ayant disparu, les Normands furent libres de faire élire Arnoul de Choques au siège patriarcal le 1er août. Celui-ci s'empressa d'expulser les chrétiens orientaux du Saint-Sépulcre, qui devint la cathédrale de la ville, et de faire torturer ceux qui détenaient cachée la Vraie Croix (en fait un morceau de la Croix inséré dans une croix d'or), afin qu'ils lui révèlent son emplacement. Quant au pape Urbain II, il était mort le 29 juillet sans avoir appris la nouvelle de la prise de Jérusalem.

Cependant, l'armée fatimide était arrivée à Ascalon, commandée par le vizir al-Afdal. Celui-ci adressa une ambassade aux croisés pour leur demander de se retirer de ses territoires conquis illégalement. Elle fut aussitôt renvoyée par Godefroy de Bouillon, qui rassembla avec quelque difficulté les barons pour résister aux Fatimides. L'armée égyptienne fut prise par surprise et complètement écrasée le 12 août ; le butin fut immense et la conquête de Jérusalem assurée. La mort prématurée de Godefroy de Bouillon un an plus tard, le 18 juillet 1100, et l'accession de son frère Baudouin permirent l'établissement d'un royaume féodal à Jérusalem.

Professeur d'histoire médiévale à l'université Paris-Est-Créteil, Jacques Paviot est spécialiste des croisades et des relations entre Occident et Orient au Moyen Age. Il a notamment dirigé l'édition du *Rouleau d'Arenberg. Une histoire généalogique de la première croisade et des Etats latins d'Orient* (Editions de Boccard, 2016).

À LIRE
de Jacques Paviot (dir.)

Les Croisades tardives, tome 1 : Les Projets de croisade
Presses universitaires du Mirail
346 pages
25 €

L'Invention de la Croisade

Par Martin Aurell

Guerre juste ou guerre sainte, nécessité ou dérive, succès ou échec, idéalistes ou brutes sans merci : croisades et croisés ont toujours fait l'objet de jugements contrastés. Retour aux faits.

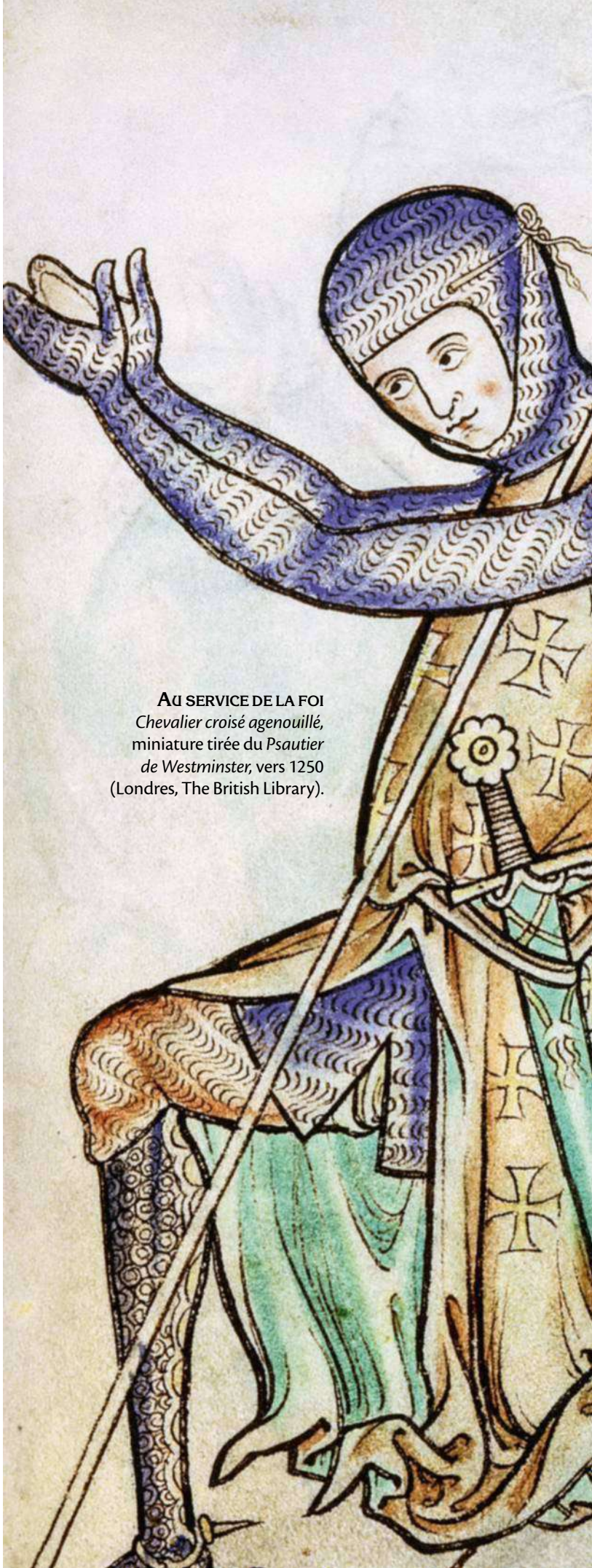
© JEAN-PAUL DUMONTIER/LA COLLECTION.

De lances et d'épées
Les Sarrasins combattant les croisés, détail de *Saint Georges à la tête des croisés*, XIVe siècle (Clermont-Ferrand, cathédrale Notre-Dame, chapelle Saint-Georges).

Les croisades furent-elles conçues par la papauté comme une guerre juste ou une guerre sainte ?

La théorie de la « guerre juste » plonge ses racines dans le droit romain, dont la doctrine doit beaucoup à la philosophie grecque. A l'époque où le christianisme devient la religion officielle de l'empire, elle est formalisée par Augustin d'Hippone (354-430), le plus influent des penseurs latins au Moyen Age. A le suivre, pour être juste, une guerre doit être déclarée par l'autorité légitime afin de défendre ou de récupérer un territoire d'une attaque extérieure, mais aussi de punir l'agresseur et de réparer son injure. Elle n'est donc menée que pour rétablir la paix et la justice. Dans une perspective chrétienne, la « guerre juste » prend en compte les dispositions intérieures des combattants, qui garderont une rectitude d'intention n'excluant pas la patience, la bienveillance, ni même l'amour envers l'ennemi. Saint Augustin ajoute enfin que les évêques peuvent demander à l'autorité civile d'user de la force pour réprimer l'hérésie, rétablir l'ordre moral ou défendre la hiérarchie de l'Eglise. Sous sa plume, la « guerre juste » glisse donc parfois vers la « guerre sainte », menée au service de la foi, voulue par Dieu et proclamée par les autorités ecclésiastiques. Elle sanctifie ses participants qui endurent, au nom du Christ, d'innombrables sacrifices en combattant des incroyants, des apostats ou des hérétiques.

La croisade est, à la fois, une « guerre juste » et une « guerre sainte ». D'une part, dès la fin du XIe siècle, la chrétienté est conçue comme un territoire unifié sous l'autorité du pape : une patrie commune aux baptisés. Son centre n'est autre que Jérusalem. En 1074, Grégoire VII songe déjà à une expédition pour, écrit-il, *« remettre le Saint-Sépulcre sous le commandement du Seigneur »*. C'est donc par une « guerre juste » que le pape compte recouvrer la ville de la Passion et de la Résurrection du Christ, que l'Islam occupe depuis sa conquête de Jérusalem en 637 sans aucun droit et par la seule force armée. D'autre part, la notion de « guerre sainte » est au cœur de la croisade, dont le but proclamé est exclusivement religieux. Elle est, du reste, aussi « sainte » que « sanctifiante », car indissociable de la spiritualité et de la piété des chrétiens médiévaux. En effet, ses participants s'y engagent par un vœu et ils cousent une croix sur leur vêtement et sur leur bannière ; ils prennent solennellement le bourdon (bâton noueux) et la besace. Ils adoptent ainsi le statut du pèlerin, qui expie publiquement ses péchés par un voyage long et pénible vers un sanctuaire. Au bout, ils obtiennent du pape le pardon de leurs fautes ou « indulgence », c'est-à-dire la remise des peines dues, après leur mort, pour les péchés dont ils se sont confessés, que le pape leur accorde explicitement. Contrairement à nous, les



AU SERVICE DE LA FOI
Chevalier croisé agenouillé, miniature tirée du *Psautier de Westminster,* vers 1250 (Londres, The British Library).

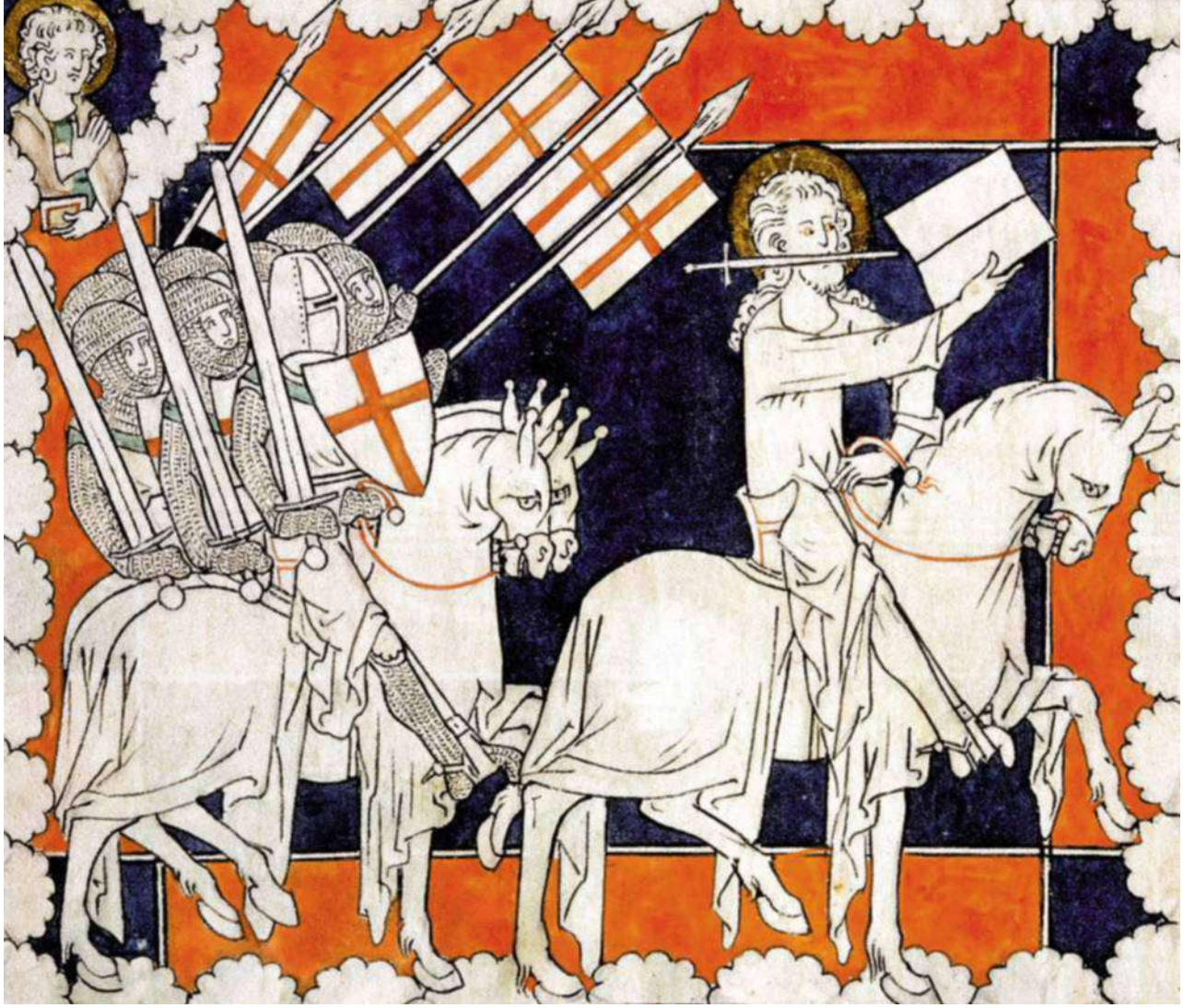
© BRITISH LIBRARY/LA COLLECTION.

hommes du Moyen Age n'utilisent guère le mot « croisade » pour parler de ces expéditions, mais plutôt « chemin », « voie » ou « passage outre-mer » ; ils désignent les croisés comme des « pèlerins », voire comme « ceux qui portent sur eux le signe de la croix » *(crucesignati)*. La meilleure définition de la croisade est, par conséquent, celle de « pèlerinage en armes ».

A son origine, la croisade ne vise pas à convertir les musulmans. Au début du XII[e] siècle, la plupart des penseurs chrétiens conçoivent l'expédition comme une guerre impitoyable, au bout de laquelle l'Islam agresseur sera effacé par les armes d'un territoire qui revient de plein droit à la chrétienté. Leur discours changera progressivement lorsqu'ils constateront que la présence des Francs en Syrie pousse quelques musulmans à la conversion. Ils récriminent cependant contre le baptême forcé : *« Prétendre propager la foi par la violence est outrepasser la discipline de cette même foi »,* écrit à propos de la croisade Raoul le Noir (v. 1140-v. 1199), un prêtre anglais.

Prêcher étant interdit aux chrétiens à Dar al-Islam, l'espace contrôlé par les musulmans, la mission ne saurait pourtant se dérouler sans une occupation préalable de ce territoire. En 1219, lors de la cinquième croisade, François d'Assise se rend au siège croisé du port de Damiette commandé par Jean de Brienne, roi de Jérusalem. Il traverse ensuite les lignes ennemies pour rencontrer al-Kamil, sultan d'Egypte, et tenter de le convertir. Les Franciscains suivent parfois l'exemple de leur fondateur et partent prêcher en territoire musulman, où plusieurs d'entre eux connaissent le martyre, terme qu'il faut prendre au sens chrétien du meurtre subi par le témoin pacifique de sa foi.

Franciscain aussi, Roger Bacon (v. 1220-1292), professeur à Oxford, remarque que le Coran voit dans le Christ *« le plus grand des prophètes, né de la Vierge Marie sans intervention d'homme, mais par le seul souffle du Saint-Esprit »,* et que les Sarrasins *« conservent dans leur religion beaucoup de paroles des Evangiles »*. Il prône donc le dialogue avec les savants musulmans, qui ne pourront que se rendre, en toute honnêteté, à la vérité contenue dans les Ecritures et enseignée par l'Eglise. Encore faut-il que les missionnaires apprennent l'arabe : *« Dieu demandera des comptes aux Latins pour avoir négligé les langues et, par conséquent, la prédication de la foi »,* écrit-il. Tertiaire franciscain de sa génération, Ramon Llull (v. 1233-v. 1315) fonde une de ces écoles de langues orientales à Majorque. Il considère que les *« batailles sensibles »* de la croisade, relevant des cinq sens attachés à la matière, sont inférieures aux *« guerres intellectuelles »,* qui ne contraignent nullement le corps par la violence, mais qui convainquent l'âme. Même si, après la chute de Saint-Jean-d'Acre (1291), il encourage la reprise de la Terre sainte par les *« armes en bois et en fer »,* il n'en reste pas moins un fervent partisan de la disputation théologique, de la prédication et du martyre. En définitive, la croisade qui n'avait nullement pour but la conversion des musulmans, n'en a pas moins facilité le travail des missionnaires.



© BRITISH LIBRARY/ROBANA/LEEMAGE. © AISA/LEEMAGE. © COLLECTION DAGLI ORTI/AURIMAGES.

Les motivations des croisés n'étaient-elles pas d'ordre économique ?

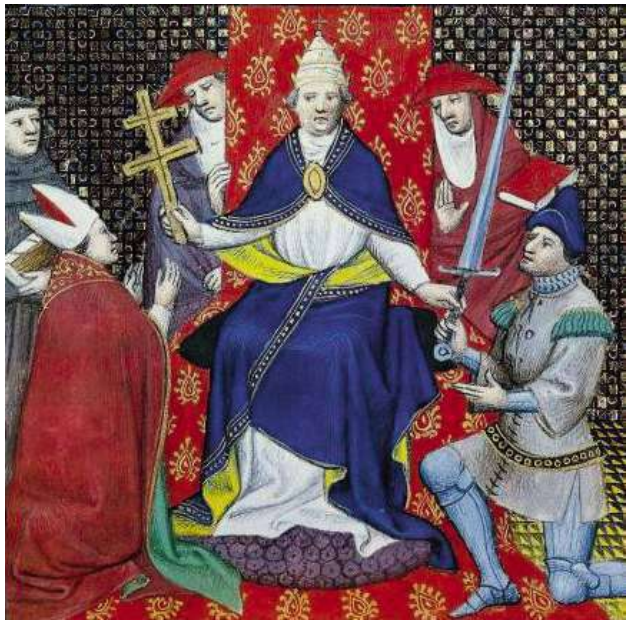
En novembre 1095, l'appel d'Urbain II à Clermont, provoquant l'onde d'enthousiasme qui entraîne la première croisade, met surtout en avant la souffrance des chrétiens orientaux sous la domination récente des Turcs. Le pape venait de recevoir, au mois de mars, des émissaires de l'empereur Alexis Comnène (1081-1118), qui lui demandaient des troupes pour les empêcher de poursuivre leurs conquêtes et leurs persécutions ; il leur avait fourni quelques mercenaires italiens. Urbain II et ses successeurs en appelleront explicitement à l'amour de Dieu et à la charité fraternelle pour pousser les guerriers au départ vers la Terre sainte. Cette générosité impliquait de multiples privations et sacrifices au service des chrétiens melkites, jacobites, nestoriens ou arméniens, puis, plus tard, Latins d'Orient ou « Poulains », descendants des croisés. En outre, au concile de Clermont, le pape et les évêques avaient proclamé la Paix de Dieu, menaçant d'excommunication les chevaliers qui verseraient le sang des « inermes », tous les chrétiens qui ne portent pas d'armes en Occident. C'est en Terre sainte qu'ils pourront s'adonner en toute légitimité à la guerre. Ils accompliront au passage leur pèlerinage à Jérusalem, expiant leurs péchés passés, à commencer par leur colère et leur violence envers d'autres chrétiens. Ces motivations spirituelles paraîtront essentielles à Saladin lui-même, qui les donnera en exemple à ses coreligionnaires vers 1190, lors de la troisième croisade, dans une de ses lettres : *« Pour défendre leur religion, les Francs n'ont pas hésité à prodiguer la vie et le courage et à procurer à leurs troupes impures toutes sortes d'armes de guerre. Et tous ces efforts, ils ne les ont fournis que par pur zèle envers Celui qu'ils adorent, pour défendre jalousement leur foi. »*

Les croisés ont-ils cherché à accumuler des richesses à l'occasion de leurs expéditions ? Beaucoup d'entre eux ont dû au contraire vendre des terres ou du moins les hypothéquer, car ils partaient à leurs frais. Ceux qui se sont taillé des seigneuries en Orient sont une minorité, et la plupart des croisés sont revenus en Occident, même s'ils ont parfois été enrichis de leurs pillages. Environ un tiers d'entre eux trouvent la mort en Terre sainte. S'il faut chercher un but autre que religieux à la croisade, ce serait plutôt la gloire acquise au combat dans une société aristocratique profondément attachée à l'honneur du lignage. La mémoire généalogique de chaque maison nobiliaire conservera à jamais les exploits militaires de l'ancêtre parti outre-mer.

GUERRIERS DU CHRIST
En haut : *Le Christ guidant les croisés,* extrait de l'*Apocalypse,* XIVe siècle (Londres, The British Library). Page de droite, en haut : *Urbain II autorise le départ pour la croisade,* miniature tirée de *Trésor des histoires,* vers 1415 (Paris, bibliothèque de l'Arsenal). Page de droite, en bas : Alexis Ier Comnène, mosaïque, XIIe siècle (Istanbul, basilique Sainte-Sophie).

Comment était organisée la croisade ?

L'initiative de la croisade revient toujours au pape, qui la proclame par une bulle – une charte qui prend son nom, par métonymie, du sceau rond en plomb qui l'entérine. Des prédicateurs relaient partout son appel. Ils reçoivent les vœux solennels de tous ceux qui, touchés par leur prêche, décident de l'entreprendre. En se plaçant sous le signe de la croix et en prenant le bourdon et la besace, ils adoptent le statut du pèlerin, qui leur impose une vie ascétique et certaines privations, par exemple de ne pas participer aux tournois. Il en découle, en contrepartie, l'indulgence des péchés dont ils se sont accusés ainsi que quelques privilèges matériels : protection de leurs biens, hospitalité, exemption de péages, remise dilatoire de leurs procès, moratoire de leurs dettes… Ils doivent cependant obtenir l'accord de leur épouse, que la papauté considère comme indispensable pour le bien du couple. En leur absence, la femme gère leur domaine et ces responsabilités améliorent sa condition sociale et juridique. Un chef militaire de l'expédition est choisi par le pape ou par les croisés eux-mêmes. Il prendra ses décisions à l'aide d'un légat, représentant le souverain pontife. Les conseils de ce légat, pas



toujours au courant des affaires militaires, sont parfois mal reçus : un conflit oppose en Egypte, au cours de la cinquième croisade, le légat Pélage à Jean de Brienne, commandant des troupes, sur la stratégie à suivre après la conquête de Damiette. Les croisés partent à leurs propres frais, s'endettant le plus souvent. Après 1187, cependant, et la chute de Jérusalem, une dîme ou taxe sur le dixième de tous les biens, y compris ecclésiastiques, est levée en Occident pour subventionner la croisade. On l'appelle « dîme saladine », du nom du conquérant récent de la Ville sainte.

Quel rôle ont joué les Byzantins ?

Contrairement à ses prédécesseurs immédiats, Urbain II entretient d'excellentes relations avec l'empereur de Constantinople, jusqu'à lever les excommunications qui pesaient sur lui. L'appel de Clermont répond à sa demande de troupes pour libérer les territoires byzantins d'Asie Mineure occupés par les Turcs seldjoukides depuis la défaite à Manzikert (1071). L'ampleur et la nature de la première croisade sont cependant mal interprétées par les Byzantins, étrangers à la notion de « guerre sainte ». A Constantinople, les chefs de l'expédition

prêtent, à sa demande, serment de fidélité à Alexis Comnène (1081-1118), qui les voit comme des mercenaires venus lui prêter main-forte, mais ils ne lui rendront jamais leurs conquêtes en Syrie, où ils instaureront des principautés latines indépendantes : royaume de Jérusalem, comté de Tripoli, principauté d'Antioche et comté d'Edesse. Des conflits éclatent également sur l'attribution des lieux saints et des églises au clergé latin ou au clergé orthodoxe. Par la suite, les Occidentaux attribueront l'échec de la deuxième croisade (1145-1149) à l'empereur Manuel Comnène (1143-1180), qui a pactisé avec Masoud, sultan de Roum.

Des alliances ponctuelles entre les Francs et les Byzantins ont pu intervenir au cours de la seconde moitié du XII^e siècle. La mésentente atteint pourtant son comble en 1204 lors de la quatrième croisade, avec la conquête, pour la première fois de son histoire, de Constantinople, son sac systématique et la création d'un Empire latin d'Orient, qui subsiste jusqu'en 1261. Le détournement de la quatrième croisade au détriment des chrétiens byzantins est une véritable catastrophe pour les relations entre les Latins et les Grecs, dont la lignée impériale les combat depuis Nicée. En Occident, quelques esprits lucides comprennent l'ampleur du désastre. La nouvelle du sac provoque la colère du pape Innocent III, qui reproche amèrement aux croisés d'avoir « *utilisé leurs glaives, qu'ils auraient dû destiner aux païens* [lire musulmans], *pour verser du sang chrétien* ». C'est avec clairvoyance qu'il devine combien est désormais difficile de rapprocher Rome et Byzance : « *Comment l'Eglise grecque, que vous avez accablée de tant d'afflictions et de persécutions, pourrait-elle revenir à l'unité ecclésiale et à la dévotion envers le siège apostolique ?* » demande-t-il à Pierre de Capoue, légat de cette croisade dévoyée. Le mal est fait et il faudra attendre le concile de Ferrare-Florence (1438-1441) pour que des envoyés de Constantinople envisagent de nouveau l'union des Eglises. A cette date, les Turcs ottomans menaceront plus que jamais et les orthodoxes demanderont de l'aide militaire aux catholiques. Byzance tombera définitivement en 1453.

En quoi consistèrent les croisades populaires ?

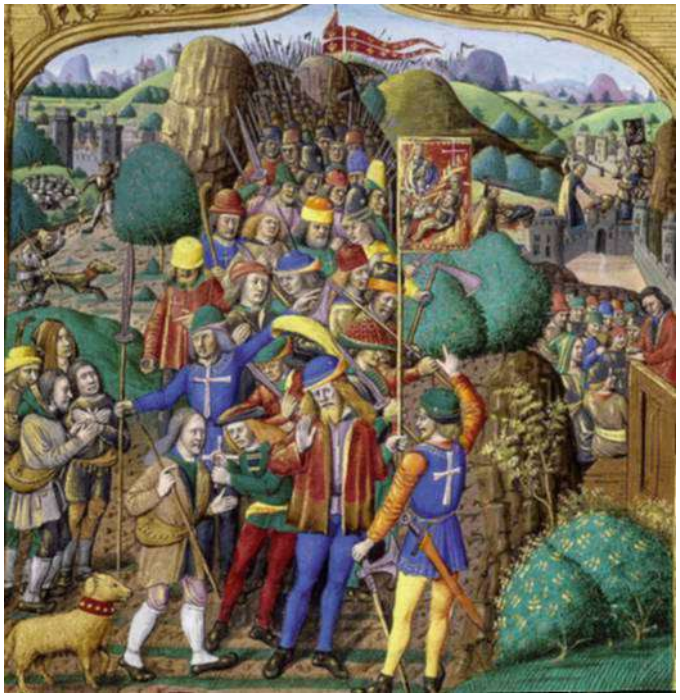
Par « croisade populaire », on entend habituellement les foules d'origine paysanne ou artisanale, ne sachant pas manier les armes, qui partent se battre spontanément. L'expression devrait cependant être abandonnée car, d'une part, les chevaliers amènent souvent avec eux des pèlerins nullement formés à la guerre ; d'autre part, ils participent eux-mêmes d'une piété qu'on a qualifiée de « populaire », adjectif péjoratif par opposition à « savant », « cultivé » ou « sophistiqué ». Ainsi, les croyances eschatologiques et millénaristes font intégralement partie de l'esprit de croisade. Elles insistent certes sur l'égalité radicale de tous les hommes à la fin des temps et au cours du millénium de paix et de prospérité qui suivra la parousie, le second avènement du Christ. Or, bien des croisés nobiliaires ou leurs compagnons du haut clergé sont convaincus qu'en conquérant le mont des Oliviers, d'où le Christ est parti aux cieux lors de l'Ascension, ils préparent son retour glorieux et la fin du monde. Ils veulent de même mourir et être enterrés à Jérusalem pour que, lors du Jugement dernier, leur corps y ressuscite à l'instar de celui du Christ, qui fut enseveli au Saint-Sépulcre. Ils considèrent enfin que la conversion des juifs doit être hâtée pour permettre que s'accomplissent les prophéties eschatologiques de Jésus. Ces croyances sont répandues bien au-dessus du « peuple ». Elles motivent souvent les nobles dans leur engagement dans la croisade.

Le médiéviste Jean Flori, récemment décédé, avait remis en cause la dimension « populaire » de la croisade de Pierre l'Ermite, dénigrée par les chroniqueurs de son temps, proches des princes de la première croisade et des grands barons. Pierre préconisait en effet d'aider les Byzantins contre les Turcs avant Urbain II, qu'il a peut-être même influencé dans son appel de Clermont. De nombreux chevaliers figuraient parmi ses pèlerins. Il avait été rejoint aussi par des croisés germaniques qui se sont livrés à des pogroms en Rhénanie. En 1096, il avait traversé la Hongrie avec les siens avant l'expédition pontificale. Alexis Comnène l'avait bien accueilli à Constantinople. Ses hommes avaient pourtant été défaits dans leur camp de Civitot, près de Nicée. Pierre et les rescapés rejoignirent ensuite la croisade des barons, bien mieux organisée, qui conquit Jérusalem en 1099.

D'une autre nature est la « croisade des enfants », née à la Pentecôte de 1212 des processions où l'on priait pour le succès des expéditions contre les Almohades du sud de la péninsule Ibérique. Il ne semble pas que les mineurs y aient été nombreux, car le terme latin *pueri* qui les désigne dans la documentation de l'époque signifie aussi « serviteurs ». Des miracles et apparitions les accompagnaient. Peu fortunée et mal armée, cette foule groupée autour de bannières ne parvint pas à affréter la flotte qui lui aurait permis de traverser la Méditerranée. Elle se dispersa donc dans les ports de Marseille, Gênes, Pise ou Venise.

La croisade des pastoureaux ou bergers répondait à la défaite de Saint Louis à Mansourah (1250) et à sa captivité au Caire. Elle naquit spontanément, sans aucun soutien ecclésiastique, de l'enthousiasme pour libérer le roi des geôles égyptiennes. De nature eschatologique, elle reprenait l'idée du choix des pauvres par Dieu pour confondre les grands du monde. La foule de bergers et paysans en départ pour la Terre sainte s'en prenait aux nobles, dont elle contestait la seigneurie et qu'elle rendait coupable de la défaite de Mansourah. Elle tua des prêtres et des moines car ses pèlerins en voulaient au pape Innocent IV de proclamer une croisade en Italie de Sud contre Conrad IV, fils et héritier de l'empereur Frédéric II récemment décédé, plutôt que d'encourager une expédition en Orient. Blanche de Castille finit par réprimer ces croisés improvisés. Leur chef, le « maître de Hongrie », fut tué par un boucher à Bourges. En 1320, une autre croisade de pastoureaux surgit et disparut aussi vite, non sans avoir auparavant massacré des juifs à Paris, Albi et Toulouse. Elle fut mise en pièces près de Carcassonne par le sénéchal du Languedoc.

En conclusion, tous ces mouvements sans lendemain naquirent en dehors du cadre canonique de la croisade. Leurs meneurs charismatiques n'appartenaient pas à la chevalerie entraînée à la guerre. Ils s'attaquaient à l'occasion à la noblesse, au clergé ou aux juifs en Occident, mais ils parvinrent rarement, faute de moyens, en Terre sainte.



Ferveur populaire Ci-dessus : *La Croisade des pastoureaux,* enluminure du Maître du Cardinal de Bourbon, tirée de *Vie et miracles de monseigneur Saint Louis,* vers 1482 (Paris, Bibliothèque nationale de France). Page de droite : *Croisés épargnant les enfants des Sarrasins,* enluminure de Mahiet, tirée de *Vie et miracles de monseigneur Saint Louis,* XIVe siècle (Paris, BnF).

PHOTOS : © BNF.

Les croisés se sont-ils comportés comme des idéalistes ou comme des brutes sans merci ?

Il est impossible, à plus de huit siècles de distance, de juger des intentions et des actes des croisés. Tout au plus peut-on affirmer que, comme dans n'importe quel groupe humain, ils varient selon les individus. Vers 1150, un clerc de Wurtzbourg (Bavière) brosse un tableau fort noir des participants à la deuxième croisade : « *Les intentions des hommes de cette troupe hétéroclite étaient variées. Les uns, avides de nouveautés, voulaient découvrir des terres étrangères. D'autres (…) désiraient se battre non seulement contre les ennemis de la croix, mais contre les amis des chrétiens, pour fuir la misère. D'autres, enfin, souhaitaient se libérer du poids de leurs dettes (…) ou des peines pour leurs crimes : ils simulaient un saint zèle, mais ils s'empressaient de partir pour échapper aux poursuites. A peine en trouvait-on quelques-uns (…) que guidait une intention sainte et salutaire. Ceux-ci étaient prêts à verser leur sang par amour de la majesté divine et pour le bien du Saint des Saints. Laissons toutefois cette affaire à l'examen de Dieu seul, qui est l'unique à pouvoir sonder les cœurs et à les connaître.* » Ce texte doit être compris dans son contexte : son auteur attribue l'échec de la deuxième croisade aux péchés de ses participants, que la Providence aurait punis par la défaite ; il exagère donc leurs mauvaises intentions. Les historiens des temps des croisades écrivent dans une perspective éthique et religieuse. Ils croient à l'exemplarité de l'histoire – « *maîtresse de vie* » (Cicéron) – et à l'action directe de Dieu sur elle, alors qu'il récompense les bons et qu'il châtie les méchants déjà sur terre. Les chroniqueurs présentent donc leurs protagonistes en tant que modèles ou contre-modèles du croisé idéal. Pour la première croisade, ils ont, par exemple, tendance à opposer la convoitise et la cruauté de Tancrède de Hauteville, futur prince d'Antioche, à la piété et au détachement de Godefroy de Bouillon. En brossant le portrait de ces deux personnages antinomiques, ces écrivains veulent agir sur la conscience de leur public et le pousser à bien se comporter. Les historiens actuels ne peuvent travailler que sur ce genre de sources, dont il est très difficile d'extraire des données objectives sur le comportement des croisés.

Les massacres ont ponctué les expéditions en Terre sainte. On les explique trop souvent par la religiosité exacerbée des croisés. Il est vrai que, la plupart du temps, les conflits interethniques revêtent une brutalité supérieure à la moyenne. Quelques individus ont pu aussi sombrer dans le fanatisme religieux, entraînant leurs compagnons. Mais il ne faut pas oublier que ces comportements, dont les racines ne se trouvent certainement pas dans la nature pacifique de l'enseignement du Christ, étaient partagés avec les musulmans. Si, en 1191, Richard Cœur de Lion ordonna de tuer les prisonniers qui encombraient sa marche après la prise d'Acre, Saladin avait également commandé le décollement de tous les templiers et hospitaliers capturés à Hattin (1187), conscient qu'il était de la valeur de leur armée permanente, engagée dans la défense des Etats latins d'Orient.

En 1099, la conquête de Jérusalem a abouti à des tueries, dont on exagère parfois la portée. D'une part, la rhétorique vétérotestamentaire est omniprésente dans les textes qui les décrivent. D'autre part, depuis l'Antiquité, la prise d'une ville comportait presque toujours des massacres, car ses habitants avaient refusé de négocier leur reddition et avaient défendu ses remparts en position de force, à l'inverse des assaillants, qui encouraient des risques bien supérieurs. Enfin, nous autres jouissons d'une longévité et des soins de santé qui nous empêchent de comprendre le mépris de la vie qui pouvait exister dans des sociétés moins favorisées. Plaquer nos schémas mentaux sur les croisades aboutit à bien des anachronismes.

Les Etats chrétiens fondés par les grands barons ont-ils représenté une nécessité ou une dérive « impérialiste » de la croisade ?

Les croisés pouvaient s'inspirer des conquêtes chrétiennes récentes dans la péninsule Ibérique ou en Sicile pour créer de nouvelles principautés sur les territoires pris à l'Islam. S'ils ont aidé l'empereur de Byzance à reprendre la partie occidentale de l'Anatolie, ils ont refusé de se soumettre à lui pour les nouveaux Etats latins, qu'ils ont gouvernés en toute indépendance. Faut-il parler pour autant d'« impérialisme » ? Cette notion moderne ne saurait être retenue ici, car elle semble trop étroitement liée à l'expansion territoriale d'une métropole qui continue de contrôler ses conquêtes, aussi lointaines soient-elles. « Colonisation » paraît, en revanche, plus juste. D'une part, le chroniqueur picard Guibert de Nogent (v. 1055-1124) qualifia bien la Terre sainte latine de *nova colonia* (« nouvelle colonie »), ôtant au mot tout anachronisme. D'autre part, un groupe d'expatriés ou « colons » occupa de fait, par droit de conquête, des maisons en ville et des terres à la campagne, encourageant les échanges commerciaux avec l'Occident. Minoritaires, ils adoptèrent une nouvelle identité, largement coupée de leur terre d'origine. Foucher de Chartres († 1127), chapelain du roi de Jérusalem Baudouin Ier, s'identifie à eux, tandis qu'il écrit : *« Nous qui étions Occidentaux, nous sommes maintenant devenus Orientaux : le Romain ou le Franc est désormais Galiléen ou Palestinien ; le Rémois ou le Chartrain, Tyrien ou Antiochien. »*

L'adaptation à l'Orient des « Poulains » surprend les visiteurs venus d'Europe. En 1211, Wilbrand d'Oldenburg décrit le palais de Beyrouth de Jean d'Ibelin, un des nobles les plus en vue du royaume de Jérusalem : jets d'eau pour rafraîchir l'air, mosaïques, peintures réalisées avec un art consommé du trompe-l'œil ; il remarque ailleurs le luxe intérieur de maisons aux modestes façades. De son côté, Jacques de Vitry (v. 1160-1240) trouve efféminés les Latins orientaux, qui s'habillent de vêtements lâches, qui se parfument et qui préfèrent passer des trêves avec les musulmans au lieu de les combattre ; ils enferment comme eux leur épouse à la maison, lui interdisant même, affirme-t-il, de se rendre à l'église : ils se moquent, dit-il enfin, des *« fils d'Hernaud »,* les croisés occidentaux assez naïfs pour leur porter secours. A la longue, cette incompréhension, doublée parfois d'animosité, nuira à la survie des Etats latins de Terre sainte, car les stéréotypes de lâcheté, de luxe et de dol qui collent à ces Levantins décourageront bien des guerriers de prononcer les vœux de croisade.

© AKG-IMAGES/ALBUM/ORONOZ. © COSTA/LEEMAGE. © BRITISH LIBRARY/LEEMAGE.

Pourquoi les croisades ont-elles d'abord été un succès ?

La supériorité militaire de la chevalerie occidentale fournit un élément d'explication à l'ampleur, surprenante et inattendue, des conquêtes de la première croisade. La technique de la lance couchée, la maîtrise du combat à cheval et en groupe, l'armement défensif lourd ont largement contribué aux victoires des croisés en rase campagne. Les Francs ont dû apprendre sur place la poliorcétique, ou art du siège, pour prendre d'assaut des forteresses bien plus solides qu'en Occident. Ils ont su jouer, de même, sur les divisions entre les Turcs et les Arabes, mais aussi entre la Syrie et l'Egypte, ou entre les différentes tendances de l'islam, s'alliant avec les uns ou les autres. Les chrétiens orientaux, en particulier arméniens, les ont considérablement aidés. Enfin, la ferveur religieuse a redoublé le courage au combat d'un groupe minoritaire, discipliné et soudé en terre hostile.

VOYAGE D'OUTRE-MER Ci-dessus : *Les Croisés écoutant l'allocution d'Ottone Visconti,* fresque de la forteresse Rocca di Angera située au bord du lac Majeur (Italie), XIVe siècle. A droite : *Saladin ravageant la Terre sainte,* miniature tirée de l'*Histoire d'Outremer,* de Guillaume de Tyr, XIIIe siècle (Londres, The British Library). Page de gauche : *Godefroy de Bouillon embarquant pour la croisade,* extrait des *Chroniques des croisades,* XVe siècle (Vienne, Osterreichische Nationalbibliothek).

Pourquoi ont-elles finalement échoué ?

Une fois l'effet de surprise passé, les musulmans ont su mieux combattre la chevalerie occidentale. Ils se sont notamment dotés d'un armement lourd qui les a rendus plus efficaces à la guerre contre les croisés. Le savoir-faire de Zengi (1127-1146) et encore plus de Saladin (1169-1193) leur permet de conquérir les différents émirats de Syrie et d'Egypte, ou au moins de les rallier pour mener un combat commun contre les Latins. Les Mamelouks du Caire achèveront cette œuvre par la conquête d'Acre, dernière place latine en Palestine. La nouvelle revendication de Jérusalem en tant que ville sainte de l'Islam contribue également à l'unité dans le djihad des musulmans, qu'ils soient sunnites ou chiites. Il faut ajouter qu'en comparaison de leur nombre, les Francs d'Orient sont une infime minorité. Ils sont loin de leurs bases occidentales. Leur supériorité en mer ne leur permettra donc pas de garder leurs Etats en Terre sainte. Seule Chypre restera sous domination latine au lendemain de 1291.

Professeur d'histoire médiévale à l'université de Poitiers, Martin Aurell dirige le Centre d'études supérieures de civilisation médiévale et les *Cahiers de civilisation médiévale.*

À LIRE de Martin Aurell

Des chrétiens contre les croisades
Fayard
416 pages
24 €

Par Pierre Aubé

Baudouin IV le roi souffrant

Frappé de la lèpre dès l'enfance, Baudouin IV n'aura régné que dix ans sur Jérusalem. Mais il aura tout tenté pour sauver son royaume face à la menace saladine.

La politique du roi Amaury Ier de Jérusalem issu de la maison de Boulogne – à laquelle appartenait Godefroy de Bouillon – avait été ambitieuse. Entre 1163 et 1169, il s'était rué par trois fois sur l'Egypte sans parvenir à empêcher Saladin de la réunir à la Syrie, et de prendre ainsi le royaume franc en tenailles. Lorsqu'il meurt à Tibériade dans l'été de 1174, terrassé par la dysenterie, il laisse, issus d'un premier mariage avec Agnès de Courtenay, une fille, Sibylle, et un fils, Baudouin, âgé d'environ 13 ans, que les barons reconnurent comme leur roi légitime. Non sans arrière-pensées : un béjaune à la tête du royaume faciliterait, pour des lignages déjà bien installés, un accès commode aux affaires.

De cet enfant, on sait tout grâce à Guillaume de Tyr, historien de haute volée, bientôt archevêque de Tyr, né en Palestine mais formé en Occident, qui en fut le précepteur. Il évoque un garçon d'une grande beauté, cultivé, à l'intelligence vive, cavalier accompli. Et un drame qui donnera au règne une dimension tragique. Alors que Baudouin jouait avec des camarades, Guillaume remarqua qu'il semblait ne ressentir aucun mal lors de heurts un peu vifs. Cette insensibilité avait un nom : la lèpre. La médecine du temps était incapable d'enrayer pareille affection, et ce règne devait être « *une longue agonie*, écrira René Grousset, *mais une agonie à cheval, face à l'ennemi, toute raidie dans le sentiment de la dignité royale* ».

Immédiatement après le sacre de Baudouin, le 15 juillet 1174, la politique reprit ses droits. Amaury avait déjà eu maille à partir avec un baronnage turbulent et l'ordre du Temple. Dès qu'il fut question d'assurer la tutelle d'un adolescent trop jeune pour régner seul, le trouble s'installa. Le sénéchal Milon de Plancy, qui se jugeait le plus apte à la régence, fut froidement assassiné. Le comte Raymond III de Tripoli, un homme à poigne dont les possessions, au nord de la Terre sainte, étaient stratégiques, se vit alors promu régent. Les menaces se précisaient en effet. Saladin, dont le pouvoir était loin d'être incontesté, s'astreindrait, au fil du temps, à séjourner tantôt au Caire, tantôt à Damas, ajustant habilement une stratégie d'enveloppement, tout en veillant aux alliances suspectes qui, dans le monde musulman, se tissaient dans son dos.

C'est à la fin du printemps de 1175 que Baudouin, chevauchant pour la première fois à la tête de son armée, se rua sur la Syrie et l'arrière-pays de Damas, terrorisant des populations occupées à la moisson, incendiant les blés. C'était dans les mœurs d'un temps où, à la belle saison, les coups de main scandaient le quotidien. Le baronnage se faisait la main en attaquant les places ennemies, pas toujours avec succès.

Saladin reprit l'offensive en 1177. A la tête d'une armée considérable, quittant Le Caire et laissant derrière lui Gaza, mal défendue par une poignée de Templiers, il marcha sur Al-Arish avec l'intention claire de liquider le royaume franc. Le roi Baudouin se mit lui-même à la tête de ses troupes et s'enferma dans Ascalon, dont le sultan s'acharna à ravager l'arrière-pays. C'est une armée musulmane repue, gorgée de butin, qui ne s'embarrassait pas de prisonniers – Saladin avait ordonné de les exécuter tous – qui, tranquille, marcha alors sur Ramla. Dans Jérusalem, directement menacée, la terreur s'installe. Le roi donne l'ordre de rassembler l'armée. L'ost, où l'on voit la fleur de la chevalerie franque, suit alors une route parallèle à celle qu'emprunte Saladin ; l'évêque de Bethléem, Aubert, porte la dernière espérance du royaume : la Vraie Croix. Le 25 novembre, « fête de sainte Catherine en hiver », au pied d'une petite élévation appelée Montgisard, l'armée chrétienne surprend les colonnes musulmanes. Le choc est terrible. Le succès complet. A la tombée

© BNF. © AKG-IMAGES/BRITISH LIBRARY.

La main du destin Ci-dessus : *Le Jeune Baudouin dans un corps à corps/Baudouin montrant ses blessures à Guillaume archidiacre de Tyr,* extrait de l'*Histoire d'Outremer,* de Guillaume de Tyr, XIIIe siècle (Londres, The British Library). Page de gauche : *La Mort d'Amaury Ier/Baudouin IV et Raymond de Tripoli,* extrait de l'*Histoire d'Outremer,* de Guillaume de Tyr, XIIIe siècle (Paris, Bibliothèque nationale de France).

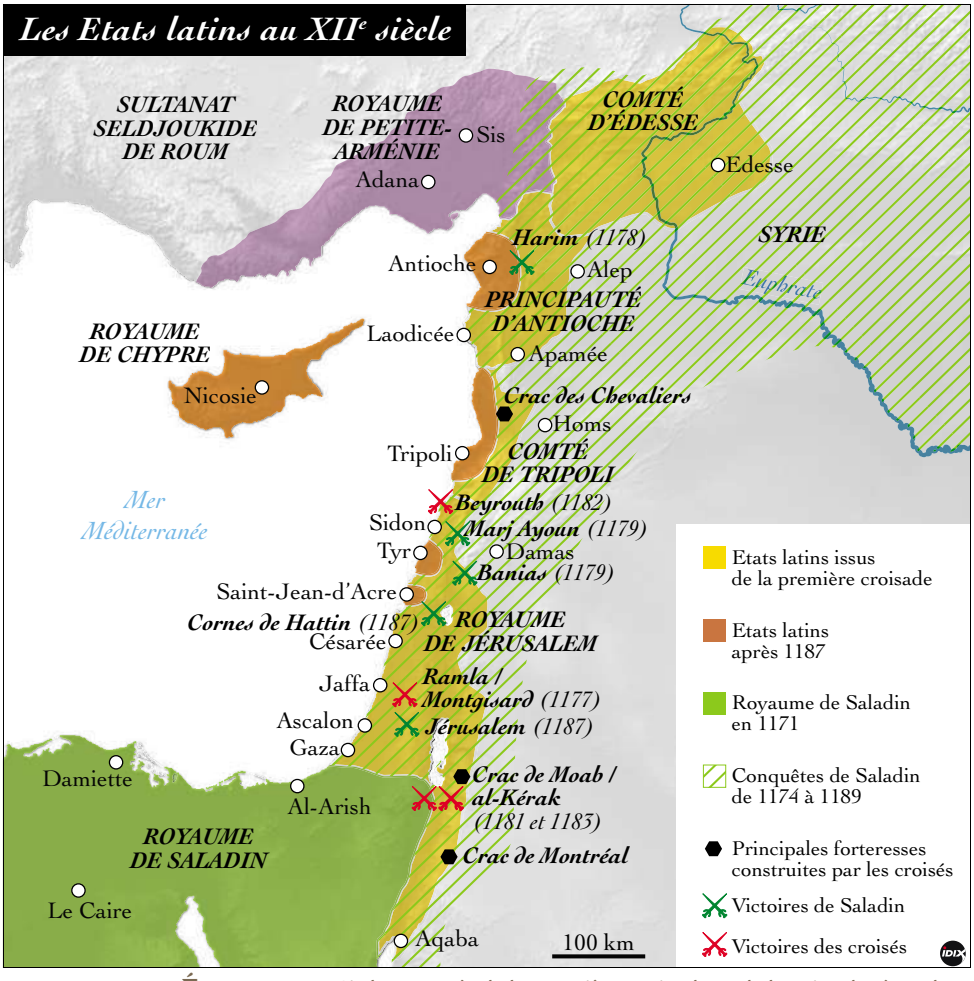
de la nuit, le sultan, à dos de chameau, fuit les terres qu'il vient de ravager, laissant sur place un butin considérable. Cette victoire causa la stupéfaction des historiens arabes. Saladin lui-même écrira à son frère, Turanshah, que « *le ciel le réservait sans doute pour de grandes entreprises, pour avoir pu le sauver ce jour-là* ».

Un royaume en sursis

Cette victoire retentissante, si elle a évité une destruction précoce du royaume, n'entama pourtant nullement la volonté de Saladin de mettre un terme, tôt ou tard, à la présence franque. Les combats reprennent bientôt. En novembre 1178, le comte Philippe d'Alsace assiège en vain Harim. L'année suivante, au printemps, c'est Baudouin lui-même qui essuie devant Banias une défaite sévère, au cours de laquelle est tué le connétable Onfroi de Toron. En juin, l'ost royal est détruit à Marj Ayoun. On en était revenu aux heures sombres qui avaient précédé Montgisard.

Le roi, dont la maladie progressait, s'ingénia à trouver des solutions diplomatiques, mais échoua à gagner l'alliance byzantine. Sa succession l'obsédait. Inapte à engendrer, il reporta ses espoirs sur sa sœur Sibylle. Mariée une première fois au marquis Guillaume de Montferrat, elle fut tôt veuve et donna naissance à un fils posthume, Baudouinet. L'évêque d'Acre se rendit en France pour tenter de convaincre le duc de Bourgogne, Hugues III, d'épouser Sibylle. L'affaire s'enlisa. On pensa alors à Baudouin d'Ibelin, très lié à la famille royale, qui soupirait depuis longtemps après elle. Depuis la bataille de Marj Ayoun, il croupissait dans les prisons de Damas. Non sans élégance, mais au prix d'une rançon rondelette que paya Manuel Comnène, Saladin consentit à le libérer. Sibylle, qu'on disait irrésolue et capricieuse, lui réserva un accueil glacial.

Or sa mère, Agnès de Courtenay, avait un faible pour le connétable du royaume, Amaury de Lusignan, qui envoya incontinent quérir son frère Guy, resté dans son Poitou. En voyant ce beau chevalier de 25 ans, Sibylle en fut éperdue. Pas son frère Baudouin, qui s'opposa fermement à cette union. Guy de Lusignan était un bellâtre, sur qui nul ne se faisait d'illusions. On força



© IDIX. © BNF.

ÉMIETTEMENT Ci-dessus : nés de la première croisade et de la prise de Jérusalem en 1099, les Etats latins ne résistèrent pas aux attaques de Saladin à la fin du XIIe siècle. Dès 1187, le maître de l'Egypte et de la Syrie reprend la Ville sainte. Page de droite : *Mariage de Guy de Lusignan et Sibylle par Baudouin IV*, enluminure tirée de l'*Histoire d'Outremer*, de Guillaume de Tyr, XIIIe siècle (Paris, Bibliothèque nationale de France).

la main au roi. « *Ipse dormivit cum illa…* » notera le moine Benoît de Peterborough, généralement bien informé. Le scandale fut énorme. Et à double détente. Les barons du royaume, outrés de voir préféré à l'un des leurs un jeune homme fade, venu de surcroît d'ailleurs, désertèrent cette cour d'où ils se sentaient exclus. On maria ces deux-là au plus vite, au cœur de la semaine sainte…

Un autre désordre se profilait. La mort du patriarche de Jérusalem, à l'automne de 1180, laissait le champ libre à des ambitions concurrentes. Les chanoines du Saint-Sépulcre portèrent leurs suffrages sur Héraclius, qui occupait jusqu'alors le siège de Césarée. L'homme n'était pas insignifiant. Né en Gévaudan, il avait fait ses études à Bologne et avait participé au concile de Latran. Guillaume de Tyr, qui le vomit, mais aussi le chevalier Ernoul en font un portrait épouvantable. Ambitieux et rapace, il était aussi perdu de mœurs. Il entretenait une maîtresse, Pâque de Rivery, la femme d'un drapier de Naplouse, qu'on appellerait « la patriarchesse ». Il se serait même abandonné au « *puant péché contre nature* ».

La lèpre de Baudouin, elle, poursuivait ses ravages. L'*Estoire d'Eracles* (une version française de l'*Historia* de Guillaume de Tyr), très fiable, ne masque pas une réalité pénible. « *Sa maladie de la lèpre (…) lui affaiblissait tant le corps qu'il ne se pouvait aider des pieds et des mains. Ainsi était-il tout pourri.* » Le roi n'avait pas 20 ans. En ces temps où tout est symbole, son mal était perçu comme la marque concrète des plaies qui gangrenaient le royaume. Le pape Alexandre III lui-même, dans une lettre du 16 janvier 1181 aux princes et à tous les fidèles, insistera sur ce qu'il percevra comme « *un juste jugement de Dieu* ». A cette vision d'un miroir permanent des infidélités de tout un peuple se joindra l'image de l'homme souffrant, sans visage et sans mains, du souverain démuni, *semper rex*, en charge de tous les siens.

Un homme allait concrétiser l'émiettement du royaume en forces antagonistes. Il s'appelait Renaud de Châtillon. Cet homme brutal, de très petite extraction, avait tenté sa chance en Terre sainte et y avait réussi au-delà du possible, devenant prince d'Antioche. Lors d'un raid en Euphratèse, il avait été fait prisonnier et détenu pendant seize ans à Alep. Libéré en 1176, il entretenait depuis lors envers Saladin une haine féroce, inextinguible. Si l'homme est une manière d'électron libre, le guerrier est redoutable. Baudouin IV lui fit épouser une veuve, Etiennette de Milly, qui tenait un fief en terre de Moab, la « princée » d'Outre-Jourdain, à l'est de la mer Morte, avec les châteaux de Montréal et, surtout, Kérak. C'était une position stratégique majeure. Saladin, peu enclin à traverser la Terre sainte après le mécompte de Montgisard, ne pouvait qu'emprunter cette route pour rejoindre Le Caire ou Damas. C'était aussi le passage obligé pour les pèlerins du *hajj*. Renaud fit de cette place unique la base arrière de ses vengeances.

Le roi Baudouin, qui n'avait pas hérité de son père le tropisme égyptien, menait des négociations avec Byzance pour aboutir à une alliance militaire qui aurait facilité les opérations des Francs en Syrie du Nord. Pour lors, elle était protégée, comme souvent dans les périodes de pause guerrière, par une trêve conclue avec Saladin. Mais dès 1181, Renaud de Châtillon attaquait une caravane qui passait devant Kérak, faisant un butin énorme. Devant cette brutalité, qui était aussi un « bris de paix », une entorse à la foi jurée par un roi chrétien de Jérusalem, Baudouin était désarmé. Il y eut pire…

A bout de souffle

Dans l'été de 1182, alors que Saladin, qui avait quitté Le Caire pour Damas et pénétré en Galilée, mettait le siège devant Bethsan, au sud du lac de Tibériade, une flotte égyptienne mouilla devant Beyrouth. Un frère de Saladin, al-Malik al-Adil, menaça Gaza et massacra les maigres garnisons restées sur place, prêt à longer la côte et à compléter le blocus. La chaleur était caniculaire. Baudouin, qui campait devant Séphorie, réagit vigoureusement à cette double menace. Avant d'ébranler l'ost, il ordonne de réquisitionner tous les navires disponibles dans les ports du royaume et de les mettre à l'abri des chaînes qui bouclent

l'arsenal royal de Tyr. Ce sont de lourdes nefs génoises, pisanes et vénitiennes qui, surgissant au moment où Baudouin se précipite devant Beyrouth, vont faire lever le siège. Dans la foulée, le roi profite des hésitations des musulmans pour ravager le Djebel Druze et le Hauran.

Au même moment, Renaud de Châtillon était sur le point de réussir un raid d'une audace inouïe. Ayant fait acheminer une flotte démontée jusqu'à Eilat, il l'engagea en mer Rouge, cabotant le long des côtes nubiennes avant de couper jusqu'à al-Yambu, Rabigh et Jeddah, débarquant ses hommes pour pousser jusqu'à La Mecque, la ville sainte de l'islam. Ces premiers mois de 1183 sont, pour les musulmans, saturés d'anxiété. Pour la première fois, La Mecque et Médine sont menacées par des infidèles. La réaction sera à la mesure de cette peur-là. Venue du Caire, la contre-offensive ne fait pas de quartier. Les prisonniers sont dirigés sur Mina, dans la vallée de *majar al-kabsh*, « l'endroit du bêlement du bélier », et sacrifiés. Renaud, lui, en réchappe.

Accablé, Baudouin IV n'avait guère de ressources contre ce vassal ingérable. Conscient que cette folie ne resterait pas sans suites, il prit des mesures d'exception pour assurer la défense du royaume, parmi lesquelles, en février 1183, une loi de finances proprement révolutionnaire, qui frappait les plus riches, y compris les barons, les chevaliers, les marchands étrangers, bourgeois et commerçants, propriétaires terriens, gens d'Eglise et grands ordres.

Lorsque, au mois de septembre 1183, Saladin envahit la Galilée, le roi de Jérusalem part rejoindre son armée. Arrivé devant Nazareth où elle campe, il s'effondre. Les quelque 30 km qu'il a parcourus en litière l'ont brisé. La maladie a fait des progrès foudroyants. La volonté surhumaine de ce jeune homme de 22 ans s'épuise. C'est sous la conduite de Guy de Lusignan, inexpérimenté et qu'on dit « *de sens petit* », qu'on fera campagne – à ce point décevante que le roi lui retirera tout droit de regard sur la politique du royaume. Le jeune Baudouinet, âgé de 5 ans, est alors désigné comme roi associé et couronné aussitôt.

Baudouin devra pourtant conduire de nouveau son ost. A peine Saladin a-t-il achevé sa campagne en Galilée que, résolu à châtier Renaud de Châtillon, il assiège le château de Kérak. La situation est assez grave pour que Renaud fasse allumer les feux qui alertent le royaume. Le roi, allongé sur une civière, précédé de la Vraie Croix, est à la tête des siens. Lorsque le sultan est avisé de la proximité de l'armée franque, il rassemble ses contingents, fait détruire les machines de guerre et lève le camp. Le 4 décembre 1183, Baudouin entre dans Kérak.

Les derniers mois de ce roi tragique vont être empoisonnés par les rivalités qui opposent un baronnage de plus en plus rétif. Guy de Lusignan, humilié, se rebelle, s'enferme dans Ascalon, d'où le roi en personne doit le déloger. Ce vassal brouillon n'en multiplie pas moins les intrigues. Et les crimes. On le verra massacrer une tribu bédouine fidèle au roi, une faute majeure capable d'ébranler l'équilibre fragile d'un royaume plus que jamais menacé. Guillaume de Tyr est en Occident pour réclamer de l'aide. Saladin se rue de nouveau sur Kérak de Moab. Les Ordres s'agitent et les haines prolifèrent. Devenu aveugle, Baudouin IV meurt au mois de mars 1185. Le lendemain, on conduit son corps à la basilique du Saint-Sépulcre, où il reposera aux côtés de son père.

La suite, on la connaît. La régence de Raymond III de Tripoli, parfait représentant des barons locaux face au parti « croisé », sembla ouvrir un moment d'équilibre et de paix. La mort rapide, dans Acre, du petit Baudouin V, qui marquait la fin de la dynastie issue de la maison de Boulogne, remit tout en question. Sibylle, fille aînée du roi Amaury, assumait une certaine légitimité. Poussée par Renaud de Châtillon, elle reçut la couronne des mains du patriarche, avant de la faire ceindre à son époux, Guy de Lusignan. Cette espèce de rapt politique ouvrait l'une des périodes les plus sombres de l'histoire d'un royaume dont beaucoup percevaient le proche effondrement.

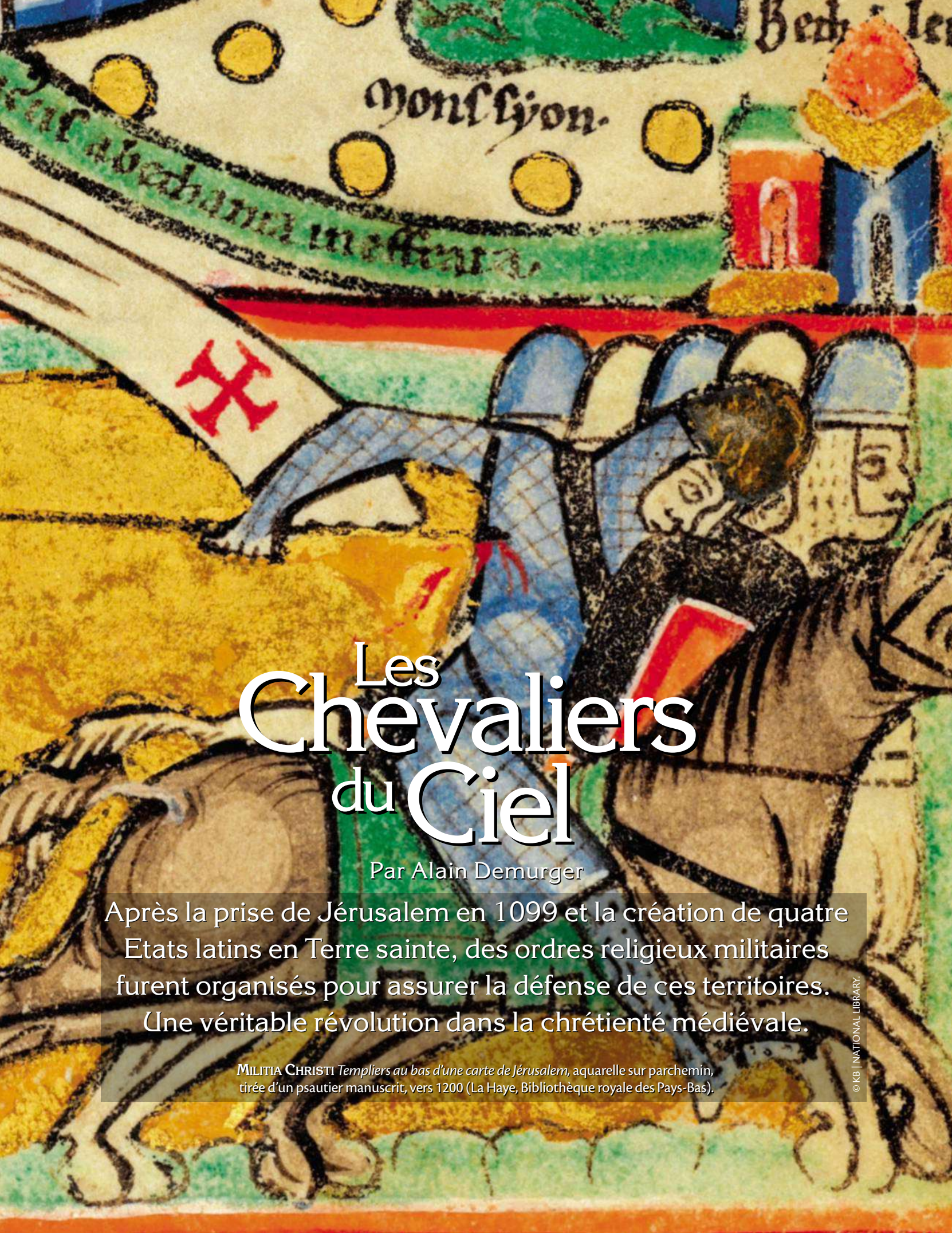
Il n'y eut guère à attendre. Le 4 juillet 1187, Saladin détruisait l'armée franque conduite par Guy de Lusignan, aux Cornes de Hattin. Il n'épargnera pas Renaud de Châtillon, qu'il exécuta de sa main. Le 2 octobre, Jérusalem lui ouvrait ses portes. Du royaume, il ne restait plus guère aux croisés que Tripoli, Tyr et Antioche. Pour combien de temps ?

Historien du Moyen Age, Pierre Aubé est spécialiste des croisades et des Etats latins d'Orient.

À LIRE de Pierre Aubé

Baudouin IV de Jérusalem. Le roi lépreux
Perrin
« Tempus »
534 pages
10 €

ꝑ ꝺns ꝺauid.
ꝺns Geor ꝯuſ.



Les Chevaliers du Ciel

Par Alain Demurger

Après la prise de Jérusalem en 1099 et la création de quatre Etats latins en Terre sainte, des ordres religieux militaires furent organisés pour assurer la défense de ces territoires. Une véritable révolution dans la chrétienté médiévale.

Militia Christi *Templiers au bas d'une carte de Jérusalem*, aquarelle sur parchemin, tirée d'un psautier manuscrit, vers 1200 (La Haye, Bibliothèque royale des Pays-Bas).

© KB | NATIONAL LIBRARY

© JEAN-PAUL DUMONTIER/LA COLLECTION. © COSTA/LEEMAGE. © BNF.

Le concept d'ordre religieux militaire est né d'une occasion – la croisade – et d'un contexte marqué par les profonds bouleversements de la société occidentale aux XIe et XIIe siècles. L'ordre des pauvres chevaliers compagnons du Christ et du Temple de Salomon, autrement dit l'ordre du Temple, né en Terre sainte et reconnu comme tel lors d'un concile tenu à Troyes en janvier 1129, est le premier exemple d'un ordre religieux à vocation militaire dans le monachisme chrétien. Tous les autres ordres militaires fondés aux XIIe et XIIIe siècles se sont référés à ce modèle.

Une « expérience neuve »

En 1099, les croisés de la première croisade délivrent Jérusalem, la ville du Christ, de l'emprise musulmane. Dans les années qui suivent, l'apport incessant de nouveaux croisés (on a parlé d'arrière-croisades) permet de consolider leur domination sur la Syrie et la Palestine et de fonder quatre Etats latins qu'il faut désormais défendre. Seule une minorité de croisés se sont installés sur place, les autres sont rentrés chez eux après avoir accompli leur vœu, qui était de prier sur le tombeau du Christ au Saint-Sépulcre : le pèlerinage est l'une des composantes de l'idée de croisade, au même titre que la guerre sainte. Tel était le cas d'Hugues de Payns, un chevalier champenois, vassal du comte de Champagne Hugues. Curieusement, les deux hommes n'avaient pas suivi la première croisade. Ils étaient venus une première fois en Terre sainte entre 1104 et 1107, puis revenus en 1114. Le comte était rentré en France, mais Hugues de Payns avait décidé de rester. Il s'agrégea à un groupe de chevaliers qui s'étaient mis au service des chanoines desservant le Saint-Sépulcre pour protéger les biens et domaines de ceux-ci ou défendre les pèlerins sur les routes, toujours dangereuses, qui allaient des ports de la côte à la Ville sainte. Ils formaient une petite confrérie hébergée dans l'Hôpital tout proche, qui avait été fondé par des marchands amalfitains vers 1070 pour accueillir et soigner les pèlerins qui, dès avant la croisade, se pressaient de plus en plus nombreux à Jérusalem.

Hugues de Payns n'était pas soucieux d'aventure chevaleresque, ni de faire fortune dans cet Orient que les romans de chevalerie allaient mettre à la mode. Il avait des exigences spirituelles qu'une première expérience monastique faite à Molesmes, entre 1090 et 1097, n'avait pas satisfaites. Il avait alors quitté Molesmes et était revenu dans le siècle, auprès du comte de Champagne : le monachisme bénédictin, même rénové, ne lui convenait pas. L'expérience de la croisade allait être décisive. Sa condition de chevalier « rendu » au service du Saint-

GARDIENS DU TEMPLE Ci-dessus : *Baudouin II accueille Hugues de Payns et Godefroy de Saint-Omer dans le Temple de Salomon,* extrait de l'*Histoire d'Outremer,* de Guillaume de Tyr, XIIIe siècle (Paris, Bibliothèque nationale de France). Page de gauche : *Chevaliers francs sortant d'une ville fortifiée,* fresque, vers 1170 (Cressac-Saint-Genis, Charente, chapelle des Templiers). En bas : sceau des Templiers, XIIIe siècle (Paris, Archives nationales). Les deux chevaliers partageant la même monture pourraient incarner les fondateurs de l'ordre, Hugues de Payns et Godefroy de Saint-Omer, ou simplement symboliser les idéaux de pauvreté et de fraternité des Templiers.

Sépulcre n'était pas plus satisfaisante, alors qu'il y avait tant à faire en Terre sainte où, un temps contenue par l'irruption des croisés, la menace des princes musulmans de la région se faisait de plus en plus vive. A défaut de trouver toute prête dans la croisade la structure religieuse qu'il recherchait, il la créa de toutes pièces. En 1119, la sanglante défaite de l'*Ager sanguinis* sonna comme un avertissement et, l'année suivante, le « concile de Naplouse », réunissant toutes les autorités laïques et religieuses des Etats latins autour du roi Baudouin II de Jérusalem et du patriarche de la Ville sainte, accueillit avec faveur la proposition d'Hugues de Payns : créer un ordre religieux résolument nouveau associant l'exercice du combat militaire au service de la Terre sainte à une vie de prière. Un ordre indépendant du Saint-Sépulcre et affranchi de la tutelle des frères de l'Hôpital, dont les frères obéiraient à un maître qui les conduirait en bataille, vivraient selon une règle et feraient les vœux perpétuels du moine. Moine ou chevalier, c'était le choix de Cluny, de Molesmes, de Cîteaux. Moine et chevalier, telle fut « l'expérience neuve » proposée à la chrétienté médiévale par Hugues de Payns.

Encore fallait-il obtenir la validation de cette expérience par l'Eglise et la papauté. Ce fut chose faite lors d'un concile réuni à Troyes en janvier 1129 sous la houlette de Bernard de Clairvaux, figure de proue du monachisme cistercien et dont l'autorité s'imposait alors dans la chrétienté d'Occident ; un légat y représentait le pape. L'Eglise romaine ou latine était alors prête à reconnaître le nouvel ordre. Elle avait fait sa mue avec la réforme grégorienne qui, allant bien au-delà de l'Eglise et du clergé, visait à transformer l'ensemble de la société chrétienne pour que chacun, dans son état (ceux qui prient, ceux qui combattent et commandent, ceux qui travaillent), participe au plan divin du Salut. Il fallait offrir aux laïcs des perspectives de Salut compatibles avec leur statut. A condition de la canaliser et de la réglementer, la violence chevaleresque pouvait être mise au service du plan divin. La croisade est ainsi l'un des fruits de la réforme grégorienne : elle est guerre sainte et comme telle instrument de la délivrance de Jérusalem ; elle est aussi pèlerinage et, par sa valeur pénitentielle, instrument de Salut pour le croisé. L'ordre du Temple (et ensuite les autres ordres religieux militaires) met la touche finale au processus en offrant une voie de perfection compatible avec le statut des laïcs. Dans le roman *La Châtelaine de Vergi,* qui date du milieu du XIIIe siècle, le duc de Bourgogne a tué son épouse. Pour

MOINES SOLDATS
Ci-dessus : dalle funéraire avec une épée et un écu frappé d'une croix templière, XIII^e siècle (Courteix, Corrèze, église Saint-Pierre-ès-Liens). A gauche : costumes des Templiers en habit militaire, portant armes et cotte de mailles, extrait du *Tableau historique des costumes, des mœurs et des usages des principaux peuples de l'Antiquité et du Moyen Age,* de Robert von Spalart, 1796.

expier, *« il se croisa outremer où il alla sans revenir et où il se fit templier »*. Dans les éditions plus tardives, après le procès des Templiers et la suppression de leur ordre, il se fera *« hospitalier »* ! Le lien ordre militaire-croisade est une évidence.

Evoquons brièvement les autres ordres militaires qui prirent le Temple pour modèle dès leur création ou qui ajoutèrent à une vocation à l'origine différente, charitable et hospitalière, une fonction militaire calquée sur celle du Temple. En Terre sainte, l'Hôpital, fondé vers 1070, de simple établissement d'aide au pèlerin devint un ordre religieux à vocation hospitalière, qui se militarisa au point de devenir l'égal et le rival, mais aussi le partenaire, du Temple : l'ordre des Hospitaliers de Saint-Jean de Jérusalem, ancêtre de l'actuel ordre de Malte. Né lors du siège d'Acre en 1190 comme ordre charitable d'aide aux croisés allemands, l'ordre Sainte-Marie des Teutoniques se militarisa lui aussi ; mais tout en restant implanté en Terre sainte jusqu'à la chute des Etats latins en 1291, il s'installa en Prusse et en Livonie à la fin du premier tiers du XIII^e siècle et y fonda un Etat théocratique menant une guerre missionnaire contre les peuples païens de la région. Au XIII^e siècle, l'ordre de Saint-Lazare accueillit les chevaliers lépreux. Dans la péninsule Ibérique, théâtre de la reconquête, furent fondés, à partir du milieu du XII^e siècle, les ordres de Calatrava, Alcántara, Santiago et d'Avis (au Portugal). D'autres ordres, beaucoup plus modestes et, pour certains, éphémères, virent également le jour.

Le couvent et la caserne

Sur les fresques de la contre-façade de l'église templière de San Bevignate à Pérouse, en Ombrie, on voit d'abord la représentation d'un combat avec des chevaliers templiers en armes et tenant le gonfanon de l'ordre ou baucent, mi-partie blanc, mi-partie noir (sens du mot « baucent »), avec une croix rouge ; puis, au registre supérieur, des templiers en habit conventuel blanc dans leur maison, faisant face à un lion qui n'est pas aussi « méchant » qu'on pourrait le penser. Le templier n'est pas un croisé, mais un religieux qui prononce des vœux perpétuels : obéissance, chasteté, pauvreté. Il porte un habit, un

manteau blanc ou noir selon son statut dans l'ordre, orné d'une croix rouge placée sur l'épaule gauche. Il obéit à un maître, équivalent de l'abbé, et vit selon une règle ; il récite chaque jour les heures et assiste régulièrement à la messe. Mais il combat. Naturellement, la règle et les statuts qui, à diverses reprises, vont la compléter doivent donc s'adapter à la vie concrète du templier. Pas question d'une ascèse excessive : les prédicateurs se gaussèrent du « seigneur Pain et Eau », ce templier incapable de se tenir en selle tant ses pratiques ascétiques l'avaient affaibli. Pas question non plus de rechercher la gloire, la vaine gloire associée à l'orgueil, ce péché capital propre à la chevalerie.

Les objectifs qu'Hugues de Payns fit valider à Troyes dépassaient de beaucoup l'aide et la protection des pèlerins. Il s'agissait de participer, aux côtés des armées des Etats latins, à la défense de ces derniers. Pour cela, il fallait créer une organisation capable de procurer hommes, moyens et argent à mettre au service de la Terre sainte. Le Temple et les autres ordres militaires de Terre sainte (c'est moins évident pour la péninsule Ibérique) sont des ordres internationaux, qui s'implantent dans toute la chrétienté latine – l'arrière – pour satisfaire les besoins de défense de la Terre sainte – le front. On produit en Occident, on dépense en Orient.

L'organisation des différents ordres militaires suit un schéma quasi identique. Au sommet, en Terre sainte, un grand maître et une dizaine de dignitaires (dont le plus influent est le maréchal, chef militaire) dirigent l'ordre. Au niveau intermédiaire, on trouve des provinces (ordre du Temple), prieurés (ordre de l'Hôpital), baillies (ordre Teutonique) : ceux d'Orient correspondent aux Etats latins, ceux d'Occident aux zones d'implantation des ordres. A la base enfin, les commanderies regroupent des maisons, véritables unités de vie concrète pour les frères. Celles d'Orient ont évidemment une forte vocation guerrière et correspondent à des lieux fortifiés, puissantes forteresses et villes fortes (il en va de même en Espagne). En Occident en revanche, contrairement aux fantasmes répandus à ce sujet, les maisons templières sont de grosses fermes et des « enclos » urbains qui, bien que protégés de murs, seraient incapables de soutenir l'attaque d'une armée princière ou royale. On l'a dit, ces domaines et maisons d'Occident doivent produire des revenus, dont une partie est prélevée (les *responsiones*) et transférée en Orient pour alimenter le front, car les missions militaires qui incombent aux ordres coûtent cher, et de plus en plus au cours des XII^{e} et XIII^{e} siècles.

L'apport des ordres à la croisade se situe sur trois plans. D'une part, ils participent aux combats aux côtés des forces propres aux Etats latins et des grandes croisades lancées depuis l'Occident. Le nombre des chevaliers mobilisés par chacun des trois grands ordres de Terre sainte (environ quatre cents à cinq cents pour chacun) peut sembler faible ; il constitue pourtant la moitié des effectifs de chevaliers de l'Orient latin. Il faut y ajouter des auxiliaires nombreux, non membres des ordres mais soldés par eux : écuyers assistant

MARTYRE Ci-dessus : *Jacques de Molay, grand maître de l'ordre du Temple, prend Jérusalem par surprise en 1299* (détail), par Claude Jacquand, 1846 (Versailles, musée du Château). Dernier grand maître des Templiers, Jacques de Molay fut arrêté pour hérésie, le 13 octobre 1307, sur ordre de Philippe le Bel. Il mourra sur le bûcher en 1314, deux ans après l'abolition de l'ordre.

les chevaliers, turcoples recrutés sur place et formant une cavalerie légère, arbalétriers et archers, piétons. Rapidement mobilisables, disciplinés, les premiers sur le champ de bataille et les derniers à s'en retirer, comme le relevèrent à l'envi les chroniqueurs de la cinquième croisade, ils ont été le fer de lance des armées latines et ont souvent « fait la pointe » lorsqu'il s'agissait de lancer la charge de cavalerie lourde. On les utilise aussi dans les batailles en marche (comme celles que livra durant des jours l'armée de Richard Cœur de Lion durant la troisième croisade), pour encadrer une armée que le déplacement rend vulnérable au harcèlement des archers montés de l'ennemi. Ils assurent alors tour à tour l'avant-garde et l'arrière-garde, maintenant la cohésion de la troupe et ne lançant qu'à coup sûr quelques charges bien senties pour desserrer l'étau. Les ordres sont naturellement très sollicités lorsqu'il s'agit de mener des expéditions limitées, des raids, ou de tendre des embuscades : Templiers et Hospitaliers vivent sous la tente dans des camps autant que dans leurs maisons-casernes ou, de plus en plus, leurs forteresses.

© FLORILEGIUS/LEEMAGE. © JEAN-FRANÇOIS AMELOT/LA COLLECTION. © FRANCK RAUX/RMN-GP.

D'autre part, les Latins, et parmi eux les frères des ordres, avaient quadrillé la Terre sainte de puissants châteaux et de villes fortes. L'entretien et la garnison de ces forteresses exigeaient des moyens considérables, que seigneurs, princes et rois des Etats du Levant purent de moins en moins réunir. Peu à peu, ces forteresses passèrent sous le contrôle des ordres militaires, qui seuls disposaient des moyens humains et matériels de les défendre : Château-Pèlerin, Beaufort, Safed, Tortose, Baghras aux Templiers ; Arsur, le fameux Crac des Chevaliers, Margat aux Hospitaliers ; Monfort aux Teutoniques. Il fallait plus de deux mille personnes pour tenir Safed en temps de guerre. Pourtant, ces forteresses imprenables, isolées les unes des autres, finirent par céder aux coups de boutoir des forces mameloukes du sultan Baybars à partir de 1260 et après des sièges relativement courts.

Enfin, les ordres militaires tiennent une place de premier plan dans la logistique de la croisade. Tributaires de leurs maisons d'Occident, ils ont su mettre en place un réseau de relations entre le front et l'arrière : leurs lettres et messages informent l'Occident de la situation en Orient ; régulièrement, ils envoient en Orient les frères recrutés dans leurs provinces occidentales et assurent une relève permanente. En 1300 encore, les Templiers sont capables d'envoyer quelques centaines d'hommes à Chypre en vue de mener à bien en Syrie des opérations combinées avec les Mongols de Perse. Ils possèdent quelques bateaux et en louent d'autres pour transporter hommes, armes, chevaux, vivres. Le transfert d'argent était une nécessité, et Templiers et Hospitaliers utilisèrent les techniques financières inventées par les hommes d'affaires des grandes cités commerçantes italiennes (car, contrairement à la légende, ce ne sont pas les Templiers qui en sont les auteurs !) pour leur compte et celui des autres protagonistes de la croisade – l'Eglise, les princes et les rois lorsqu'ils partaient en croisade, les croisés de base. Ainsi, par exemple, du contrat de change, ancêtre du virement. Ils acquirent en ce domaine une véritable expertise, que les princes d'Occident utiliseront à leur profit : le roi de France confiera aux Templiers la gestion de son Trésor (c'est-à-dire les revenus tirés de l'exploitation du domaine royal) ; le roi d'Angleterre, lui, en investira les Hospitaliers.

Les Templiers fournissent un dernier apport, enraciné dans leur expérience de la croisade mais dépassant celle-ci : à la règle élaborée à Troyes se sont ajoutés des statuts ou retraits, dont un ensemble de statuts hiérarchiques qui constituent un véritable code militaire, nous offrant nombre d'indications concrètes sur l'art de la guerre de ce temps des croisades. C'est un manuel d'art militaire unique au Moyen Age, le premier depuis le *De re militari* de Végèce (IVe -Ve siècle).

Les vrais maîtres de l'Orient latin

Ce poids militaire des ordres en Terre sainte s'accompagna inévitablement d'un rôle politique croissant, d'autant plus marqué que le pouvoir royal disparut quasi complètement au XIIIe siècle : villes, grands barons, ordres militaires, chacun jouait son jeu ou celui des princes occidentaux, pour qui la croisade se réduisait à tenter de mettre la main sur le titre, prestigieux mais vain, de roi de Jérusalem. Les Teutoniques soutenaient les revendications de l'empereur germanique Frédéric II ; le maître

© DE AGOSTINI/LEEMAGE. © ARTOTHEK/LA COLLECTION. © AKG-IMAGES/A.F.KERSTING.

POSTE AVANCÉ A droite : la forteresse de Bagras, en Turquie, occupée par les Templiers à partir de 1153 jusqu'à la prise du site par Saladin vers 1189. Page de gauche, en haut : *Tannhäuser, poète à la cour de Frédéric II, en habit de l'ordre Teutonique,* extrait du manuscrit de Manesse, vers 1300 (Heidelberg, bibliothèque de l'Université). En bas : *Le Vizir Mesih Pacha et le grand maître de l'ordre des Hospitaliers, Pierre d'Aubusson, lors du siège de Rhodes (1480),* miniature tirée du *Siège de Rhodes,* de Guillaume Caoursin, vers 1483 (Paris, Bibliothèque nationale de France).

du Temple, Guillaume de Beaujeu, défendait les intérêts des princes angevins de Sicile. Les ordres se mêlèrent des questions successorales entre le roi Henri II de Chypre et son frère Amaury ; les Templiers étaient partie prenante des conflits internes du comté de Tripoli. A cela s'ajoutèrent les conflits entre les républiques maritimes italiennes, Gênes, Pise et Venise, qui dégénérèrent en une véritable guerre civile à Acre, opposant Venise, alliée de Pise, à Gênes, lors de la guerre de Saint-Sabas (du nom d'une église de la ville) en 1256-1258 : deux coalitions s'affrontèrent par les armes ; Templiers et Hospitaliers, après avoir tenté en vain la conciliation, s'y engagèrent aussi, les premiers aux côtés de Venise, les seconds de Gênes. Enfin, pour couronner le tout, chacun traitait avec l'adversaire musulman pour quémander des trêves. Bref, telle était devenue la confusion dans les Etats latins que les ordres militaires auraient pu (auraient dû !) utiliser leur puissance et leur entregent pour imposer une ligne directrice, une politique réaliste de défense de la Terre sainte. Ils ne le firent pas. Ils réussirent pourtant, après la guerre de Saint-Sabas, à instituer des procédures efficaces pour régler leurs conflits. C'était trop tard. En Occident, on leur imputait les échecs continus de la croisade, mettant en cause, à tort ou à raison, leurs rivalités, leurs richesses mal employées ou leurs « trahisons » quand ils négociaient des trêves avec l'ennemi. Sans retenir qu'ils surent toujours agir ensemble dans les moments tragiques, comme par exemple lors de la chute d'Acre en 1291, et sans toujours comprendre les « réalités » de la situation en Orient.

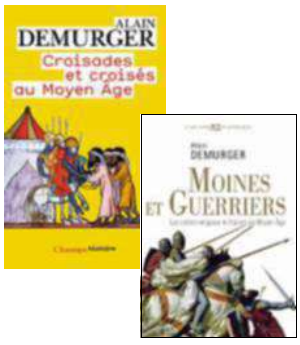
La situation des ordres militaires dans les Etats de la péninsule Ibérique fut différente dans la mesure où les ordres « nationaux » (Calatrava, Avis, Santiago…) ou internationaux comme le Temple et l'Hôpital, également actifs sur ce terrain tout en le considérant comme secondaire, eurent affaire à des monarchies solides, qui ne se laissèrent jamais déborder.

La situation de l'ordre Teutonique est sur ce point originale. Présent en Terre sainte jusqu'en 1291, il s'était implanté en Prusse dès les années 1230 et il y avait fondé un véritable Etat, un Etat d'ordre ou *Ordenstaat*. Ce que, à une échelle moindre, les Hospitaliers feront à Rhodes, île conquise à partir de 1306, où ils transféreront leur quartier général et construiront leur établissement emblématique, l'Hôpital.

L'idée de croisade ne meurt pas en 1291. On ne la fait jamais, mais on en parle toujours. Dans ce contexte, les ordres militaires de Terre sainte se reconvertissent : les Hospitaliers de Rhodes luttent désormais contre la piraterie des Turcs en mer Egée, et les Teutoniques, sous prétexte de convertir les païens, étendent leur domination. Les Templiers, eux, n'eurent pas l'occasion de montrer ce qu'ils auraient fait, le roi de France Philippe le Bel leur offrant en octobre 1307 une solution peut-être conforme à leurs vœux initiaux : le martyre.

Maître de conférences honoraire à l'université de Paris 1 Panthéon-Sorbonne, Alain Demurger est spécialiste de l'histoire des croisades et des ordres religieux militaires au Moyen Age.

À LIRE d'Alain Demurger



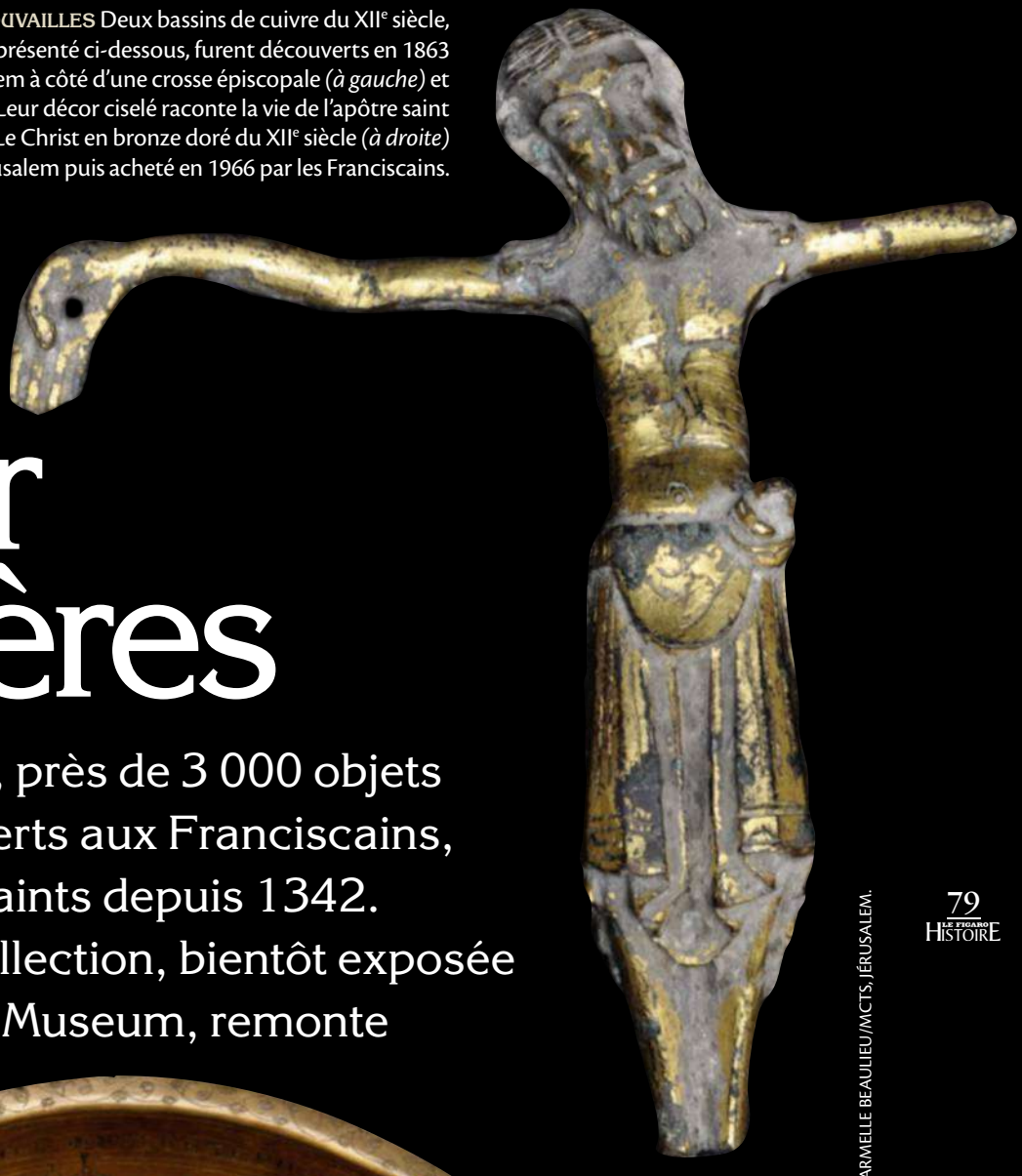
Croisades et croisés au Moyen Age, **Flammarion, « Champs Histoire », 414 pages, 11 €.**

Moines et guerriers. Les ordres religieux militaires au Moyen Age, **Editions du Seuil, « L'Univers historique », 416 pages, 23,30 €.**

MUSÉE DE LA FOI

Ouvert en 2016 sous l'impulsion de la Custodie franciscaine de Terre sainte, le Terra Sancta Museum, dont les travaux des sections archéologique et historique devraient s'achever en 2021, a pour ambition de présenter à Jérusalem les trésors qui, au fil des siècles, furent donnés par les fidèles et dont certains ont été exhumés lors de chantiers aux XIX^e^ et XX^e^ siècles.
Plus d'infos sur : terrasanctamuseum.org

SOUS TERRE Ci-contre : crosse épiscopale fabriquée à Limoges, XII^e^ siècle, cuivre doré émaillé. Découverte en 1863 près du couvent Sainte-Catherine à Bethléem, cette crosse a probablement appartenu à l'Italien Godefrido de Prefetti, évêque de la ville au milieu du XIII^e^ siècle, qui l'aurait apportée de France. Cette cloche mongole *(ci-dessus)*, exhumée en 1906 à l'emplacement de l'ancien cimetière paroissial de Bethléem, fut sans doute rapportée d'Asie centrale par l'émissaire franciscain Guillaume de Rubrouck, chargé par Saint Louis, en 1253, de négocier une alliance avec les Mongols afin de prendre en étau les armées musulmanes.



Trouvailles Deux bassins de cuivre du XII[e] siècle, dont l'un est présenté ci-dessous, furent découverts en 1863 à Bethléem à côté d'une crosse épiscopale *(à gauche)* et de chandeliers. Leur décor ciselé raconte la vie de l'apôtre saint Thomas. Le Christ en bronze doré du XII[e] siècle *(à droite)* fut trouvé à Jérusalem puis acheté en 1966 par les Franciscains.

Le Trésor des Frères

Au cours des siècles, près de 3 000 objets liturgiques furent offerts aux Franciscains, gardiens des Lieux saints depuis 1342. Une partie de leur collection, bientôt exposée dans le Terra Sancta Museum, remonte aux croisades.

PHOTOS : © ALFONSO BUSSOLIN, MCTS, JÉRUSALEM. BAS DROITE : © MARIE-ARMELLE BEAULIEU/MCTS, JÉRUSALEM.

Citadelle de la Foi

Par Emmanuel Pénicaut

Les dimensions et l'état de conservation du Crac des Chevaliers, construit par les frères de l'Hôpital en Syrie, en font un témoin exceptionnel des croisades. La Cité de l'architecture et du patrimoine lui consacre une exposition cet automne.

Forteresse invincible Surplombant la plaine de Homs, dans l'ouest de la Syrie, le Crac des Chevaliers, symbole du passé croisé au cœur du Proche-Orient, dresse depuis huit siècles la masse imposante de son architecture occidentale.

© DEAGOSTINI/LEEMAGE

Juché sur une colline haute de 700 m qui domine la plaine de Homs, le Crac des Chevaliers impose depuis huit siècles sa masse formidable à tous ceux qui le contemplent. Ce chef-d'œuvre d'architecture occidentale implanté au cœur de l'Orient, symbole d'un passé croisé aujourd'hui méprisé autant qu'incompris, pourrait avoir fait l'objet d'une *damnatio memoriae* définitive. Sur sa carapace de pierre, les siècles et les régimes qui se succèdent se font pourtant modestes. Les guerres mêmes ne paraissent que l'effleurer : les bombardements subis à l'été 2013, lorsqu'une brigade islamiste s'en est emparée, puis en mars 2014, lors de sa reprise par les forces du régime, ont crevé des voûtes et provoqué quelques effondrements : mais, sous les auspices de l'Unesco, la Direction générale des Antiquités et des Musées de Syrie a aussitôt pris les mesures nécessaires pour circonscrire les dégâts et entamer les premières restaurations.

En attendant des jours meilleurs, celui qui veut aujourd'hui monter au Crac doit d'abord franchir un barrage militaire de l'armée régulière syrienne, puis serpenter près de 2 km parmi les ruines du village qui entoure le château et qui, lui, n'a pas été épargné par les tirs : façades délabrées et murs noircis rythment la route, dans le silence impressionnant d'une ville désertée. Au sommet de la colline, une surprise de taille attend le visiteur : surplombant le drapeau syrien, le drapeau russe flotte au vent… Et trois sentinelles de type eurasiatique, l'œil morne, gardent l'entrée. Les Russes au Crac ! L'historien se rappelle le tour de force du comte Orlov, qui, en 1770, au beau milieu de la guerre russo-turque, avait contourné l'Europe avec sa flotte et pris pendant quelques mois ses quartiers à Beyrouth et sur la côte syrienne… Les temps ont certes changé, mais l'histoire se répète parfois, et le Proche-Orient n'a sans doute pas fini de voir le grand voisin russe défendre ses intérêts méridionaux ! Pour tout dire, face à la masse imposante du Crac, ce drapeau slave semble presque dérisoire : à peine le seuil franchi, c'est une tout autre impression qui vous saisit. Les traces des combats – vieilles de quatre ans déjà ! – sont masquées par les herbes folles ; le silence règne, et le Crac s'offre, immobile et toujours majestueux, à la visite. Ses voûtes immenses, l'appareillage impeccable de ses glacis, la sobre austérité de sa chapelle romane… L'ombre des Hospitaliers est toujours présente ; décidément, le Crac traverse les siècles.

Clé de la Terre chrétienne

Au commencement de l'histoire du Crac se trouve un site formidable : une colline de la Syrie occidentale entre deux massifs montagneux, qui surplombe et garde l'une des routes transversales reliant la plaine de l'Oronte à la mer. Lorsque les croisés pénétrèrent en Terre sainte, en 1098, ils n'y trouvèrent qu'un château modeste, tenu par une garnison kurde, sous l'autorité de l'émir de Homs. La place, dénommée *« Hisn al-Akrad »,* « le château des Kurdes » – que l'oreille mal habituée des croisés transforma rapidement en *« Cratum »,* « le Crac » –, fut prise, puis

© ARTHUS-BERTRAND YANN/HEMIS.FR. © JON ARNOLD IMAGES/HEMIS.FR.

GLACIS DE PIERRE Ci-dessus : le portique gothique du Crac des Chevaliers. Page de gauche : le Crac vu du ciel. Au milieu du XII^e siècle, Raymond II de Tripoli décide de confier le Crac des Chevaliers aux Hospitaliers de Saint-Jean de Jérusalem qui, après le tremblement de terre de 1170, vont construire et aménager, durant près d'un siècle, l'édifice que l'on connaît aujourd'hui. Long de 300 m et large de 150 m, il pouvait accueillir jusqu'à deux mille hommes avec leurs chevaux.

reprise ; elle entra bientôt dans le territoire du comté de Tripoli, organisé à partir de 1102 par Raymond de Saint-Gilles, comte de Toulouse. Mais la défense des Etats latins n'est pas une mince affaire et, quarante ans plus tard, en 1142, Raymond II de Tripoli jugea plus prudent de donner le Crac aux Hospitaliers de Saint-Jean de Jérusalem : sous l'autorité de leur grand maître Raymond du Puy (v. 1080-v. 1159), ceux-ci s'étaient transformés, d'une simple communauté charitable, en un ordre religieux et militaire riche et organisé, que sa puissance rendait désormais incontournable.

Ce sont les Hospitaliers qui ont fait le Crac que nous connaissons : après un violent tremblement de terre en 1170, le grand maître choisit de reconstruire entièrement la forteresse, et, pendant près d'un siècle, les travaux d'aménagement et d'agrandissement se succèdent. Autour de l'enceinte intérieure et de sa chapelle, une seconde enceinte vient se greffer dans le courant du XIII^e siècle, tandis que la première est enserrée dans un formidable glacis de pierre et que la cour s'orne d'une galerie à arcades, du plus pur style gothique d'Ile-de-France, qui sert de porche à la « grande salle », équivalent d'une salle du chapitre monastique. Tous ces espaces s'offrent encore aujourd'hui à la curiosité du visiteur, qui ressent aisément, dans le mélange des fonctions religieuses et militaires, la double vocation des Hospitaliers.

Bientôt surnommé « clé de la Terre chrétienne », le Crac, long de 300 m, large de 150 m en son milieu et pouvant abriter jusqu'à deux mille hommes avec leurs chevaux, remplit son rôle et tient en échec les forces musulmanes, qui hésitent à l'attaquer. Mais cette gloire n'a qu'un temps : en 1271, le sultan mamelouk Baybars assiège le Crac et, par la force et la ruse, contraint les Hospitaliers à la reddition. Vingt ans plus tard, la chute de Saint-Jean-d'Acre sonne le glas de l'épopée des croisades.

Conscient de la valeur militaire du Crac, Baybars s'empresse de renforcer ses défenses. Des inscriptions élogieuses gravées dans la pierre, au-dessus de la porte d'entrée et dans l'une des tours, rappellent encore les travaux menés sous son autorité et celle de ses successeurs : ajout de tours à l'enceinte extérieure, modification de l'entrée principale, percement de poternes, sans oublier les aménagements intérieurs – transformation de la chapelle en mosquée, aujourd'hui désaffectée mais qui garde son *minbar,* construction d'un hammam, dont les vestiges subsistent. Mais la frontière s'est alors déplacée : après la fin de la menace mongole, le Crac perd son rôle militaire et sombre dans une sorte de somnolence ; il doit cependant à sa gloire

© JOHN D. WHITING/LIBRARY OF CONGRESS. © GÉRARD BLOT/RMN-GP. © MANUEL COHEN/AURIMAGES.

GRAND MAÎTRE Ci-dessus : *Raymond du Puy,* par Alexandre Laemlein, 1842 (Versailles, musée du Château). Il est le deuxième grand maître des Hospitaliers, qu'il transforma en ordre religieux militaire riche, organisé et puissant. En haut : le Crac des Chevaliers en août 1936, par John D. Whiting (Washington, Library of Congress). Page de droite : le portique du XIIIe siècle.

passée de rester durant l'époque moderne un chef-lieu administratif, siège d'une garnison ottomane d'importance médiocre, mais qui assure son entretien.

C'est à partir du XIXe siècle que le Crac connaît une renaissance : les uns après les autres, les voyageurs occidentaux s'aventurent en Syrie, dans le cadre d'expéditions dont les récits, pittoresques à souhait, font les délices des gazettes. On redécouvre alors ce « château normand transplanté en Syrie », dont les dimensions et l'état de conservation fascinent. En 1859, l'archéologue français Emmanuel Guillaume Rey, dit le baron Rey, et le photographe Louis De Clercq s'arrêtent au Crac. Rey en tire la première analyse et les premiers plans, qu'il publie à son retour à Paris, et De Clercq, un magnifique album de photographies, publié à compte d'auteur : vingt-deux images, copiées à profusion, qui révèlent le Crac à l'Occident et contribuent puissamment à faire de lui, dans l'imaginaire des Européens, le modèle des châteaux croisés, sinon du château fort médiéval. Dès 1861, la première édition du *Guide Joanne* pour l'Orient recommande la visite du Crac.

Les travaux de Rey sont progressivement complétés par d'autres ; mais, au début du XXe siècle, le Crac attend encore son spécialiste. L'Empire ottoman, qui vit ses dernières années, ne s'y intéresse guère, et le château lui-même s'abîme : la garnison qui l'occupait s'est retirée à la fin du XIXe siècle, et les villageois qui cohabitaient avec elle en ont profité pour élever de façon

anarchique des habitations à l'intérieur de l'enceinte, prenant les pierres là où elles se trouvaient. L'une après l'autre, les tours et les murailles sont découronnées, tandis que le fumier des troupeaux emplit les salles souterraines et fragilise les maçonneries. La Première Guerre mondiale rebat les cartes : l'Empire ottoman disparaît et, en vertu des accords Sykes-Picot de 1916, la France et la Grande-Bretagne se partagent ses dépouilles. L'influence française sur le Liban et la Syrie est sanctionnée par le fameux « mandat » confié par la Société des Nations pour accompagner ces territoires vers l'indépendance. Pour qui s'intéresse à l'histoire, la guerre actuelle nous rappelle que cette période mandataire ne manqua ni d'hésitations ni d'ambiguïtés, et que la France ne fut pas toujours cohérente dans la conduite de sa politique syrienne. Mais l'un des fruits incontestables du mandat est la création en 1919, à l'initiative du général Gouraud, d'un Service des Antiquités, qui ouvre la voie à une connaissance méthodique et organisée de l'archéologie syrienne.

La passion du Crac

En 1926, un « congrès archéologique » organisé par ce service amène deux cents érudits européens, durant plus de quinze jours, sur les sites majeurs de la Syrie, du Liban et de la Palestine. Parmi les congressistes se trouve Paul Deschamps (1888-1974), chartiste féru d'architecture médiévale, dans le sillage de son maître Camille Enlart. Le 11 avril, il découvre avec émerveillement le Crac des Chevaliers. La passion du Crac le saisit et ne le quittera plus, à tel point que, quinze ans plus tard, il fera graver la silhouette du château sur son épée d'académicien ! De retour en Syrie dès l'année suivante, il amène avec lui un architecte, François Anus, et un officier de l'armée du Levant, Frédéric Lamblin. Durant quatre mois (décembre 1927-mars 1928), les trois hommes, bravant les intempéries, l'incompréhension des populations et l'inertie des autorités, lèvent les plans du Crac, en explorent chaque recoin et parviennent à lancer le chantier du déblaiement : pour évacuer des milliers de tonnes de fumier, on installe à l'intérieur de l'enceinte une voie de chemin de fer ! Les ouvriers civils ne suffisant pas à la tâche, l'armée du Levant met à disposition une cinquantaine d'hommes tirés des bataillons de supplétifs. Mais à l'exaltation des premiers moments succède bientôt le doute : ni le gouvernement de Lattaquié, ni le haut-commissariat ne souhaitent prendre la responsabilité d'exproprier les résidents du château, et Paul Deschamps pressent que, sans cette mesure radicale, le Crac retombera rapidement dans son état d'abandon. Il se lance alors dans une double campagne, d'une part pour faire connaître le monument en France et d'autre part pour le faire acquérir, en pleine propriété, par le gouvernement de la République française.

Pour atteindre son premier objectif, l'exposition coloniale internationale de 1931 est une caisse de résonance toute trouvée, même s'il faut d'abord apaiser les susceptibilités : la Syrie

et le Liban n'acceptent d'y figurer qu'à condition que leur pavillon soit situé à l'écart des pavillons coloniaux français, afin d'éviter toute confusion entre le statut de pays mandataire et celui de colonie ou de protectorat. Dans le bâtiment d'accueil de la Porte Dorée, Deschamps expose une maquette monumentale du Crac à l'échelle 1/100e et présente la forteresse comme la première marque, au XIIe siècle, d'expansion coloniale de la France. Dans le pavillon de la Syrie et du Liban, une salle est dédiée à l'époque des croisades et montre deux maquettes du château de Saône (Sahyoun) tout proche, accompagnées d'un discours sur les fruits de cette époque bénie ! Au terme de l'exposition, Deschamps fait rapatrier les maquettes au Trocadéro, où il peut installer en 1937, dans le musée des Monuments français entièrement rénové, une « salle des croisades ».

Exposer une maquette du Crac est une chose… Faire acheter le château par la France en est une autre ! Deschamps s'y emploie avec constance et méthode, pendant près de trois ans. Il faut d'abord convaincre l'administration des Beaux-Arts, puis le ministère des Affaires étrangères et enfin celui des Finances… Après un premier échec en juillet 1932, Deschamps repart à la charge, mobilisant ses relations au Sénat, à l'Assemblée, à l'Institut. L'argument invoqué est naturellement celui de la sauvegarde d'un Crac qui menace ruine, mais, sans surprise, il se colore d'une rhétorique expressive : *« cette construction magnifique dont la valeur d'histoire, de prestige et de propagande peut être immense »* ; *« cet héritage historique »* ; *« un monument essentiellement français [dont] la plupart [des] gouverneurs portaient des noms français »* ; *« l'un des plus beaux témoins de l'épopée des croisades, en même temps que la première manifestation de l'activité colonisatrice de la France »*… L'arrêté du ministère de l'Education nationale du 19 avril 1933, décidant enfin la mise à disposition de la somme nécessaire, n'est pas non plus dénué de poésie, en rappelant *« l'intérêt capital qu'offre pour le prestige de la France à l'étranger l'entrée dans le patrimoine national de cette forteresse qui est le témoin le plus majestueux de l'art français en Orient »*.

C'est ainsi que l'acquisition du Crac est signée, le 16 novembre 1933. Plutôt que d'un achat simple, on convient d'une double donation : la France verse 1 million de francs au gouvernement de Lattaquié, à charge pour celui-ci de faire évacuer le Crac et d'indemniser ses habitants ; le versement de cette somme est subordonné à la donation du monument. Paul Deschamps peut avec raison chanter victoire : sa ténacité est récompensée. Il est cependant trop fin connaisseur de l'administration pour ignorer que le seul fait de changer de drapeau ne suffira pas à sauver le Crac, et les années suivantes justifient ces craintes. Dès la fin de l'année 1933, les Beaux-Arts mettent en cause les devis de travaux et rechignent à verser l'argent, *« alors qu'ils en [sont] réduits à utiliser la tôle ondulée pour la toiture des cathédrales »*. Une longue année se perd en tractations, et les travaux ne commencent qu'en 1935 : une centaine d'ouvriers s'activent alors sous la conduite de l'architecte Pierre Coupel, démolissent les maisons indigènes, achèvent le déblaiement, renforcent les maçonneries éboulées. Quelques belles découvertes archéologiques – dont les fresques d'une chapelle baptismale à proximité du château – récompensent leurs efforts. Le chantier prend fin en 1936. Deschamps est parvenu à ses fins, mais

© ORONOZ/DOLFY. © CITÉ DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE, 2018 ; GRAPHISME : NOÉMIE BARRAL.

LE CRAC, UN RÊVE DE PIERRE À PARIS

Rendu inaccessible par sept ans de guerre, bombardé à plusieurs reprises, le Crac trouve un nouveau souffle dans la splendide exposition que lui consacre la Cité de l'architecture et du patrimoine en partenariat avec l'Œuvre d'Orient. Son histoire séculaire s'y déroule à travers un choix de magnifiques aquarelles, photographies, gravures, maquettes et archives, qui font revivre ses vieilles pierres au cœur de Paris.

« Le Crac des Chevaliers. Chroniques d'un rêve de pierre », jusqu'au 14 janvier 2019.
Cité de l'architecture et du patrimoine, 75116 Paris. De 11 h à 19 h, sauf le mardi. Nocturne le jeudi, jusqu'à 21 h. Tarifs : 8 €/6 €. Rens. : www.citedelarchitecture.fr Catalogue de l'exposition, par Emmanuel Pénicaut et Jean-Marc Hofman, Editions Hermann, 120 pages, 19 €.

MISSION DE SAUVEGARDE Ci-dessus : le Crac des Chevaliers en août 1936, par John D. Whiting (Washington, Library of Congress). Racheté par la France en 1933, à l'initiative de Paul Deschamps, le Crac a été partiellement restauré avant d'être cédé à la Syrie en 1948. Page de gauche : *Baybars et l'un de ses espions,* extrait des *Cantigas de Santa Maria,* XIIIe siècle (Madrid, bibliothèque de l'Escurial).

© JOHN D. WHITING/LIBRARY OF CONGRESS.

le corollaire de son action – le développement touristique du site – laisse à désirer : à l'écart des routes majeures, le Crac souffre de la concurrence de Baalbek et de Palmyre, et du manque de persévérance des services français. En 1937, un article de *L'Orient-Dimanche* déplore pêle-mêle l'état déplorable de la piste d'accès, le manque de signalisation, la piètre qualité de l'accueil – *« un Bédouin aux vêtements douteux, ce qui est assez piquant sur le seuil d'une propriété française »* –, l'absence de guide et la fermeture de la chapelle, utilisée comme dépôt… Le Crac est sauvé, certes, mais sa mise en valeur est à peine ébauchée, et la Seconde Guerre mondiale réduit à rien les efforts déjà mesurés de la France.

Emblême national

Après les soubresauts du conflit et l'indépendance enfin acquise de la Syrie, le Crac devient, comme les autres biens et avoirs français, un enjeu de négociation entre deux pays qui n'entendent pas se faire de cadeaux. Au milieu des casernes, des terrains militaires et des emprises diplomatiques, il détonne cependant et focalise un temps les discussions. A l'automne 1947, les Syriens font de sa récupération un préalable à tout accord général avec la France et n'ont pas de peine à mettre en doute la valeur juridique de la cession de 1933. La France envisage alors une solution médiane, consistant à confier la « protection » du château à un organisme français. Mais la Syrie insiste et, à la question *« Accepteriez-vous que le Mont-Saint-Michel appartînt à une puissance étrangère ? »* les diplomates français peinent à répondre. Les nécessités politiques et économiques l'emportent bien vite sur les états d'âme des fonctionnaires des Beaux-Arts, sans doute plus intéressés, par ailleurs, par la poursuite des *« grandes fouilles françaises à Ras Shamra et à Mari »* que par la conservation d'un château dont ils n'ont, reconnaissons-le, guère fait leur priorité. Pressés par les Affaires étrangères, les Beaux-Arts donnent leur accord à la cession en novembre 1948. Celle-ci est entérinée, par défaut, dans l'accord général franco-syrien du 7 février 1949.

La charge symbolique du château est si forte que les Syriens se l'approprient aussitôt et entament dès 1950 une nouvelle campagne de restauration ; le château devient peu à peu un emblème du pays, est reproduit dans les années 1970 sur un billet de banque et obtient en 2006 d'être inscrit avec celui de Saône sur la liste du patrimoine mondial de l'humanité. Des campagnes d'étude se succèdent ; la dernière en date, sous la conduite de l'historien français Jean Mesqui, aboutira prochainement à une publication qui marquera dignement l'histoire franco-syrienne et multiséculaire de cette forteresse exceptionnelle.

Emmanuel Pénicaut est conservateur en chef du patrimoine au ministère de la Culture et l'un des commissaires de l'exposition consacrée au Crac des Chevaliers, à la Cité de l'architecture et du patrimoine.

Par Xavier Hélary

Rendez-vous en Terre sainte

Sous le signe de la Croix ou du Croissant, ils ont été, entre 1095 et 1291, les acteurs majeurs de la grande épopée des croisades.

URBAIN II (CHÂTILLON-SUR-MARNE, 1042-ROME, 1099)
Fils d'un chevalier champenois, Eudes commence une carrière dans le clergé séculier au sein du puissant chapitre cathédral de Reims, avant de se faire moine à l'abbaye de Cluny en 1067. Au bout de quelques années, il en devient l'un des principaux dignitaires, le second après l'abbé avec le titre de « grand prieur ». En 1080, Grégoire VII le fait venir à Rome et le nomme cardinal. Son rôle dans la réforme grégorienne est central, notamment quand il agit comme légat dans le royaume de France et dans l'Empire. En 1088, il est élu pape et prend le nom d'Urbain II. Son pontificat est marqué par la poursuite de l'effort de rénovation de l'Eglise. En 1095, le pape accomplit une tournée dans le royaume de France. En novembre, il est à Clermont, en Auvergne, pour y présider un concile rappelant les principes de la réforme. Devant la foule assemblée, il appelle également à porter secours à l'Empire byzantin, menacé par la puissance des Turcs, et à délivrer Jérusalem. Renouvelé à plusieurs reprises et relayé par d'autres prédicateurs, son appel rencontre un succès étonnant, qui dépasse même sans doute les attentes du pape. Il est très probable en effet qu'Urbain II ait surtout visé les chevaliers ; or, dans les campagnes comme dans les villes, nombreux sont les laïcs et les clercs qui prennent la croix. Plus ou moins conduite par Pierre l'Ermite, la « croisade populaire » est écrasée par les Turcs. Partie en 1096, la « croisade des barons » aboutit à la prise de Jérusalem, le 15 juillet 1099. Urbain II n'en a pas eu connaissance. Il est mort, en effet, le 29 juillet, sans que la nouvelle ait pu lui parvenir.

ILLUSTRATIONS : © PATRICK DALLANEGRA/FIGARO HISTOIRE

ADHÉMAR DE MONTEIL (V. 1050–ANTIOCHE, 1er AOÛT 1098)

Né vers 1050 dans une puissante famille du Dauphiné, Adhémar de Monteil devient évêque du Puy en 1077. Partisan de la réforme grégorienne, ce grand mouvement lancé par le pape Grégoire VII (1073-1085), Adhémar est l'un des hommes de confiance d'Urbain II qui, dans les semaines qui suivent le concile de Clermont, fait de lui son légat, c'est-à-dire son représentant officiel, et le chef, au moins en théorie, de l'expédition. Dans les faits, Adhémar de Monteil doit composer avec les chefs des différentes armées croisées, le comte de Toulouse Raymond de Saint-Gilles, le duc de Normandie ou encore Godefroy de Bouillon. Après avoir fait leur jonction à Constantinople, les croisés pénètrent en Anatolie, prennent Nicée et mettent le siège devant Antioche (octobre 1097). En juin 1098, les croisés entrent dans la ville, mais s'y trouvent assiégés à leur tour par les musulmans. Un coup de théâtre vient rétablir une situation en apparence très compromise. Le 10 juin, en effet, un prêtre nommé Pierre Barthélemy déclare avoir eu une vision. Saint André lui aurait révélé la localisation de la sainte lance, par laquelle un des soldats romains aurait percé le flanc du Christ en croix. Et une lance est miraculeusement retrouvée à l'endroit indiqué ! D'abord réservé sur l'authenticité de la relique (il y avait déjà plusieurs exemplaires de la sainte lance en circulation), Adhémar choisit de ne pas décourager l'enthousiasme qui saisit les croisés. Ceux-ci repoussent victorieusement les musulmans et marchent ensuite sur Jérusalem, qu'ils prennent le 15 juillet 1099. Adhémar ne voit pas l'aboutissement de la croisade, car il meurt, à Antioche, dès le 1er août 1098. Bien qu'il n'ait jamais été le chef incontesté de l'armée croisée, les pouvoirs que lui a confiés le pape et son charisme propre lui donnent une forme d'autorité sur les grands barons. Les rivalités entre eux se font plus âpres après sa mort.

PIERRE L'ERMITE (V. 1050 ?-1115 ?)

On ne sait rien de sûr à propos de Pierre l'Ermite avant la croisade, sinon qu'il est probablement originaire d'Amiens. Après le concile de Clermont (1095), Pierre est l'un des prédicateurs qui relaient l'appel lancé par le pape Urbain II. Son succès est tel qu'il prend la tête de plusieurs milliers de fidèles qui, malgré leur manque de moyens, décident de partir à sa suite pour la Terre sainte. Sur son chemin, la « croisade populaire » se signale par les massacres commis contre les juifs, perçus comme les persécuteurs du Christ. Cette masse hétéroclite plus ou moins bien contrôlée par Pierre l'Ermite et un chevalier nommé Gautier sans Avoir traverse toute l'Europe jusqu'à Constantinople, semant la désolation sur son passage. Soucieux de s'en débarrasser au plus vite, l'empereur Alexis Comnène lui fait passer le Bosphore. De plus en plus contesté, et dans un climat d'exaltation religieuse extrême, Pierre l'Ermite préfère retourner à Constantinople, avant que ses anciens compagnons ne soient massacrés par les Turcs. Les survivants, dont Pierre l'Ermite, rejoignent ensuite la croisade des barons, formée par les différentes armées de chevaliers venues du royaume de France et d'Italie. Arrêtés devant Antioche à partir de la fin de l'année 1097, les croisés sont mis en grande difficulté. Plusieurs personnages importants préfèrent même abandonner le siège et retourner en Occident. Pierre l'Ermite est un de ceux-là, mais il est rattrapé et ramené de force dans l'armée, preuve que sa désertion aurait contribué à affaiblir le moral des croisés. De fait, Pierre l'Ermite continue par la suite de jouer un rôle dont les contours sont difficiles à cerner exactement. En tout cas, il est autorisé à prêcher, car on le voit encourager les croisés, sur le mont des Oliviers, quelques jours avant la prise de Jérusalem (15 juillet 1099). On perd ensuite sa trace. Le personnage demeure au total assez insaisissable.

BOHÉMOND DE TARENTE (V. 1055-CANOSA, APULIE, 1111)

Fils aîné de Robert Guiscard, petit chevalier normand parti à l'aventure et devenu duc d'Apulie, Bohémond est écarté de la succession paternelle au profit de son frère cadet. En 1096, maître de la seule ville de Tarente et sans grandes perspectives en Italie du Sud, il se joint à la croisade prêchée par Urbain II. Il s'impose rapidement comme l'un des principaux chefs de l'expédition. En juin 1098, il s'empare de la grande ville d'Antioche et refuse de la céder au comte de Toulouse, Raymond de Saint-Gilles. Tout au contraire, après la prise de Jérusalem en juillet 1099, il fonde la principauté d'Antioche, un des quatre Etats croisés avec le royaume de Jérusalem, le comté de Tripoli et le comté d'Edesse. Fait prisonnier, dès l'été 1100, par un émir voisin, il n'est libéré qu'au bout de trois ans ; dès 1104, il part pour la France, en quête de secours pour la Terre sainte. C'est sans doute pour mobiliser la cour capétienne qu'il épouse Constance, une des filles du roi de France Philippe Ier. Homme de grands projets et de grandes ambitions, Bohémond réunit une armée pour attaquer les possessions byzantines dans les Balkans, mais son échec le conduit à reconnaître la suzeraineté de l'empereur byzantin sur sa principauté. Il ne semble pas d'ailleurs qu'il ait regagné Antioche ; à sa mort en 1111, en Italie du Sud, son fils Bohémond II lui succède. Leurs descendants tiendront la principauté jusqu'à la chute de la ville en 1268.

GODEFROY DE BOUILLON (BOULOGNE-SUR-MER OU BAYSY-THY, BELGIQUE, V. 1060-JÉRUSALEM, 1100)

Fils d'Eustache II, comte de Boulogne, et d'Ide de Lorraine, de la puissante famille d'Ardenne, Godefroy de Bouillon est lié à la fois au royaume de France et au Saint Empire. C'est en 1076, quand il reçoit de son oncle le comté de Verdun, qu'il bascule du côté de l'empire. En 1087, le roi de Germanie lui concède le titre de duc de Basse-Lorraine. Avec ses deux frères, son aîné, Eustache III, comte de Boulogne, et Baudouin, son cadet, Godefroy répond à l'appel lancé par le pape Urbain II, en novembre 1095, lors du concile de Clermont. Pour financer son départ, Godefroy vend son comté de Verdun à l'évêque de la ville, et le château de Bouillon, berceau de la famille de sa mère, à l'évêque de Liège. Jalonnée d'embûches, la route mène les croisés à Constantinople, où l'empereur Alexis Comnène exige d'eux un serment de fidélité ; Godefroy fait partie de ceux qui acceptent, alors que d'autres refusent. Le 15 juillet 1099, les croisés prennent d'assaut Jérusalem. Que faire maintenant que le but est atteint ? Faut-il restituer la ville aux Byzantins, la confier à l'Eglise ou la remettre à un prince laïc ? C'est finalement la dernière solution qui est choisie. Godefroy est élu contre Raymond de Saint-Gilles, comte de Toulouse. Les raisons de ce choix ne sont pas évidentes, car Raymond s'est beaucoup illustré au cours de l'expédition. Godefroy se contente du titre d'« avoué du Saint-Sépulcre », l'« avoué » étant alors le laïc chargé de protéger un établissement ecclésiastique. Godefroy meurt dès l'année suivante, sans héritier – il semble même qu'il ne se soit pas marié, une curiosité pour un prince à cette époque. C'est son frère Baudouin, comte d'Edesse, qui lui succède, en prenant immédiatement le titre de roi de Jérusalem. Sa promotion tardive vaut à Godefroy de Bouillon une grande renommée posthume, qui le place même, avec Arthur et Charlemagne, au rang des Neuf Preux. Il apparaît toutefois, de son vivant, comme une figure plutôt effacée.

SAINT BERNARD (FONTAINE-LÈS-DIJON, 1090-CLAIRVAUX, 1153)

Né dans une famille de la chevalerie bourguignonne, Bernard de Fontaines, d'abord destiné à la vie laïque, choisit, à l'âge de 20 ans, d'entrer au monastère. En 1112, il porte son dévolu sur une fondation alors toute récente, Cîteaux, dont l'objectif est le retour à une interprétation stricte de la règle bénédictine, notamment par rapport aux aménagements pratiqués dans le puissant monastère de Cluny. L'entrée de Bernard à Cîteaux manifeste d'emblée son charisme, puisque plusieurs dizaines de ses parents et de ses amis le suivent dans son choix. Les recrues sont si nombreuses qu'elles sont envoyées fonder un nouveau monastère, celui de Clairvaux, dont Bernard devient l'abbé. Contrairement à ce que voudrait l'esprit cistercien, Bernard ne se cantonne pas au travail manuel ou à la direction de ses moines. Au contraire, il se mêle volontiers aux affaires du monde, en prenant parti dans le schisme entre deux papes en 1130, ou en faisant condamner Abélard, l'intellectuel parisien, pour ses enseignements, qu'il juge trop audacieux. Bernard prend aussi sous sa protection les premiers Templiers, en jouant un rôle décisif dans la définition de la règle du nouvel ordre lors du concile de Troyes (janvier 1129). Il faut noter toutefois que, pour Bernard, rien ne vaut le combat que mènent les moines dans le cloître, par la prière. Une des activités dans lesquelles excelle Bernard est la prédication. Il prêche notamment dans le Midi contre ces hérétiques supposés, connus aujourd'hui sous le nom de « cathares ». En 1145, il se rallie au projet de Louis VII et prêche inlassablement la croisade dans le royaume de France et dans la vallée du Rhin. Mortifié par l'échec de la croisade, qu'il ressent comme une blessure personnelle, Bernard reçoit en 1150 la responsabilité de la préparation d'une nouvelle expédition, qui ne sera pas mise en place avant sa mort en 1153.

ILLUSTRATIONS : © PATRICK DALLANEGRA/FIGARO HISTOIRE

LOUIS VII (PARIS, 1120-1180)

Devenu roi à la mort de son père, Louis VI le Gros, en 1137, Louis VII est le premier roi de la dynastie capétienne à prendre part à une croisade. En 1144, la chute d'Edesse provoque un choc en Occident. Avec la bénédiction du pape et l'appui de saint Bernard, Louis VII décide de prendre la croix et convainc le roi de Germanie Conrad III de le suivre. Comme les chefs de la première croisade, ils choisissent de cheminer à travers l'Europe plutôt que de traverser la Méditerranée. Partie la première, l'armée de Conrad est presque anéantie par les Turcs en Anatolie. Malgré de lourdes pertes, celle de Louis VII arrive en Terre sainte en meilleure condition (mars 1148). Le bilan de la deuxième croisade est pourtant en demi-teinte. Le roi de France se comporte en pèlerin plus qu'en croisé et se consacre davantage à la visite des Lieux saints qu'à la guerre contre les musulmans. La seule offensive d'importance est lancée contre Damas à l'été 1148. Toutefois, en raison de la mésentente entre les chevaliers venus d'Europe et les « poulains », les descendants des premiers croisés, l'attaque est un échec. Sur le plan personnel, le séjour en Terre sainte voit l'approfondissement des difficultés entre Louis et son épouse, Aliénor d'Aquitaine. Sur le chemin du retour, le couple passe par Rome. Le pape se révèle un piètre conseiller conjugal et Louis VII obtient l'annulation du mariage en 1152. En dépit du manque de résultats concrets, la deuxième croisade marque un tournant. Le Capétien tire un grand prestige de sa participation à l'expédition, au cours de laquelle il a pris la tête de chevaliers venus de toutes les régions de son royaume.

FRÉDÉRIC Ier BARBEROUSSE

(ALLEMAGNE, 1122-TURQUIE, 1190)

Né dans la puissante famille des Hohenstaufen, Frédéric est désigné par son oncle Conrad III, roi de Germanie de 1138 à 1152, pour lui succéder, un choix ratifié par les princes électeurs et validé par le pape, qui couronne Frédéric comme empereur en 1155. Comme plus tard son petit-fils Frédéric II, Barberousse place très haut la dignité impériale, d'autant plus que son séjour en Italie le met au contact des juristes italiens, qui redécouvrent alors le droit romain. Frédéric n'en oublie pas pour autant le souvenir de ses prédécesseurs, dont Charlemagne, qu'il fait canoniser par un antipape à sa dévotion (1165). L'empereur entretient en effet des rapports compliqués avec le Saint-Siège, au point de susciter un long schisme contre le pape légitime, Alexandre III (1159-1181). Soucieux de restaurer son autorité dans les trois royaumes qui composent l'empire (Germanie, Bourgogne, Italie), Frédéric s'épuise dans de longues luttes contre les puissantes communes italiennes, particulièrement Milan et la « ligue lombarde ». Vaincu à Legnano (1176), Frédéric doit s'incliner. La prise de Jérusalem par Saladin en 1187 le pousse à prendre l'engagement de partir pour la Terre sainte. Contrairement aux deux autres principaux souverains d'Europe occidentale, le roi de France Philippe Auguste et le roi d'Angleterre Richard Cœur de Lion, qui ont également pris la croix et optent pour la traversée de la Méditerranée, Barberousse choisit la voie de terre. Partie de Ratisbonne en mai 1189, l'armée qu'il a réunie traverse l'Europe orientale et pénètre dans l'Empire byzantin, malgré l'hostilité à peine voilée de l'empereur Isaac Ange. Vainqueur des Turcs à Iconium (mai 1190), Barberousse est en Cilicie quand il se noie accidentellement au passage d'un fleuve (10 juin 1190). Jusqu'ici victorieuse, son armée se disperse immédiatement.

SALADIN

(TIKRIT, IRAK, 1138-DAMAS, SYRIE, 1193)
Dans la lignée de son père, un officier d'origine kurde, Saladin (Salah al-Din) entre au service de l'influent émir de Mossoul. En 1163, il suit son père en Egypte, alors gouvernée par les califes fatimides, d'obédience chiite. En 1169, bien que sunnite, Saladin est nommé vizir du calife, ce qui lui permet d'exercer la réalité du pouvoir. Dès 1171, il dépose le calife fatimide et replace l'Egypte sous l'autorité du calife abbasside de Bagdad. Entre 1174 et 1183, devenu très puissant, il évince l'émir de Mossoul, occupe Damas et unifie sous son nom tout le Proche-Orient musulman. Tenu en échec par Baudouin IV, le roi lépreux de Jérusalem, qui le bat sévèrement à Montgisard (1177), Saladin est plus heureux par la suite. En juillet 1187, il remporte sur Guy de Lusignan, le nouveau roi de Jérusalem, la bataille de Hattin, au cours de laquelle la plus grande partie des forces chrétiennes est anéantie, notamment les contingents des ordres militaires, Templiers et Hospitaliers. En octobre, après s'être emparé des principaux ports de Terre sainte, il occupe Jérusalem. La troisième croisade reprend Acre mais échoue devant la Ville sainte. Plusieurs fois mis en difficulté par Richard Cœur de Lion, Saladin gagne dans ces durs affrontements une très grande réputation auprès des chrétiens. Au XIII[e] siècle, en Europe occidentale, il devient même un personnage de la littérature chevaleresque, appelé, avant de mourir, à embrasser la religion chrétienne.

RICHARD CŒUR DE LION (OXFORD, 1157-CHÂTEAU DE CHÂLUS-CHABROL, HAUTE-VIENNE, 1199)

Fils d'Henri II Plantagenêt et d'Aliénor d'Aquitaine, Richard connaît une jeunesse tumultueuse. Il se révolte en effet à plusieurs reprises contre son père, avec l'appui du roi de France Philippe Auguste, intéressé à attiser les dissensions au sein de la famille Plantagenêt. A la mort de son père, Richard obtient l'intégralité de l'« empire Plantagenêt », qui va des frontières avec l'Ecosse aux Pyrénées. Même si son titre principal est celui de roi d'Angleterre, Richard est un prince français et il ne passe que six mois en Angleterre au cours de son règne (1189-1199). En 1187, à la suite de la chute de Jérusalem, les principaux souverains mettent un terme à leurs désaccords et prennent la croix. Au printemps 1190, alors que Frédéric Barberousse choisit de traverser l'Europe, Richard embarque depuis Marseille, Philippe Auguste depuis Gênes, et les deux rois se retrouvent en Sicile. Richard passe ensuite par Chypre, qu'il conquiert aux dépens des Byzantins, avant de débarquer en Terre sainte. Quand il arrive, les croisés assiègent Acre. Par son charisme et ses qualités d'homme de guerre, Richard éclipse les autres chefs de l'armée, notamment Philippe Auguste, qui repart pour la France dès la prise de la ville (juillet 1191). De son côté, Richard reste en Terre sainte jusqu'à l'automne 1192, sans parvenir toutefois à reprendre Jérusalem. Sur le chemin du retour, il est fait prisonnier par le duc d'Autriche, qu'il avait humilié lors du siège d'Acre. Livré à l'empereur Henri VI, Richard connaît une dure captivité pendant dix-huit mois, le temps que la rançon exigée pour sa libération soit versée. Une fois libéré, Richard reconquiert facilement les territoires occupés par le roi de France pendant son absence. Sa carrière de roi chevalier est brutalement interrompue par un carreau d'arbalète alors qu'il assiège un château en Limousin (avril 1199). Personnage complexe, fastueux et cruel, Richard Cœur de Lion a profondément marqué les esprits de ses contemporains.

ILLUSTRATIONS : © PATRICK DALLANEGRA/FIGARO HISTOIRE.

INNOCENT III (GAVIGNANO, 1160-PÉROUSE, 1216)

Issu d'une famille de la noblesse d'Italie centrale, Lothaire de Segni suit des études à Paris et à Bologne avant d'entrer à la Curie. Nommé cardinal par son oncle le pape Clément III en 1190, il devient lui-même pape en 1198 et consacre une grande part de son activité à la croisade. Si la troisième croisade (1189-1192) a permis la reconstitution autour d'Acre d'un nouveau « royaume de Jérusalem », la Ville sainte elle-même reste hors d'atteinte et la survie des établissements chrétiens demeure précaire. En conséquence, le pape pousse à l'organisation d'une nouvelle croisade. Les rois de France et d'Angleterre étant trop occupés à se faire la guerre, et la couronne impériale étant alors vacante, la direction de l'expédition est confiée à un groupe de barons français et italiens, notamment les comtes de Blois, de Champagne et de Flandre, et le marquis de Montferrat. Détournée à l'instigation des Vénitiens, qui assurent le transport de l'armée croisée, la quatrième croisade aboutit, à son grand dam, à la prise de Constantinople en 1204 et à l'établissement d'un « Empire latin », qui survivra jusqu'en 1261. En 1213, Innocent III lance un nouvel appel à la croisade, qu'il renouvelle lors du quatrième concile de Latran, en 1215, mais il meurt avant le départ de l'expédition, commandée par le roi de Jérusalem Jean de Brienne. Entre-temps, Innocent III a prêché la croisade contre les « cathares » dans le sud-ouest du royaume de France : pour la première fois, des hommes appelés à combattre des hérétiques bénéficient des mêmes privilèges que les croisés partis pour la Terre sainte. Confiée à Simon de Montfort, la « croisade albigeoise » est marquée par une grande cruauté. En somme, bien qu'il ait été obsédé par la croisade, Innocent III n'a connu dans ce domaine que des déconvenues.

FRÉDÉRIC II (JESI PRÈS D'ANCÔNE, 1194-CASTEL FIORENTINO, POUILLES, 1250)

Né en 1194, Frédéric est le fils de l'empereur Henri VI, de la famille des Hohenstaufen, et de Constance, fille du roi de Sicile Roger II. Orphelin très jeune, il est confié au pape Innocent III (1198-1216). A 14 ans, considéré comme majeur, il ne tarde pas à s'éloigner de son tuteur pour affirmer son indépendance. C'est toutefois avec l'appui du pape que Frédéric est élu roi de Germanie en 1211 ; en 1220, il reçoit d'Honorius III la couronne impériale et s'engage à prendre la tête d'une croisade. Veuf en 1222, Frédéric se remarie avec Isabelle de Brienne, héritière de la couronne de Jérusalem. Son manque d'entrain envers la croisade pousse le pape à l'excommunier et, bien qu'il ait finalement pris la direction de la Terre sainte, la sentence n'est pas levée. Son séjour dans le royaume de Jérusalem ne dure que de septembre 1228 au printemps 1229. Sur place, Frédéric doit affronter l'hostilité d'une grande partie des « poulains », les descendants des croisés établis sur place, et celle des ordres militaires, le Temple et l'Hôpital. Davantage porté à la diplomatie qu'à la guerre, Frédéric obtient du sultan d'Egypte la rétrocession de Jérusalem, perdue en 1187. Quelques semaines après le traité, l'empereur excommunié se couronne lui-même roi de Jérusalem dans l'église du Saint-Sépulcre – spectacle propre à frapper les esprits. De retour en Italie, Frédéric et le pape se réconcilient, mais le conflit renaît en 1239. L'empereur est alors de nouveau excommunié. Personnalité étonnante, férue de culture arabo-musulmane, Frédéric II se voit comme le successeur des empereurs romains. La modestie de ses moyens réels contraste aussi bien avec le nombre de ses titres (la couronne impériale et deux couronnes royales) qu'avec la hauteur de ses ambitions.

ILLUSTRATIONS : © PATRICK DALLANEGRA/FIGARO HISTOIRE.

SAINT LOUIS (POISSY, 1214-TUNIS, 1270)

« *Jérusalem, Jérusalem* » : tels sont les derniers mots que Saint Louis prononce avant de mourir, le 25 août 1270, dans le camp de l'armée qui l'a accompagné en Tunisie. A deux reprises, Saint Louis prend la tête d'une expédition destinée à reconquérir la Terre sainte. En 1249, il attaque l'Egypte, alors la principale puissance du monde arabo-musulman. Après son débarquement réussi à Damiette (juin), l'armée croisée se dirige vers Le Caire. Trop avancée, l'avant-garde est vaincue à Mansourah (février 1250). Le reste de l'armée est encerclé quelques semaines plus tard et doit capituler (avril). Alors que la plupart des prisonniers sont massacrés, le roi est épargné et son attitude héroïque force l'admiration de ses geôliers. Libéré contre rançon mais privé d'hommes et d'argent, Saint Louis décide de passer en Terre sainte, dans ce qui reste alors du royaume de Jérusalem. Pendant quatre ans, il conduit quelques campagnes militaires, renforce les murailles des villes, négocie la libération des captifs demeurés entre les mains des musulmans. De retour en France à la fin de l'année 1254, il impose de grandes réformes qui visent à préparer une nouvelle croisade en purifiant le royaume des péchés qui s'y commettent. En 1267, Saint Louis prend de nouveau la croix, dans le cadre de la Sainte-Chapelle, qu'il a édifiée pour y conserver la relique la plus précieuse de la chrétienté, la couronne d'épines. En juillet 1270, malgré le peu d'enthousiasme des barons, le roi embarque d'Aigues-Mortes, le port qu'il a fait construire avant son premier départ. Peut-être parce qu'il espère la conversion des Tunisiens, Saint Louis fait débarquer son armée près de Tunis. Vieillissant et affaibli, il est emporté par la maladie qui ravage le camp croisé. Il est canonisé dès 1297, pour ses vertus chrétiennes autant que pour son zèle en faveur de la croisade.

BAYBARS (CRIMÉE, 1223-DAMAS, 1277)

Originaire de Crimée, Baybars appartient à une tribu turque chassée par l'invasion mongole de la fin des années 1230. Capturé, il est vendu comme esclave et expédié en Egypte, où il entre dans le corps des Mamelouks, des esclaves-soldats qui forment l'élite de l'armée égyptienne. Il devient vite l'un des principaux chefs militaires au service du sultan et prend une part décisive à la lutte contre Saint Louis, qui a débarqué sur les côtes égyptiennes en juin 1249 et qui est fait prisonnier en avril 1250. Au printemps 1250, les Mamelouks se révoltent contre le sultan – un descendant de Saladin – et le remplacent par un des leurs. En 1260, lors de la bataille d'Aïn Djalout, Baybars remporte une victoire décisive sur les Mongols, qui viennent de détruire le califat abbasside de Bagdad. A son retour en Egypte, auréolé par sa victoire, il renverse le sultan mamelouk et prend sa place. Pour asseoir sa légitimité, Baybars rétablit le califat en promouvant un survivant de la famille abbasside. Se présentant comme le champion de l'Islam, Baybars peut alors entreprendre de chasser les chrétiens de Terre sainte. Une à une, les villes et les forteresses tenues par les Templiers et les Hospitaliers tombent entre ses mains. La prise d'Antioche, en 1268, et celle du Crac des Chevaliers, en 1271, sont ses succès les plus brillants. Sa mort, en 1277, n'accorde qu'un bref répit aux chrétiens, définitivement chassés de Terre sainte en 1291.

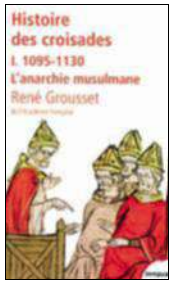
Xavier Hélary est professeur d'histoire du Moyen Age à l'université Jean-Moulin-Lyon 3.

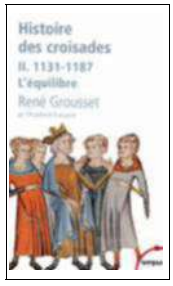
À LIRE de Xavier Hélary

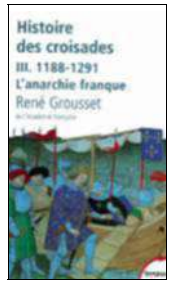
La Dernière Croisade, Perrin, 200 pages, 22 €.

Par Albane Piot, Geoffroy Caillet, François-Joseph Ambroselli, Frédéric Valloire, Marie-Amélie Brocard et Philippe Maxence

Regards croisés







Histoire des croisades (3 tomes) et L'Epopée des croisades. **René Grousset**

Publiée pour la première fois en 1926, la monumentale *Histoire des croisades* de René Grousset fut suivie, en 1936, d'une vaste synthèse, *L'Epopée des croisades.* Sans cesse rééditées depuis lors, l'une et l'autre s'imposent toujours comme des références de choix pour qui veut connaître et comprendre cette période. De la prédication d'Urbain II aux expéditions de Saint Louis, la plume alerte et colorée de René Grousset relate avec une précision historique sans faille le déroulé de chaque croisade, les gestes de Godefroy de Bouillon, de son frère l'ambitieux Baudouin, premier roi de Jérusalem, du sage Baudouin II, comme le duel de Baudouin III et de l'atabeg d'Alep, l'expédition d'Amaury Ier en Egypte, le destin tragique de Baudouin IV, le roi lépreux, ou encore le terrible affrontement de Guy de Lusignan et de Saladin. L'ensemble de son récit compose une fresque à la fois terrible et splendide. ***AP***

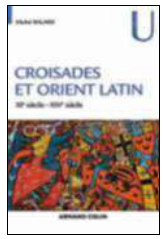
Perrin, « Tempus », 2006, 896, 1 024 et 928 pages, 12 € chaque volume.

Perrin, « Tempus », 2017, 352 pages, 9,50 €.

Histoire des croisades. **Jacques Heers**

Débarrassant les croisades de l'aura maléfique ou fantaisiste qui entoure leur seule évocation, Jacques Heers dresse ici une synthèse admirable des expéditions, d'abord conçues comme des pèlerinages, qui amenèrent pendant deux siècles en Terre sainte trois rois de France et trois empereurs germaniques parmi d'autres. En dégageant l'évolution et la diversité de leurs enjeux comme la nature de l'esprit de croisade, il souligne à point nommé l'impossibilité de parler en bloc des « croisades », une appellation générique postérieure qui a concentré à leur sujet un amas de légendes, brillamment corrigées par l'auteur dans cet ouvrage essentiel. ***GC***

Perrin, 2014, 336 pages, 22 €.



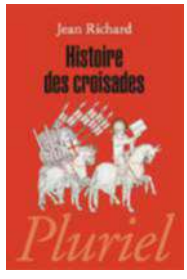
Croisades et Orient latin **Michel Balard**

« La croisade a mauvaise presse aujourd'hui. Le mot est synonyme d'intolérance, de volonté de puissance et de fanatisme. Nos contemporains imaginent volontiers les guerriers qui prenaient la route de Jérusalem (…) comme des brutes sanguinaires (…). Ils oublient leurs motivations, leurs souffrances, leurs élans mystiques. » En une phrase d'introduction, Michel Balard pose le décor de son livre : un récit parfaitement informé de l'histoire croisée et des Etats latins, où il fait la part de la vérité et de la légende, de la réalité historique et des gloses postérieures. Des biographies, cartes, documents et une abondante bibliographie viennent compléter cet excellent ouvrage, qui allie la pédagogie du manuel à la densité du livre de référence. ***GC***

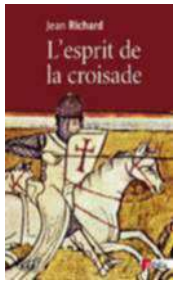
Armand Colin, 2017, 304 pages, 29 €.

Histoire des croisades. **Jean Richard**

« La croisade n'a pas été une entreprise d'un moment. » Déjà à l'époque carolingienne, les Lieux saints étaient au centre de nombreuses préoccupations. Elles se firent de plus en plus « *lancinantes* » au fil du temps, jusqu'à guider vers le Levant des foules d'hommes en armes, marqués du signe de la sainte Croix. De ses origines à la chute d'Acre en 1291, Jean Richard, en s'appuyant sur des sources occidentales et orientales, s'attache à faire revivre *« une aventure hors du commun »*, qui vit l'Europe entière s'unir pour défendre le patrimoine de la chrétienté. De cet élan spirituel et guerrier, *« assimilé par la papauté à une œuvre méritoire »*, naquirent le royaume de Jérusalem, la principauté d'Antioche, les comtés d'Edesse et de Tripoli, fruits *« d'un énorme effort consenti par les hommes de ce temps »*. ***F-JA***



Pluriel, 2012, 552 pages, 15 €.



L'Esprit de la croisade. **Textes médiévaux présentés par Jean Richard**

« *On a appris depuis peu qu'un nouveau type de chevalerie avait fait son apparition (…), une chevalerie qui livre, sans se lasser, un double combat, à la fois contre la chair et le sang et contre les esprits de malice répandus dans les airs.* » A la demande d'Hugues de Payns, fondateur de l'ordre du Temple, saint Bernard écrivit vers 1130 un traité « *à la louange de la nouvelle chevalerie* » destiné aux Templiers contrariés de n'être que les serviteurs des chanoines du Saint-Sépulcre ou tentés par les ordres contemplatifs. C'est par l'étude des témoignages de ceux qui vécurent les croisades que Jean Richard, après une courte introduction historique et un essai d'analyse, rend brillamment compte de la nature de l'engagement, spirituel et militaire, des « pèlerins ». A la lecture des chroniques, des exhortations, des complaintes, du testament d'un croisé, des chansons qui composent cet ouvrage, il apparaît que, pour beaucoup de chrétiens, prendre la croix fut l'occasion de « *vivre leur foi, non dans la facilité, mais à l'épreuve de la souffrance et de la mort* ». ***F-JA***

CNRS, « Biblis » 2012, 204 pages, 7,90 €.

Prêcher la croisade, XIe-XIIIe siècle. Communication et propagande. **Jean Flori**

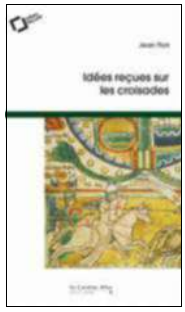
Qu'est-ce qui incita, durant deux siècles, des dizaines de milliers d'hommes armés à parcourir les chemins peu sûrs de l'Anatolie et de la Syrie ou à traverser d'ouest en est la Méditerranée, pour libérer puis défendre une terre aux mains des musulmans depuis plus de quatre siècles ? Jean Flori, épaulé par de précieuses annexes rassemblant les sermons et encycliques qui, d'Urbain II à Humbert de Romans, exhortèrent les chrétiens à prendre la croix, explore les fondements idéologiques de la croisade et sonde les mobiles de ceux qui, avec plus ou moins de talent, la prêchèrent ardemment. Si l'argument majeur de « *propagande* » demeure le devoir d'obéissance à l'appel de Dieu, l'auteur approfondit également la dimension « *pénitentielle expiatoire et purificatrice* » de la croisade : prêcher la croix, c'est appeler à la libre acceptation « *par amour* » des souffrances qui en découlent, « *en une sorte d'ardent désir d'imiter la Passion du Christ* ». ***F-JA***

Perrin, 2012, 528 pages, 25 €.

La Croix, la Tiare et l'Epée. La croisade confisquée. **Jean Flori**

La première croisade fut un succès : les Eglises d'Orient furent libérées et les Etats latins créés. L'alliance de différents facteurs – une Eglise souveraine, un pape talentueux, un Orient chrétien en danger, une Jérusalem occupée par les musulmans – avait permis la naissance d'un concept nouveau qui unissait guerre sainte et pèlerinage pénitentiel. Après la conquête de nouvelles provinces, vint le temps de leur préservation. Dès le XIIe siècle, la dimension « défensive » de la croisade fut mise en avant et un glissement sémantique s'opéra : la croisade fut « confisquée » car étendue à toutes les guerres entreprises par la papauté pour « le bien de l'Eglise ». Jean Flori s'interroge justement ici sur la sacralisation comme « croisades » de guerres « *qui n'en ont aucune des dimensions, à l'exception des indulgences qui leur sont ainsi attribuées* ». ***F-JA***

Payot, 2010, 352 pages, 25 €.



Idées reçues sur les croisades

Jean Flori

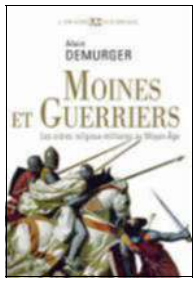
La croisade souffre d'une ambiguïté à laquelle Jean Flori tente de mettre fin dans cet ouvrage didactique et ambitieux. Quinze idées reçues sont ici passées au crible de son analyse. La croisade fut en effet profitable économiquement à l'Eglise, mais en premier lieu de manière indirecte : les domaines ecclésiastiques se sont agrandis dans « *des proportions appréciables* », par la vente des terres des croisés. Les Templiers, dont les richesses transitaient seulement de l'Occident vers l'Orient, ne se rendirent coupables d'aucun pillage. L'auteur procède également à une mise au point notable : le djihad existe dès l'époque de Mahomet et précède, sans l'inspirer, la guerre sainte chrétienne de plusieurs siècles. S'il « *se développe dans un contexte de conquête* », la guerre sainte, elle, vise à reconquérir des provinces jadis chrétiennes. Enfin, la croisade, « *guerre saintissime* », ajoute à la guerre sainte un attribut inédit : la libération de Jérusalem, soit l'équivalent de la libération des « *lieux saints de La Mecque si ceux-ci étaient tombés aux mains des "infidèles"* ». ***F-JA***

Le Cavalier Bleu, 2018, 136 pages, 11,50 €.

Des chrétiens contre les croisades, XII^e^-XIII^e^ siècle. **Martin Aurell**

Aspect largement méconnu des croisades, la contestation, par des contemporains, du mouvement qui mobilisa l'Occident pendant deux siècles fait ici l'objet d'une solide enquête. D'une clarté remarquable, elle montre que le soutien aux croisades ne fut pas uniforme au sein de la chrétienté, certains critiquant ses échecs, d'autres l'usage de la violence, spécialement contre les chrétiens, comme à Constantinople en 1204. L'intérêt de ce travail tient autant à l'ampleur du corpus étudié (correspondances, chansons, poésies en provenance de toute l'Europe) qu'à la facilité de son abord et à sa division chronologique, qui rend compte de l'évolution de cette contestation, croissante au fil des expéditions. Dès 1155, Pierre le Vénérable, abbé de Cluny, puis les Franciscains après lui faisaient valoir la supériorité de la parole sur l'épée. L'absence de répression de ces opinions dissidentes montre combien les autorités croisées elles-mêmes, loin de se résoudre à une violence aveugle, avaient conscience que l'alliance des principes évangéliques et de la guerre juste qui légitimait leurs expéditions demeurait une équation difficile. ***GC***

Fayard, 2013, 416 pages, 24 €.

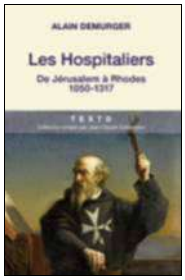


Moines et guerriers. Les ordres religieux militaires au Moyen Age

Alain Demurger

L'institution d'ordres religieux militaires est analysée ici pour ce qu'elle fut : une véritable révolution dans la chrétienté du Moyen Age. De la création de l'ordre du Temple en 1129 aux destins modernes de l'ordre de Malte ou de l'ordre Teutonique, Alain Demurger brosse avec clarté et précision la nature et l'histoire passionnante de ces institutions inédites, nées dans le contexte des croisades pour défendre les Etats latins en fournissant à la chrétienté des moines chevaliers. Avec la fin des croisades commença la crise de ces ordres, qui servaient le dessein de la papauté tout en échappant à son contrôle. Le Temple fut supprimé par Philippe le Bel, les Etats des Teutoniques sécularisés par la Réforme. La reconversion dans la charité non guerrière allait ouvrir une nouvelle page de leur histoire. ***GC***

Editions du Seuil, « L'Univers historique », 2010, 416 pages, 23,30 €.

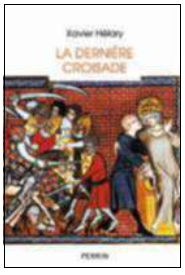


Les Hospitaliers. De Jérusalem à Rhodes, 1050-1317

Alain Demurger

Historien des ordres religieux militaires du Moyen Age, l'auteur a quitté les Templiers pour étudier leurs frères, partenaires et rivaux, les Hospitaliers. Alain Demurger clarifie d'abord la question des origines de l'ordre, un hôpital à Jérusalem, antérieur à la première croisade, fondé vers l'année 1070 par des marchands amalfitains. Avec l'action de Gérard, le premier maître, mort en 1120, se constitue sous la tutelle du pape un ordre religieux qui se militarise lentement à partir de 1130 (ils gardent le Crac des Chevaliers et le château de Belvoir) tout en conservant toujours sa mission au service de « *nos seigneurs les malades* ». Cette synthèse magistrale s'arrête en 1310 avec la conquête de l'île grecque de Rhodes, qui devint un Etat indépendant original et qui leur donna une indépendance territoriale. Mais les pages les plus neuves concernent la place des Hospitaliers, ordre international, dans la société de leur temps. ***FV***

Tallandier, « Texto », 2015, 572 pages, 12,80 €.



La Dernière Croisade. **Xavier Hélary**

De la dernière croisade, on ne retient souvent que la mort de Saint Louis, qui mit un terme à une expédition désastreuse. Loin d'avoir été une entreprise échafaudée à la hâte comme la revanche d'un précédent échec, la huitième croisade fut pourtant un projet aux enjeux certes d'abord religieux, mais également politiques et diplomatiques, ainsi que l'aboutissement d'une longue et minutieuse préparation stratégique et économique. C'est donc œuvre de justice qu'a entrepris Xavier Hélary en resituant dans un contexte historique, politique et européen cette ultime « prise de croix » avant de suivre l'armée croisée jusqu'à Tunis, dans la dernière tentative de la chrétienté médiévale occidentale de délivrer les Lieux saints. Ce faisant, il tâche de comprendre quelles erreurs ont conduit le roi français à cet échec retentissant. ***M-AB***

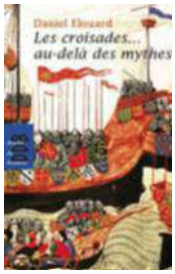
Perrin, 2016, 200 pages, 22 €.

Le Rouleau d'Arenberg. Une histoire généalogique de la première croisade et des Etats latins d'Orient

Edition de Jacques Paviot

Le médiéviste Jacques Paviot signe ici une magnifique édition du rouleau d'Arenberg, ce manuscrit médiéval daté de la fin du XIII^e^ siècle ou du début du XIV^e^ siècle. Probablement écrit à l'usage de jeunes princes ou nobles parlant français, il relate l'histoire de la première croisade et de l'Orient latin jusqu'à l'avènement de Jean de Brienne en 1210 comme roi de Jérusalem. D'une longueur de 267 cm, ce rouleau – dont la présente édition, en plus d'une préface et de précieuses annotations, offre un fac-similé – comprend notamment une courte introduction historique, sous laquelle trois colonnes narrent les sorts respectifs du comté d'Edesse, du royaume de Jérusalem et de la principauté d'Antioche. ***F-JA***

Editions de Boccard, 2016, 120 pages, 119 €.



Godefroy de Bouillon. **Pierre Aubé**

Il fut le héros d'un Occident en quête de sens. Fils du comte de Boulogne Eustache II, dont le lignage se rattachait à la famille de Charlemagne, il avait été, dans sa jeunesse, le loyal serviteur de l'empire. Selon les chroniqueurs, il aurait transpercé la poitrine de Rodolphe de Souabe avant de lever vers le ciel « *sa bannière toute sanglante* », tandis que, lors du sac de Rome, cet héritier de « *la race des rois romains* » aurait brisé les lignes ennemies pour aller planter, le premier, l'oriflamme franconien à l'intérieur des murs de la cité vaincue. Tant d'honneurs et de « *responsabilité accablante* » qui s'accumulent sur « *les généreuses épaules du marquis d'Anvers, âgé tout juste de 24 ans* » ! Pierre Aubé, fort d'une belle plume et des sources les plus fiables, fait le récit de la vie de cet « *homme de guerre accompli (…) à la foi profonde* » qui, une fois Jérusalem prise, refusa le titre de roi pour embrasser celui d'« avoué du Saint-Sépulcre ». « *Sans être un génie politique de première grandeur* », il tint sa place avec l'humilité et la discrétion des grands hommes. ***F-JA***

Fayard, 1985, 432 pages, 26 €.

Les Croisades… au-delà des mythes. **Daniel Elouard**

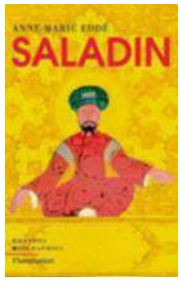
Ce livre est écrit contre ceux qui pensent que « *l'Histoire a un sens et que le monde s'améliore de siècle en siècle* » et dénonce « *les mensonges manifestes* », les clichés et les simplifications qui « *hantent encore les manuels scolaires* ». L'état du monde à l'époque des croisades est à appréhender à la lumière de la foi qui l'animait : prendre la croix était avant tout une démarche spirituelle, synonyme de lourds sacrifices financiers. Daniel Elouard s'éloigne de la fièvre de l'enjolivement comme de la condamnation pour livrer une analyse nuancée. Il revient notamment sur la « *légende noire des ordres chrétiens* » ou encore sur la thèse de « *l'agression chrétienne* », peu crédible selon lui, les chrétiens étant alors en Syrie « *au moins aussi nombreux que les musulmans* ». ***F-JA***

Desclée de Brouwer, 2007, 164 pages, 16,30 €.

Baudouin IV de Jérusalem. Le roi lépreux. **Pierre Aubé**

C'est un héros de roman ou de tragédie, dont la courte vie se confond tout entière avec un moment crucial des croisades. Roi lépreux, placé à 13 ans sur le trône de Jérusalem, Baudouin IV voit son royaume menacé par le redoutable Saladin et la convoitise des grands barons. Il mène campagne à 15 ans et remporte l'éclatante victoire de Montgisard à 17 ans ! Lorsqu'il s'éteint en 1185, à 24 ans, la Ville sainte est encore entre les mains des siens. Le reste est une autre histoire. La biographie très informée que lui consacre Pierre Aubé restitue merveilleusement le destin hors norme d'un authentique héros. ***GC***

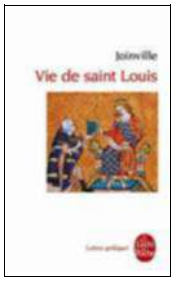
Perrin, « Tempus », 2010, 534 pages, 10 €.



Saladin. **Anne-Marie Eddé**

« *Modèle du monarque idéal, chevalier sans peur et sans reproche, rassembleur des trois religions, héros des grandes causes arabes contemporaines.* » Les mots sont impuissants à traduire le respect et l'admiration qu'ont portés les historiens à celui qui fut, selon un chroniqueur de Mossoul qui le côtoya, « *une personnalité rare de son époque* ». Anne-Marie Eddé, dans cette vaste biographie riche de sources arabes et latines qui rassemblent les témoignages de l'entourage du sultan, de chroniqueurs des XIII^{e} et XIV^{e} siècles, de voyageurs ou de poètes, scrute le mythe pour tenter de cerner la réalité. De ses débuts de jeune lieutenant de Nour ad-Din, en Egypte, à sa mort, l'auteur dresse le portrait d'un stratège excellent mais pas infaillible, homme de guerre impliqué dans la vie religieuse, soucieux de l'image qu'il renvoie, conscient de sa popularité mais aussi de la fragilité de sa position. ***F-JA***

Flammarion, « Grandes biographies », 2016, 768 pages, 25 €.



Vie de saint Louis. **Joinville**

Aujourd'hui encore, le récit du sénéchal de Joinville reste l'un des témoignages les plus importants sur la vie de Louis IX. Certes, il parle autant de lui-même que du saint roi. Mais son ton, son regard, les événements qu'il raconte ou les jugements qu'il porte permettent de mieux saisir la personnalité du roi et le contexte de la croisade en Egypte et du séjour en Terre sainte. Une passionnante introduction de Jacques Monfrin éclaire un texte reproduit dans sa version originale et dans sa traduction en français moderne. ***PM***

Le Livre de poche, 2002, 640 pages, 12,20 €.

CHRONOLOGIE

Par François-Joseph Ambroselli

Chronique du Levant

En deux siècles, huit croisades furent proclamées et des centaines de milliers d'Occidentaux sillonnèrent la Terre sainte.

Les origines de la croisade

1009 Le calife fatimide al-Hakim ordonne la destruction de plusieurs églises chrétiennes en Terre sainte, dont le Saint-Sépulcre de Jérusalem. Il sera peu à peu reconstruit jusqu'à l'achèvement de sa restauration en 1048.

1064-1065 Quatre évêques allemands accompagnés de nombreux pèlerins sont attaqués à proximité de Ramla par des brigands arabes sur leur route vers Jérusalem.

1071 L'empereur byzantin Romain IV Diogène est défait à Manzikert par les Turcs seldjoukides, récemment convertis à l'islam sunnite. Fragilisé et en proie à de graves luttes intestines, l'Empire byzantin n'est plus capable d'endiguer l'invasion turque et perd son influence en Asie Mineure. Jérusalem, jusqu'alors aux mains des Fatimides chiites d'Egypte, est prise par des Turcs seldjoukides.

1074-1075 Le pape Grégoire VII projette une équipée de « libération de la Palestine ». L'expédition avorte finalement en raison des vives tensions qui opposent le Vatican à la Couronne germanique.

1075 Dans le *Dictatus papae*, recueil de vingt-sept propositions, le pape Grégoire VII énonce pour la première fois les principes de la théocratie pontificale : il nomme désormais les évêques et affirme son droit de faire et de défaire les rois ainsi que de déposer les empereurs.

1081 Avènement d'Alexis Comnène à Constantinople. Les Turcs sunnites, par le fruit de conquêtes successives, sont devenus maîtres de l'Asie Mineure.

1084 Prise d'Antioche par les Turcs.

1ER-7 MARS 1095 Concile de Plaisance. Le pape Urbain II accueille une ambassade byzantine qui demande une aide militaire contre les Turcs.

Première croisade

27 NOVEMBRE 1095 Appel à la croisade d'Urbain II lors du concile de Clermont. Au cours de la cérémonie de clôture, le pape prononce un sermon qui exhorte la chrétienté à s'unir afin de libérer le Saint-Sépulcre des mains des infidèles. Il renouvelle son appel à Limoges, Angers, Le Mans, Tours et Nîmes.

PRINTEMPS 1096 L'appel du pape provoque un élan d'enthousiasme, soutenu par des prédicateurs populaires dans les milieux nobles et paysans du centre de la France, de Champagne, de Lorraine et des régions rhénanes. Des petites armées indépendantes se constituent, commandées par des chefs locaux comme Pierre l'Ermite ou Gautier sans Avoir, et prennent la route de Constantinople après s'être livrées, pour certaines d'entre elles, à des pogroms sur les communautés juives rhénanes.

AOÛT 1096 L'empereur byzantin Alexis Comnène, dépourvu devant l'arrivée de ces bandes désorganisées, transfère les 25 000 pèlerins de l'autre côté du Bosphore, dans la place forte de Kibotos. Le 21 octobre, les pèlerins de la croisade populaire décident de marcher sur Nicée et se font massacrer par les Turcs. Seuls 3 000 d'entre eux survivent. Pendant ce temps, en Occident, les armées des barons – Godefroy de Bouillon, duc de Basse-Lorraine, Bohémond de Tarente, Hugues de Vermandois, frère de Philippe Ier, Raymond de Saint-Gilles, comte de Toulouse, Robert II de Normandie – se sont mises en route. Elles arriveront devant Constantinople au début de l'année 1097. Tous, à l'exception de Raymond de Saint-Gilles, se font vassaux de l'empereur.

14 MAI-19 JUIN 1097 Siège de Nicée par les croisés. A l'arrivée d'une flottille byzantine, venue compléter le blocus, les Turcs, effrayés par les guerriers francs, négocient leur reddition avec l'empereur.

1ER JUILLET 1097 Bataille de Dorylée. Alors qu'ils ont entrepris la traversée de l'Asie Mineure, les croisés, suivis de près par l'armée byzantine, encerclent et anéantissent 3 000 Turcs dans la plaine de Dorylée.

21 OCTOBRE 1097 Début du siège d'Antioche par les croisés.

FÉVRIER-MARS 1098 Baudouin de Boulogne, qui avait détaché son armée de celle de son frère Godefroy de Bouillon, se met au service du prince d'Edesse, l'Arménien Thoros, le fait renverser par son peuple et fonde le comté d'Edesse.

© JEAN-PAUL DUMONTIER/LA COLLECTION.

JUIN 1098 Après un siège éprouvant, marqué par la cessation du ravitaillement par les Byzantins, la famine et la maladie, Antioche est prise le 3 juin, mais sa citadelle reste aux mains des Turcs. Le 4 juin, l'armée de secours turque arrive sous les murs de la ville. Entre-temps, en Anatolie, l'empereur Alexis ordonne la retraite. Le 14 juin à Antioche, à la suite d'une vision du prêtre Pierre Barthélemy, le fer de la lance qui aurait percé le flanc du Christ est retrouvé sous le pavage d'une église. Le 28 juin, les croisés menés par Bohémond sortent de la ville et anéantissent l'armée turque. La citadelle capitule aussitôt.

AOÛT 1098 Une épidémie emporte nombre de chevaliers à Antioche, dont l'évêque du Puy, Adhémar de Monteil. Le 26 août, Jérusalem est reprise aux Turcs seldjoukides par les Fatimides d'Egypte.

13 JANVIER 1099 Retardés par les âpres discussions des barons sur la possession d'Antioche, qui échoit finalement à Bohémond, les croisés prennent enfin la route de Jérusalem, qu'ils atteignent le 7 juin.

15 JUILLET 1099 Après cinq semaines de siège, les croisés, munis de tours d'assaut, prennent Jérusalem. Le 22 juillet, Godefroy de Bouillon est désigné roi de Jérusalem. Il refuse le titre et devient « avoué du Saint-Sépulcre ».

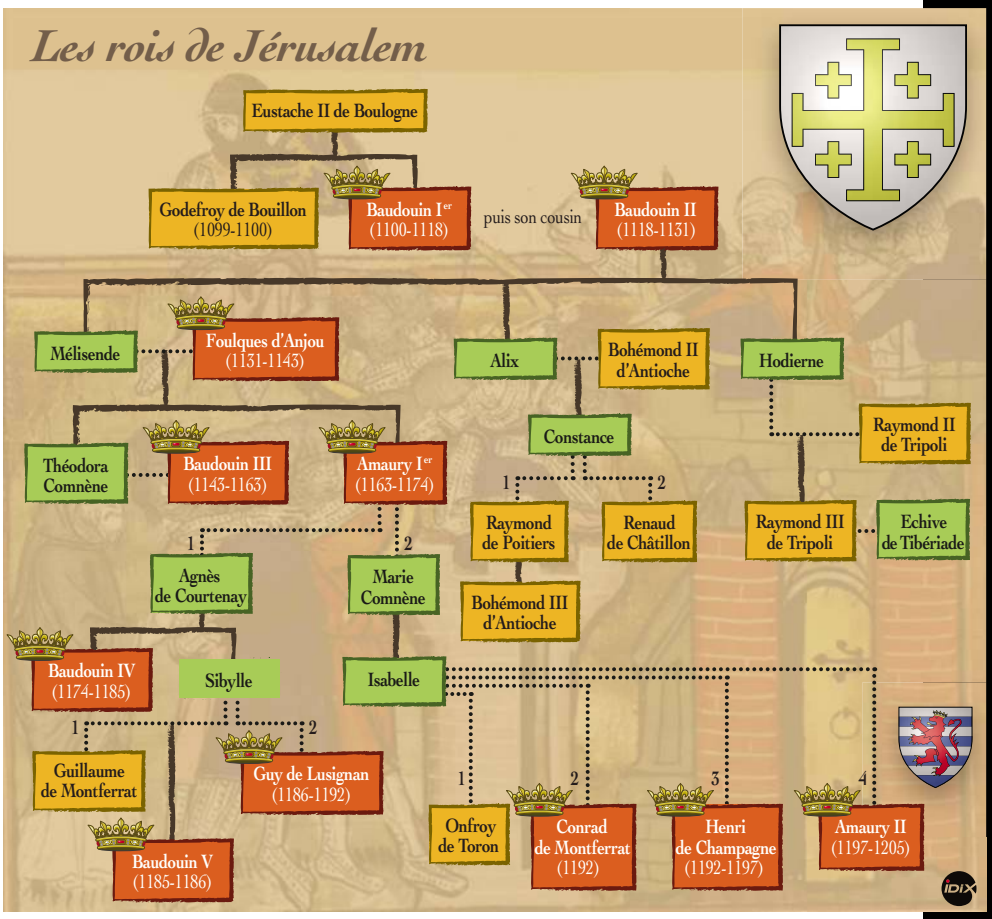
Installation en Terre sainte

AVRIL 1100 De nombreux croisés, malgré les supplications du pape Pascal II, rentrent en Occident après Pâques.

18 JUILLET 1100 Mort de Godefroy de Bouillon. Son frère, Baudouin de Boulogne, lui succède et est couronné roi de Jérusalem le 25 décembre.

1101 Entre août et septembre, trois armées de secours formées sous l'impulsion du pape Pascal II sont dispersées par les Turcs en Anatolie. En Terre sainte, Baudouin Ier s'empare des ports d'Arsouf et de Césarée. Le 7 septembre à Ramla, il triomphe d'une armée égyptienne dix fois supérieure en nombre. Il poursuit sa conquête du littoral et enlève à l'Egypte les ports de Saint-Jean-d'Acre en 1104 et ceux de Beyrouth et de Sidon en 1110.

1102-1109 Siège de Tripoli et organisation progressive du comté de Tripoli.



LIGNÉE ROYALE Ci-dessus : généalogie des rois de Jérusalem. Godefroy de Bouillon prit le titre d'« avoué » car, selon les *Assises de Jérusalem*, il ne voulait pas porter de couronne d'or là où « *le fils de Dieu porta la couronne d'épines* ». Page de gauche : modillon du XIIe siècle de l'abbaye d'Arthous représentant deux ecclésiastiques dont un templier.

2 AVRIL 1118 Baudouin Ier meurt. Son cousin, Baudouin du Bourg, comte d'Edesse, est proclamé roi de Jérusalem.

1119 Une armée turque envahit une partie de la principauté d'Antioche. L'armée du prince Roger d'Antioche va à ses devants et se fait massacrer sur la plaine du Champ du Sang. Baudouin II est nommé régent d'Antioche. Il défait les Turcs le 14 août à Tell Danith.

7 JUILLET 1123 L'armée franque, épaulée d'une flottille vénitienne, s'empare de Tyr.

13 JANVIER 1129 Le concile de Troyes reconnaît l'ordre du Temple.

21 AOÛT 1131 Baudouin II meurt et laisse derrière lui un royaume consolidé et accru. Foulques d'Anjou, époux de la fille du défunt roi, est couronné le 14 septembre au Saint-Sépulcre.

1137 Le capitaine turc Zengi pénètre dans le comté de Tripoli et entreprend le siège de la forteresse de Montferrand, qui capitule. Entre-temps, l'armée byzantine envahit la principauté d'Antioche, et Raymond de Poitiers, gendre de Bohémond II, sur les conseils du roi Foulques, consent à reconnaître la suzeraineté de l'empereur.

1138 Les forces franco-byzantines assiègent Shaizar. Après le paiement d'un tribut, Jean Comnène lève le siège et se rend à Antioche, où il demande qu'on lui remette la ville. Le comte d'Edesse, allié du prince d'Antioche, réussit à soulever les habitants de la ville contre les Byzantins. L'empereur, appelé à Constantinople, quitte la ville.

1142 Dans une ultime tentative, l'empereur Jean Comnène se rend à Baghras et réclame Antioche. Il meurt finalement d'une blessure qu'il se fait à la chasse et son armée se retire. Raymond II de Tripoli cède le Crac des Chevaliers aux Hospitaliers.

DÉCEMBRE 1144 Zengi prend Edesse après un siège d'un mois.

Deuxième croisade

1ER DÉCEMBRE 1145 Le pape Eugène III promet l'indulgence de croisade à ceux qui iraient défendre l'Eglise d'Orient.

31 MARS 1146 A Vézelay, saint Bernard relaye l'appel du pape et exhorte les barons du roi de France à s'engager. Entre le 25 et le 27 décembre, il renouvelle sa prédication à Spire, dans l'Empire germanique, où il convainc Conrad III de prendre la croix.

1147 L'armée allemande, talonnée par l'armée de Louis VII, emprunte le même itinéraire que celui de la première croisade et arrive à Constantinople le 10 septembre. Conrad III traverse le Bosphore au moment où Louis VII arrive à Constantinople le 4 octobre. Arrivée en Asie Mineure, l'armée allemande se fait surprendre par les Turcs près de Dorylée le 25 octobre et se replie avec à peine le quart de ses effectifs.

JANVIER 1148 Louis VII longe la côte égéenne et se rend à Adalia où, ayant passé un marché avec l'empereur Manuel Comnène, il embarque avec une partie de son armée pour la Cilicie sur des vaisseaux byzantins. Le reste de l'armée, censée rallier la Terre sainte à pied, est exterminé par les Turcs.

MARS 1148 Louis VII débarque à Saint-Siméon, le port d'Antioche, et se rend à Jérusalem pour accomplir son pèlerinage, ignorant ainsi la vocation initiale de la croisade qui consistait en la libération d'Edesse. Il rejoint Conrad III et les survivants de son armée dans la Ville sainte, où la régente Mélisende les convainc de marcher plutôt sur Damas.

JUILLET 1148 Le siège de Damas est un échec total, dû sans doute à des rivalités internes entre les Francs de Syrie et les armées d'Occident. Dépité, Conrad III quitte la Terre sainte le 8 septembre et Louis VII l'imite après les fêtes de Pâques de 1149.

Le temps de la consolidation

1152 Baudouin III, gendre de Foulques d'Anjou, est couronné roi de Jérusalem.

1153 Mariage de Constance, veuve de Raymond de Poitiers, et de Renaud de Châtillon, chevalier français fraîchement débarqué.

1155 Renaud de Châtillon mène un raid dévastateur et cruel contre l'île byzantine de Chypre.

1157-1158 Baudouin III entre en guerre contre le fils de Zengi, Nour ad-Din, souverain de toute la Syrie musulmane depuis sa prise de Damas deux ans plus tôt.

1158 Baudouin III se marie avec la princesse Théodora, nièce de l'empereur Manuel Comnène, et regroupe ainsi le faisceau des forces byzantines et franques.

1159 Manuel Comnène fait son entrée triomphale à Antioche. Il part en guerre contre Nour ad-Din avec Baudouin III et Renaud de Châtillon mais, au lieu d'assiéger Alep, se contente d'exiger la libération de captifs chrétiens et s'en retourne à Constantinople, craignant d'accroître la puissance des Francs. Au nord-est et à l'est, le royaume turco-arabe de Nour ad-Din bloque toute velléité d'expansion.

1160 Capturé par les Turcs, Renaud de Châtillon est emprisonné à Alep par Nour ad-Din. Il ne sera libéré qu'en 1176.

1162 Baudouin III meurt à Beyrouth à 33 ans. Son frère Amaury Ier lui succède.

1163-1169 Campagnes d'Egypte. Après avoir sauvé par deux fois, en 1164 et en 1167, l'indépendance égyptienne menacée par les troupes arabo-turques de Chirkouh, le roi Amaury se décide en 1168 à s'emparer lui-même du Caire. La tentative franque échoue et Chirkouh, lieutenant de Nour ad-Din, en profite pour évincer l'émir égyptien en janvier 1169. Devenu vizir d'Egypte, Chirkouh meurt en mars 1169 et son neveu Saladin lui succède.

1174 La mort de Nour ad-Din le 15 mai, puis celle d'Amaury, emporté par la dysenterie, le 11 juillet, laissent la voie libre à Saladin, qui fait son entrée à Damas et unifie les musulmans de Syrie et d'Egypte sous son autorité. Le royaume de Jérusalem, revenu au jeune roi lépreux Baudouin IV, est encerclé par un monde musulman unifié.

1177 Saladin marche droit sur la Judée avec 26 000 cavaliers. Baudouin IV, épaulé de 400 chevaliers, arrête Saladin à Montgisard le 25 novembre et remporte une victoire héroïque.

1179 Baudouin IV subit deux défaites consécutives devant la forêt de Banias et à Marj Ayoun.

1180 Mariage de Sibylle, sœur de Baudouin IV, avec Guy de Lusignan. Une trêve renouvelable est conclue entre Saladin et Baudouin IV.

1181-1183 Renaud de Châtillon attaque une caravane près de Kérak. Saladin rompt la trêve, alors que son frère menace Gaza, mène des raids successifs en Galilée et assiège en vain Beyrouth. En février 1183, Renaud de Châtillon mène une expédition sur la mer Rouge qui menace La Mecque : ses navires sont coulés et les prisonniers massacrés. En septembre, Saladin envahit la Galilée et fait le siège du château de Kérak, fief de Renaud de Châtillon, avant de lever le camp à l'approche de Baudouin IV en décembre.

MARS 1185 Mort de Baudouin IV, emporté par la lèpre. Son neveu Baudouin V, âgé de 5 ou 6 ans, lui succède mais meurt à Saint-Jean-d'Acre en septembre 1186. Sibylle se fait couronner et ceint Guy de Lusignan de la couronne royale.

4 JUILLET 1187 L'armée franque menée par Guy de Lusignan est anéantie par celle du sultan sur la colline de Hattin. Les armées de Saladin conquièrent ensuite Acre, Jaffa, Césarée, Sidon, Beyrouth et Ascalon.

20 SEPTEMBRE-2 OCTOBRE 1187 Siège et capitulation de Jérusalem. Après une résistance acharnée, le baron d'Ibelin abandonne la ville à Saladin qui, en échange d'une rançon, offre la libre sortie aux habitants.

Troisième croisade

AOÛT-DÉCEMBRE 1187 Proclamation de la troisième croisade par le pape Grégoire VIII puis par le pape Clément III.

1189 L'armée de l'empereur allemand Frédéric Barberousse quitte Ratisbonne et passe en Asie Mineure en mars 1190. L'empereur meurt accidentellement en juin 1190 et son armée se débande.

1190 L'armée franque de Philippe Auguste et l'armée anglaise de Richard Cœur de Lion partent de Vézelay en juillet, embarquent respectivement à Gênes et à Marseille, et se rassemblent sous Acre le 8 juin 1191, après la prise de Chypre sur un dissident byzantin par Richard.

12 JUILLET 1191 Acre, après deux années de siège, capitule, libère les captifs, paye une indemnité et restitue la Vraie Croix. Le 2 août, Philippe Auguste laisse son armée en Palestine et rembarque pour l'Occident.

7 SEPTEMBRE 1191 Richard Cœur de Lion remporte une victoire éclatante à Arsouf contre Saladin qui, conscient de l'inversion des forces, abandonne les villes de la côte. Après avoir repris Jaffa, Richard conclut une trêve avec Saladin le 3 septembre 1192 et rembarque pour l'Europe.

4 MARS 1193 Mort de Saladin à Damas.

24 OCTOBRE 1197 Amaury de Lusignan, roi de Jérusalem, reprend Beyrouth.

© PHOTO JOSSE/LEEMAGE.

Au nom du Père Ci-contre : croix de la première croisade, 1096-1099 (Paris, musée de Cluny). Dès 1095, le « vœu de croisade » fut assimilé au vœu de partir en pèlerinage.

Quatrième croisade

1198 Le pape Innocent III proclame la quatrième croisade.

Avril 1201 Traité entre les croisés et les Vénitiens qui, en échange de 85 000 marcs, s'engagent à transporter l'armée vers l'Egypte.

1202 Criblés de dette envers les Vénitiens, les croisés assiègent et prennent à leur demande la ville chrétienne de Zara, sur la côte Adriatique. Alexis IV Ange, le fils de l'empereur détrôné Isaac II Ange, implore leur aide pour rétablir son père sur le trône de Constantinople en échange de l'acquittement de leurs frais et de la mise à disposition de 10 000 hommes. Devant le refus de la population de Constantinople, les croisés prennent la ville et la pillent le 12 avril 1204. Un Empire latin est créé qui perdure jusqu'en 1261.

Septembre 1204 Trêve entre Amaury de Lusignan et le sultan Melik el-Adil. Le royaume de Jérusalem récupère Sidon, Lydda et Ramla.

Cinquième croisade

3 octobre 1210 Jean de Brienne est sacré roi de Jérusalem.

Novembre 1215 Le quatrième concile de Latran, réuni par Innocent III, fixe le départ de la cinquième croisade au 1er juin 1217.

Septembre 1217 Le roi de Hongrie André II et le duc d'Autriche Léopold VI débarquent à Acre et, entre novembre et décembre 1217, s'attellent en vain à prendre la forteresse du mont Thabor. André II rentre en Europe au début de 1218.

29 mai 1218 L'armée croisée, menée par Jean de Brienne, débarque en Egypte, près de Damiette, qu'elle assiège et investit le 5 novembre 1219.

Juin 1221 Le cardinal Pélage, nouveau commandant des armées croisés, décide de marcher sur Le Caire alors même que le sultan al-Kamil lui avait proposé, en échange de son retrait, de lui restituer l'ancien royaume de Jérusalem. Son expédition est un échec et les croisés regagnent Acre après avoir évacué Damiette.

1225 Mariage de l'empereur germanique Frédéric II avec Isabelle, fille de Jean de Brienne et héritière du royaume de Jérusalem.

Sixième croisade

Juin 1228 Après avoir reporté de nombreuses fois son départ, l'empereur germanique Frédéric II embarque pour Acre, qu'il atteint le 7 septembre.

18 février 1229 Traité de Jaffa. Le sultan al-Kamil avait appelé Frédéric II au secours dans sa lutte contre son frère cadet, le sultan de Damas, lui promettant le royaume de Jérusalem. Cependant, le frère rival était mort avant que Frédéric II n'arrive en Terre sainte. Après de nombreuses négociations, al-Kamil décide d'honorer sa promesse et restitue à Frédéric II Jérusalem, Bethléem, Nazareth, la seigneurie du Toron et le reste du territoire de Sidon.

18 mars 1229 Frédéric II se couronne lui-même au Saint-Sépulcre lors d'une cérémonie laïque – il est excommunié depuis 1227 à cause des reports successifs de sa croisade. La ville est reconnue Ville sainte pour les deux cultes et reste accessible aux pèlerins musulmans. Le nouveau roi de Jérusalem, en mauvais termes avec les chefs de la noblesse française de Syrie, quitte Acre le 1er mai 1229 pour regagner l'Italie. La Syrie franque et le royaume de Chypre s'affranchissent peu à peu de l'influence impériale jusqu'à ce que, en juillet 1243, Tyr soit enlevée aux gens de Frédéric II par les barons français.

23 août 1244 Jérusalem est définitivement enlevée aux Francs par des hordes de Turcs khwarezmiens.

Septième croisade

Décembre 1244 Saint Louis prend la croix.

4 juin 1249 Avec 25 000 hommes, le roi débarque à Damiette et s'empare de la ville. Le 20 novembre, les croisés marchent sur Le Caire. L'expédition est un échec et les croisés capitulent le 6 avril 1250. Saint Louis est fait prisonnier avec son armée et paie une rançon de 500 000 livres tournois.

25 avril 1254 Saint Louis quitte Acre pour l'Occident.

La chute de l'Orient latin

1256-1258 Guerre de Saint-Sabas. A la suite d'une dispute pour la possession d'une église à Acre, les seigneuries de Terre sainte se divisent entre le clan des Vénitiens et le clan des Génois. Cette guerre civile aboutit à une Syrie franque fracturée en deux.

1260 Les Mongols envahissent la Syrie musulmane, prennent les villes d'Alep, Hama, Homs et Damas, mais sont battus le 3 septembre par l'armée mamelouke. Leur chef, Baybars, monte sur le trône du Caire et s'empare de Césarée et d'Arsouf en 1265, de la forteresse des Templiers à Safed en 1266, de Jaffa, de Beaufort et d'Antioche en 1268.

1270 Saint Louis, qui a décidé de reprendre la croix en 1267, embarque avec 10 000 hommes à Aigues-Mortes pour Tunis, qu'il atteint le 18 juillet. Emporté par une épidémie de peste, le roi meurt le 25 août.

1271 Baybars s'empare du château des Templiers de Chastel-Blanc et du Crac des Chevaliers tenu par les Hospitaliers. Le 9 mai, le prince Edouard d'Angleterre débarque à Acre et dégage la région de l'influence mamelouke.

22 avril 1272 Baybars accorde une trêve de dix ans et dix mois aux chrétiens d'Acre.

26 avril 1289 Le sultan Qalaoun s'empare de Tripoli.

5 avril-28 mai 1291 Chute d'Acre. Le sultan el-Achraf Khalil assiège la ville avec 160 000 fantassins, 60 000 cavaliers et de nombreuses catapultes. Le 18 mai, l'assaut final est lancé. La ville tombe et la population qui n'a pas pu fuir est massacrée. Le couvent forteresse des Templiers, qui donne sur la mer, résiste héroïquement jusqu'au 28 mai. Tyr, Sidon et Tortose sont évacuées sans combat dans les mois qui suivent.

© JON ARNOLD IMAGES/HEMIS.FR. © MATTES RENÉ/HEMIS.FR. © MARC-ANTOINE MOUTERDE. © FRANCK RAUX/RMN-GP. CHÂTEAU DE VERSAILLES.

106 La Crimée, Riviera des tsars

Elle fut, au XIXe siècle, le lieu de villégiature favori de l'aristocratie russe et de la famille impériale. Véritable Riviera, la Crimée a conservé quantité de palais, devenus des musées, où l'on goûte intact le charme de sa côte sud.

114 Ci-gît madame Marguerite

Tante de Charles Quint et de François Ier, Marguerite d'Autriche a laissé à Bourg-en-Bresse le plus éclatant des héritages : le monastère de Brou, chef-d'œuvre du gothique flamboyant, dont les trois gisants immaculés connaissent une restauration spectaculaire.

À la table des princes 126

Héritière de l'ancienne manufacture royale de Limoges, la maison Bernardaud porte haut le savoir-faire de la porcelaine. Visite dans les ateliers où sont rééditées à l'identique les plus belles pièces des services historiques.

Et aussi

Parle-leur de batailles, de rois et de géants

Du château de Louis XIV, il avait fait un musée de l'histoire de France. L'exposition « Louis-Philippe et Versailles » le ressuscite, presque intact, à l'intention du visiteur.

La Crimée Riviera des tsars

Par Lorraine de Meaux

Annexée par Catherine II en 1783, la Crimée est devenue au cours du XIX^e siècle la destination favorite de l'aristocratie russe, en particulier celle de la famille impériale.

Parfum d'Orient
Le palais Vorontsov, construit dans les années 1830-1840, à Aloupka, par le gouverneur de « Nouvelle Russie », le comte Mikhaïl Vorontsov. Cette station balnéaire à la mode à la fin du XIXe siècle est située sur les rives de la mer Noire, au sud de la Crimée, à une vingtaine de kilomètres à l'ouest de Yalta.

© ALAMY STOCK PHOTO/HEMIS.FR.

© SHUTTERSTOCK/VIACHESLAV LOPATI © WWW.BRIDGEMANIMAGES.COM © SHUTTERSTOCK/DEN781. © ARTOTHEK/LA COLLECTION.

À L'EST, DU NOUVEAU A gauche : *Armand-Emmanuel du Plessis, duc de Richelieu,* par Thomas Lawrence, 1818 (The Royal Collection Trust, Windsor Castle). Emigré au service de la Russie entre 1803 et 1814, il est à l'origine du développement de la Riviera de Crimée. Ci-dessus : la baie de Balaklava, à côté de Sébastopol. Le site est célèbre pour la bataille qui s'y déroula le 25 octobre 1854, durant la guerre de Crimée, opposant les Russes aux forces françaises, britanniques et turques. En haut : édifié dans les années 1830-1840 par l'architecte Edward Blore, le somptueux palais Vorontsov à Aloupka mélange sans complexe le style néogothique écossais aux motifs mauresques. Page de droite : *Le Prince Mikhaïl Vorontsov,* par Thomas Lawrence, 1821 (Saint-Pétersbourg, musée de l'Ermitage).

Le guide Baedeker *Russie* pour l'année 1902 consacrait un chapitre détaillé à la Crimée, à l'époque où le tsar Nicolas II et sa famille aimaient à venir sur les bords de la mer Noire pour de longues semaines de détente, loin des commérages de la Cour et des soucis du gouvernement. Aux voyageurs désireux de se rendre dans l'ancienne Tauride, le fameux guide précisait que les *« 1 440 verstes »* (environ 1 530 km) séparant Moscou de Sébastopol pouvaient être réalisées en trente-six heures par le train express pour *« 30 r[oubles] 50 »* ou *« 19 r[oubles] 10 »* ; la *« saison la plus favorable est le commencement de l'été ou à l'automne »* ; sur place, les *« routes sont toutes très bonnes. Aux relais de poste on paie 4 k[opecks] par cheval et par verste »* ; si la partie nord de la presqu'île *« n'offre au touriste rien d'intéressant à voir »* car *« entièrement plate et sans eau, couverte de kourganes* [tumuli] *et animée par de grands troupeaux de moutons »*, la partie sud en revanche *« se distingue par de grandes beautés naturelles et sa végétation méridionale ; c'est la Riviera russe »*. Une Riviera qui n'avait rien à envier à la Côte d'Azur.

Depuis son annexion par la Russie en 1783, ce rivage autrefois sauvage, parsemé de petits bourgs tatars ou grecs et des ruines d'anciens comptoirs génois, s'était en effet progressivement imposé comme la villégiature la plus prisée de la haute société russe.

A l'origine, sa possession n'était que stratégique : sous le règne de Catherine II, deux guerres avec la Turquie ottomane avaient permis des gains territoriaux importants et de facto la création d'une région administrative, la « Nouvelle Russie », correspondant au sud de l'actuelle Ukraine, d'Odessa à Donetsk ; le favori Potemkine, qui en était le gouverneur, avait démontré à l'impératrice la nécessité d'y ajouter le khanat tatar de Crimée, indépendant de l'Empire ottoman depuis le traité qui avait mis fin à la guerre russo-turque de 1768-1774 et l'avait placé de fait sous contrôle russe. En l'annexant, on rationaliserait les frontières russes, on sécuriserait la Nouvelle Russie et on installerait durablement la Russie en mer Noire. En 1783, profitant de désordres et de luttes intestines au sein de l'Etat tatar, la Russie n'eut pas de mal à faire pression sur le khan Chahin Giray pour qu'il accepte de reconnaître la souveraineté russe. Le dernier khan de Crimée fut alors expulsé vers l'Empire ottoman où il fut décapité.

Alors, Potemkine se mit à l'ouvrage, aménageant routes et ports et faisant planter de la vigne : le français Joseph Banq y élabora rapidement *« du vin blanc, mousseux et imitant le champagne »* promis à une longue postérité. A l'hiver 1787, l'impératrice put venir prendre fièrement possession de sa conquête : les 138 traîneaux de la caravane impériale épuisèrent 37 500 chevaux avant d'atteindre leur but. Fanfares, exercices militaires, foules en liesse et les fameux « villages Potemkine », dressés à la hate sur son passage, ont fait de ce voyage un événement marquant du règne. Arrivée à Sébastopol (ancien Akhtiar), où dix beaux bassins naturels accueillaient désormais la flotte impériale, l'impératrice calcula que trente heures seulement la séparaient de Constantinople. Elle convia aussi savants, écrivains et artistes à étudier la nouvelle conquête et leur y distribua des terres.

Emigré au service de la Russie, Armand-Emmanuel du Plessis, duc de Richelieu, fut le premier artisan du futur succès de la Riviera criméenne. Fondateur et premier gouverneur d'Odessa entre 1803 à 1814, il signa un *Essai sur l'histoire, ancienne et moderne de la Nouvelle Russie. Fondation d'Odessa, ses progrès. Voyage en Crimée dans l'intérêt de l'agriculture et du commerce,* qui témoigne de l'extraordinaire activité des Français de Nouvelle Russie, œuvrant tous azimuts aux développements démographique, urbain, agricole et culturel de la région.

Parmi les nombreux chantiers de Richelieu, la côte sud de la Crimée occupait une place à part : il en appréciait tant la beauté qu'il fit l'acquisition en 1808 d'un domaine entre mer et montagne où il installa une villa sobre et élégante, entourée d'un parc d'essences rares. Dans cet « ermitage », il envisageait d'établir sa retraite ainsi qu'il l'écrit à son amie Sophie Potocka, le 1er octobre 1811 : *« Je me suis décidé à bâtir une petite maison dans la possession que j'ai acquise à (Gourzouf), qui est sans contredit une des plus jolies situations de cette délicieuse contrée. Il faut dans ce siècle se ménager une retraite, et le seul défaut que je trouve à celle-ci c'est de n'être pas encore tout à fait assez loin. »* Mais le cours de l'histoire devait compromettre ses plans : 1814 lui fournit l'occasion de rentrer en France,

> La villégiature la plus prisée de la haute société russe.

Les jours heureux Page de droite : en 1861, Alexandre II fit construire le Grand Palais de Livadia, qui devint dès lors résidence impériale jusqu'à la fin des Romanov. Il fut plus tard le cadre de la conférence qui réunit Winston Churchill, Franklin D. Roosevelt et Joseph Staline, et aboutit, le 11 février 1945, à la signature des accords de Yalta. Ci-dessus, à droite : le tsar Alexandre III en famille au palais de Livadia, avec, à gauche sur la photo, son fils, le futur tsar Nicolas II. Ci-dessus, à gauche : le château Nid d'hirondelle, à Gaspra, près de Yalta, édifié au début du XX^{e} siècle pour le baron von Steinhel sur le modèle des châteaux romantiques allemands.

où il fut amené à jouer un rôle de premier plan auprès de Louis XVIII. Il laissa donc sa propriété de Crimée à son aide de camp Stempkowski, chez qui Alexandre Pouchkine devait séjourner en 1820 : alors banni de Saint-Pétersbourg, le poète avait profité de son exil pour explorer l'antique Tauride. Comme Delacroix « découvrit » le Maroc, Pouchkine « inventa » la Crimée et, du même coup, l'orientalisme russe : *La Fontaine de Bakhtchisaraï* conte l'histoire tragique de Marie, prisonnière polonaise du harem du khan Giray, et de sa rivale la Géorgienne Zarema. En visitant le palais de Bakhtchisaraï, l'ancienne capitale tatare, Pouchkine avait été frappé par « la fontaine des pleurs », toujours visible aujourd'hui, symbole d'un amour impossible entre une chrétienne et un musulman.

Le duc de Richelieu ne se contenta pas d'investir pour lui-même : il rendit la Crimée attractive. Près du village de Nikita, il créa le « Jardin botanique impérial de Tauride », confié au botaniste Christian von Steven ; le patrimoine historique n'était pas délaissé : autre émigré, Paul Dubrux fut le fondateur et le conservateur du musée archéologique de Kertch ; suivant l'exemple du gouverneur, la bonne société d'Odessa se faisait construire des villas : *« Quantité de personnes, Russes et étrangers, s'empressent d'acheter en ce moment des biens en Crimée où ils ont haussé les prix du triple et du quadruple,* écrit Richelieu. *Les plantations de vignes et d'arbres fruitiers augmentent aussi d'une manière étonnante, ce qui ne contribuera pas peu à l'agrément du pays. Si avec cela nous pouvions avoir la paix avec les Turcs, ce serait vraiment une contrée charmante à habiter »* ; à la comtesse Potocka, qui envisageait de construire une cité balnéaire – « Sophiapolis » –, le gouverneur donnait des conseils avisés : *« Il serait bon que vous parliez de Yalta à M. l'amiral Mordwinof à qui cette vallée appartient. Il y pousse des grenadiers et des figuiers, et elle est incomparablement plus convenable à l'établissement de la petite ville que la côte d'Aloupka, qui si vous vous en souvenez, est très escarpée et a peu de largeur jusqu'à la mer. Yalta convient infiniment mieux, la vallée est large, il y a de la place pour bâtir toutes les maisons sans se serrer, on peut y faire des promenades de toutes les façons, même en cabriolet, enfin je suis sûr que vous en feriez un endroit délicieux. »* L'appréciation de Richelieu était juste : c'est à Yalta que se créa cinquante années plus tard la fameuse station balnéaire immortalisée par Tchekhov dans sa nouvelle *La Dame au petit chien* : sur la célèbre promenade du bord de mer se noue l'amour illégitime entre la romantique Anna et le banquier Gourov.

Gouverneur de Nouvelle Russie de 1823 à 1854, le comte Mikhaïl Vorontsov poursuivit l'œuvre de son prédécesseur. Dans son *Voyage dans la Russie méridionale et la Crimée par la Hongrie, la Valachie et la Moldavie exécuté en 1837,* Anatole de Démidoff dépeint les fastes du temps de Vorontsov : *« Nous avions donc le plus vif désir de nous rendre sur cette côte méridionale de la Crimée, qui est, nous disait-on, un lieu de délices, où l'exemple du noble et riche seigneur qui gouverne ces provinces a créé depuis peu d'années la plus élégante villégiature qui se puisse imaginer. »* Vorontsov avait mis en service une ligne de bateaux à vapeur qui assurait régulièrement la liaison de la Crimée avec Odessa ; les voyageurs purent ainsi découvrir la côte à partir de la mer : *« Bientôt la partie habitée par les opulents propriétaires de la côte méridionale se déroula sous nos yeux : un palais byzantin, qu'on dirait construit sur le plan d'une délicieuse rêverie orientale, qui dessine sa légère silhouette au milieu des massifs de verdure,*

© ALAMY STOCK PHOTO/HEMIS.FR. © CHARLOTTE ZEEPVAT/ILN/MARY EVANS PICTURE LIBRARY/PHOTONONSTOP.

© GÜNTER GRÄFENHAIN/SIME/PHOTONONSTOP.

(…) nous annonça Aloupka, le chef-lieu enchanté de cette noble colonie de châteaux. » Vorontsov créa un domaine exceptionnel, synthèse réussie entre sa culture britannique – il avait été élevé à Londres, où son père était ambassadeur – et l'inspiration orientale. Entre néogothique écossais et motifs mauresques, l'architecte Edward Blore édifia un palais somptueux et parfaitement intégré dans le paysage : la pierre locale diabase répond harmonieusement à la spectaculaire roche de l'Aï-Petri, qui domine la propriété ; le paysagiste allemand Karl Keebach dessina un jardin non moins admirable, en pente vers la mer, avec *« grottes, cascades, bassins limpides, cratères géants, retraites sauvages »* et végétation diversifiée de *« noyers énormes, noisetiers, chênes, hêtres, térébinthes, pins à pignons, cyprès, lauriers, grenadiers, mûriers, figuiers »*. De plus, le palais bénéficiait d'un environnement charmant : *« En revenant vers la maison du comte, vous découvrez un village tatar, caché tout entier dans une fondrière et sous les rameaux d'une épaisse forêt. »*

D'Aloupka à Yalta se déroule cette fameuse Riviera au long d'une côte harmonieusement découpée, où l'air venu des forêts de pins rencontre le vent marin, créant un microclimat particulièrement sain, vanté par les médecins : la route est bordée de gracieuses maisons de plaisance. *« Ici c'est un petit palais asiatique aux discrètes jalousies, aux cheminées en minarets ; plus loin vous rencontrez un élégant manoir gothique, ou bien un de ces frais cottages de l'Angleterre, tout parsemé de lierres encadrés dans la verdure printanière. Quelquefois c'est une légère habitation tout en bois, coquettement vernie, qui se cache sous ses vastes galeries. (…) partout des arbres, du gazon, de l'eau qui jaillit, des guirlandes d'églantiers, des touffes de dahlias empourprés. »* A l'éclat de la mer répondent de *« verdoyants ravins couverts de villas, de beaux vignobles et de sentiers capricieux »*. *« L'Italie elle-même est vaincue, vaincue par la Crimée, il faut que les paysagistes l'avouent »*, conclut le voyageur, qui profite de son séjour pour visiter Castropoulo, domaine viticole fondé par son père, Nicolas de Démidoff : dans cette maison de facture simple, *« tout le luxe a été réservé pour la cave »*. Par un chemin qui serpente dans la vigne, on descend jusqu'à la mer, *« où le bain le plus limpide vous attend sur un beau sable mêlé de cailloux colorés »*.

A la demande de Vorontsov, Alexandre Ier accomplit en octobre 1825 une tournée d'inspection en Crimée : découvrant les propriétés enchanteresses du comte, goûtant les vins du cru, il aurait alors confié à son hôte : *« Bientôt, je m'installerai en Crimée pour y vivre comme un simple mortel. J'ai fait mon service pendant vingt-cinq ans ; au bout de ce délai tout soldat obtient sa retraite… »* Mais tandis que souffle un vent du soir un peu frais, l'empereur prend froid : il poursuit cependant son voyage, visitant casernes, fortifications, églises, hôpitaux, mosquées, synagogues et présidant même, dans une maison tatare, à une cérémonie de circoncision. Lorsqu'il regagne sa demeure de Taganrog, où il est établi depuis quelques mois en raison de la santé fragile de l'impératrice, il s'alite, pour ne plus se relever. Sa mort soudaine, loin de Saint-Pétersbourg, suscita la légende tenace que le tsar aurait en réalité survécu sous les traits de l'ermite Fiodor Kouzmitch, non pas en Crimée, mais dans la lointaine Sibérie…

La Crimée allait cependant bientôt offrir aux tsars un refuge idéal : il fallut attendre la fin de la guerre éponyme de 1853-1856, qui transforma la péninsule en un sanglant champ de bataille, pour que la famille impériale s'y fixât. En 1861, Alexandre II acheta le domaine de

Livadia, au sud-ouest de Yalta, pour y faire édifier deux palais et une église par l'architecte pétersbourgeois Ippolito Monighetti : le Grand Palais, reconnaissable à ses imposantes galeries, abrita en février 1945 la fameuse conférence dite de Yalta entre Staline, Roosevelt et Churchill ; le Petit Palais, sobre d'ornements, recueillit le dernier soupir d'Alexandre III, le 20 octobre 1894 : l'empereur, qui aimait à prendre de vigoureux bains de mer, y était venu pour soigner sa néphrite ; un majestueux escalier de marbre permettait de rejoindre le rivage. Son fils Nicolas II appréciait tout autant Livadia, où il avait pour voisine sa chère sœur Xenia, mariée à son cousin le grand-duc Alexandre Mikhaïlovitch dit « Sandro », dont le domaine d'Aï-Todor, situé sur le cap du même nom, était un agréable but de promenade.

Dans ses mémoires, *Quand j'étais grand-duc,* Sandro décrit la douce vie de Crimée. Rayé des cadres de la marine pour avoir osé critiquer la politique de l'amiral Tchikhatchev, il y prit une retraite anticipée, s'attachant à améliorer la propriété héritée de son père. Composé d'un petit palais, de bâtiments de service, de vignes, vergers et jardin et d'un phare sur la mer, Aï-Todor favorisa l'épanouissement d'une vie familiale sans nuage : *« J'aimais me lever à l'aube, suivre à cheval les sentiers bordés d'églantiers en fleur et regarder la mer où se miraient les rocheuses montagnes. Là était le bonheur ; là, sur ce sol qui m'appartenait, j'étais à ma place et je rêvais d'y demeurer toujours. Pour agrandir la propriété, j'achetai aux Tartares (sic) de Crimée des terres adjacentes. L'acquisition de chaque hectare me remplissait de joie. Je fis tracer un très pittoresque sentier à travers mes nouveaux domaines pour relier Aï-Todor à Livadia. Ce chemin fut nommé "l'allée impériale" parce que Nicky* [Nicolas II] *et Alix passaient par là tous les jours pour venir chez nous. »* Promenades de santé sur le mont Jaïla, navigations sur les yachts impériaux, excursions culturelles à Chersonèse, près de Sébastopol, les Romanov goûtent les plaisirs de la Riviera criméenne. Précepteur des enfants impériaux, le Suisse Pierre Gilliard a raconté le dernier printemps heureux du tsar et de sa famille, en 1914 : *« Nous arrivâmes à Livadia le 13 avril par une journée radieuse. Nous étions comme éblouis par le soleil qui inondait à flots les grandes falaises tombant à pic dans la mer, les petits villages tatars à demi terrés dans les flancs dénudés de la montagne et les mosquées toutes blanches qui se détachaient avec un éclat intense sur les vieux cyprès des cimetières. »* Après les *« interminables hivers pétersbourgeois »,* la Crimée offre une *« détente exquise »*. Lorsque vint la révolution, tandis que le tsar était sous haute surveillance à Tsarskoïe Selo puis à Iekaterinbourg, Sandro et sa famille étaient retenus prisonniers à Aï-Todor sous la garde des marins bolcheviques du soviet de Sébastopol. A la faveur des règlements d'après-guerre, la marine britannique put évacuer au printemps 1919 ces « ennemis de la révolution », dont les propriétés furent réquisitionnées par l'Etat.

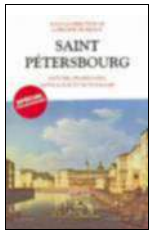
> On « descendait » en Crimée pour une parenthèse enchantée.

A ces villégiatures élégantes succéda alors le tourisme prolétaire : des « sanatoriums » destinés à accueillir les « curistes » soviétiques de toutes catégories – cadres du parti communiste, ouvriers métallurgistes, écrivains – jalonnent depuis toute la côte de la mer Noire. On « descendait » en Crimée pour une parenthèse enchantée. Des camps de vacances pour enfants étaient aussi organisés, tel le célèbre Artek, ancienne propriété aristocratique devenue camp de pionniers que l'ère Poutine a remis sur pied.

Depuis l'annexion de 2014, le séjour en Crimée est toujours aussi prisé des vacanciers russes. Le 15 mai 2018, un pont monumental a d'ailleurs été inauguré en grande pompe par le président russe – à la tête pour l'occasion d'un convoi de poids lourds – afin d'assurer une continuité territoriale entre la Fédération de Russie et la Crimée sans avoir à passer par l'Ukraine. Dans cette presqu'île paradisiaque, les touristes allient toujours détente et culture. Le patrimoine architectural de la Riviera russe est globalement bien conservé : si la propriété d'Aï-Todor, devenu le sanatorium « Rosa Luxembourg », toujours en activité aujourd'hui, a subi de nombreuses dégradations, la plupart des palais sont à présent des musées, y compris la maison de Richelieu à Gourzouf, qui abrite un musée Pouchkine. Dans le climat d'exaltation nationaliste actuel, nostalgie soviétique et nostalgie impériale se superposent ainsi étrangement sous le ciel limpide de Crimée : à Aloupka, à proximité du palais Vorontsov, la colossale statue de Lénine récemment redorée ne passe pas inaperçue, tandis qu'à Livadia les touristes se recueillent devant les objets personnels des « saints et martyrs » Romanov.

Docteur en histoire et professeur agrégé, Lorraine de Meaux est spécialiste de la Russie moderne et contemporaine.

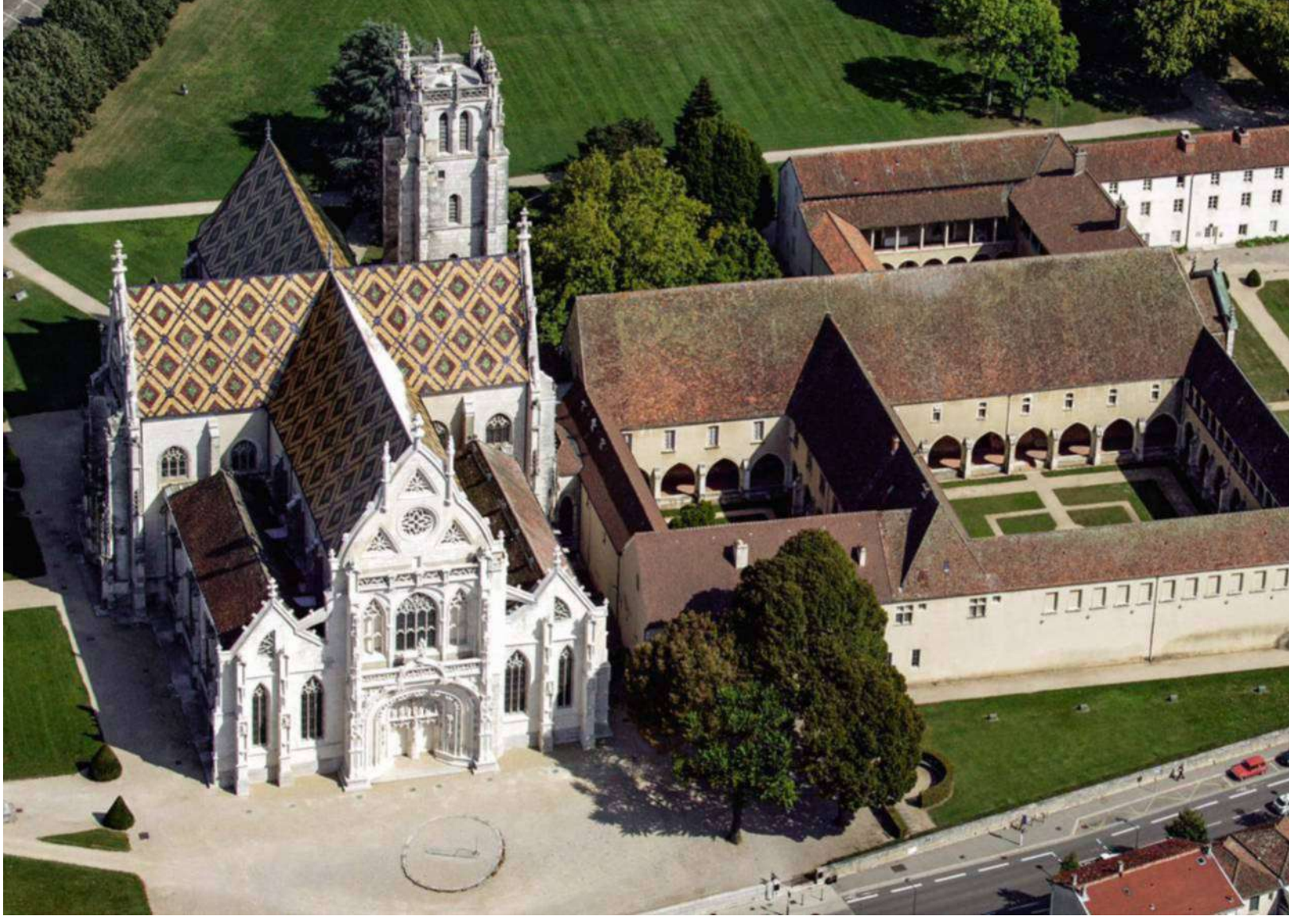
À LIRE de Lorraine de Meaux



Saint-Pétersbourg. Histoire, promenades, anthologie et dictionnaire **(dir.), Robert Laffont, « Bouquins », 1 140 pages, 30,40 €.**
La Russie et la tentation de l'Orient, **Fayard, 422 pages, 28,40 €.**

Lettre de Crimée En haut : le bord de mer de Yalta a conservé le charme d'une station balnéaire de la Belle Epoque. Anton Tchekhov, qui y avait fait construire sa fameuse Datcha blanche, y avait situé l'intrigue de sa nouvelle *La Dame au petit chien*. A droite : le grand-duc Alexandre Mikhaïlovitch, dit « Sandro », entre 1910 et 1915. Beau-frère de Nicolas II – il avait épousé la sœur du tsar, Xenia –, Sandro fut retenu prisonnier dans sa propriété en Crimée lors de la révolution russe, avant d'être évacué, avec sa famille, par la marine britannique en 1919. Ci-dessus : des vignobles près d'Alouchta, à une trentaine de kilomètres au nord de Yalta.

© JON ARNOLD IMAGES/HEMIS.FR. © SHUTTERSTOCK/VIACHESLAV LOPATI. © RUE DES ARCHIVES/PVDE.



LIEUX DE MÉMOIRE

Par Marie-Amélie Brocard

© HUGO MAERTENS FOTOGRAFIE/SP.

Ci-gît madame Marguerite

La restauration du mausolée de Marguerite d'Autriche, petite-fille du Téméraire, vient redonner tout son éclat au monastère de Brou.

HERWEY/VILLE_BOURG_EN_BRESSE. © DAVID BORDES-CENTRE DES MONUMENTS NATIONAUX/SP 2018.

Joyau flamand Page de gauche, en haut : le monastère royal de Brou, dans l'Ain, fondé en 1506 par Marguerite d'Autriche pour abriter son tombeau et ceux de son mari, Philibert de Savoie, et de sa belle-mère, Marguerite de Bourbon. En bas : *Marguerite d'Autriche,* par Bernard Van Orley, vers 1518 (Bourg-en-Bresse, musée de l'Ain). Ci-dessus : le transi de Marguerite d'Autriche, réalisé par Conrad Meyt d'après Jean de Bruxelles, entre 1512 et 1532.

Elle était la petite-fille du Téméraire, la fille de l'empereur Maximilien Ier, la tante de Charles Quint et de François Ier. Elle avait été successivement reine de France, princesse héritière d'Espagne, duchesse de Savoie et régente des Pays-Bas. En ce jour solennel du 9 juin 1532, la dépouille de Marguerite d'Autriche se dirige vers son ultime demeure. Joyau flamand au cœur de la discrète province de Bresse, merveille de l'art gothique flamboyant aux portes du Lyonnais, de la Bourgogne et de la Franche-Comté, le monastère de Brou, où se dérouleront, trois jours durant, ses obsèques, avait été pleinement son œuvre, voulu par elle, pensé par elle et pour elle.

A 24 ans, Marguerite avait déjà été mariée trois fois, répudiée (par Charles VIII) à 12 ans et désormais veuve pour la seconde fois lorsque, à la mort de son troisième époux, Philibert de Savoie, en 1504, elle s'était choisi une devise : « *Fortune infortune fort une* » (« la fortune en éprouve fort une »). On la trouvera à de nombreuses reprises gravée sur les murs de l'église. Vingt-cinq ans plus tôt, Marguerite de Bourbon, la mère de Philibert, avait fait le vœu de faire construire un monastère à Brou, mais elle était morte quelques années plus tard et son vœu était resté sans effet. Marguerite l'avait repris à son compte et avait décidé de faire construire une église mausolée pour son défunt mari et pour elle-même, à laquelle serait accolé un monastère dont la vocation serait de prier pour le salut de leurs âmes. Elle avait fait venir une communauté d'Augustins de Lombardie, et le 28 août 1506, sous des torrents de pluie, elle avait posé la première pierre.

A la mort de son frère Philippe le Beau, le mois suivant, elle avait pourtant dû rejoindre les Pays-Bas pour en assurer la régence et élever ses enfants, dont l'aîné, le futur Charles Quint, n'avait que 6 ans. Elle avait assumé ce rôle pendant dix ans, jusqu'à l'émancipation du jeune prince, puis à nouveau à partir de 1519 où, devenu empereur, il lui avait confié le gouvernement des Pays-Bas. C'est donc depuis sa demeure de Malines que Marguerite avait suivi les travaux.

Il fallait d'urgence loger les moines ; le monastère avait donc eu la priorité. Un monastère qui serait unique en France, avec trois cloîtres sur deux niveaux. Reflet de la société d'Ancien Régime, chaque cloître devait avoir ses propres utilisateurs. Le cloître des hôtes abriterait à l'étage les appartements de Marguerite, où elle souhaitait finir sa vie. Le deuxième cloître, le plus grand, serait celui des moines ; il accueille aujourd'hui le musée municipal de Bourg-en-Bresse avec une très belle collection de peintures dans les cellules et de statues dans le réfectoire.

© DAVID BORDES-CENTRE DES MONUMENTS NATIONAUX/SP 2018. IMAGEBROKER/HEMIS.FR.

Écrin de lumière
Ci-contre : le gisant de Marguerite d'Autriche, œuvre réalisée par Conrad Meyt d'après Jean de Bruxelles, entre 1512 et 1532. En bas : la nef gothique de l'église, dont la construction avait été confiée à l'architecte bruxellois Louis Van Boghem. Page de droite : le tombeau de Philibert de Savoie, au centre du chœur, et celui de Marguerite d'Autriche, surmonté d'un dais monumental qui rappelle sa naissance impériale.

Enfin, plus petit et moins raffiné, un troisième cloître serait ajouté pour les fonctions domestiques. Depuis ses appartements, Marguerite s'était quant à elle fait aménager un accès vers l'église : un chemin passant sur le jubé conduisait à un escalier dans un pilier menant directement à sa chapelle personnelle, à gauche du chœur, consacrée à Notre-Dame de l'Assomption et ornée d'un grand retable en albâtre illustrant les sept joies de la Vierge, d'une splendeur qui mérite à elle seule le déplacement à Brou.

Pour l'église, différents projets avaient été envisagés. Elle en avait finalement confié la réalisation à un architecte bruxellois, Louis Van Boghem, qui réaliserait l'édifice d'un seul jet entre 1512 et 1532, ce qui confère une grande unité à l'ensemble. La façade aux formes complexes et singulières, richement ornée d'une sculpture exubérante, offre un manifeste du gothique brabançon. L'ensemble avait été conçu par Marguerite comme un acte d'amour, mais aussi comme un manifeste politique de son ascendance bourguignonne. Le portail est surmonté d'une statue de saint André, patron de la maison de Bourgogne. La toiture polychrome, dont les tuiles colorées dessinent des formes géométriques à la façon des célèbres hospices de Beaune, donne le sentiment d'entrer en terre bourguignonne. Les arcs du portail en anse de panier sont agrémentés des symboles que l'on retrouvera partout dans l'église : des marguerites pour la duchesse, le monogramme « PM » pour le couple ducal uni par un lacs d'amour, et le briquet, symbole de la Bourgogne, avec la croix de saint André. Au centre, entre les deux portes, le saint patron du sanctuaire, saint Nicolas de Tolentino, dont la fête tombe le jour anniversaire de la mort de Philibert. Sur le tympan, Philibert et Marguerite présentés par leurs saints patrons, de part et d'autre d'un magnifique Christ aux liens.

A l'intérieur, des vitraux de verre blanc laissent passer une lumière abondante qui se reflète sur la pierre blanche d'une nef épurée. La luminosité est envoûtante. Seuls éléments sculptés, les clés de voûte ont toutes été déposées au début de l'année après la chute de trois d'entre elles : Pierre-Gilles Girault, l'administrateur des lieux, nous confie son souhait de les faire restaurer dans le courant de l'année 2019. Contrastant avec la sobriété de la nef, le jubé – un des rares à avoir été conservé en France – renoue avec l'exubérance de la sculpture flamboyante extérieure et annonce les fastes du chœur, qu'il dissimule en même temps qu'il y mène.

C'est alors l'éblouissement. Après la blancheur de la nef, la couleur s'invite de toutes parts. Les voûtes sont peintes. Les vitraux, remarquables, sont encadrés d'une kyrielle d'armoiries rappelant la généalogie des deux époux comme un programme dynastique. Le sol même était couvert de carreaux peints, bien qu'il reste peu de traces de cette peinture. De part et d'autre, les stalles en chêne des moines, luxueusement parées de sculptures d'artistes flamands, représentent apôtres et prophètes tandis que les miséricordes, qui servent d'appui aux moines lorsqu'ils se tiennent debout, sont l'œuvre d'artistes bressans et présentent des sujets profanes, voire grotesques.

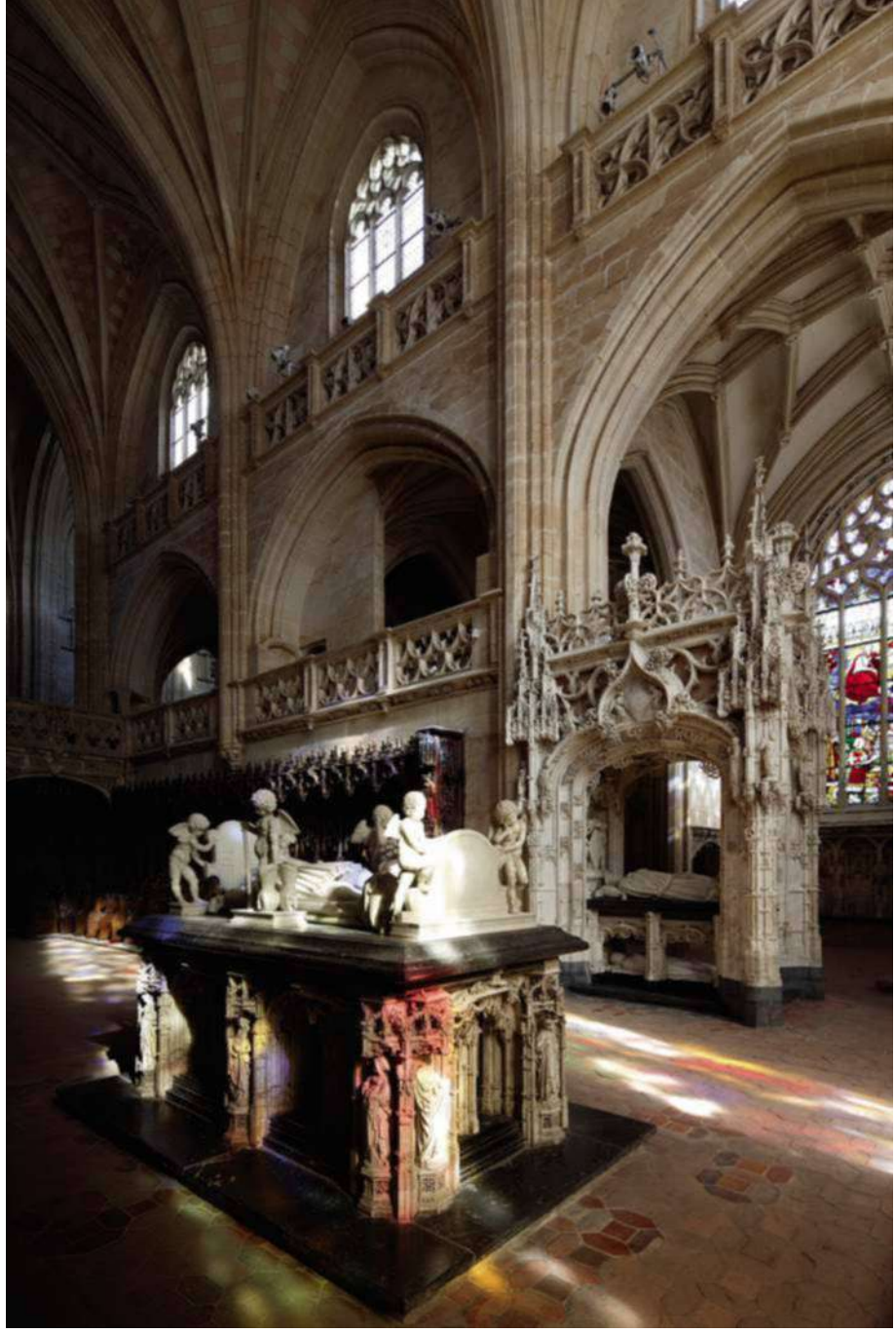
Au centre du chœur enfin, attirant inévitablement tous les regards, la raison d'être du sanctuaire : le tombeau de Philibert le Beau. A droite, celui de sa mère, à gauche, celui de son épouse. Si Marguerite a cédé la place d'honneur

à son mari, un dais monumental rappelle sa naissance impériale. Les décors d'albâtre foisonnent dans une dentelle de pierre d'une finesse à couper le souffle. L'élégance des statues décoratives nous entraîne à leur suite dans une procession funéraire autour des gisants. Si le tombeau de Marguerite de Bourbon est plus modeste, ceux du couple ducal supportent deux représentations des défunts. En bas, les transis : Marguerite dans une simple tunique avec ses longs cheveux défaits, Philibert presque totalement nu, saisi par la rigidité cadavérique. Les gisants supérieurs, fastueusement habillés, représentent les corps glorieux. Le visage tourné l'un vers l'autre, ils se regardent pour l'éternité.

De Bruxelles, et malgré la distance, Marguerite avait attentivement suivi l'avancement du chantier. Une abondante correspondance témoigne de son souci du moindre détail ; elle se fait envoyer plans et maquettes : c'est son œuvre, chaque décision est la sienne. Elle y consacre tous les revenus de son douaire. En 1530, elle décide d'y revenir, mais sa santé ne le lui permet pas. Elle meurt dans la nuit du 30 novembre au 1er décembre sans avoir jamais revu Brou depuis la pose de la première pierre. Il faudra encore deux ans pour achever les travaux, auxquels Charles Quint veille, avant qu'elle puisse enfin être enterrée dans le caveau, sous les somptueux tombeaux d'albâtre, auprès de son mari et de sa belle-mère.

Pendant deux siècles et demi, les moines assurent les offices divins et l'entretien des lieux. Au XVIIe siècle, le monastère obtient le qualificatif de « royal » en passant sous la protection de Louis XIV.

Mais en 1790, les moines sont expulsés par la Révolution. Pour préserver le monastère de la démolition, le député Thomas Riboud, obtient de l'Assemblée constituante, en mars 1791, qu'il soit conservé comme patrimoine de la nation. Il n'échappe toutefois pas totalement au vandalisme, qui s'exerce sur les sculptures et armoiries extérieures à hauteur d'homme. Le clocher sera lui-même décapité en avril 1794, le dôme et la flèche étant entièrement détruits comme symboles élevés à la féodalité et à la superstition.



© DAVID BORDES-CENTRE DES MONUMENTS NATIONAUX/SP 2018.

L'intérieur de l'église est en revanche préservé, Thomas Riboud en faisant un entrepôt de foin pour l'armée : le fourrage amoncelé jusqu'aux voûtes protège le précieux décor intérieur. Pendant dix ans, le monastère est quant à lui transformé en prison pour prêtres réfractaires puis en dépôt de mendicité et hospice d'aliénés. En 1823, sous la Restauration, il retrouve enfin sa vocation religieuse. Mis à la disposition du diocèse, il abrite le Grand Séminaire. Las, les séminaristes seront de nouveau chassés lors des persécutions anticléricales de 1905. Le monastère sera désormais dédié à la visite ; le deuxième et le troisième cloîtres ont été en outre cédés en 1920 à la ville de Bourg-en-Bresse pour y installer son musée.

Sous l'impulsion de l'administrateur Pierre-Gilles Girault, de nombreuses restaurations ont été réalisées ces dernières années pour retrouver le faste originel. En 2018, c'est aux chefs-d'œuvre des lieux qu'il s'est attelé : les tombeaux princiers. A grand renfort de vapeur d'eau et de bâtonnets ouatés, pour nettoyer sans détériorer et revenir sur de précédentes restaurations qui, notamment au XIXe siècle, les ont altérés. Le tombeau de Marguerite a déjà retrouvé son éclat immaculé. Cet automne, c'est au tour de ceux de Philibert et de sa mère. Pour financer les travaux, le Centre des monuments nationaux a lancé une campagne de mécénat. Pour Marguerite d'Autriche, qui fut l'un des plus grands mécènes de son temps, c'est un juste retour des choses !

Rens. : www.monastere-de-brou.fr et www.monuments-nationaux.fr

© FRANCK RAUX/RMN-GP CHÂTEAU DE VERSAILLES. © CHRISTOPHE FOUIN/RMN-GP CHÂTEAU DE VERSAILLES. © CHÂTEAU DE VERSAILLES/SP.

Par Geoffroy Caillet

Parle-leur de batailles, de rois et de géants

L'exposition qui s'ouvre le 6 octobre à Versailles met en lumière l'étonnant projet de Louis-Philippe qui, d'une résidence royale, fit un musée de l'histoire de France.

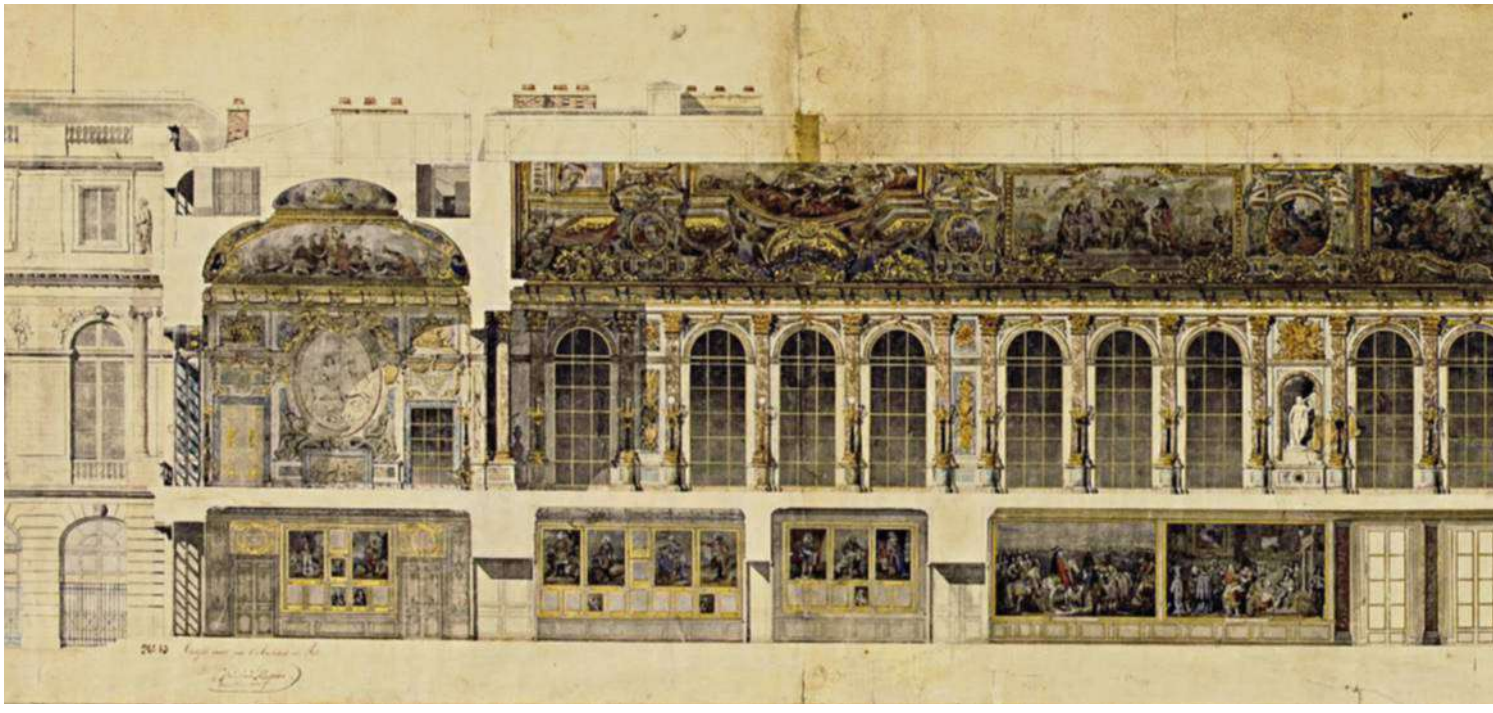
« *Je l'ai entendu souvent discuter des plans, des projets, je l'ai vu tracer lui-même des fondations, des allées, des chemins, et en vérité, j'admirais la rectitude de son coup d'œil, le génie de ses remarques, le talent de ses conceptions, et toujours il fallait rendre les armes non pas au prince, mais au plus ingénieux architecte, à ses magnifiques et grandioses propositions.* » Ce n'est pas à la plume d'un courtisan de Louis XIV, âme incontestée de Versailles, que l'on doit ces lignes, mais à celle du philanthrope Benjamin Appert dans son *Dix ans à la cour du roi Louis-Philippe, et souvenirs du temps de l'Empire et de la Restauration,* publié en 1846. Un éloge inattendu aux yeux de la postérité, tant l'empreinte du roi des Français disparaît entièrement, à Versailles, dans l'ombre écrasante de son prédécesseur. Et pour cause : son grand œuvre au château – les dizaines de salles connues comme Galeries Historiques – est très rarement accessible au public.

C'est l'ambition de l'exposition « Louis-Philippe et Versailles » de faire la lumière sur le rôle fondateur du roi qui s'employa à donner une nouvelle destinée au château pour en faire un monument national comme pour y immortaliser son règne.

Par un hasard qui n'en est pas un, l'exposition s'ouvre un 6 octobre, à la fois jour anniversaire de la naissance de Louis-Philippe en 1773 et du départ de Louis XVI et de la famille royale de Versailles en 1789. Si Louis-Philippe, né au Palais-Royal, ne connaissait pas tous les recoins du château, il l'avait fréquenté jusqu'à ce jour où la fureur des révolutionnaires en avait refermé les portes. Vidé de ses meubles, Versailles n'avait pas retrouvé depuis sa vocation de demeure souveraine. Napoléon s'était borné à faire restaurer Trianon pour Marie-Louise ; Louis XVIII et Charles X eux-mêmes lui avaient succédé aux Tuileries.

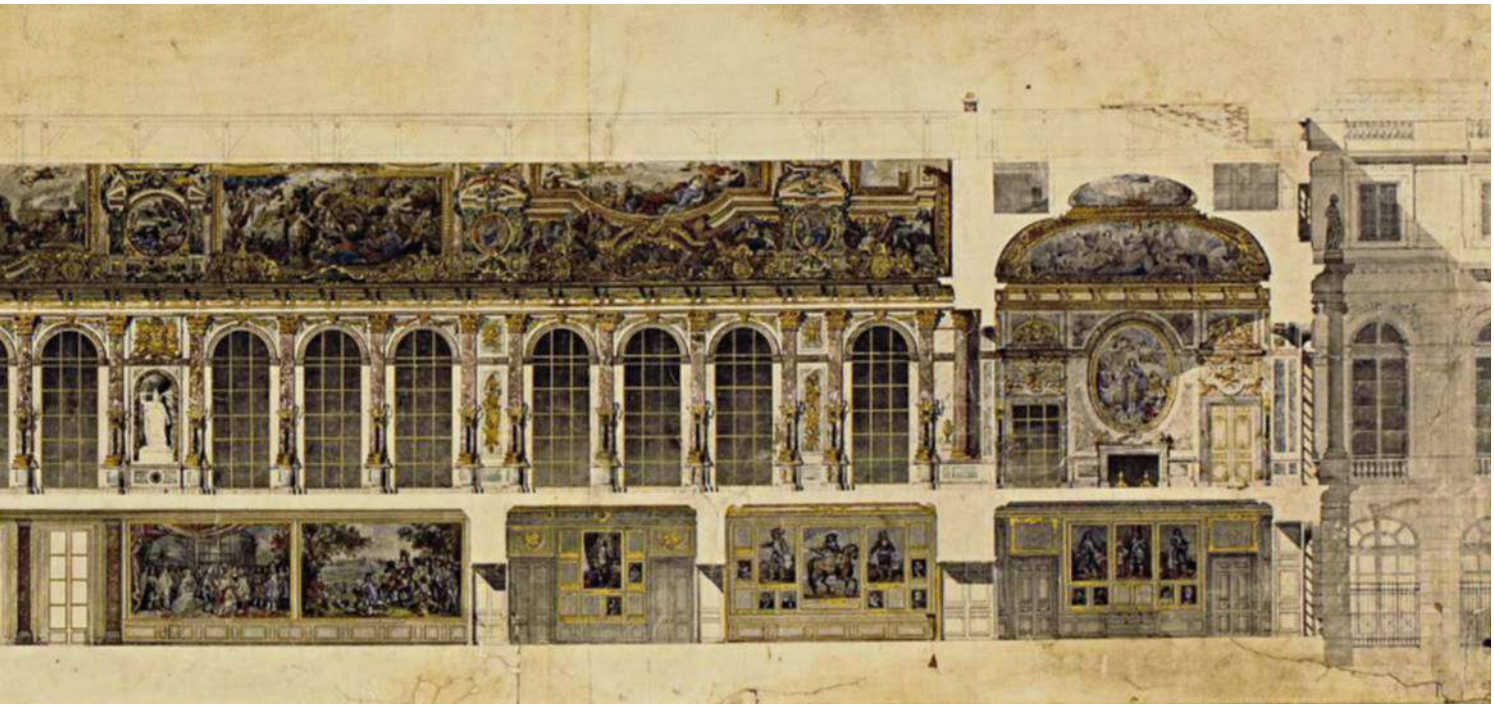
Porté au trône par la révolution de 1830, Louis-Philippe ne songe pas davantage à s'y établir. Mais il puise dans un épisode éphémère de la vie du château l'idée de lui donner une vocation nouvelle. De 1796 à 1810, Versailles était en effet devenu successivement Muséum national puis Musée spécial de l'école française : la réunion de tableaux, de sculptures, mais

INAUGURATION Page de gauche : détail de *Louis-Philippe entouré de ses cinq fils,* par Horace Vernet, 1846. La scène à lieu le 10 juin 1837, jour de l'inauguration du musée de Versailles. Ci-contre : *Projet de disposition des tableaux,* par Frédéric Nepveu, 1834. En haut : *Louis-Philippe inaugure la galerie des Batailles,* par François Joseph Heim (l'ensemble : Versailles, musée du Château).



© JEAN-MARC MANAÏ/RMN-GP. © RMN-GP/SP. © DANIEL ARNAUDET/JEAN SCHORMANS/RMN-GP.

GRANDS TRAVAUX Les Galeries Historiques, aménagées à partir de 1833 par l'architecte Frédéric Nepveu à la demande de Louis-Philippe, s'étendaient à travers tout le château, de l'aile du Midi à l'aile du Nord en passant par le corps central. Si les Grands Appartements furent préservés, ils s'ornèrent eux aussi de dizaines de portraits de personnages célèbres (*en haut,* par Frédéric Nepveu, Versailles, musée du Château). Mais les appartements des enfants de France et des princes, eux, furent détruits pour laisser place, notamment, à l'étage, à l'immense galerie des Batailles *(ci-dessus).* Longue de 120 m, elle est la pièce la plus vaste du château. Ses murs sont couverts de trente-trois tableaux monumentaux représentant des batailles fameuses de Clovis à Napoléon, comme celle de Tolbiac, en 496, peinte en 1837 par Ary Scheffer (*page de droite,* Versailles, musée du Château). Les bustes en marbre de 80 officiers morts au combat encadrent chaque scène.



aussi d'instruments scientifiques, d'une bibliothèque, d'un cabinet d'histoire naturelle y répondait à la vision encyclopédique d'un musée universel, conforme aux idéaux éducatifs de la Révolution. Or, à son arrivée au pouvoir, *« Louis-Philippe comprit que le mythe était plus puissant que la réalité et que Versailles ne pouvait se justifier qu'en devenant un établissement culturel ouvert au public »*, souligne Valérie Bajou, conservateur en chef au château de Versailles et commissaire de l'exposition. Féru d'histoire, le roi la fait entrer cette fois dans la demeure de Louis XIV, avide d'en assurer la diffusion, la célébration et la transmission à travers un musée dédié *« à toutes les gloires de la France »*, comme le proclame l'inscription qu'on lit toujours au fronton des deux pavillons de la cour de Marbre.

A partir de 1833, Louis-Philippe supervise attentivement sa construction, en s'appuyant sur l'architecte Frédéric Nepveu. C'est à lui que revient la mission de transformer le château en musée. D'un bout à l'autre des ailes du Nord et du Midi en passant par le corps central, d'immenses Galeries Historiques sont conçues pour dérouler treize siècles d'histoire de la France. Le roi y fait rassembler une prodigieuse série de milliers d'images peintes, sculptées, dessinées ou gravées, tirées des anciennes collections royales, princières, privées, institutionnelles, et complétées par une politique de commande de copies et d'œuvres rétrospectives. Si l'ancienne résidence royale est respectée et si les Grands Appartements gardent leur appellation, ceux qui, sous l'Ancien Régime, accueillaient princes et courtisans sont sacrifiés. Le 10 juin 1837, le musée est inauguré dans la pièce qui, avec ses 120 m de long, est devenue la plus vaste du château : la galerie des Batailles, aménagée sur tout le premier étage de l'aile du Midi, à l'emplacement même des appartements des ducs d'Orléans, que Louis-Philippe avait connus dans son enfance.

Conçue comme le cœur du nouveau musée, la galerie des Batailles fait naturellement partie de l'itinéraire proposé à travers les Galeries Historiques par l'exposition « Louis-Philippe et Versailles ». Sous la verrière imaginée par Nepveu pour la coiffer, on déambule au fil des trente-trois tableaux monumentaux qui en couvrent les murs, encadrés par les bustes en marbre de quatre-vingts officiers morts au combat : un champ d'honneur rétrospectif, surmonté des vignettes d'une gigantesque bande dessinée, qui commence par la victoire de Clovis à Tolbiac en 496 et s'achève sur celle de Napoléon à Wagram en 1809. A quelques commandes des régimes précédents (*Austerlitz* ou *Entrée d'Henri IV à Paris,* commandés à Gérard par Napoléon et Louis XVIII) s'ajoutent

PHOTOS : © RAPHAËL GAILLARDE/RMN-GP. © CHÂTEAU DE VERSAILLES/DIDIER SAULNIER/SP.

Honneur à l'Empereur Au rez-de-chaussée de l'aile du Midi s'étend la longue enfilade des salles Consulat et Empire *(ci-dessus)* et, à l'étage, la salle de 1792, consacrée aux héros des guerres de la Révolution et de l'Empire *(page de gauche, en bas)*. Il faut atteindre le corps central du château pour pénétrer dans la majestueuse salle du Sacre *(page de gauche, en haut)*, à la gloire de Napoléon. On y admire notamment une copie, par David, de son célèbre *Sacre de Napoléon*, venu remplacer l'original, transféré au Louvre en 1889.

les œuvres de contemporains, peintes jusqu'en 1845. Aux noms, bien méconnus aujourd'hui, d'Alaux, Bouchot ou Larivière, se mêlent ceux d'Eugène Delacroix et d'Horace Vernet. A l'heure où Alexandre Dumas faisait revivre dans ses romans des épisodes entiers de l'histoire de France, le musée voulu par Louis-Philippe à Versailles consacrait la naissance de l'historicisme pictural : la constitution d'un récit visuel de toute l'histoire de France au service de la monarchie de Juillet, censée réconcilier les partisans des différents régimes qui s'étaient succédé depuis cinquante ans. Comme l'explique encore Valérie Bajou, il ne s'agit plus de *« justifier le caractère divin de la monarchie française, mais d'expliquer la formation de la nation, que Louis-Philippe avait vécue en direct »*.

Voulue par un roi qui écrivait à sa mère en 1800 que la France *« n'est pas une idée abstraite »*, cette histoire mise en images se poursuit successivement, au rez-de-chaussée de l'aile du Midi, dans les salles Consulat et Empire, et, à l'étage, dans la salle de 1830 et la salle de 1792. On accède alors, dans le corps central du château, à la salle du Sacre, entièrement restaurée pour l'exposition : une vaste pièce consacrée à la gloire de Napoléon. Sur les murs défilent le fastueux *Sacre de Napoléon* par David (en réalité une copie de la main du maître, l'original étant parti au Louvre en 1889), *La Distribution des Aigles* du même David et *La Bataille d'Aboukir*, commandé à Gros par Joachim Murat. Car Louis-Philippe entend bien se poser, à travers son musée, en héritier des rois comme des héros de la Révolution et de l'Empire. Du Roi-Soleil, il reprend le dessein, sa galerie des Batailles répondant à la galerie des Glaces. De l'Empereur, il célèbre l'épopée glorieuse, dont son régime serait le fruit abouti.

Parvenu aux Grands Appartements, le visiteur constate que le musée s'interrompt brutalement. Et pour cause : rendus à leur destination d'origine dans les années 1890, ils ne gardent pas trace du dessein de Louis-Philippe. Là étaient autrefois aménagées la salle des Rois, avec l'effigie de tous les souverains français depuis le mythique Pharamond, ou les innombrables salles des Maréchaux, consacrées aux grands hommes de guerre.

La visite du musée reprend dans l'aile Nord du château, où l'on admire la salle des Etats généraux, destinée à magnifier la concertation qui avait, selon Louis-Philippe, toujours présidé à l'union des rois et de leur peuple à travers l'histoire, avant de s'introduire, au rez-de-chaussée, dans les étonnantes salles des Croisades. Ouvertes en 1843 pour illustrer les huit croisades du XI^{e} au XIII^{e} siècle, elles abritent, dans un décor néogothique triomphant de boiseries peintes et sculptées, près de cent cinquante tableaux et trois cents figures environnés de dizaines de blasons de familles descendant de croisés. Une opération de séduction du roi-citoyen sur la noblesse ancienne, fermement légitimiste, qui donna lieu à une savoureuse production de fausses chartes pour se rattacher à un glorieux ancêtre. Le temps de l'exposition, la grande salle a même retrouvé les lustres monumentaux qui avaient été conçus pour l'orner avant de rejoindre rapidement le château de Pau.

A l'étage de l'aile Nord, les trois salles d'Afrique, décorées par Horace Vernet, consacrent la dimension idéologique du programme historié du roi des Français.

A Louis-Philippe, la conquête de l'Algérie, commencée sous Charles X, offrait en effet l'occasion de se présenter en nouveau Louis XIV, en émule de Napoléon. La participation militaire de ses fils lui permettait en outre d'inscrire sa dynastie dans une tradition de victoires couronnant l'ambition civilisatrice et expansionniste de la France. Celle que justifierait son ministre Guizot dans ses Mémoires : *« C'est une question d'instinct politique et, si j'ose dire, d'intuition humaine dans l'ordre divin. La conservation de l'Algérie était, j'en suis convaincu, après 1830, une nécessité de cette sorte : il y avait là, pour la France, un cas de grandeur personnelle et un devoir envers l'avenir du monde chrétien. Nous nous serions plus affaiblis et plus courbés à rejeter le fardeau qu'à le porter. »* La salle de Constantine, la seule qui fût achevée, représente ainsi le siège et la prise de la ville en octobre 1837, et celle du Maroc, les succès français qui allaient aboutir au traité de Tanger en 1844. Quant à la salle de la Smala, elle tire son nom de la prodigieuse toile en panorama *La Prise de la smala d'Abd el-Kader,* d'Horace Vernet, qui s'étend, longue de 20 m, sur tout un mur.

C'est aussi dans les salles d'Afrique que l'exposition rassemble l'essentiel des quelque deux cent trente peintures, sculptures, dessins, maquettes, pièces de mobilier et objets d'art tirés des collections de Versailles ou prêtés par les grands musées internationaux. Autant que l'implication du roi dans son musée, ils traduisent ses goûts de mille façons. Des vues intérieures du château d'Eu montrent ainsi combien la propriété de la famille d'Orléans inspira le programme décoratif des Galeries Historiques, dont les boiseries peintes, les bas lambris de marbre et la disposition des tableaux évoquent davantage une demeure familiale qu'un musée comme le Louvre ou le Luxembourg. Un pittoresque « chariot de visite », planche roulante surmontée de deux fauteuils en vis-à-vis, rappelle comment les visiteurs de choix arpentaient autrefois les kilomètres de galeries du musée.

L'exposition se prolonge encore à Trianon, où le visiteur peut admirer l'appartement privé qu'occupait Louis-Philippe lors de ses séjours à Versailles, remeublé pour l'occasion, et, dans le théâtre de la Reine, un fabuleux décor de scène inédit, prêté par le château de Fontainebleau. Commandée par Louis-Philippe pour le château d'Eu, cette vaste composition de Pierre Cicéri, scénographe hors pair et fournisseur attitré des scènes parisiennes, représente un « palais gothique » de fantaisie, modifiable à souhait par l'ajout ou la suppression de ses éléments, comme les machinistes du théâtre en font la démonstration au cours de la visite. De son côté, l'Opéra royal présente un autre décor de Cicéri : le fascinant « palais de marbre » imaginé pour l'intermède dansé qui accompagna, sur cette même scène, l'inauguration des Galeries Historiques en 1837. Une quintessence du goût romantique, qui colore la conscience aiguë que le roi avait de l'histoire.

A la chute de Louis-Philippe, en 1848, le musée de Versailles n'est pas achevé, mais Napoléon III assure la relève en faisant ajouter les salles de Crimée et d'Italie aux salles d'Afrique pour y célébrer ses propres victoires. C'est finalement la IIIe République qui démantèlera le musée lorsque, à partir de 1892, le conservateur Pierre de Nolhac entreprendra de reconstituer les Grands Appartements tels qu'ils étaient, en les remeublant peu à peu et en privilégiant la peinture du siècle de Louis XIV aux tableaux de la monarchie de Juillet. Dès lors, vidé d'une partie de ses collections, le musée n'existe plus en tant que tel. Mais la plupart de ses grands ensembles subsistent, et le visiteur, qui espère en voir enfin l'ouverture permanente au-delà de l'exposition, se rallie facilement au point de vue de Victor Hugo : *« Ce que Louis-Philippe a fait à Versailles est bien. Avoir accompli cette œuvre, c'est (…) avoir fait un monument national d'un monument monarchique ; c'est avoir mis une idée immense dans un immense édifice ; c'est avoir installé le présent dans le passé, 1789 vis-à-vis de 1688, l'empereur chez le roi, Napoléon chez Louis XIV ; en un mot, c'est avoir donné à ce livre magnifique qu'on appelle l'histoire de France cette magnifique reliure qu'on appelle Versailles. »*

« Louis-Philippe et Versailles », du 6 octobre 2018 au 4 février 2019. Château de Versailles, salles de l'aile Nord. Tous les jours, sauf le lundi, de 9 h à 18 h 30. Rens. : www.chateauversailles.fr

À LIRE

Catalogue de l'exposition
Sous la direction de Valérie Bajou
Château de Versailles/ Somogy
400 pages
49 €. A paraître le 17 octobre.

Sous le signe de la croix Dans la grande salle des Croisades *(en haut)*, au rez-de-chaussée de l'aile Nord, on aperçoit, disséminés sur les boiseries, les blasons des familles descendant de croisés. Page de gauche, en bas : *Louis-Philippe et sa famille visitant les salles des Croisades,* par Prosper Lafaye, 1845. L'exposition se poursuit, à l'étage de l'aile Nord, dans les salles d'Afrique *(ci-dessus,* La Prise de la smala d'Abd el-Kader, *par Horace Vernet, 1845)*, où seront présentés divers objets, comme ce confortable chariot de visite *(page de gauche, en haut)*.

© CHRISTOPHE FOUIN/RMN-GP. © RMN-GP-SP. © BERNARD DUPONT/AGEFOTOSTOCK. © CHÂTEAU DE VERSAILLES/THOMAS GARNIER/SP.

PHOTOS : © MARC-ANTOINE MOUTERDE POUR LE FIGARO HISTOIRE.

TRÉSORS VIVANTS

Par Sophie Humann

A la table des princes

Certaines pièces des plus grands services de table historiques sont toujours rééditées à Limoges. Visite au cœur de la manufacture Bernardaud.

JARDIN DU ROI En bas : cette tasse historique rééditée par la maison Bernardaud fut créée par Sèvres en 1793 et s'inspire des planches de Buffon. Ci-dessus : chaque pièce est entièrement fabriquée à la main. La graine qui tient le couvercle du pot à oille est moulée séparément. L'émaillage est une opération aussi rapide que périlleuse *(page de gauche)*.

Si le nom de Bernardaud, à Limoges, apparaît aujourd'hui dans les journaux de décoration, c'est surtout pour les talents d'innovation de la maison et sa collaboration avec les artistes contemporains les plus divers. Dans l'usine d'Oradour-sur-Glane, à quelques kilomètres de la capitale limousine, entre deux séries de théières ou d'assiettes, les célèbres animaux ballons de Jeff Koons sont ainsi déclinés en porcelaine par une armée d'ouvriers dans la plus grande confidentialité. De peur que le secret de leur fabrication ne s'évente, les visites sont rares, encadrées, et chaque image sortant des ateliers soigneusement contrôlée.

On sait moins que Bernardaud a racheté en 1986 l'Ancienne Manufacture Royale, héritière de la première fabrique fondée à Limoges en 1737, dont ses équipes détiennent désormais le savoir-faire. A l'occasion de la visite du *Figaro Histoire*, elles ont lancé la production d'un pot à oille (plat circulaire à couvercle servant à présenter les viandes en sauce) du service dit « de Marie-Antoinette », dont seules deux pièces originales sont parvenues jusqu'à nous, l'une conservée à Versailles, l'autre au Louvre. Les collections estampillées « Ancienne Manufacture Royale » sont en effet des rééditions à l'identique de services de table historiques. La maison Bernardaud collabore ainsi avec les archives des grandes institutions, du Musée national Adrien-Dubouché de Limoges et de celui de Sèvres.
Le service de Marie-Antoinette était sorti de la Manufacture de Sèvres et arrivé à Versailles le 2 janvier 1782. La reine en avait apprécié la forme un peu grasse, dite « comte d'Artois », et surtout le motif champêtre, qui lui rappelait son cher Trianon – le semis de bleuet, qu'on appelait aussi barbeau –, les grains délicats des rangs de perles déposés sur un fond vert, simplement cernés d'un filet d'or.

Avant d'arriver sur la table royale, il en aura fallu des gestes, des mouvements rapides d'une exquise précision, transmis d'un artisan à l'autre depuis près de trois siècles. Tout commence par le blanc, réalisé à Oradour. Quatre moules sont nécessaires pour façonner le pot à oille : l'un pour le corps, l'autre pour le couvercle et deux autres pour la graine du dessus et les anses des côtés. Ainsi la chaleur de la nourriture ne se transmet pas aux doigts qui saisissent le pot. De longs tuyaux sort la barbotine (un mélange de 50 % de kaolin, 25 % de feldspath et 25 % de quartz délayés avec de l'eau). Trois femmes, l'air concentré, sont chargées de couler le précieux liquide dans les moules. Tout va très vite. Ici, la simplicité n'est qu'un leurre. Le moindre courant d'air pourrait déformer la porcelaine, dont la « mémoire » garderait cette déformation après la cuisson.
Chaque moule en plâtre, qui ne sert qu'une quarantaine de fois, a des dimensions de 14 % supérieures à l'objet final. Entre le coulage, le démoulage, le garnissage, le finissage, une quarantaine de personnes seront déjà intervenues sur ce pot à oille

PHOTOS : © MARC-ANTOINE MOUTERDE POUR LE FIGARO HISTOIRE. EN BAS : © PORCELAINE BERNARDAUD/SP.

après sa première cuisson, et chacune aura passé près d'un cinquième de son temps à vérifier le bon état de la pièce.

Après un passage de vingt-quatre heures dans un four à 980 °C, le pot est dit « dégourdi », soit encore très poreux. Il peut donc recevoir l'émail en passant entre les mains expertes de Franck Brillat, émailleur dans la maison depuis trente ans. Son bras dessine dans l'air un geste ample, courbe ; ses doigts effleurent à peine le bord de la pièce, pourtant lourde, qu'il dépose avec un sourire. Cet homme-là n'émaille pas, il danse !

Alors que le pot a déjà une semaine d'existence, on longe les bouches carrées des fours avant de gagner le territoire des « choisisseuses ». Chacune a un rôle précis : l'une vérifie les tasses, cognant légèrement la pièce avec son crayon pour déceler le bruit d'une éventuelle fêlure, l'autre passe son doigt sur le rebord de chaque soucoupe. Un grain, un minime manque d'émail et la pièce est éliminée. L'exigence est grande. Environ 20 % de la production part ainsi à la poubelle.

Une fois contrôlés sous toutes les coutures, les services de porcelaine gagnent l'atelier de décor, à Limoges, dans l'ancienne manufacture de Bernardaud, établie depuis 1863 avenue Albert-Thomas. Le pot à oille est alors cuit dans un four à 1 200 °C, avant d'être confié aux mains de Didier Mignon, fileur-décorateur. Son pinceau suit les courbes sans trembler, laissant derrière lui un mince filet d'or net, qui sera à nouveau cuit à 820 °C avant d'être sablé en douceur par Marine Lavergne ou une autre sableuse.

« *J'ai beau faire ce métier depuis des années, je me sens toujours apprenti,* explique Didier, modeste. *Il faut cinq ans pour connaître à peu près les gestes et dix pour bien maîtriser le broyage de la couleur avec les essences grasses.* » Didier avait 12 ans quand il a manié ses premiers pinceaux, chez son oncle, décorateur indépendant, qu'il allait voir les jeudis après-midi. Aujourd'hui, il forme à son tour les neuf apprentis doreurs de l'atelier. Grâce, entre autres, à la collaboration avec les artistes, la manufacture reste en effet très créative et attire toujours les vocations.

Les premiers filons de kaolin avaient été découverts près de Limoges dès 1768. Mêlé à l'eau pure des rivières limousines, il permit d'obtenir une pâte miraculeuse. Les forêts qui entouraient la ville fournirent le combustible pour les fours, d'où les premières pièces sortirent trois ans plus tard. La manufacture fut naturellement placée sous la protection du comte d'Artois, auquel le Limousin avait échu. Elle fut cédée en 1784 à son frère Louis XVI et unie à la Manufacture Royale de Sèvres. Chocolatières, rafraîchissoirs et tout ce qui ajoutait au charme et à l'élégance de la table en cette fin du XVIII[e] siècle sortait de ses ateliers. Hélas, la fin de ce monde vint vite. Décrétée « propriété nationale », la Manufacture Royale fut adjugée aux enchères le 9 octobre 1796.

Pourtant, seuls les commanditaires avaient changé. Les gestes, eux, demeurèrent. Parmi les pièces historiques rééditées, on compte par exemple le service « A la Reine », dont le musée Adrien-Dubouché possède un certain nombre de pièces. Cet hommage rendu à Marie-Antoinette lorsque les ateliers de Limoges obtinrent le statut royal en 1784 se caractérise par une jonchée de chèvrefeuille, d'œillets, de marguerites, de roses, de tulipes, lancés comme au hasard sur les tasses ou les assiettes, mais dont, en réalité, la savante disposition permettait autrefois de masquer les inévitables imperfections causées par la cuisson au bois.

Certaines créations étaient déjà le fruit d'une collaboration avec les artistes de l'époque. Ainsi du service « Botanique », dont Bernardaud reproduit quelques-unes

Aux dauphins Ci-contre : l'original de cette tasse, imaginée pour célébrer la naissance de Louis-Joseph de France en 1781, a appartenu au maréchal de Saxe puis à George Sand. En haut, à droite : le moindre courant d'air peut déformer la porcelaine, aussi le démoulage est-il délicat. Une fois cuite et émaillée en blanc, la porcelaine s'habille sous le pinceau ferme du fileur-décorateur *(en haut, à gauche).*

des pièces conservées au musée du château de la Fasanerie, près de Fulda, en Allemagne. Plus grand service exécuté à Sèvres, avec ses soixante couverts, soit 566 pièces, il fut commandé le 5 mai 1829 par le prince électeur Guillaume II de Hesse sous un pseudonyme et livré deux ans plus tard. L'époque croyait à la science, admirait Diderot et d'Alembert. Chaque assiette porta donc le nom d'une espèce différente (ipomée pourpre, renoncule à feuilles d'aconit, scabieuse fleur-de-veuve, iris naine à fleurs violettes…) et les plus belles planches dessinées par Pierre-Joseph Redouté pour le Muséum servirent de modèle. Quant au service « Jardin du Roi », créé à Sèvres en 1793 d'après les pièces originales conservées au musée Buffon de Montbard, en Bourgogne, il reprend quelques planches de *L'Histoire naturelle des oiseaux* du célèbre naturaliste.

Les artisans de Bernardaud fabriquent aussi quelques pièces qui ont marqué l'Histoire : la réplique de deux gobelets et d'une jatte conservés à Sèvres, dessinés par le peintre Jean-Jacques Lagrenée pour la laiterie de Rambouillet et offerts par Louis XVI à Marie-Antoinette ; une série de « Tasses historiques », comme celle « Aux Chinois » (1793-1802), dont la couleur violine fut une prouesse de la manufacture de Sèvres à la fin du XVIII[e] siècle ; celle « Aux aigrettes » (1792), empreinte d'une vision rousseauiste de la nature et dont l'originale est conservée au musée de l'Ile-de-France à Sceaux ; la somptueuse « Aux tulipes », créée en 1810 avec la collaboration des architectes Percier et Fontaine ; la « Bonaparte » (1803), gracieuse tasse à chocolat à l'effigie de Bonaparte en costume de président de la République italienne, d'après Isabey.

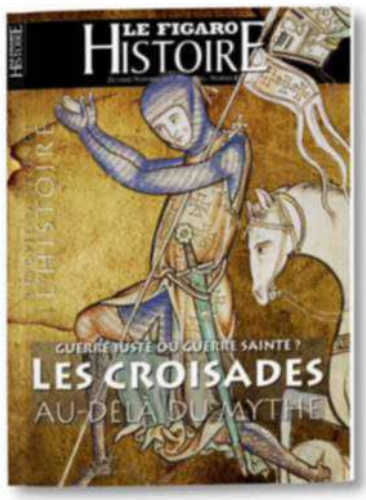
La plus émouvante est peut-être la tasse « Aux dauphins ». Elle fut créée en 1781 pour célébrer la naissance du Dauphin Louis-Joseph, premier garçon de Louis XVI et Marie-Antoinette, mort de tuberculose osseuse à l'âge de 7 ans. Avant d'entrer dans la collection du Musée national Adrien-Dubouché de Limoges, elle a appartenu au maréchal de Saxe, puis à son arrière-petite-fille, George Sand. Mais la plus luxueuse est sans doute la tasse « Catherine II de Russie » (1778-1779), service le plus coûteux jamais réalisé par Sèvres, qui mobilisa toute la manufacture pendant deux ans. L'original trône, somptueux, au musée de l'Ermitage à Saint-Pétersbourg.

ABONNEZ-VOUS

LE FIGARO HISTOIRE

1 AN
D'ABONNEMENT
6 NUMEROS

35 € au lieu de 53,40€



L'HISTOIRE
EST UN PLAISIR

Abonnez-vous en appelant au
01 70 37 31 70
avec le code RAP18008

PAR INTERNET
www.figarostore.fr/histoire

PAR COURRIER
en adressant votre règlement de 35 €
à l'ordre du Figaro à :

Le Figaro Histoire
Abonnement, 4 rue de Mouchy,
60438 Noailles Cedex

Offre France métropolitaine réservée aux nouveaux abonnés et valable jusqu'au 31/12/18. Informatique et Libertés : en application des articles 38, 39 et 40 dela loi Informatique et Libertés, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de radiation des informations vous concernant en vous adressant à notre siège. Photo non contractuelle. Société du Figaro, 14 boulevard Haussmann 75009 Paris. SAS au capital de 16 860 475 €. 542 077 755 RCS Paris.

Par Vincent Trémolet de Villers

© FRANÇOIS BOUCHON/LE FIGARO.

Vacances romaines

C'est le principe d'un reportage : vous atterrissez quelque part sans savoir ce que vous rapporterez. En octobre 1996, Michel De Jaeghere arrive à Rome. Jean-Paul II vit ses dernières heures, dit-on : il faut finaliser la « nécro » et préparer le conclave. En salle de presse, chacun s'efforce de prendre un air renseigné mais, au fond, personne ne sait rien (Jean-Paul II ne mourra en réalité que neuf ans plus tard). Entre deux rendez-vous avec des prélats revenus de tout, des monsignores désespérés, des chanoines blasés, des intellectuels extralucides, notre reporter flâne. Stendhal le guide dans ses promenades dans Rome. De basiliques majeures en palais mineurs, Michel De Jaeghere ne perd pas une voûte, une sculpture, un bas-relief. Comme Borromini fait s'élever vers le ciel, en tourbillon, la pierre de l'église Saint-Yves, le promeneur, par la grâce d'une plume pleine de sève, de mouvements et de couleurs fait apparaître autels et baldaquins, géants de marbre et putti de stuc, tombes anonymes et mausolées glorieux : Dieu plane au-dessus des eaux de la chapelle Sixtine ; dans la chapelle Nicoline, Fra Angelico dévoile l'âme des saints ; en son extase de marbre, la *Sainte Thérèse* de Bernin en fait sans doute un peu trop. Toutes ces splendeurs servent de décor aux intrigues des prélats qui, de confidences en interviews, continuent à décrire les scenarii du conclave. Elles reposent aussi sur des fondations antiques qui partout se rappellent à l'œil et à l'esprit. « *Je ne suis pas ici pour les monuments de la Rome antique, je me le répète tous les jours,* écrit le reporter scrupuleux, *mais qu'y puis-je si on les rencontre à chaque carrefour ? Et que comprendre, sans eux, à l'histoire des papes, dont tout l'effort aura été pendant des siècles, de se rendre dignes des empereurs qui les avaient devancés ? Ce n'est pas moi qui leur ai donné ce titre de* Pontifex Maximus *que César et Auguste avaient porté avant eux.* » En quelques lignes, l'auteur se met à nu. Le sous-titre de son essai, *Journal sans moi,* ment. C'est bien une autobiographie spirituelle et esthétique que nous avons sous les yeux. Son auteur, jamais visible (sauf pour de savoureux souvenirs d'enfance), est partout présent. A Tivoli, à l'ombre des murs de l'empereur Hadrien, au cœur des vestiges assommants du Forum ou même quand il évoque la compagnie d'anciens Romains : le président de Brosses, Chateaubriand, Montherlant ou Ettore Scola…

© ARCO/SCHOENING/AGEFOTOSTOCK.

PONTIFEX MAXIMUS En haut : les Gardes suisses devant la porte de Bronze, à l'entrée principale du palais apostolique du Vatican.

L'enquête sur le conclave qu'il assure mener ? Une couverture qui dissimule une investigation d'un tout autre ordre. Ce que cherche notre promeneur : percer le secret de la romanité. Comment une construction politique s'est-elle prolongée en institution religieuse ? Pourquoi la diffusion des Evangiles ne pouvait-elle se faire sans le marbre des statues, le mouvement des fresques, les beautés de la liturgie, le noir des soutanes, le violet des monsignores, le rouge des cardinaux, le blanc du vicaire du Christ ? Par quel miracle une loi nouvelle d'amour et de sacrifice se perpétue-t-elle à travers une institution où le martyre et la sainteté n'ont évacué ni l'or, ni le pouvoir, ni le sexe ? Rome est « *un manifeste de pierre du passage de témoin* » entre la Louve et la Croix, écrit Michel De Jaeghere. Ce mystère hante l'homme et son livre. Un mystère ample comme la basilique Saint-Pierre, tourmenté comme le *Jugement dernier* de Michel-Ange, apaisant comme les visages d'Angelico, saisissant comme la vocation de saint Matthieu chez Caravage (« *Jamais on n'aura illustré plus théologiquement peut-être la gratuité de la grâce* ») ; un mystère opaque et lumineux, accessible et fuyant, inquiétant et consolateur, que Rome contient tout entier.

Au dernier jour de cet automne au bord du Tibre, un vieux cardinal clôt cette admirable méditation. Après une évocation des fins dernières, il rappelle qu'autrefois les laïcs s'appelaient fidèles. Et pose une question en forme de réponse : « *C'est un beau nom, n'est-ce pas, fidèle ?* »

À LIRE

Un automne romain. Journal sans moi
Michel De Jaeghere
Les Belles Lettres
400 pages, 19 €

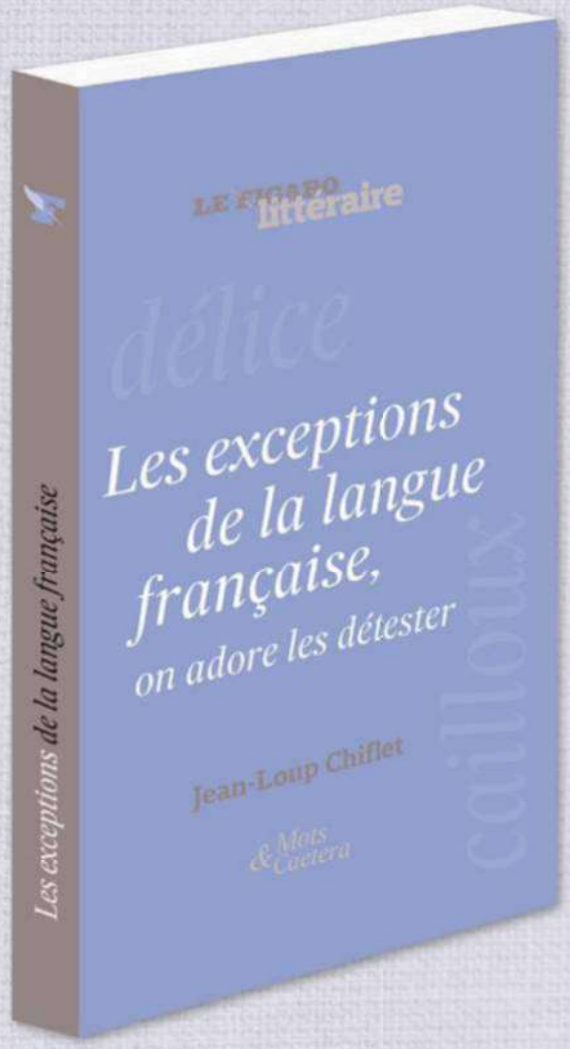
Retrouvez *Le Figaro Histoire* le 29 novembre 2018

NOUVEAU

LE FIGARO littéraire

présente

Exceptions de la langue française : certains Belges les détestent, mais nous, on les adore !



Jean-Loup Chiflet nous entraîne dans une nouvelle promenade passionnante, surprenante, érudite et humoristique à travers les exceptions, bizarreries et autres étrangetés qui font tout le charme de la langue française.

Collection ''Mots & Cætera''

Pour aller plus loin dans la découverte de la langue française.

12,90 € | EN VENTE ACTUELLEMENT

Disponible chez tous les marchands de journaux et sur www.figarostore.fr

LE FIGARO

VOUS RÉVÈLE LES DESSOUS DE LA CULTURE hors-série

NOUVEAU !
Septembre
Octobre
2018

LA VIE ARDENTE DE CARAVAGE

Au cœur de la Rome pontificale, son existence est digne d'un roman de cape et d'épée. Il y a écumé les tavernes, fréquenté les mauvais garçons, mais aussi l'élite cultivée. À l'aube du XVII[e] siècle, il fit descendre la peinture du ciel idéal où l'avaient élevée Raphaël et Michel-Ange, pour révéler la part d'ombre et les passions ardentes de cette vie. À l'occasion de la sublime exposition du musée Jacquemart-André « Caravage à Rome, amis et ennemis », *Le Figaro Hors-Série* explore la légende de ce génie, peintre et assassin, virtuose du clair-obscur, et lui consacre un numéro exceptionnel, magnifiquement illustré.

Le Figaro Hors-Série : Caravage, une vie en clair-obscur.
104 pages.

8,90 € Actuellement disponible
chez votre marchand de journaux et sur www.figarostore.fr/hors-serie

Retrouvez *Le Figaro Hors-Série* sur Twitter et Facebook